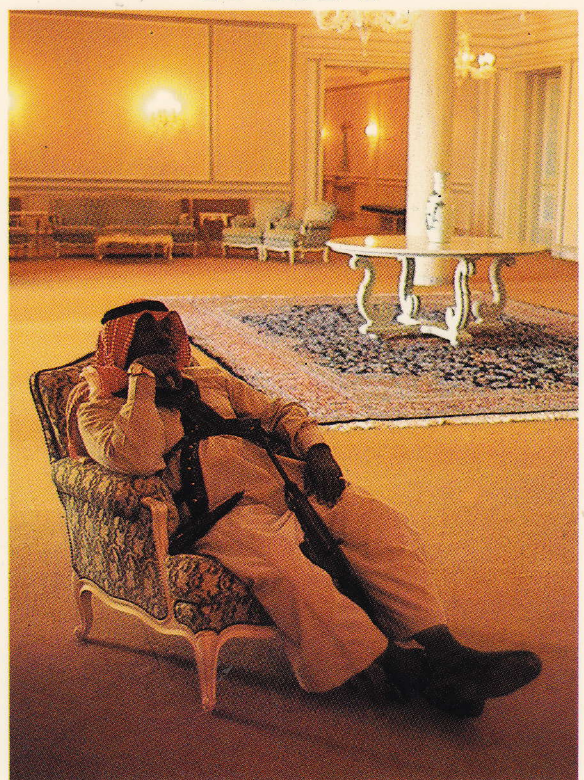
OLIVIER DA LAGE – GÉRARD GRZYBEK

LE GOLFE



LE JEU DES SIX FAMILLES

autrement
CIEL OUVERT

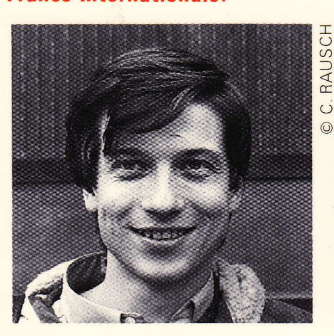
■ Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweit, Oman et Qatar.

■ Les six États qui forment, avec les deux Yémen, la Péninsule Arabique, ont chacun une personnalité qui les oppose autant qu'elle les unit. D'un côté, l'Arabie Saoudite, puissante, austère, qui s'affirme chaque jour davantage comme parrain dans la région ; de l'autre, Bahreïn, libérale, presque permissive, poumon culturel du Golfe.

■ La réalité est infiniment complexe, faite de réseaux familiaux, d'alliances, de trahisons. Cependant les points communs l'emportent : poids croissant des immigrés asiatiques, recherche d'une économie de l'après-pétrole, montée très progressive de bourgeoisies modernes en opposition potentielle avec le conservatisme ambiant, ascension peu résistible d'un intégrisme musulman de plus en plus exigeant. Mais surtout la conscience d'être entré dans la zone des tempêtes, des conflits régionaux et planétaires.

■ Olivier Da Lage et Gérard Grzybek démêlent patiemment l'écheveau, analysant l'imbrication vertigineuse de la tradition, de la modernité et du bras de fer Est/Ouest. Au-delà des idées convenues, ils font un véritable récit géo-stratégique, entre Clausewitz et les Mille et Une Nuits.

Olivier Da Lage, 27 ans, ancien correspondant dans le Golfe. Gérard Grzybek, 33 ans. Tous deux sont journalistes à Radio France Internationale.



© C. RAUSCH

autrement

CIEL OUVERT

69 F

PHOTO MARC RIBOUD

Dans la même collection

Marylène Delbourg-Delphis, *la Mode pour la vie,* 1983.

Michel Rodier, Éric Musard, *Dans la rue, l'héroïne,* 1983.

Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Au cœur de l'État, l'espionnage,* 1983.

Hugo Marsan, *Un homme, un homme,* 1983.

Claire Brière, Olivier Carré, *Islam, guerre à l'Occident ?,* 1983.

Brice Couturier, *Une scène-jeunesse,* 1983.

Maurice Lemoine, *Babel Collège,* 1983.

Mylène Sauloy, *Bogota Jungle,* 1984.

Yan de Kerorguen, *le Plaisir chaste,* 1984.

Blaise N'Djehoya, Massaër Diallo, *Un regard noir,* 1984.

Brigitte Ouvry-Vial, *Femmes made in USA,* 1984.

Jean-Pierre Le Dantec, *Enfin, l'architecture,* 1984.

Michel Embareck, *Sur la ligne blanche,* 1985.

OLIVIER DA LAGE
et
GÉRARD GRZYBEK

LE JEU DES SIX FAMILLES

Une collection dirigée par
Jules Chancel et Henry Dougier

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 du Code pénal.

© 1985 by éditions AUTREMENT, 4, rue d'Enghien, 75010 Paris
ISBN : 2-86260-133-0 - ISSN : 0759-6502

Remerciements

Notre gratitude va à tous ceux qui, à des titres divers, ont permis à ce livre de voir le jour. En lisant le manuscrit dans sa première version, ils nous ont fait bénéficier de leurs critiques et suggestions ; par le récit de leurs voyages ou de leurs expériences dans cette région, ils nous ont permis d'enrichir le texte de cet ouvrage. Sans que cette liste soit limitative, nous tenons à remercier particulièrement Alain de Chalvron, Kamel Djaïder, Mary Frings, Paul-Marie de La Gorce, Liesl Graz, Alain Gresh, Bassma Kodmani, Arlette Marchal, René Naba, Éric Rouleau, Rosy Rouleau, Sophie Shihab, François Vey, Jean-Christophe Victor, ainsi naturellement que nos proches qui ont eu la patience de nous supporter durant la rédaction du livre, et qui ont poussé la compréhension jusqu'à lire d'un œil critique sa mouture initiale. La contribution de chacun a façonné la nouvelle version. Quant aux erreurs ou approximations qui subsisteraient, elles relèvent de notre seule responsabilité.

O.D.L. et.G.G.

INTRODUCTION

> *« Ce qui accompagne le luxe et une vie facile affaiblit le sentiment d'appartenance à un groupe, seul capable de donner la supériorité. Quand ce sentiment d'appartenir à un groupe est détruit, la tribu n'est plus capable de se défendre ou de se protéger elle-même, et encore moins de formuler des exigences. Elle sera engloutie par les autres nations. »*
>
> IBN KHALDOUN, la *Mouqaddimah*

Dans l'« arc de crise » défini par Zbignew Brzezinski, le conseiller de Jimmy Carter pour les affaires de sécurité, le Golfe vibre comme une corde trop tendue qui s'apprête à lancer un projectile meurtrier à la face du monde entier. Car de la Corne de l'Afrique à l'Afghanistan, de l'Iran au Proche-Orient, l'arc n'est pas seulement le symbole de la tension Est-Ouest. Les foyers qui le parcourent peuvent à tout moment s'embraser et précipiter l'affrontement entre les deux Grands, déjà déconcertés par la tournure prise par les événements survenus depuis 1978. Ainsi, les services secrets — et avec eux, les stratèges — américains et soviétiques ont-ils été pris au dépourvu par la révolution iranienne, par l'ascension de ce peuple qui, à l'appel d'un vieux chef religieux, a renversé son monarque et mis en échec la plus puissante armée de la région. Il a bien fallu que Moscou se rende à l'évidence : lorsqu'un pays quitte un bloc, ce n'est pas nécessairement pour rejoindre l'autre. L'aimantation politique n'est plus seulement bipolaire. Cependant, les deux Super-Grands tiennent à leur vision du monde bicéphale et, sur l'échiquier de leurs ambitions, le Golfe occupe plus que jamais une case majeure. Leur rivalité planétaire vient encore attiser les foyers de tension.

Toutefois, bien davantage que le Kremlin, c'est l'onde de choc iranienne qui menace en premier lieu les pétro-monarchies du Golfe. Sans relâche, les mollahs de Khomeiny

mènent une action de prosélytisme en direction des chiites qui vivent dans les États pétroliers. Et la lame de fond n'a pas encore déferlé.

Les émirats réalisent que le mirage du pétrole, comme toute illusion, se termine sur une brutale déconvenue. Le voile d'or se déchire. Sur le marché, la demande a baissé. Les pays occidentaux se sont accoutumés à l'imprévisible et, après bien des faux pas, ont réussi à diversifier leurs sources d'énergie. La fin d'une opulence qui a accompagné leurs premiers pas d'États indépendants risque aujourd'hui de mettre leurs régimes à nu. Égoïsme chauvin des temps de crise, les immigrés vont devoir prendre le chemin du retour. La bourgeoisie d'affaires n'acceptera aucun sacrifice sans de substantielles compensations politiques. Quant au peuple, il aura goûté aux délices fugaces de la vie occidentale. Le fondamentalisme musulman ne manque pas de se nourrir des innombrables contradictions de ces pays et pourrait bien renforcer son emprise sur les esprits dans les années à venir.

Choc des années, choc des cultures : en moins de deux décennies, les principautés du Golfe ont vu surgir des Rolls-Royce là où semblaient figées dans le temps les traditions nomades. Ce télescopage du temps et de l'espace laisse ses témoins-acteurs encore médusés. Il a fallu rattraper le retard à marche forcée. Encore le calcul de ce « retard » a-t-il quelque chose d'artificiel : en vertu de quel théorème, en effet, faudrait-il poser l'équation selon laquelle une année dans le Golfe en vaut vingt en Occident ? Malaisée, la comparaison est au surplus faussée, car dans la Péninsule arabique le passé et l'avenir cohabitent. La Rolls n'a pas remplacé le chameau, elle le côtoie. Bien entendu, ces bouleversements ont engendré de sérieuses difficultés d'adaptation, voire provoqué la schizophrénie de bédouins précipités à une vitesse vertigineuse dans une civilisation qui n'est plus la leur. Que cette évolution accélérée n'ait pas — pas encore — provoqué d'explosion, voilà bien ce qui est remarquable. Nulle part dans le monde, en aucune autre époque de l'histoire, on ne retrouve une injection aussi brutale de

modernisme et de richesses dans une société qui n'avait pour ainsi dire pas varié en un millénaire. L'abondance apportée par les revenus du pétrole a facilité la transformation de ces émirats en États. Certes, ils restent avant tout des royaumes tribaux. Le plus important d'entre eux porte même — cas unique au monde, si l'on excepte celui du Liechtenstein ! — le nom de la famille régnante, la maison des Saoud. Mais il est encore bien tôt pour parler véritablement d'États-nations à leur sujet.

Sur cette pénible émergence d'une nouvelle identité vient se greffer un autre phénomène douloureux : la question palestinienne. Quelque 600 000 Palestiniens vivent dans les pays du Golfe. Ils sont tout à la fois la fierté du monde arabe et sa mauvaise conscience. Le Fatah, l'organisation de Yasser Arafat, a vu le jour au Koweït en 1959. Certes, la situation de la diaspora du Golfe n'est en rien comparable à celle des réfugiés de Cisjordanie ou du Liban. Les Palestiniens du Golfe occupent des postes clés ; l'attaché-case leur est plus familier que la Kalachnikov. Cependant, pour la population locale, ils restent des étrangers qui menacent leur emploi, surtout depuis la fin du boom pétrolier. Pour les émirs, ce sont des subversifs en puissance, et il s'agit de tuer dans l'œuf toute velléité de constituer un État dans l'État, comme au Liban.

Terre des paradoxes, la Péninsule fait entendre parmi les nations une voix dont l'ampleur est inattendue au regard de sa population. Sur un territoire grand comme l'Europe, l'Arabie Saoudite ne compte guère que 9,5 millions d'habitants. Parmi les émirats, seul le Koweït dépasse le million d'habitants. En revanche, l'Irak abrite 14 millions d'âmes sur une surface cinq fois moindre que le royaume saoudien, et les Iraniens ne sont pas moins de 40 millions.

Ce n'est donc pas dans une population aussi faible que l'Arabie Saoudite peut puiser la force qui l'a imposée comme une puissance avec laquelle il faut désormais compter au Moyen-Orient. Si elle s'est hissée au premier rang des puissances de la région, elle le doit à deux

facteurs : d'une part l'or noir dont elle est le premier exportateur mondial, d'autre part la mise à l'écart de ses principaux rivaux. Il faudra au Caire un certain temps pour retrouver sa place d'avant Camp David au sein de la famille arabe. En tout état de cause, le spectre du nassérisme ne hante plus la famille Saoud. De leur côté, l'Irak et l'Iran se sont mutuellement affaiblis par la guerre qu'ils se livrent, au soulagement de leurs voisins. L'invasion israélienne au Liban, au cours de l'été 1982, a prouvé que toute tentative de remodeler la région doit obtenir l'aval de Ryad pour réussir. A cette même époque, la presse internationale a éclairé le rôle joué par l'Arabie Saoudite dans le limogeage du secrétaire d'État américain Alexander Haig, jugé par les Saoudiens trop favorable à Israël. Son remplacement par George Shultz — consultant de la firme Bechtel, très active en Arabie Saoudite — a donc été interprété comme un geste de Washington en direction des pays arabes modérés.

Imaginer Washington en Pygmalion et Ryad en sa créature serait cependant une erreur. Un profond anticommunisme, une préoccupation commune concernant la stabilité de la région suffisent à rendre leurs intérêts convergents, non à cimenter durablement une alliance solide. Le désaccord sur le problème palestinien les sépare. Comme des relations triangulaires Washington-Jérusalem-Ryad sont inimaginables, l'Arabie Saoudite doit prendre son parti de n'être jamais traitée par les Américains sur un pied d'égalité avec l'État hébreu.

Équilibre oblige, les monarchies conservatrices signifient leur humeur aux États-Unis en menaçant régulièrement de se tourner vers Moscou pour satisfaire leurs besoins en armements. Le jeu vise bien sûr à faire monter les enchères et à obtenir davantage de l'administration américaine. Mais c'est là bien davantage qu'un jeu : les contrats passés par le Koweït avec Moscou sont là pour démontrer que le passage à l'acte est toujours possible.

Depuis le premier choc pétrolier (1973-1974), l'Occident se préoccupe avec une sollicitude aussi nouvelle qu'intéressée

de la sécurité des jeunes — et riches — États du Golfe. Auparavant, ceux-ci n'intéressaient guère que les spécialistes et les voyageurs. Certes, les régimes monarchiques qui régentent les États pétroliers de la Péninsule apprécient que les armées de l'Ouest se déclarent prêtes à défendre leurs régimes, jugés nécessaires à la survie de l'Europe et des États-Unis. Encore sont-ils perplexes quand, ici et là, une fuite, une déclaration maladroite viennent accréditer l'idée que le Pentagone envisage froidement de prendre possession de leurs champs pétrolifères. Rien n'indique que les stratèges américains aient en ce cas l'intention de les consulter, ni même de défendre leurs régimes, pour peu que le flot de pétrole destiné à l'Occident ne tarisse pas.

Le pire n'est jamais sûr, dit-on, mais il ne fait pas de doute que dans cette région, chacun des protagonistes s'y prépare depuis le début de la décennie 70. Les armées nationales renforcent leur potentiel militaire à un rythme inconnu jusqu'alors, et les États-Unis mettent en place une Force de déploiement rapide destinée à parer à toute éventualité. Mais en attendant le pire, les affaires restent florissantes. L'argent est versé à profusion et continue d'attirer nombre de fournisseurs étrangers. Mieux vaut ne pas les détourner de la région en les inquiétant inutilement.

Depuis l'explosion des richesses, en 1974, les dirigeants du Golfe ont répété sur tous les tons que leurs pays se trouvaient dans l'œil du cyclone, à l'abri de la tempête. Dans ce Moyen-Orient tourmenté, ils étaient les seuls à connaître la paix, la tranquillité : le conflit israélo-arabe est au nord, le conflit irako-iranien et la révolution islamique à l'est, l'instabilité yéménite au sud. Chez eux, tout est calme. Voire. En quelques années, des tentatives insurrectionnelles ont eu lieu au sein de l'armée saoudienne, le régime a été ébranlé par la prise de la Grande Mosquée de La Mecque en novembre 1979, Bahrein a déjoué de justesse un complot contre l'émir en décembre 1981, et le Koweït est périodiquement secoué par des explosions criminelles visant des bâtiments officiels. A l'orée des années 80, le discours a radica-

lement changé. Septembre 1980 a vu éclater le conflit entre l'Irak et l'Iran, qui ne cesse de s'étendre, menaçant de plus en plus directement l'Arabie Saoudite et ses satellites. En mai 1981, les six monarchies pétrolières de la Péninsule se sont regroupées au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG), et les préoccupations sécuritaires des régimes en place, longtemps inavouées, constituent désormais ouvertement le ciment qui les unit.

Bref, depuis les années 70, inexorablement, le centre de gravité du Moyen-Orient s'est déplacé d'ouest en est, délaissant le Proche-Orient et le conflit israélo-arabe pour se rapprocher de la Péninsule arabique et du Golfe. Une Péninsule qui n'est pas sans rappeler par sa situation les Balkans d'avant 1914 : micro-États morcelés, faisant l'objet des convoitises de puissants voisins, qui constituent un cocktail puissamment explosif. Mais le Golfe pourra-t-il éviter son Sarajevo ?

Profil des six « pétro-monarchies »

ARABIE SAOUDITE

Superficie : 2 149 690 km².

Population : 9,5 millions d'habitants, dont un quart d'immigrés.

Capitale : Ryad ; capitale d'été : Taëf.

Chef d'État : le roi **Fahd** bin Abdelaziz Al Saoud.

Prince héritier : son demi-frère **Abdallah** bin Abdelaziz.

Ministre de la Défense : **Sultan** bin Abdelaziz.

Ministre de l'Intérieur : **Nayef** bin Abdelaziz. (Tous deux sont frères de lait du roi.)

Ministre du Pétrole : Cheikh Ahmed Zaki **Yamani**. Il n'appartient pas à la famille royale.

BAHREIN

Superficie : 598 km².

Population : 360 000 habitants, dont un tiers d'étrangers.
Capitale : Manama.
Chef d'État : Cheikh **Isa** bin Salman Al Khalifa.
Premier ministre : le frère de l'émir, Cheikh **Khalifa** bin Salman Al Khalifa.
Prince héritier, ministre de la Défense : Cheikh **Hamad** bin Isa Al Khalifa, fils de l'émir et neveu du Premier ministre.

ÉMIRATS ARABES UNIS
Superficie : 77 700 km².
Population : 1,1 million d'habitants, dont 80 % d'étrangers.
Capitale fédérale : Abou Dhabi. Les EAU se composent de sept émirats : Abou Dhabi, Dubaï, Charjah, Ras Al Khaymah, Foujeirah, Oumm Al Qaiwain, Ajman.
Chef d'État : Cheikh **Zayed** bin Sultan Al Nahyan, président de la Fédération, émir d'Abou Dhabi.
Premier ministre, vice-président : Cheikh **Rachid** bin Sa'id Al Maktoum, émir de Dubaï.

KOWEÏT
Superficie : 17 818 km².
Population : 1,46 million, dont près de 60 % d'étrangers.
Capitale : Koweït.
Chef d'État : Cheikh **Jaber** Al Ahmed Al Sabah.
Prince héritier, Premier ministre : Cheikh **Saad** Abdallah Al Sabah.
Ministre des Affaires étrangères : Cheikh **Sabah** Al Ahmed Al Sabah.

QATAR
Superficie : 11 437 km².
Population : 280 000 habitants, dont près de 75 % d'étrangers.
Capitale : Doha.
Chef d'État : Cheikh **Khalifa** bin Hamad Al Thani.

OMAN
Superficie : 300 000 km² (estimation).
Population : 850 000 habitants, dont 20 % d'étrangers.
Capitale : Mascate.
Chef d'État : le sultan **Qabous** bin Sa'id.

CHAPITRE PREMIER

A l'est de Suez, du nouveau

« Pendant plus d'un siècle, la Grande-Bretagne a été la principale puissance dans les eaux du Golfe. Si cette voie maritime a été maintenue ouverte au commerce du monde, c'est entièrement grâce à l'effort britannique. Nous avons œuvré non pour nous-mêmes, mais pour l'ensemble des nations. L'Empire britannique pourra toujours compter sur des hommes pour accomplir leur devoir. »

The Right Honourable L.S. AMERY, 1959

Tout commença par une affaire d'argent. Des années durant, le parti travailliste britannique avait critiqué la croissance continuelle du budget de la Défense. Arrivé au pouvoir, le gouvernement de Harold Wilson entend bien traduire en actes ses paroles et entreprend de réduire les dépenses militaires. Un Livre blanc, que publie Whitehall le 16 février 1967, annonce à cet effet le retrait des bases britanniques situées « à l'est de Suez ». Après tout, depuis que l'Inde a accédé à l'indépendance en 1947, il n'est plus vital pour le Royaume-Uni de protéger la fameuse route des Indes. Les économies ne seront pas négligeables, le changement que cela représente pour la région non plus : cette

décision doit entraîner le départ de dizaines de milliers d'hommes et de leurs familles.

En visite à Londres au mois de mai, le roi Fayçal d'Arabie tente de faire revenir Harold Wilson sur sa décision, d'autant que deux mois plus tôt, le gouvernement britannique avait réaffirmé sa volonté de maintenir des troupes à Bahrein et Charjah. Fayçal critique en particulier le retrait prévu d'Aden, après cent vingt-huit années de présence britannique. Les Anglais ont investi la citadelle en 1839. Jusqu'en 1937, elle dépend du gouvernement de l'Inde ; à cette date, elle est rattachée directement à la couronne d'Angleterre, à Londres. Aden, naguère encore vigie des soldats de Sa Majesté veillant à la sécurité des navires de retour des Indes à destination de la vieille Europe, chargés de richesses. La décision semble particulièrement malvenue au souverain wahhabite, alors que le Yémen est une plaie mal refermée pour le royaume saoudien, sur son flanc sud. En septembre 1962, un groupe d'officiers républicains renverse le monarque yéménite, l'imam Badr, proclamé imam huit jours plus tôt seulement. Ces militaires, dirigés par le général Sallal, sont activement aidés par Nasser qui envoie des troupes au Yémen appuyer la rébellion. Les Saoudiens soutiennent de leurs ryals la monarchie et les tribus qui lui sont restées fidèles. Le gouvernement britannique refuse de reconnaître le nouveau régime de Sanaa. Les services secrets anglais font parvenir aux royalistes argent et armes, qui, souvent, transitent par la base d'Aden. La reconnaissance de la République du Yémen par les États-Unis, en décembre 1962, est un échec diplomatique pour Ryad. La campagne du Yémen se prolonge cependant, devenant chaque jour davantage un gouffre financier pour les Égyptiens. Il faut attendre la défaite de l'Égypte dans la Guerre des Six Jours pour que Nasser rapatrie enfin ses soldats. Quoique fragile, le régime républicain est à cette date installé à Sanaa. Et c'est dans ce contexte que les Anglais annoncent leur départ d'Aden, qui avait servi de base logistique aux royalistes. On conçoit l'inquiétude de Fayçal à l'énoncé des intentions de la

Grande-Bretagne. Mais la dévaluation de la livre sterling à l'automne 1967 rend les choses inéluctables. L'Empire britannique n'est plus ; le soleil a appris à se coucher sur ses dépouilles, et Londres, naguère encore capitale mondiale de l'argent, n'a plus les moyens de sa grandeur passée. Il lui faut se débarrasser de ses maisons de campagne pour payer le gaz et l'électricité du domicile principal.

« *Mare nostrum* »

Mascate, Aden, Bahrein, Bouchir et Bassorah. Autant de noms qui, depuis le XIXe siècle, sonnaient agréablement aux oreilles des coloniaux britanniques. Avant-postes de la civilisation européenne, forteresses abritant les hommes ayant mission de protéger les marchandises chargées à Bombay à destination de Londres, Southampton et Manchester, ces points d'appui symbolisaient la puissance de l'Empire. Ce n'est pas tant le Golfe que les Indes qui intéressaient Whitehall. Mais les pirates sévissaient sans retenue dans les eaux de la mer d'Oman et du Golfe. A son grand regret — mais avec efficacité — l'armée de Sa Majesté avait dû y mettre bon ordre. Les remontrances diplomatiques s'avérant inopérantes, la marine britannique s'était résolue, en 1919, à canonner Ras Al Khaymah, la cité des Qawassim, les pirates les plus vindicatifs et impitoyables de la région qui prenaient un plaisir égal à égorger les « infidèles » et à les dépouiller de leurs biens. De Ras Al Khaymah, il ne restait rien : la ville fut complètement rasée. L'année suivante, tous les cheikhs de la région signèrent avec la Grande-Bretagne un traité de paix, par lequel les potentats locaux s'engageaient à ne plus s'en prendre aux navires. L'accord fut renouvelé en 1953 par le « Traité de paix perpétuelle ». La Côte des Pirates devenait la « Côte de la Trêve ». Tour à tour, les soldats de Sa Majesté ont expulsé les Perses et protégé les émirs des convoitises turques : les cheikhs se sont laissé imposer des traités « exclusifs et perpétuels » parce qu'à

tout prendre, ils préféraient le protectorat britannique à l'expansionnisme ottoman.

Progressivement, la Grande-Bretagne commence à s'intéresser à la région pour elle-même, d'autant que la Russie tsariste et le Reich allemand y portent un égal intérêt. Des traités politiques suivent bientôt : en 1861 celui que signe l'émir de Bahrein, suivi en 1892 par les cheikhs de la Côte, en 1899 par celui du Koweït et en 1916 par celui de Qatar. « *Trade follows the flag* », les affaires suivent le drapeau, la devise chère à Joseph Chamberlain ne se dément pas. Des concessions pétrolières exclusives sont accordées par les princes du Golfe à la puissance tutélaire qui les leur demande de façon si convaincante. En 1913, l'émir du Koweït s'engage à n'accorder aucune concession sans l'assentiment de Londres. Bahrein suit en 1914, Qatar en 1916 et les autres dans le courant de l'année 1922. Solidement installés sur les deux rives du Golfe, qu'occupèrent successivement Portugais, Perses et Turcs, les Anglais auraient pu, à l'instar des Romains parlant de la Méditerranée, dire en contemplant les eaux turquoises du Golfe arabo-persique : « *Mare nostrum* » !

Dans chaque émirat d'importance, Londres est représentée par un agent politique qui rend compte au résident politique, à Bouchir, en Iran. Lui-même dépend du gouvernement de Bombay. L'indépendance imminente des Indes donne l'occasion de revoir toute l'organisation. En 1946, la résidence politique du Golfe est transférée à Bahrein, au cœur du Golfe, mais cette fois en terre arabe.

Stupeur

Le 16 janvier 1968, à la Chambre des communes, Harold Wilson annonce officiellement l'intention de la Grande-Bretagne de se retirer du Golfe avant la fin de l'année 1971. Ces déclarations plongent dans la stupeur les principautés de

la région. Ces dernières sont tout juste en train d'accéder à la richesse, devenant de ce fait l'objet de convoitises non dissimulées, notamment de la part de l'Iran, et c'est le moment que choisit leur protecteur pour les abandonner à elles-mêmes. La première réaction est l'incrédulité. Ce sont deux agents britanniques, Harry Saint John Philby et T.E. Lawrence qui ont façonné le paysage politique du Moyen-Orient d'aujourd'hui. Tous deux ont incarné la lutte entre le trône d'Amman et celui de Ryad ; Philby appuyant la dynastie saoudienne et Lawrence plaidant pour la dynastie hachémite, c'est Londres qui, à travers eux, conservait deux fers au feu, arbitrant en faveur de l'un ou de l'autre au gré des événements. En tout état de cause, le vainqueur était dans une large mesure l'obligé des Britanniques. Tuteur de la majeure partie du monde arabe plusieurs décennies durant, le Royaume-Uni n'avait pas préparé ses protégés les plus faibles — les émirats — à l'idée qu'ils accéderaient si brutalement à leur majorité. L'Iran ne perd pas de temps pour revendiquer à nouveau officiellement Bahrein comme faisant partie intégrante de son territoire en tant que « quatorzième province » de l'empire des Pahlavi. Les Nations unies y mettent bon ordre en entreprenant, du 30 mars au 18 avril, une mission de consultation dans l'émirat. Sans procéder formellement à un référendum, les envoyés spéciaux de l'ONU concluent que, dans sa majorité, le peuple bahreini souhaite l'indépendance après le départ des Britanniques, et non un rattachement à l'Iran. De mauvaise grâce, le chah d'Iran renonce officiellement à ses prétentions sur l'archipel, et le *majlis* (parlement) iranien entérine l'indépendance de Bahrein par 186 voix contre 4 le 14 mai 1970.

Cependant, ce processus est bien la preuve que les Britanniques n'entendent pas remettre en cause leur départ, toujours prévu pour la fin 1971. Le retrait des bases situées à l'est de Suez avait été critiqué à Londres par l'opposition conservatrice comme un abandon de la grandeur britannique. Les princes du Golfe en avaient logiquement déduit que la victoire-surprise des conservateurs le 18 juin 1970

devait renverser le cours des événements. Mais l'Iran ne l'entend pas de cette oreille, et les contraintes financières demeurent. C'est donc le gouvernement conservateur d'Edward Heath qui va devoir présider à cette dernière étape de la décolonisation. Londres promet, en guise de cadeau d'adieu, de conclure avec chacun des futurs États indépendants des traités d'amitié, comparables à celui qui la lie au Koweït depuis 1961. Dans le même temps, la Grande-Bretagne invite les émirats à se regrouper en fédération. L'ancienne puissance coloniale, qui depuis plus d'un siècle a fondé son emprise sur la région, sur son arbitrage et sur une pratique élaborée du vieil adage « *divide and rule* », ne veut plus arbitrer et demande à ses protégés de s'unir. Bahrein, Qatar, Abou Dhabi, Dubaï, Charjah, Ras Al Khaymah, Foujeirah, Ajman et Oumm Al Qaiwain entreprennent donc de négocier leur fusion en un État fédéral. Les neuf émirs invitent un ancien commandant des forces terrestres britanniques au Moyen-Orient, le major-général Sir John Willoughby à superviser l'armée de l'Union.

Mais il n'est guère facile de fédérer des principautés qui se disputent depuis plusieurs siècles des frontières mal définies, qui se sont fait la guerre, ont échangé les alliances au gré des vendettas. De plus, question des questions, où sera située la capitale de la Fédération ? Pour Bahrein, la capitale de l'Union sera Manama. L'ancienneté de la dynastie des Al Khalifa et l'éducation du peuple bahreini ne laissent guère d'autre choix. Zayed, l'émir d'Abou Dhabi, estime au contraire que sa ville, qui est le centre de gravité de la future Fédération, ferait une très belle capitale. Bahrein refuse de céder et fait savoir que, puisqu'il en est ainsi, il se retire du projet et ira seul à l'indépendance. Si Bahrein fait cavalier seul, Qatar ne se laissera pas non plus absorber par une nébuleuse d'émirats, décide l'émir de Qatar, qui rompt à son tour les négociations. Une médiation du Koweït et de l'Arabie Saoudite ne réussit ni à faire revenir Bahrein et Qatar sur leur décision ni à amener les sept autres émirats à faire la moindre concession.

Ces derniers formeront seuls la Fédération des émirats arabes unis. Une Fédération qui rencontre aussitôt de nombreux problèmes. Abou Dhabi est la capitale « provisoire » des EAU, en attendant que soit édifiée une capitale administrative, sans doute équidistante d'Abou Dhabi et de Dubaï. L'armée fédérale reste sans pouvoirs, car Abou Dhabi et Dubaï conservent chacune leurs forces militaires, l'émir de Dubaï, Cheikh Rachid, se méfiant de la puissance d'Abou Dhabi. Il faut attendre 1976 pour que les forces armées, dispersées jusqu'alors, constituent une armée fédérale, au prix de savants dosages aux postes de responsabilité. Une crise constitutionnelle majeure intervient en 1979, Rachid réalisant qu'Abou Dhabi tend à phagocyter l'administration des Émirats. Elle se résoudra lorsqu'en mars 1980 les deux émirs se mettent enfin d'accord pour financer le budget fédéral en versant chacun 50 % des recettes pétrolières de leur émirat respectif. Abou Dhabi ayant des réserves pétrolières d'une cinquantaine d'années, et Dubaï d'une dizaine, la solution retenue rappelle beaucoup la formule du pâté de cheval et d'alouette : un cheval abou-dhabien, une alouette de Dubaï. Désormais, malgré des soubresauts et des bouderies de Cheikh Rachid, plus rien ne vient remettre en cause la suprématie d'Abou Dhabi. En 1981, pour le dixième anniversaire de la Fédération, Cheikh Zayed, d'Abou Dhabi, est reconduit à la présidence, et on ne parle plus de déplacer la capitale. Peu après, Cheikh Rachid tombe gravement malade, et personne, parmi ses fils, n'a son envergure pour affronter le grand rival : Rachid ne leur a jamais laissé suffisamment d'autonomie de décision pour les préparer à prendre sa succession. Zayed jubile. Bon an mal an, la Fédération est maintenant sa chose. Elle demeure.

Mais en 1971 l'histoire n'est pas encore écrite, et les Émirats arabes unis, Qatar et Bahrein se préparent à un parcours semé d'embûches. L'Irak, au nord, n'a pas renoncé à dévorer le Koweït et à implanter des cellules baasistes dans les monarchies ; l'Iran, à la veille de l'indépendance des Émirats, envahit trois îles du détroit d'Ormuz : la grande et

la petite Tomb et Abou Moussa, appartenant respectivement à Ras Al Khaÿmah pour les deux premières et Charjah pour Abou Moussa. Enfin, au sud, la guérilla du Dhofar continue de guerroyer contre le sultan omanais Qabous, avec l'appui de l'Union soviétique et de la Chine.

Les premiers pas sans tuteur seront décisifs. Comme la nature, la géopolitique a horreur du vide ; en quittant le Golfe arabo-persique, les forces britanniques en laissent un, énorme. Qui se précipitera le premier pour répondre à cet appel d'air ?

CHAPITRE II

« Dieu nous a donné le pétrole... »

« Ont-ils à leur disposition le trésor de ton Seigneur
Ou bien en sont-ils les intendants ? »

Coran, LII, 37

Flammes oranges démesurées s'échappant de torchères innombrables en plein désert, symbole d'un gaspillage sans importance, tant les réserves semblent inépuisables ; palaces construits à grands frais par des architectes venus de loin, à qui l'on a fait un pont d'or ; garées à côté de chameaux, Cadillac et Rolls-Royce aux couleurs baroques, d'un goût douteux convenant parfaitement à des nouveaux riches ; fréquentation assidue des casinos de la Côte d'Azur ; jets privés ; caprices de divas et pourboires royaux... En quelques touches et clichés, voici l'idée que l'on se fait habituellement du Golfe arabo-persique et de ses émirs enrichis. Même outrée, l'image n'est pas inexacte. Elle est pourtant floue et déformée, à l'instar des nombreux mirages que la chaleur du désert fait miroiter à l'horizon, dans cette péninsule arabique dont l'existence a été révélée au grand public à l'occasion du premier choc pétrolier.

Ces pays sont en effet des nouveaux riches, à plus d'un

titre. Certes, parce qu'à l'occasion de la guerre israélo-arabe de 1973, ils ont découvert le fantastique moyen de pression qui se trouvait entre leurs mains, ou plutôt sous leurs pieds : l'arme pétrolière. Il s'en est suivi le quadruplement des prix du pétrole en 1974 et des augmentations répétées du baril de brut jusqu'en 1982. L'opinion publique occidentale, à l'occasion de chaque réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), s'habituait de loin en loin à entendre des noms jusqu'alors connus des seuls spécialistes et des passionnés de géographie : Abou Dhabi, Qatar, Koweït, Dubaï. La crise frappant durement les économies occidentales lors des deux chocs pétroliers, celui de 1973-74 et celui qui a suivi la révolution islamique iranienne en 1979, de bons esprits, en Europe et aux États-Unis, ne manquaient pas de relever que ces micro-États, à la population ridiculement faible, ne savaient littéralement pas quoi faire de leurs pétro-dollars qui se comptaient désormais par milliards.

Oui mais voilà, que cela plaise ou non, ces bédouins, qui des siècles durant, avaient connu la famine, à la recherche d'oasis et de palmiers-dattiers, traînant leurs caravanes à travers le désert pour rançonner d'autres tribus lors d'une razzia, foulaient au pied un pactole dont un siècle plus tôt ils n'auraient jamais soupçonné l'ampleur : début 1984, les experts pétroliers estimaient que 40 % des réserves pétrolières mondiales gisaient dans le sous-sol de la péninsule arabique[1]. Il faudrait bien compter avec ces États et micro-États, qui bien souvent, par leur population et leur superficie, seraient qualifiés de commune ou de district dans bien des pays du monde. Mais Qatar, Koweït, Bahrein, les Émirats arabes unis, et bien entendu l'Arabie Saoudite, ont depuis leur indépendance un siège aux Nations unies, et leur voix s'est mise à prendre toujours davantage d'influence à mesure que des pétro-dollars, échangés contre des barils de

1. Arabie Saoudite : 24,6 % ; Koweït : 9,4 % ; EAU : 4,5 %, « Oil and the Gulf », étude parue dans *The Economist,* 28 juillet 1984.

pétrole, venaient s'additionner sur les comptes bancaires détenus par les citoyens du Golfe.

Le pétrole au secours des pêcheurs d'huîtres perlières

Cette richesse n'est pas de beaucoup antérieure à la prise de conscience que le pétrole est aussi une arme. Ce n'est qu'en 1969 que l'émirat de Dubaï exporte son premier baril de brut. La première cargaison d'or noir abou-dhabien destinée à l'exportation n'a quitté le port de l'émirat que sept ans plus tôt, en 1962. Qatar et le Koweït sont plus anciens dans le métier, fournissant l'étranger en pétrole brut respectivement depuis 1949 et 1946. Il en va de même pour l'Arabie Saoudite (1949). Mais dans ce domaine, l'antériorité revient à Bahrein. Depuis que le forage réussi de Masjid-i-Souleiman, en 1908, en Iran, a prouvé la présence de pétrole dans la région, la prospection est allée bon train. C'est l'île de Bahrein qui, la première, tient ses promesses : le 1er juin 1932, du puits n° 1 que l'on peut, aujourd'hui encore, voir au centre de Bahrein, jaillit l'or noir qui fait de l'émirat le premier pays pétrolier, historiquement parlant, de la péninsule arabique. Dès juin 1934, Bahrein exporte la première cargaison du pétrole qui va faire sa richesse.

Il est temps. Bahrein, comme Dubaï et le Koweït, vit alors largement du commerce des perles. Les bijoutiers viennent d'Europe choisir dans le souk de Bahrein les plus belles perles, fièrement présentées au voyageur-client autour d'une tasse de thé. Mais les Japonais bouleversent les règles du jeu : la perle de culture, au début des années 30, commence à inonder le marché. Moins belle que la perle pêchée à huit brasses de fond par d'intrépides pêcheurs qui y laissent leur santé, et parfois leur vie, qui narguent le requin pour arracher à l'huître son joyau, la perle de culture nippone est beaucoup moins chère. En Europe et aux États-Unis, les femmes de la bourgeoisie et leurs maris apprécient l'économie réalisée, et le commerce de la perle authentique com-

mence à péricliter. C'est justement le moment choisi par le destin pour révéler aux Bahreinis le trésor qui dort dans leur sous-sol. Le prince Tourki Al Fayçal, chef du contre-espionnage saoudien, aime bien faire une blague à ses visiteurs occidentaux, raconte un journaliste du *Financial Times* qui en a été victime[1]. Il leur dit que beaucoup de simples gens, en Arabie Saoudite, sont persuadés que la seule raison pour laquelle ils ont le pétrole est qu'ils sont de bons musulmans et que Dieu les récompense ainsi. Le prince marque alors un temps d'arrêt tandis que son invité sourit d'une telle naïveté. Tourki lâche alors qu'il en est lui-même convaincu !

Mais le maître mot appartient alors aux compagnies pétrolières. C'est à elles que les concessions ont été attribuées. Ce sont elles qui ont pris les risques de la prospection et des forages. A elles d'empocher les bénéfices, lorsqu'ils surviennent enfin. Croit-on, par exemple, que les luttes d'influence entre tribus voisines sont la seule cause du conflit de souveraineté sur l'oasis de Bouraymi, que se disputaient l'Arabie Saoudite, le sultanat d'Oman et de Mascate et Abou Dhabi ? Les luttes d'influence entre cheikhs de la région suffisaient, certes, à causer les affrontements qui se sont prolongés jusqu'à ce que la Grande-Bretagne impose son arbitrage, en 1955. Mais une solution aurait sans doute pu être trouvée bien plus tôt si les compagnies pétrolières n'avaient en sous-main jeté de l'huile sur le feu, incitant leur champion à l'intransigeance : en cas de victoire, ce dernier ne manquerait pas de lui attribuer la concession tant convoitée, Bouraymi étant située dans une zone potentiellement riche en pétrole.

1. *Financial Times*, 24 avril 1984.

La règle du « fifty-fifty »

D'année en année, les dirigeants locaux prennent conscience qu'ils sont floués. Les mêmes causes produisant les mêmes effets ailleurs, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est créée à Bagdad en septembre 1960, afin de permettre à ses membres de présenter un front uni au cartel des compagnies pétrolières. Dès 1948, le Venezuela avait ouvert les hostilités en imposant par une loi la règle du *fifty-fifty*. Désormais, au lieu de se contenter de la portion congrue que lui abandonnait jusqu'alors la compagnie pétrolière, le gouvernement de Caracas prélevait à la source — c'est le cas de le dire — la moitié des profits réalisés. L'idée fait rapidement son chemin dans les autres pays producteurs. Le Koweït, puis l'Irak, l'adoptent en 1951.

En abandonnant une fraction importante des revenus pétroliers aux compagnies étrangères, les gouvernements du Golfe ont le sentiment de verser un loyer pour un logement qui leur appartient. La solution consiste à le racheter. Le temps passant, le pourcentage des *royalties* versées aux États — ou aux familles régnantes, lorsque l'émirat n'est pas encore indépendant — tend à s'accroître. L'idée d'avoir une industrie pétrolière nationale gagne aussi du terrain. En 1938, le président mexicain Cardenas n'a pas hésité à nationaliser la filiale locale de la Shell. En 1951, Mossadegh tente d'agir de même avec l'Anglo-Iranian (AIOC). L'expérience prend fin avec le coup d'État de 1953 qui rend le pouvoir au chah, avec l'aide de la CIA. En 1961, le général Qassem nationalise l'Iraq Petroleum Company (IPC).

Les monarchies du Golfe adoptent une démarche plus prudente. Tout en maintenant les activités du consortium pétrolier saoudo-américain, l'ARAMCO (Arabian American Oil Company), Ryad fonde en 1962 la Compagnie nationale du pétrole et des ressources minières PETROMIN, l'objectif étant que la nouvelle société, entièrement nationale, supplante peu à peu l'ARAMCO. De même, Abou Dhabi, Dubaï et Qatar, tout comme le Koweït, fondent leurs pro-

pres compagnies nationales ou rachètent par étapes celles qui existent. A partir de 1973, les États du Golfe commencent par prendre une participation de 25 % du capital des compagnies. A terme, ces compagnies sont entièrement nationalisées pour la plupart. Bref, avec un rythme variable, l'émancipation économique accompagne l'émancipation politique de ces jeunes États.

Dilapidage de Saoud et pingrerie de Chakhbout

Que faire d'un tel pactole ? La réponse du roi Saoud, faite de gaspillage et de générosité dépensière, a entraîné en 1964 son renvoi par le conseil de famille, qui le remplace par Fayçal dont la réputation de gestionnaire avisé n'est plus à faire. Le roi Saoud avait réussi ce prodige de vider à plusieurs reprises complètement les caisses du royaume, en dépit des importants revenus pétroliers de l'Arabie Saoudite, dès la fin des années 50. A l'opposé, Cheikh Chakhbout, émir d'Abou Dhabi de 1928 à 1966, est également déposé par un conseil de famille, mais cette fois pour cause d'avarice aiguë. Son frère Zayed, dont les capacités de jugement sont prisées des bédouins parmi lesquels il a vécu vingt ans durant, le remplace. C'est à lui qu'échoit le rôle de répartir la manne pétrolière qui commence tout juste à rentrer dans les caisses. Chakhbout était sans doute avare, mais pas corrompu, malgré toutes les tentatives en ce sens des protecteurs britanniques, qui ne sont pas étrangers à sa destitution. Tout comme le sultan Sa'id bin Taymour d'Oman, il répugnait à investir cet argent par crainte que le contact avec la vie moderne ne fît perdre à son peuple sa personnalité.

La comptabilité budgétaire à la mode occidentale a bien fait son apparition sur les rivages du Golfe, sous l'influence des Britanniques, mais on aurait tort de perdre son temps à décortiquer de trop près les documents officiels. Ils n'ont qu'une signification très relative. Pour commencer, tous les

revenus de l'État ne sont pas budgétisés. Budgets en excédent ou en déficit, tout est affaire de présentation, et celle-ci joue un rôle avant tout psychologique. La notion de caisse noire est essentielle pour comprendre l'économie des monarchies du Golfe, à ceci près qu'il n'est nulle Cour des Comptes pour venir poser des questions gênantes. Dans des pays tels que l'Arabie Saoudite, Qatar ou Dubaï, l'imbrication entre les affaires de la famille régnante et les deniers publics est telle qu'elle est propre à décourager un polyvalent confirmé.

Le quart des recettes pétrolières pour la famille royale

Le montant des revenus des gouvernants du Golfe est l'un des secrets les mieux gardés de la planète. On estime généralement, cependant, qu'ils prélèvent un quart des recettes pétrolières pour leur cagnotte personnelle. Mais cet argent est ensuite partiellement redistribué au sein de la famille royale selon des critères très complexes, prenant en compte le lignage dans l'ordre de la succession, le nombre d'enfants et de petits-enfants, les services rendus au roi ou à l'émir... En somme, le bon vieux principe de la liste civile, à cette réserve près que nul parlement n'en vote le montant, qui reste à la seule discrétion du souverain et du conseil de famille. Nombre de réalisations importantes voient également le jour grâce à la générosité de l'émir ou d'un membre de la famille royale. Si telle école, mosquée ou clinique a été financée par un frère de l'émir, est-il juste ou non d'imaginer qu'il s'agit d'un chapitre inscrit au budget bis de l'État ?

Les pays de la Péninsule, au seuil de la décennie 70, connaissent un retard considérable dans leur développement. Peut-être sont-ils riches, mais leur infrastructure les apparente à des pays sous-développés. Des plans de développement sont élaborés. Abou Dhabi, Dubaï, Charjah et Koweït deviennent de vraies villes ; les immeubles poussent comme

des champignons, la quantité et la rapidité primant généralement l'esthétique. Les mosquées ne sont pas oubliées : c'est une façon comme une autre d'acquitter la *zakat*, l'impôt musulman. Les écoles se multiplient. Jusqu'alors, seule une minorité bénéficiait des cours dispensés dans les écoles construites par les Britanniques. En attendant qu'un corps enseignant indigène soit formé, on fait appel aux enseignants palestiniens, égyptiens ou jordaniens tandis que des jeunes touchent des bourses substantielles pour aller étudier à Londres, New York, Paris ou Genève.

L'avènement de l'État-providence

Des dispensaires sont érigés, ainsi que des hôpitaux munis des derniers équipements. Des médecins étrangers largement rémunérés sont chargés de les animer. Au Koweït ou aux Émirats, si l'état du patient le nécessite, on lui donnera l'argent requis pour aller se faire soigner en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Rapidement, les médecins londoniens de Harley Street comprennent le parti à tirer de cette sécurité sociale d'un nouveau genre et alignent leurs tarifs sur le pouvoir d'achat des ressortissants du Golfe, au grand dam de leurs compatriotes moins fortunés.

La gratuité s'étend à de nombreux services dans les émirats les plus riches, tels que le Koweït ou Abou Dhabi. Au Koweït, les communications téléphoniques de base sont gratuites, comme sont bien entendu gratuites dans tous ces États la santé et l'éducation. Enfin, les monarchies de la Péninsule ignorent le sens du mot « impôt ». Voici quelques années, à Ryad, un homme d'affaires libanais tentait de l'expliquer à son partenaire saoudien. Après des explications détaillées et laborieuses, le Saoudien réfléchit, se gratta la tête et demanda : « En somme, si je comprends bien, avec le système de l'impôt, je devrais donner de l'argent au gouvernement au lieu d'en recevoir de l'État ? »

Les émirs n'ont pas échappé au syndrome des nouveaux

riches, dans les premières années de l'indépendance. Nulle part, sans doute, cette tentation n'a été aussi grande qu'aux Émirats arabes unis. La fédération des sept émirats n'avait pas aboli les traditionnelles rivalités entre principautés. Chacune se devait de faire mieux que la voisine. Ces joutes se jouaient à coup de milliards de dollars. C'est ainsi qu'aucune région du monde n'est aussi bien desservie que le Golfe en aéroports internationaux de première catégorie. Bahrein faisant des affaires avec son aéroport, relais emprunté par nombre de compagnies internationales sur la route d'Extrême-Orient, la jalousie fait le reste. Dubaï, Charjah et Abou Dhabi entrent dans la compétition à grands frais. Dhahran aussi, à 25 kilomètres de Bahrein, en territoire saoudien. Cette compétition prend toute sa saveur lorsqu'on sait que Charjah est contigu à Dubaï et que les deux aéroports internationaux ne sont séparés que par une quinzaine de kilomètres. Encore a-t-il fallu aux compagnies aériennes déployer des trésors de persuasion pour convaincre les deux émirs de ne pas construire leurs pistes d'atterrissage dans le prolongement l'une de l'autre ! Abou Dhabi, Dubaï et Charjah étaient à peu près à égalité pour la première manche. Cela ne pouvait satisfaire Cheikh Zayed, président de la Fédération depuis l'origine, en 1971, également à la tête de la plus riche des principautés de l'Union. En janvier 1982, il inaugure NADIA, nom charmant qui est aussi le sigle de *New Abu Dhabi International Airport*. NADIA est une sorte de Roissy avec toutes les options qu'Aéroport de Paris, concepteur du projet, n'avait pas les moyens de s'offrir pour lui-même. En fait, NADIA est achevé depuis un certain temps déjà lorsque Zayed procède à son inauguration. L'émir d'Abou Dhabi a mis ce délai à profit pour arrêter son choix sur la décoration du salon d'honneur de l'aéroport, qui a la forme d'une tente, hommage à la tradition bédouine... Le combat s'arrête, faute de combattants : Charjah et Dubaï, qui ont déjà un pied dans l'après-pétrole, ne sont pas de taille à se mesurer à Abou Dhabi, dont les réserves prouvées sont estimées à une cinquantaine d'années.

Dubaï aménage sa « corniche » en y construisant un circuit automobile pour les courses de Formule 1, et ouvre au public une patinoire au rez-de-chaussée de la tour de l'hôtel Hyatt Regency. Patiner alors que la température extérieure est de l'ordre de 40 degrés Celsius n'est certes pas banal. Abou Dhabi, de son côté, se couvre de pelouses entretenues à grands frais et verdit à vue d'œil, tandis que le bord de mer rappelle irrésistiblement tout à la fois la Promenade des Anglais de Nice et la Croisette de Cannes.

Le boom pétrolier de l'après-1973 permet à nombre d'émirs et de petits cheikhs d'éprouver à leur tour les frissons de la roulette et du baccara dans les casinos de Cannes et de Monte-Carlo, après avoir envié les princes saoudiens pendant tant d'années. Mais malgré leur boulimie constructrice, les dirigeants du Golfe ne peuvent se résoudre à ouvrir un casino chez eux, en dépit d'une brève tentative à Ras Al Khaymah : le Coran prohibe sans appel les jeux de hasard. Le souci d'éblouir par sa munificence pousse Zayed à des frais extravagants lorsqu'il marie son fils Khalifa en 1982. Toutes ces dépenses excessives, ces « éléphants blancs », comme disent les Anglais, qui répondent davantage aux caprices de potentats soucieux de paraître qu'à des impératifs économiques, tendent cependant à disparaître avec la fin de la décennie 70. Comme si, lassés de leur nouveau jouet, les dirigeants du Golfe se souciaient d'utiliser leur argent à des fins plus productives. Les lampadaires « pour éclairer le désert », dont parlait Guy Bedos dans l'un de ses sketches, appartiennent à une époque révolue.

Il n'empêche qu'il serait injuste de les accuser d'avoir dilapidé des fortunes sans se préoccuper de la misère des autres. Il faut bien chercher pour trouver de pauvres Koweïtiens et des Abou-Dhabiens miséreux. Mieux, les émirs du Koweït et d'Abou Dhabi, Jaber et Zayed, se font un devoir d'aider le développement de pays du tiers monde. C'est aussi le cas de l'Arabie Saoudite, mais les financiers de Ryad assortissent leur aide de conditions politiques et religieuses. Tel n'est pas le critère qui préside à l'octroi de

fonds par le *Kuwait Fund for Arab Economic Development* (KFAED), ni de son équivalent abou-dhabien, l'*Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development* (ADFAED). Ces deux organismes, comme leur nom ne l'indique pas, ne limitent pas leur aide aux pays arabes ou musulmans. Cette aide n'est jamais injectée à fonds perdus. Le pays candidat doit fournir un projet précis dont l'utilité est appréciée par les experts du Fonds. Celui-ci ne finance en aucun cas l'intégralité d'un projet, ce qui oblige le pays concerné à trouver d'autres bailleurs de fonds. C'est là le gage d'une entreprise plus sérieuse que si le bénéficiaire sait pouvoir compter sur un généreux bienfaiteur unique. Selon l'OCDE, de 1975 à 1979, les EAU ont consacré 9 % de leur PNB à l'aide au développement, Qatar 8 %, le Koweït 7 % et l'Arabie Saoudite 6 %. Certes, il s'agit de pays à faible population et ces dons n'empêchent pas les pays arabes du Golfe d'avoir les revenus par tête d'habitant les plus élevés du monde. Mais on est de loin au-dessus de l'objectif théorique de 1 % du PNB fixé par le Comité d'aide au développement de l'OCDE, et respecté par bien peu de pays occidentaux.

Les dirigeants du Golfe sont également conscients que leurs réserves de pétrole ne sont pas éternelles. « Dieu m'a donné le pétrole, il peut me le reprendre... » dit parfois Zayed, le président des EAU. Le Koweït a institué en 1976 un Fonds de réserve pour les générations futures, qui reçoit chaque année 10 % des revenus pétroliers de l'émirat. Pour l'heure, cet argent fructifie et le Fonds, régulièrement alimenté, n'est pas entamé. Ses statuts prévoient qu'il doit rester intact jusqu'en l'an 2000. Dans le même temps, le Fonds de réserve générale, qui fonctionne sur le même principe, est destiné en revanche à faire face à des besoins de trésorerie. C'est, par exemple, dans le Fonds de réserve générale que l'on a puisé la somme nécessaire au financement du déficit budgétaire en 1983. Ce souci de ne pas dilapider ce pétrole qui ne se renouvelle pas est d'ailleurs la raison pour laquelle Abou Dhabi et le Koweït adoptent généralement des positions considérées comme « dures » en

Occident et se démarquent de l'attitude saoudienne qui prône une production extensible en fonction des besoins occidentaux.

Koweït investit massivement à l'étranger

Mais, surtout, le Koweït s'est lancé dans une politique hardie d'investissements à l'étranger. Dans une première phase, l'émirat investit dans la pierre. C'est l'époque où nombre d'hôtels londoniens et parisiens, où des quartiers entiers, tels que les Champs-Élysées et l'avenue George-V à Paris paraissent sur le point de tomber sous contrôle koweïtien. Mais au début des années 1980, les investisseurs koweïtiens font leur entrée dans l'industrie. On les voit prendre des participations au capital de Volkswagen, Hœchst, Daimler-Benz en Allemagne fédérale, pays qui plaît visiblement aux gestionnaires koweïtiens. Ils prennent pied aussi sur le marché pétrolier en rachetant la compagnie pétrolière Santa Fe aux États-Unis où, renversement de l'histoire, le Koweït acquiert des droits de prospection. L'émirat rachète aussi le réseau européen de distribution de Gulf Oil, une compagnie américaine. Selon un rapport présenté au parlement koweïtien, 66,6 % des surplus pétroliers de 1980 ont été investis aux États-Unis et en Europe occidentale, 4,8 % dans les pays arabes, 1 % au Japon et dans les pays africains, et 27,6 % au Koweït même. Mais la part du Japon tend à augmenter, dans un souci des responsables koweïtiens de diversifier leurs mises. La chorégraphie de ce ballet de pétro-dollars intelligemment recyclés par les Koweïtiens eux-mêmes est réglée par trois institutions financières : la *Kuwait Investment Co* (KIC), la *Kuwait Foreign Trading, Contracting and Investment Co* (KFTCIC) et la *Kuwait International Investment Co* (KIIC). Dans l'intimité, on les appelle familièrement les « Trois K ». Elles ont été créées dans les années qui ont suivi l'indépendance, en 1961. Ce n'est donc pas

d'aujourd'hui que date la préoccupation des dirigeants koweïtiens.

Cette dynamique politique d'investissements, que les Émirats arabes unis et Qatar ont imitée sans lui donner le caractère systématique qu'elle a au Koweït, s'avère d'ores et déjà payante. Pour la première fois, en 1983, les revenus du capital investi à l'étranger dépassent ceux du pétrole. Koweït, l'État pétrolier par excellence, est entré de plain-pied dans l'ère de l'après-pétrole, grâce à une politique prévoyante.

Le krach de la Bourse de Souk Al Manakh

Curieusement, les dirigeants du pays n'ont pas fait preuve de la même clairvoyance dans le choix de leurs investissements domestiques. Le jeu de hasard, interdit par le Coran, trouve à Koweït un substitut dans le boursicotage. Une première crise survient à la Bourse de Koweït en 1977. Maladie de jeunesse qui tient à l'inorganisation d'un marché qui fonctionne sans gendarme. La commission des opérations de Bourse y est inconnue. Bon prince, l'émir du Koweït demande à son gouvernement d'éponger les pertes des spéculateurs malchanceux en rachetant des actions pour un montant de 525 millions de dollars afin de soutenir les cours. Ce n'est pas le krach de 1929, et personne ne se jette des gratte-ciel koweïtiens pour cause de banqueroute soudaine. Dans le même temps, le ministère des Finances introduit des garde-fous juridiques destinés à prévenir une rechute de la Bourse.

Mais spontanément, un marché parallèle voit le jour dans le quartier de Souk Al Manakh. Les Koweïtiens y viennent échanger des titres de propriété de nouvelles sociétés non cotées à la Bourse officielle. En marge de la légalité — mais non illégale — la Bourse sauvage de Souk Al Manakh prend un développement ahurissant. De nouveaux immeubles modernes, symboles de la richesse qui s'y fabrique, sont

érigés à Souk Al Manakh. Des agents de change s'improvisent. Il leur suffit de louer quelques mètres carrés, un téléphone et un télex, et les voilà sur la place, prêts à faire la fortune des investisseurs... et la leur. A l'apogée de la prospérité de Souk Al Manakh, au printemps 1982, une échoppe de 3 mètres sur 2,5 mètres s'y est vendue pour 875 000 dollars. C'est que les profits attendus y sont démesurés. A cela, une raison simple : la philosophie qui guide les spéculateurs est que les actions sont faites pour monter, non pour baisser. Ils jouent donc à la hausse permanente. En l'absence d'un marché à terme digne de ce nom, les investisseurs achètent leurs titres au moyen de chèques postdatés, souvent à un an. Bien que la législation koweïtienne ne reconnaisse pas l'existence des chèques postdatés, les banques acceptent de les escompter, s'engageant à ne pas les débiter avant la date inscrite sur le chèque. Entre-temps, notre spéculateur cherche à revendre son titre plus cher qu'il ne l'a acheté, contre un autre chèque, postdaté lui aussi.

Le succès de Souk Al Manakh et les cours pratiqués n'ont qu'un rapport très lointain avec l'activité économique des sociétés correspondant à ces titres. On cite le cas de plusieurs compagnies qui n'ont pas d'activité du tout, ce qui n'empêche pas leur action d'enregistrer une plus-value lors de chaque transaction. Au grand mécontentement des autorités koweïtiennes, au printemps 1982, plusieurs journalistes étrangers commencent à se poser des questions, dans la presse internationale, sur la solidité de cette Bourse sauvage. Ce château de cartes ne repose en fait que sur la confiance. Un krach serait désastreux : tout le monde est engagé dans la spéculation, du chauffeur de taxi au ministre, membre de la famille royale. L'émirat tout entier est devenu un gigantesque casino. Pas question de faire sauter la banque. La fiction d'un marché sain doit persister. Début avril, le prince héritier, Cheikh Saad Abdallah visite Souk Al Manakh en compagnie du ministre des Finances Abdel Latif Al Hamad et y tient des propos rassurants. Le marché parallèle, hésitant depuis quelques jours, n'en demandait pas

davantage, et les cours reprennent leur envolée dès le lendemain. Pourtant, les plus avisés des spéculateurs, qui ont déjà empoché de substantiels bénéfices, commencent à se demander s'il n'est pas temps de retirer leur mise. Le mur de la confiance est en train de se lézarder. L'été est fatal à la Bourse de Souk Al Manakh. Alors qu'il était de règle de ne pas encaisser les chèques, mais simplement de les compter à son actif — à la manière de ce que font les grandes banques internationales vis-à-vis des pays débiteurs insolvables —, plusieurs spéculateurs ne jouent pas le jeu et exigent l'encaissement de leur chèque avant la date indiquée. Comme il fallait s'y attendre, l'argent n'est pas au rendez-vous.

La réaction en chaîne ne tarde pas. C'est le krach, longtemps nié, longtemps redouté. On fait les comptes, ils sont salés : mis bout à bout, les 28 000 chèques postdatés en circulation, dont tout le monde exige maintenant le paiement, totalisent 94 milliards de dollars. Après compensation des créances et des dettes, il manque toujours 7 milliards de dollars à l'appel. L'un des quelque 6 000 boursicoteurs réguliers de Souk Al Manakh devient du jour au lendemain une vedette. Jassim Al Moutawa se retrouve à la tête d'une ardoise de 10,5 milliards de dollars. Vous avez bien lu : 10,5 milliards de dollars. Que croyez-vous que fait alors Jassim ? Se tirer une balle dans la tête, comme un vulgaire joueur professionnel du siècle dernier, incapable de rembourser une dette d'honneur ? Pas du tout. Son petit problème ne l'empêche pas de dormir. Il se considère comme une victime d'un retournement de situation inexpliqué. Lui, d'humble extraction (tout est relatif au Koweït, surtout l'humilité), est jalousé par les riches marchands traditionnels qui ont envié son succès rapide et lui font à présent payer sa brève intrusion dans le club des riches.

Comme un seul homme, les spéculateurs de l'émirat se tournent vers le ministre des Finances, Abdel Latif Al Hamad, et lui tendent la sébile. Mais le ministre dit non. Incrédules, les spéculateurs pensent avoir mal compris. Al

Hamad reste inflexible. Il faut toute la persuasion de la famille régnante, lourdement compromise dans le krach, pour que le ministre consente, à son corps défendant, à mettre en place, au mois d'octobre 1982, un fonds de sauvetage de 1,7 milliard de dollars. Mais le grand argentier du Koweït ne veut pas s'en tenir là. Il entend bien traduire les gros spéculateurs devant les tribunaux pour faillite frauduleuse. Soixante d'entre eux sont inculpés. S'engage alors une longue partie de bras de fer entre le jeune ministre, dont la compétence, internationalement reconnue, impressionne l'émir, et l'ensemble de la communauté marchande et une partie de la famille royale. Abdel Latif Al Hamad tient pour la fermeté, convaincu que si le gouvernement éponge, une fois de plus, le passif, il n'y a aucune raison que la folle spéculation ne reprenne pas. Les perdants de la Bourse fantôme arguent, au contraire, que si le gouvernement ne fait rien, c'est l'ensemble du secteur bancaire de l'émirat, gravement compromis dans le krach, qui sera durablement atteint. De fait, la réputation du Koweït en tant que place bancaire sort sérieusement affaiblie de la crise.

Seul contre tous, et malgré l'appui de l'émir Jaber, Abdel Latif Al Hamad finit par perdre la partie. Il donne sa démission le 14 septembre 1983, plutôt que de devoir associer son nom au repêchage des spéculateurs. C'est la victoire de ces derniers ; la plupart d'entre eux sont, au moins partiellement, indemnisés par l'État.

Les banques « off shore » de Bahrein

Il n'est pas sûr que les malheurs des banques koweïtiennes aient peiné celles de Bahrein. Bahrein est le seul pays du Golfe à s'être acquis le titre mérité de place bancaire. Les Émirats arabes unis et le Koweït ont bien tenté de lui ravir ce statut. On sait ce qu'il est advenu des banques de Koweït qui, pour l'heure, sont en convalescence et ne songent plus à concurrencer Bahrein. Quant à celles des Émirats, pour

avoir proliféré des années durant quasiment sans contrôle, elles connaissent à partir de 1982 une sérieuse crise de liquidités. Le gâteau n'est pas assez grand pour toutes. Bahrein, place financière et bancaire, c'est l'idée géniale d'un Anglais, Alan Moore, qui dirige la Banque centrale de Bahrein jusqu'en 1980. Moore, avant d'entrer au service du gouvernement de Bahrein, a travaillé à Singapour. Il y a vu à l'œuvre les banques *off shore*. Ces banques, qui n'ont pas le droit de traiter avec les résidents, font des affaires avec les pays de la région. Pourquoi, se dit Moore, Bahrein ne deviendrait-il pas le Singapour du Golfe ? L'argent ne manque pas, et le système bancaire est embryonnaire dans la région. Mieux, les interdits religieux empêchent les banques saoudiennes de verser des intérêts sur leurs dépôts. Alan Moore s'assure de la bienveillance de la SAMA, la *Saudi Arabian Monetary Agency,* et met à profit ses nombreuses relations dans le monde de la banque. Situés à mi-chemin de la City de Londres et des marchés de l'Extrême-Orient, les opérateurs de Bahrein peuvent travailler avec la Bourse de Tokyo avant sa fermeture, à l'heure où les cambistes londoniens partent pour le bureau et que ceux de Wall Street sont encore dans leur lit. En 1975, les premières banques *off shore* ouvrent leurs guichets à Bahrein. Certes, il leur est interdit de faire affaire avec les Bahreinis afin de ne pas concurrencer les banques locales, mais il y a assez à glaner alentour : l'argent ne manque pas dans les pays voisins. En 1984, les 77 banques *off shore* de l'émirat détenaient des actifs se montant à près de soixante milliards de dollars. Singapour est dépassé et Beyrouth détrôné — Beyrouth naguère encore capitale financière du Moyen-Orient, livrée à la guerre civile depuis 1975. En détruisant ce que fut Beyrouth, les différentes factions libanaises ont rendu un signalé service à l'émirat. Bahrein, premier État du Golfe à avoir découvert du pétrole, n'en a presque plus. Son pétrole, maintenant, c'est la banque. Les employés de banque et leur famille cherchent à se loger : le marché de l'immobilier reçoit un coup de fouet. Mieux : les banques entraînent

dans leur sillage nombre de sociétés-clientes qui décident d'ouvrir un bureau régional à Bahrein. Le commerce local est revivifié. Bahrein a réussi son entrée dans l'après-pétrole.

L'archipel, sous l'impulsion de son ministre de l'Industrie Youssef Chiraoui, se transforme progressivement en société de services. En 1977, les pays de l'OPAEP (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) décident d'y installer une cale sèche géante, qui se range parmi les plus importantes du monde, ASRY *(Arab Shipbuilding Repair Yard).* Dubaï, déçu, construit la sienne. Mais bien que plus moderne que celle de Bahrein, la cale sèche de Dubaï est mal gérée, n'a pas de clients et, en 1981, Dubaï en confie la gestion à l'équipe d'ASRY. Achevée en 1979, elle n'a encore jamais accueilli un navire.

Dans l'ensemble, Bahrein se débrouille plutôt bien. Ses voisins acceptent de bon cœur de voir leurs *joint ventures*[1] élire domicile dans l'émirat de Cheikh Isa. Une usine pétrochimique, cofinancée par l'Arabie Saoudite, le Koweït, et, dans une moindre mesure, Bahrein, y est construite. Pareillement, c'est encore à Bahrein que, le 1er mai 1984, est posée la première pierre de l'université du Golfe. Le projet est financé par l'Arabie Saoudite, Bahrein, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Koweït, Oman et Qatar.

Qatar, en revanche, dont le sous-sol est riche, très riche en gaz, choisit d'axer son développement industriel sur la pétrochimie, en partant du raisonnement que le coût de transport du produit brut est nul et celui de la matière première négligeable. Des investissements colossaux sont réalisés avec la participation de la CFP (Compagnie française des pétroles), de CdF-Chimie (Charbonnages de France) et d'industriels japonais. Avec les méga-projets en cours de réalisation dans ce domaine en Arabie Saoudite et à Bahrein, les États du Golfe entendent bien être reconnus comme des grands de la pétrochimie mondiale. Leurs coûts de production sont inférieurs de moitié à ceux des com-

1. Projets associant plusieurs partenaires.

plexes chimiques européens. Pour l'instant, ceux-ci sont protégés par le tarif extérieur commun qu'applique la Communauté européenne. Mais les pétrochimistes du Golfe protestent contre ce « protectionnisme ».

Après le pétrole, le soleil

Reste enfin un domaine dans lequel les pays de la région ont beaucoup investi : l'énergie solaire. Loin d'être les inconscients souvent décrits par la presse occidentale, les dirigeants du Golfe savent pertinemment que leurs hydrocarbures ne sont pas éternels. Or, non contents d'avoir du pétrole, ces États ont aussi du soleil. Épreuve écrasante naguère, supportable aujourd'hui grâce à l'air conditionné qui équipe à présent la plupart des habitations, le soleil pourrait bien devenir un bienfait dans l'avenir. La Péninsule arabique est l'une des régions du monde qui reçoit le plus de radiations solaires. L'ensemble du Moyen-Orient est frappé annuellement par des rayons d'une énergie de trois milliards de mégawatts. L'équivalent de trois millions de centrales thermiques. Autrement dit, de façon plus concrète, chaque mètre carré de sable absorbe assez d'énergie pour faire fonctionner dix ampoules de 100 watts. On se prend à rêver d'une Péninsule arabique entièrement recouverte de cellules photovoltaïques.

L'Arabie Saoudite et le Koweït, en particulier, investissent depuis plusieurs années dans la recherche sur l'énergie solaire. Et, quoique limitées, les premières applications pratiques commencent à voir le jour. Des systèmes qui ne représentent en Europe que 30 % de la consommation domestique, tout au plus, peuvent ici tourner avec un rendement proche de 100 %. Il existe un village d'Arabie Saoudite où tous les besoins énergétiques sont satisfaits par l'énergie solaire, l'équipement ayant coûté près de 550 millions de francs. Mais ce coût pourrait être considérablement abaissé par une utilisation sur une grande échelle. L'avantage de l'énergie solaire étant notamment de permettre

l'autonomie, des économies importantes pourraient être réalisées sur les installations d'acheminement de l'électricité. Sur la mer Rouge, par exemple, plusieurs stations stratégiques de garde-côtes sont équipées de petites unités de dessalement de l'eau de mer, fonctionnant à l'énergie solaire, qui fournissent chacune 60 litres par jour d'eau douce. Lorsqu'on songe à la dimension du territoire saoudien, on comprend l'intérêt des dirigeants de Ryad pour ces techniques nouvelles : des stations-service en zone désertique pourraient ainsi fonctionner le long des immenses autoroutes qui relient les principales villes d'Arabie. De l'autre côté de la mer Rouge, à Djibouti, où le climat et les problèmes se posent dans les mêmes termes, les responsables ont bien entendu parler de ces unités de dessalement fonctionnant à l'énergie solaire. Mais pour leur petit pays, il s'agit d'un rêve inaccessible, d'un luxe de nanti.

Pétrole, gaz, énergie solaire... Ne manque à l'appel que le nucléaire. On y songe. Des missions d'étude sont envoyées auprès des principales puissances nucléaires. Lors d'une tournée dans la région, le ministre canadien de l'Énergie, Marc Lalonde, a fait des offres de service dans ce domaine. Il s'agirait de construire une ou plusieurs centrales dont la production bénéficierait à plusieurs pays de la région à la fois : Arabie Saoudite, Koweït, Bahrein, Qatar et EAU. Mais les décideurs avancent à pas comptés, et ce n'est sûrement pas le bombardement, en juillet 1981, de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz par l'aviation israélienne qui est de nature à brusquer leur décision.

En une quinzaine d'années, les États pétroliers ont donc fait leur chemin, souvent à marche forcée, dans le monde des pays développés. Patiemment, à coup d'investissements plus ou moins judicieux, ils ont préparé leur passage dans l'après-pétrole. Certains y sont déjà, ou presque (Bahrein et Koweït). D'autres y tendent, avec plus ou moins de succès. Mais ce qu'aucun n'avait prévu, c'est que les difficultés viendraient si tôt. Ce que l'on avait encore moins prévu, c'est que ces difficultés proviendraient non d'un épuisement

des précieux gisements, mais de la difficulté à vendre cet or noir sur lequel ils ont pris l'habitude de compter.

La baisse des recettes pétrolières

C'est en 1982 qu'intervient le funeste retournement. Au début de l'année, le marché pétrolier s'engorge. Les producteurs ne parviennent plus à placer leur marchandise au prix de référence de 34 dollars le baril. Le marché libre de Rotterdam ne dépasse guère 30 dollars au même moment. En avril, l'OPEP impose à ses membres un plafond de production pour maintenir le prix de référence. Mais un an plus tard, à la conférence de Londres qui se tient en mars, le cartel doit baisser son prix de cinq dollars et fixer le plafond à 17,5 millions de barils/jour. En dix ans, les pays occidentaux ont cherché à diminuer leur dépendance envers le pétrole ; l'électricité d'origine nucléaire tend à supplanter celle des centrales thermiques ; les populations, après le second choc pétrolier, ont appris à « faire la chasse au gaspi », à isoler leurs habitations ; les constructeurs automobiles proposent des modèles moins gourmands en carburant que par le passé. En un mot, les revenus pétroliers attendus ne sont plus au rendez-vous. Les habitants de la région s'étaient faits à l'idée qu'un jour, il leur faudrait bien entrer dans l'ère de l'après-pétrole ; ils ne pensaient sûrement pas que l'heure viendrait si vite. Ces nouveaux riches qu'étaient les États du Golfe s'étaient habitués à vivre en rentiers, ils doivent faire le dur apprentissage de l'austérité. Certes, beaucoup, dans le tiers monde, pourraient légitimement envier l'« austérité » à la saoudienne ou à la koweïtienne. Mais enfin, il faut renoncer à certains programmes de développement, sabrer dans les budgets, annuler des contrats, opérer des coupes claires. Des budgets en déficit sont annoncés aux Émirats, au Koweït, et même en Arabie Saoudite. Bien sûr, comme on l'a dit plus haut, la notion de déficit budgétaire est plutôt théorique dans ces pays, tous les

revenus n'étant pas nécessairement imputés sur le budget. Le déficit a surtout valeur de symbole, mais il est là : les beaux jours sont passés, les États du Golfe ne sont plus des pays de cocagne. Aux Émirats arabes unis et au Koweït, des responsables commencent à évoquer la possibilité de créer des impôts. Des impôts, dans ces Eldorados ? Serait-ce la fin d'un monde ?

CHAPITRE III

Oman : le Moyen Age en 1970

« Dans les cinq premières années, nous avons tout accompli avec une telle précipitation. Il le fallait ! »

Qabous bin SA'ID, *Financial Times,* 13 mars 1984

Oman n'a pas connu la même évolution que les autres royaumes et principautés de la Péninsule. Par la faute d'un monarque rétrograde et paranoïaque, le sultanat de Mascate et d'Oman a vécu en vase clos, replié sur lui-même jusqu'en 1970. La religion de Sa'id bin Taymour était faite : le modernisme ne convenait pas aux Omanais, les Omanais n'étaient pas faits pour le modernisme. Un peu comme Chakhbout à Abou Dhabi, le sultan Sa'id, au pouvoir depuis 1932, craignait que la civilisation occidentale, pénétrant insidieusement Oman par le biais de la technique et de la présence d'étrangers, ne détruisît la société traditionnelle omanaise et ne la pervertît. Mais il poussait cette logique beaucoup plus loin que Chakhbout.

Oman était donc pour ainsi dire coupé du monde par la volonté de son souverain. A l'exclusion des officiers britanniques et de leurs hommes qui avaient acquis un droit quasi historique de s'y trouver, héritage des combats pour la sur-

veillance de la route des Indes. Sa'id doit surtout une fière chandelle à l'armée britannique qui l'a protégé à la fin des années 50 des agressions égypto-saoudiennes contre son pouvoir. Lorsque le roi Saoud se rend au Caire pour rencontrer Gamal Abdel Nasser au printemps 1954, le souverain conservateur et le leader des Officiers libres ont en commun un adversaire : les Anglais. Nasser cherche à les faire quitter l'Égypte ; de son côté, le roi d'Arabie Saoudite s'offusque du soutien que la Grande-Bretagne apporte aux émirats de la Côte de la Trêve et au sultanat de Mascate et Oman dans le conflit de souveraineté portant sur l'oasis de Bouraymi. Pour Saoud, cette dernière lui revient sans conteste. D'ailleurs, les wahhabites ont envahi Bouraymi de 1813 à 1869. Dans une région habitée par des nomades, il est bien évident qu'à travers l'histoire, des tribus relevant de nos jours des trois parties en litige sont passées et repassées à Bouraymi. C'est insuffisant pour revendiquer une quelconque appartenance, d'autant que Bouraymi, principal point d'eau au sortir du Roub' al Khali, le « désert des déserts » que dépeint si bien Wilfred Thesiger[1], est le lieu de passage obligé des bédouins venant du sud-est de la péninsule arabique.

La fiscalité étant par essence une prérogative étatique, afin d'affirmer leur emprise, les souverains de Ryad et d'Abou Dhabi lèvent la *zakat,* l'impôt musulman, parfois auprès des mêmes tribus par conséquent doublement taxées. Mais l'intérêt de l'oasis ne réside pas seulement dans la présence de quelques centaines de contribuables ! Le territoire de Bouraymi, aux confins du sultanat d'Abou Dhabi et du royaume saoudien, est surtout, à en croire les experts, potentiellement riche en pétrole. On s'en doute, aux traditionnelles luttes d'influence entre potentats régionaux vient se superposer un combat ayant des concessions pétrolières pour enjeu. Ce que Jean-Jacques Berreby résume d'un constat lapidaire : « Derrière le roi Saoud, les États-Unis

1. Thesiger Wilfred, *Le Désert des déserts,* Plon, Paris, 1978.

d'Amérique, et derrière les princes, la Grande-Bretagne ; d'un côté l'ARAMCO et de l'autre l'Iraq Petroleum[1]. »

Depuis 1949, l'Arabie Saoudite s'était remise à réclamer la souveraineté sur Bouraymi, au mécontentement de Londres qui pensait l'affaire réglée depuis qu'en 1937 une rectification mineure du tracé des frontières avait fait droit — du moins le pensait-on à Whitehall — aux revendications saoudiennes. La crise ouverte finit par éclater en 1952, quand les forces saoudiennes occupent l'oasis tandis que Ryad nomme un « gouverneur » à Bouraymi. En juillet 1954, Londres et Ryad acceptent un arbitrage des Nations unies. Pendant les travaux de la commission arbitrale, les Saoudiens essaient d'acheter pêle-mêle les petits cheikhs des tribus avoisinant l'oasis et les juges de la commission. L'arbitrage n'aboutissant pas, les milices anglaises de la Côte de la Trêve *(Oman Scouts),* qui viennent d'être créées, chassent les forces saoudiennes et occupent Bouraymi, révèle le Premier ministre britannique, sir Anthony Eden, devant la Chambre des communes le 26 octobre 1955. Vaincu à Bouraymi, Saoud décide de prendre sa revanche en Oman. Nasser est prêt à l'aider à venger cet affront au nationalisme arabe. Quelques mois plus tard, l'expédition franco-britannique de Suez lui donnera une raison de plus de chercher à humilier à leur tour les Britanniques et leurs protégés. L'argent saoudien et les armes égyptiennes sont distribués à profusion aux partisans de l'imam Ghalib et de son frère Talib, en révolte contre le sultan de Mascate. Du Caire, la « Voix des Arabes » soutient l'imam à longueur d'émissions. En vain. En 1959, le Special Air Service, le célèbre SAS, commando d'élite de Sa Majesté britannique, contribue de façon décisive à l'écrasement de la rébellion dirigée conjointement de Ryad et du Caire. Ghalib trouve refuge auprès de Saoud, à Ryad. Grâce aux Anglais, Sa'id bin Taymour triomphe.

Épilogue de l'affaire : il faudra attendre 1963 pour que les relations diplomatiques entre Londres et Ryad, rompues en

1. Berreby Jean-Jacques, *Le Golfe persique,* Payot, Paris, 1959.

1956 après Suez, soient rétablies, à la faveur de la guerre du Yémen. C'est Bouraymi qui est la cause de cette lenteur : l'affront n'a pas été oublié.

Sa'id renversé par son fils

Hormis ces soldats et mercenaires britanniques qui se trouvaient pratiquement chez eux, les étrangers se comptaient sur les doigts de la main. La légende voulait que l'isolement du sultanat se soit étendu aux télécommunications. « Il n'existe qu'un appareil téléphonique en Oman, disait-on, et le sultan Sa'id le garde sous clé. » Ce qui est certain, c'est que les lignes téléphoniques avec le pays n'étaient pas légion. Mais il y a plus grave : ce refus du modernisme s'accompagne d'une situation sanitaire déplorable, d'un analphabétisme généralisé. Sa'id fait toutefois une exception pour son fils Qabous qu'il envoie en 1958 étudier à l'académie militaire de Sandhurst en Grande-Bretagne. Les longues études de Qabous à l'étranger creusent le fossé avec son père. Dès son retour, en 1964, ce dernier l'assigne à résidence à Salalah, à côté du palais. Qabous y passe six ans, confiné dans une simple chambre. Sa mère — une Dhofarie — vient de temps en temps réconforter Qabous et adoucir sa détention. Un vrai conte des *Mille et une nuits* en plein XX^e^ siècle. Mais à Sandhurst, Qabous a noué d'utiles relations avec des officiers britanniques. Les autorités de Londres ont apprécié l'ardeur au travail et l'intelligence de ce jeune prince. Le Royaume-Uni commence à trouver pesant l'isolement imposé par Sa'id à son pays. Certes, cet isolement a permis de tenir à l'écart la France et d'autres puissances. Mais désormais, l'autocrate rétrograde qui régente Oman appartient vraiment par trop au passé. Songez qu'en 1970 encore, les portes de Mascate fermaient la nuit, et que les habitants devaient sortir le soir munis d'une lanterne à hauteur de leur visage, sous peine d'être abattus par la police. Londres, irrité par les lubies de ce tyran médiéval

et par son inefficacité dans la lutte contre la rébellion du Dhofar, souffle au jeune Qabous, tout pétri d'éducation anglo-saxonne, l'idée de déposer son père. Le 23 juillet 1970, Qabous, qui va avoir trente ans, le renverse dans une révolution de palais réalisée avec l'appui des SAS, ces mêmes SAS qui avaient tant de fois conforté le trône de Sa'id par le passé... Le coup d'État est théâtral : Sa'id se blesse lui-même en cherchant à prendre son pistolet pour un baroud d'honneur.

Arrivé au pouvoir, Qabous ne perd pas un instant pour rattraper le temps perdu. Son premier geste de souverain consiste à changer le nom du pays. Le sultanat de Mascate et d'Oman devient le sultanat d'Oman pour affirmer l'unité du pays. Il met en chantier écoles et hôpitaux. Il déclenche aussi la guerre totale contre la rébellion du Dhofar, soutenue par la Chine et l'Union soviétique...

La province du Dhofar a été annexée par le sultanat dans les années 1877-1879. Elle reste arriérée malgré la découverte du pétrole en 1965. En avril 1963, des guérilleros tirent les premiers coups de feu. La guérilla demande l'indépendance. Les Dhofaris parlent une langue qui se rattache au groupe des langues sud-arabiques, comme l'éthiopien. En 1965 est créé le Front de Libération du Dhofar (FLD), qui devient en 1968 le Front Populaire de Libération du Golfe Arabe Occupé (FPLGAO). Qabous fait appel aux spécialistes britanniques de la lutte antiterroriste, aux soldats jordaniens et iraniens qui débarquent en 1973, croyant se trouver dans le sud de l'Iran, comme le leur ont dit leurs chefs. Dans le sillage du rapprochement sino-américain, le sultan obtient en 1973 de la Chine qu'elle cesse de soutenir la rébellion. En 1975, celle-ci est écrasée.

La revanche des Dhofaris

Après le temps du bâton vient le temps de la carotte. Impitoyable, et même féroce dans la répression, Qabous vic-

torieux fait preuve d'intelligence et sait se montrer magnanime, pour son plus grand intérêt. Roger Matthews, du *Financial Times*, le dépeint comme un monarque absolu qui règne par consensus. L'image est belle. Le Dhofar est désenclavé par la construction d'une autoroute Salalah-Mascate, mise en service en 1982. Le souverain passe six mois de l'année à Mascate, les six autres à Salalah, la capitale du Dhofar où il a vécu six ans reclus, sous le règne de son père. Les investissements dans le Dhofar sont devenus une priorité du régime. Mieux, il obtient le ralliement de certains anciens guérilleros qu'il nomme ministres ou hauts fonctionnaires. C'est le cas de Youssef Alawi, que Qabous choisit pour ministre des Affaires étrangères en 1982. « Le clan des Dhofaris » détient également un quasi-monopole sur le ministère du Pétrole et les anciens guérilleros ont même reçu le droit de conserver leurs armes. Pour sauver la face, on les a constitués en milice tribale supplétive dont le rôle est avant tout symbolique. Ce qui n'est pas symbolique, c'est qu'ils émargent au budget de l'État et touchent une somme d'environ 100 ryals omanais par mois (2 000 F) qui viennent s'ajouter à leurs revenus habituels de bouviers (ce sont des montagnards). Ils peuvent ainsi acheter une montre en or à leur femme : la paix civile est sauvée. Qabous a « pacifié » — au sens colonial du terme — le Dhofar sans faire perdre la face aux vaincus. Cela étant, l'armée régulière continue de patrouiller dans la région et l'accès au Dhofar nécessite un visa intérieur. Comme les autres pays du Golfe, Oman connaît le principe du *sponsor*[1]. Mais les Dhofaris sont doublement favorisés : pour commercer avec le Dhofar, il faut un *sponsor* qui soit non seulement omanais, mais dhofari, ce qui ne va pas sans susciter des jalousies chez les autres citoyens omanais. « Nous n'avons pas perdu la guerre du Dhofar », vont jusqu'à dire certains Dhofaris. « Avec la paix, nous avons obtenu de Qabous beaucoup plus que ce que nous aurait apporté un État indépendant ! »

---

1. Voir chapitre IV.

Si Qabous s'est lancé dans la modernisation de son pays, il n'a pas pour autant laissé à son peuple la bride sur le cou. L'entrée d'étrangers est toujours sévèrement contrôlée. Oman est le pays du Golfe qui accorde le plus chichement ses visas, et la délivrance d'un *No Objection Certificate* est toujours l'aboutissement d'un parcours mouvementé. Les Omanais ne sont pas encouragés à aborder les étrangers. Développement du pays, oui. Mais développement contrôlé. C'est à ce prix seulement, estime Qabous, que ses sujets pourront sans dommage rejoindre les nations modernes. C'est bien pourquoi Oman constitue une exception parmi les monarchies du Golfe. Certes, sa richesse est moindre que celle de ses voisins, le sultanat n'ayant commencé à exporter son pétrole qu'en 1967. Mais l'abondance venant, Qabous a préféré mettre ses administrés au travail plutôt que de faire appel à de trop nombreux immigrés. Ces derniers ne représentent que 20 % de la population. Le souci sécuritaire prime tout. L'ironie du sort veut qu'un nombre à peu près équivalent d'Omanais travaillent dans les EAU ou en Arabie Saoudite, où les salaires sont plus attrayants. La politique suivie par Qabous vise à les faire revenir et à renvoyer les immigrés dans leur sous-continent natal.

CHAPITRE IV

« Sponsors » et immigrés

« Le butin est destiné aux émigrés qui sont pauvres. Qui ont été expulsés de leurs maisons ET privés de leurs biens. »

Coran, LIX, 8

La foule se presse, ce vendredi 29 janvier 1982, sur l'une des places de Ryad. Les gens sont venus assister à la décapitation de deux employés de maison philippins. Ils ont tué le Libanais chez qui ils travaillaient, violé et grièvement blessé sa femme. La *chari'a,* la loi islamique en vigueur en Arabie Saoudite, ne connaît qu'un seul châtiment pour ce crime : la mort. Ce que n'avait en revanche pas prévu le Coran, c'est la mise en scène montée par la police saoudienne. La reconstitution du crime a été filmée par une équipe de télévision. Un policier en civil, portant l'habit traditionnel du Golfe, *thobe* (robe) et *ghetra* (coiffure faite d'une pièce de tissu), joue le rôle de la femme. A chaque fois, le capitaine de la police demande aux deux Philippins de jouer leur rôle, en frappant bien le policier, en mimant le viol comme cela s'était réellement passé. Cette pénible scène a été diffusée plusieurs fois par jour, une semaine durant, sur toutes les

chaînes de télévision du royaume. Un exemple destiné à édifier les travailleurs immigrés qui seraient tentés de s'éloigner du droit chemin.

En règle générale, tout ce qui va mal dans le Golfe est imputé aux étrangers. La presse, discrètement encouragée en cela par les autorités, fait des expatriés les boucs émissaires des nombreux problèmes de la région : criminalité, inefficacité des administrations, perte des valeurs traditionnelles de l'islam, etc.

Pour tout dire, les citoyens du Golfe sont inquiets. Parfois minoritaires dans leur propre pays, ils ont le sentiment de ne plus être chez eux. Dans la ville d'Abou Dhabi, à peine 10 % des habitants sont des citoyens de l'émirat. En Arabie, le Troisième Plan de développement avait prévu que, sur les 2,47 millions de travailleurs que comptait le pays en 1980, pas moins de 1,06 million seraient des étrangers. En fait, ces prévisions ont été largement dépassées. Chaque année, des pèlerins venus à La Mecque avec un visa de pèlerinage, qu'en principe l'Arabie ne peut refuser à un musulman, en profitent pour rester illégalement dans le pays après le *hajj*, le pèlerinage à La Mecque. D'autres se cachent et travaillent au noir à l'expiration de leur contrat. Dans le même temps, la population indigène du Koweït tombait à 41,5 %. Le recensement effectué en avril 1981 à Bahrein indiquait qu'un tiers des habitants étaient des étrangers. A Qatar, les nationaux forment tout au plus le cinquième des résidents. Seul, le sultanat d'Oman paraît relativement épargné par cette invasion, régulièrement dénoncée... mais tellement nécessaire.

Car une certaine hypocrisie se cache derrière ce comportement xénophobe. La manne pétrolière a donné aux dirigeants du Golfe la folie des grandeurs, elle leur a aussi permis de rattraper le retard de leurs pays dans les domaines de l'éducation, de la santé et des équipements publics. L'argent du pétrole attire aussi, bien entendu, des hordes de travailleurs miséreux du tiers monde, mais dans l'état actuel de leur développement, les pays du Golfe ont besoin de

main-d'œuvre aux deux extrémités de la chaîne : il leur manque aussi bien des manœuvres que des ingénieurs. C'est le prix, inévitable, à payer pour le développement tant souhaité par les gouvernements de la région.

Les Occidentaux, « expatriés de luxe »

Côté « expatriés de luxe », on retrouve naturellement des Américains et des Européens, surtout des Britanniques. Car si la Grande-Bretagne a quitté le Golfe en 1971, les Britanniques, eux, ne sont pas tous partis, loin de là. La compagnie aérienne Gulf Air a beau être désormais possédée conjointement par Oman, Bahrein, Qatar et les EAU, on se demande parfois si elle n'est pas encore filiale de British Airways, à voir l'attitude arrogante du personnel d'encadrement britannique. Dans la plupart des ministères de Bahrein, si les Numéros Un sont bahreinis, nombre de Numéros Deux demeurent britanniques et assurent le fonctionnement régulier et efficace du service. Cela vaut pour la Télévision nationale comme pour la Compagnie du téléphone ou les Services secrets. Ce n'est qu'en 1977 que les troupes britanniques ont quitté le sultanat d'Oman. Mais là encore, nuance : les troupes britanniques, en tant que telles, peuvent bien partir. Les soldats britanniques restent, eux, dans le cadre de contrats de coopération, ou à titre privé, comme mercenaires.

Ces expatriés de luxe vivent entre eux, dans des ensembles résidentiels *(compounds)* où ils peuvent généralement profiter de l'existence d'une piscine ou d'un court de tennis. Dans la plupart des cas, le loyer de leur villa est payé par leur compagnie ainsi que, parfois, l'électricité et leurs communications téléphoniques. La scolarité de leurs enfants est à la charge de l'employeur, et toute la famille a son ticket d'avion pour rentrer au pays, une ou plusieurs fois par an. Autant dire que le traitement, dans sa totalité, peut être considéré comme de l'argent de poche. Compte tenu du

climat et de la mauvaise réputation de ces pays, eu égard au manque de distractions, de confortables indemnités de résidence viennent s'ajouter au salaire. De plus, le microcosme du Golfe étant une sorte de modèle réduit, chacun joue à être ce qu'il ne serait pas dans son pays d'origine. L'employé de banque se fait appeler « banquier ». Tout représentant disposant d'un télex et d'une secrétaire fait imprimer des cartes de visite portant le titre ronflant de « Gulf Manager », si sa compagnie a beaucoup de succursales dans le monde, et « Middle East Manager » si elle n'a pas les moyens d'entretenir d'autre représentant à plusieurs milliers de kilomètres à la ronde.

Des gens qui, en France ou en Angleterre, vivraient dans un F-4 ont ici les moyens d'employer des domestiques, *maids* ou *boys,* qui ne leur coûtent presque rien et qu'ils ne manquent pas de tancer d'importance si, par malheur, une chemise est mal repassée. Par faveur spéciale, ces employeurs modèles accordent une demi-journée de congé hebdomadaire à leur domestique indienne ou sri-lankaise pour qu'elle puisse se rendre à la messe le dimanche. Ajoutez à cela que les pays du Golfe ignorent l'impôt sur le revenu, et vous aurez une idée des raisons qui poussent un Occidental à s'installer dans la région.

Les tribulations de Rama

Bien différente est la situation de la grande masse des expatriés, celle des travailleurs immigrés. Ils sont venus du monde arabe, du sous-continent indien ou d'Extrême-Orient à la recherche de la fortune. Souvent mal informés sur le sort qui les attend, ils ont laissé au pays femme et enfants qu'ils ne reverront pas avant des années.

Le cas de Rama — personnage imaginaire et pourtant tellement réel ! — est tout à fait représentatif de la réalité que connaissent des dizaines de milliers de travailleurs immigrés. Originaire du Kerala, dans le sud de l'Inde, il a voulu

quitter sa condition misérable : il s'est rendu à Bombay, jadis porte de l'Inde, aujourd'hui porte du Golfe. Désormais, il lui faut aller jusqu'au bout. Toute retraite est coupée, la marche arrière n'est plus possible pour Rama, qui a tout vendu pour acheter son billet d'avion et qui a quitté son village en annonçant fièrement qu'il allait faire fortune chez les émirs. En aucune façon il ne peut se permettre de revenir bredouille. Ce serait perdre la face. Mieux vaut encore mourir ou, à défaut, rejoindre les nombreux mendiants de Bombay, sans que sa famille en sache jamais rien.

Quoi qu'il en soit, à Bombay, Rama a eu de la chance : il a rencontré l'un des nombreux agents spécialisés dans le recrutement de travailleurs pour les pays du Golfe — négriers des temps modernes. Moyennant plusieurs centaines de roupies, cet agent lui a promis un contrat en bonne et due forme pour une entreprise de travaux publics des Émirats arabes unis. Il lui donne le choix : ou bien un salaire de 1 000 dirhams avec logement assuré, ou bien un salaire de 1 500 dirhams, à charge pour lui de se loger par ses propres moyens. Rama, qui ne sait rien du coût de la vie aux EAU, croit habile de choisir la seconde solution. Grave erreur, car il lui en coûtera sûrement beaucoup plus de 500 dirhams pour se loger. Il le découvrira à son arrivée. A peine rendu à destination, Rama apprend de même que, contrairement à ce qu'on lui a promis, le salaire n'est pas de 1 500 dirhams mais de 1 200 dirhams. Il n'a guère les moyens de se plaindre. Du reste, son nouvel employeur a confisqué son passeport et lui a demandé 2 000 dirhams pour lui obtenir un visa de résidence. Pour cette jolie somme, son nouveau patron consentira à donner une signature ; il devient ainsi le *sponsor,* le « garant » de Rama vis-à-vis des autorités.

Dans le Golfe en effet, le mot de sponsor a quelque chose de magique. L'idée en a sûrement été soufflée par quelque bon génie sortant d'une lampe qu'on astiquait : privilège réservé aux nationaux, le droit d'être sponsor est fort lucratif. Votre source de revenu, c'est votre passeport.

[redacted]

Aucune transaction commerciale ne peut avoir lieu, aucun visa ne peut être délivré sans la garantie d'un sponsor dont la seule qualité exigible est d'être citoyen de l'État concerné. Dans bien d'autres régions du monde, cette pratique serait assimilée à du trafic d'influence. Pas dans le Golfe où l'on considère simplement que c'est tirer le meilleur parti du sort arrêté par le Tout-Puissant : être né avec la nationalité koweïtienne, saoudienne ou qatarie. Rien d'étonnant, donc, si les lois sur la naturalisation des différents États pétroliers de la Péninsule sont aussi strictes. Le privilège d'être sponsor ne doit pas être galvaudé.

Une fois sur place, Rama ne chômera pas. Il n'est pas payé pour chômer. Ses horaires de travail ont toute chance de se rapprocher davantage de douze heures par jour que de huit. Ses maigres revenus, Rama s'arrangera pour y toucher le moins possible, afin d'en envoyer une part appréciable à sa famille qui compte sur sa paie pour vivre. Encore une fois, Rama doit prendre garde aux nombreuses officines qui offrent des frais de transfert moindres que les banques commerciales ayant pignon sur rue. Certaines de ces échoppes n'envoient rien du tout et disparaissent après quelques mois — le temps pour les familles d'immigrés de s'inquiéter — d'une activité tout aussi illégale que rémunératrice. Ces transferts représentent des sommes colossales. D'après les chiffres fournis par les Nations unies et l'Organisation internationale du travail (OIT), les migrants pakistanais ont envoyé chez eux en 1982 l'équivalent de 17 milliards de francs[1]. Ces transferts de fonds atteignaient le montant des exportations pakistanaises de la même année. C'est pourquoi, pour certains pays asiatiques, l'exportation de main-d'œuvre s'apparente à une industrie nationale.

Passé quelque temps cependant, Rama fera une folie à l'aide des économies réalisées sur la paie des premiers mois : l'achat d'un poste radio-cassette pour égayer ses soirées et

1. Dépêche *Associated Press* du 21 août 1984.

celle des cinq autres travailleurs avec qui il partage sa chambre.

Palestiniens du Golfe

Sans patrie, les Palestiniens sont éparpillés dans le monde entier, à commencer par le monde arabe, et avant tout le plus riche morceau de celui-ci : la Péninsule arabique. Une heureuse coïncidence a voulu que les découvertes pétrolières et le boom de ces pays correspondent à la vague d'émigration, dans les années 50, de nombreux Palestiniens qualifiés, chassés par les colons de l'État d'Israël nouvellement créé. Vis-à-vis des Palestiniens, les dirigeants du Golfe ont mauvaise conscience, mais le discours pro-palestinien dissimule mal une grande méfiance, particulièrement vive en Arabie Saoudite et à Bahrein.

Dans ce dernier émirat, où vivent près de 2 000 Palestiniens, nombre d'entre eux sont issus de la première vague d'émigration, celle qui a suivi la guerre israélo-arabe de 1948 consécutive au partage de la Palestine. L'émir n'a jamais rien fait pour encourager les Palestiniens à s'y installer. Le représentant local de l'OLP, Wafa Nabhan, a tout du père tranquille. Résidant depuis quelque vingt-cinq ans à Bahrein, il y est responsable des programmes de l'enseignement secondaire au ministère de l'Éducation et jouit de la nationalité bahreinie. On le voit souvent astiquer sa Volvo dans la cour des HLM où il habite. On a peine à se l'imaginer rampant sous les barbelés avec des feddayins. Les Palestiniens sont davantage chez eux au Koweït où la famille régnante des Al Sabah se montre très concernée par le conflit du Proche-Orient. Quelque 350 000 Palestiniens vivent actuellement dans l'émirat, où ils occupent, dans l'ensemble, des positions enviables : ingénieurs, médecins, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, journalistes. Ce qui fait parfois dire que le Koweït est entre les mains des Palestiniens qui ont fait sa richesse. Ce serait oublier que

ceux-ci n'ont aucun droit politique. Peu d'entre eux peuvent caresser le rêve de détenir un jour le passeport bleu foncé des Koweïtiens. Une loi de 1966 fixe en effet à cinquante le nombre des naturalisations autorisées chaque année. De surcroît, il n'est pas donné à tout le monde de satisfaire aux conditions requises : il faut pouvoir justifier de quinze ans de résidence au Koweït. Mais une fois naturalisé, il faudra que l'impétrant attende encore dix autres longues années pour jouir de tous les droits qui s'attachent à la nationalité koweïtienne. Le Koweït partage avec la Grande-Bretagne une institution à part : il existe différents types de passeports. Certains citoyens sont « plus égaux » que d'autres. Certes, sont d'office koweïtiens « de première classe » ceux qui résident dans l'émirat depuis 1920, ainsi que leurs descendants. Mais cette date a été choisie de façon à régler le problème des bédouins et non celui des Palestiniens.

Ces derniers connaissent une situation à peu près comparable aux Émirats arabes unis, où ils sont près de 70 000[1] et à Qatar (environ 30 000). Bref, sachant que les Palestiniens vivant en Oman sont environ 50 000[2] et ceux qui résident en Arabie Saoudite, 140 000, ce sont près de 600 000 Palestiniens qui vivent aujourd'hui dans les États du Golfe. Ajoutons les quelque 2 000 combattants qui se sont intallés au Nord-Yémen après la guerre du Liban (été 1982) et le siège de Tripoli (automne 1983). Sanaa, la capitale, abrite désormais le commandement militaire de l'OLP. Entre deux réunions du Conseil supérieur militaire, ces feddayins plantent des orangers pour le compte du gouvernement nord-yéménite, conformément à l'accord passé avec Yasser Arafat. Un millier de combattants se sont, quant à eux, installés au Sud-Yémen.

Des Palestiniens, on dit ce qu'on a dit des juifs d'Europe

---

1. Éric Rouleau, « La diaspora palestinienne du Golfe », *Le Monde,* 15, 16, 17 juin 1982.
2. Les Palestiniens résidant à Oman sont détenteurs de passeports jordaniens : Oman n'héberge pas de réfugiés, et le sultanat est le seul pays arabe où il n'y ait pas de représentation de l'OLP.

en d'autres temps. « Ils » sont partout, « ils » s'y entendent en affaires. Travailleurs acharnés dans leur ensemble, les Palestiniens ont acquis dans le monde des affaires d'enviables positions. Leur niveau d'éducation — cadeau de la communauté internationale qui rachète ainsi sa mauvaise conscience par le biais de l'UNWRA, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens — les qualifia d'emblée pour occuper les postes les plus élevés, y compris ceux de conseillers de l'émir, à une époque où les autochtones diplômés n'étaient guère nombreux. Bref, on les craint, on les jalouse. L'Organisation de libération de la Palestine trouve en eux de riches bailleurs de fonds et des intellectuels politisés. Chaque enveloppe postée dans un pays arabe porte deux timbres. Le second est la cotisation pour l'OLP. « Un racket ! » maugréent certains citoyens du Golfe qui ne voient pas pourquoi ils devraient payer pour les crimes qu'un autre — Israël — a commis envers leurs « frères » palestiniens, des frères bien envahissants. Le Koweït, quant à lui, laisse l'OLP s'organiser au sein de l'émirat, sous l'œil vigilant des services de sécurité. Les Palestiniens de toutes conditions sont priés à intervalles réguliers de verser leur obole à l'OLP, en fonction de leurs revenus, avec un plancher fixé à 5 % du salaire net. Cette collecte est parfois mal ressentie au sein même de la communauté palestinienne mais elle représente un atout considérable pour la centrale des feddayins.

C'est du reste au Koweït qu'un jour d'octobre 1959, quelques intellectuels palestiniens fondent le Fatah : ils ont nom Yasser Arafat, ingénieur des travaux publics, qui choisit pour nom de guerre Abou Ammar, Salah Khalaf, un philosophe qui se fera appeler Abou Iyad, Khalil Al Wazir, futur Abou Jihad, Farouk Kaddoumi, un ingénieur du pétrole (Abou Lotf) et Khaled El Hassan (Abou Saïd). Toutefois, depuis l'éclatement, en 1975, de la guerre civile au Liban, dont l'une des multiples causes était la présence de réfugiés palestiniens, les princes du Golfe ont remis en question leur hospitalité. Certes, les Palestiniens vivant dans la région ne

sont pas à proprement parler des réfugiés, au sens où on l'entend dans les camps du Sud-Liban. Mais ils présentent l'inconvénient de lire trop d'ouvrages politiques, parfois tout à fait subversifs. L'évolution de la situation au Liban a été un facteur déterminant de la décision de l'émir du Koweït de dissoudre son parlement et de suspendre la constitution. Il voyait sans plaisir l'opposition de gauche et les immigrés palestiniens partager en nombre d'occasions des points de vue communs. Les sympathisants de la cause palestinienne estimaient que le gouvernement ne soutenait pas assez clairement les réfugiés palestiniens au Liban. A la suite de la dissolution de l'Assemblée, des étudiants et des travailleurs palestiniens, accusés de constituer des groupes de soutien à leurs frères du Liban, furent arrêtés, et certains expulsés.

En bref, on redoute qu'ils ne forment une cinquième colonne potentielle, un parti politique étranger, alors que les partis politiques nationaux n'ont même pas droit de cité, d'autant qu'« ils » sont présents dans tous les postes clés, à la notable exception des forces de sécurité.

La présence palestinienne dans le Golfe est d'ailleurs à l'origine de l'incompréhension permanente entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis dès qu'il est question du conflit du Proche-Orient. Pour les Américains, le problème palestinien est mineur. Mais les Saoudiens et les princes du Golfe savent bien, eux, que seule la création d'une entité palestinienne apportera la solution à leur propre problème : la présence de frères bien encombrants. Si jamais les souverains de la Péninsule avaient pu être tentés par une solution à la jordanienne, type Septembre noir[1] et massacrer les Pales-

1. Au cours de l'été 1970, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) du Dr Georges Habache, décrète « zones libérées » certaines parties du territoire jordanien. Dans le même temps, cette organisation opère quatre détournements d'avions. De son côté, le numéro 2 du Fatah, Abou Iyad, déclare qu'Amman va devenir le « Hanoï de la révolution palestinienne ». Le roi Hussein décide alors de ne plus tolérer l'État dans l'État qui menace son trône et envoie ses troupes régulières contre les feddayins : la résistance palestinienne est écrasée et contrainte de se réfugier au Liban. A partir de novembre 1971, une organisation qui se baptise Septembre noir revendique nombre d'attentats antijordaniens et anti-israéliens.

tiniens résidant chez eux, la série de détournements et d'attentats qui en a résulté a suffi à les dissuader : quelques explosifs bien placés suffiraient en effet à détruire durablement les installations pétrolières qui ont fait la richesse de ces pays. En attendant que leur soit ôtée cette épine du pied par la grâce d'un règlement international, les dirigeants du Golfe prennent leur mal en patience et continuent d'appuyer la résistance palestinienne, sans beaucoup d'ardeur, il faut bien le dire. Le mutisme et l'inaction des États arabes, dont les pays du Golfe, ont été pleins d'enseignements, lorsque les forces fidèles à Yasser Arafat étaient assiégées par l'armée israélienne durant l'été 1982 ; puis lorsqu'elles se faisaient massacrer un an plus tard par les rebelles du Fatah à Tripoli, au Nord-Liban, avec la complicité active de l'armée syrienne. Quittant Beyrouth en 1982, escorté par les forces françaises, Arafat avait averti qu'à la suite du volcan de Beyrouth, une éruption se préparait dans l'ensemble du monde arabe. Message enregistré dans les capitales du Golfe.

Des enseignants à l'accent égyptien

Outre les Palestiniens, la Péninsule accueille également quantité d'Égyptiens, presque tous enseignants, parfois aussi journalistes ou publicitaires. Ce ne sont en tout cas pas les accords de Camp David qui ont enrayé ce flux d'immigration égyptienne. Qu'il s'agisse d'un vol de la Gulf Air ou d'Egypt Air, lorsqu'on envisage de se rendre au Caire (ou d'en revenir) à partir d'une capitale du Golfe, mieux vaut s'y prendre longtemps à l'avance : ces lignes affichent toujours complet. Moins nombreux, les Jordaniens occupent le même type de fonctions.

Les Yéménites sont également nombreux à se rendre en Arabie Saoudite afin d'y faire fortune. Près d'un million de Yéménites vivent dans le royaume wahhabite où ils forment au moins le tiers de la population active étrangère. La rota-

tion est élevée : on estime que près de 60 % des travailleurs nord-yéménites sont allés, à un moment ou à un autre de leur vie, travailler dans le royaume saoudien, tandis qu'en permanence, entre 15 et 20 % d'entre eux s'expatrient dans les différents États du Golfe.

En revanche, Syriens, Irakiens et Libyens ne sont guère les bienvenus. Ils n'ont qu'à s'en prendre à leurs propres régimes : les monarchies pétrolières ne se soucient guère d'ouvrir leurs frontières aux ressortissants de pays « progressistes », soupçonnés, à tort ou à raison, de vouloir déstabiliser leurs trônes. Les nationalistes arabes se plaignent à juste titre qu'il est plus facile à un Français ou à un Allemand — pour ne pas évoquer la situation privilégiée des Britanniques, héritée de l'époque coloniale — de s'installer à Bahrein ou à Qatar qu'à un Irakien ou à un Syrien. Mais la fibre nationaliste des émirs reste insensible lorsque la sécurité publique est en jeu. En revanche, le Koweït, qui de tout temps a donné la préférence aux immigrés arabes, comptait en 1983 environ 120 000 ressortissants irakiens sur son territoire, voisin de l'Irak. Depuis peu, un nouveau type d'immigration arabe a fait son apparition sur les rives du Golfe : au moment où l'Europe tend à se séparer de ses travailleurs maghrébins, des pays comme la Tunisie et le Maroc concluent des accords d'émigration avec les Émirats arabes unis ou le Koweït.

Quel type d'immigration choisir ?

Les migrants provenant du continent asiatique étaient plus d'un million à se rendre au Moyen-Orient en 1981, selon les chiffres de l'Organisation internationale du travail (OIT). Immigration arabe et musulmane, ou immigration asiatique ? Voilà bien le casse-tête que les autorités du Golfe n'ont pas su — et ne savent toujours pas — résoudre. En toute rigueur, leur préférence devrait aller vers la première. Mais c'est chez ce type d'immigrés que se développent le plus facilement les tentations subversives et les hérésies reli-

gieuses. Le phénomène est particulièrement sensible chez les immigrés pakistanais et iraniens. Les chiites pakistanais participent en nombre aux cérémonies de l'*Achoura,* le deuil chiite. Devant cela, les Asiatiques non musulmans ne manquent pas d'atouts : ils constituent une main-d'œuvre bon marché et souvent docile (Indiens, Sri-Lankais, Philippins), pour ne pas dire disciplinée lorsqu'il s'agit des Coréens dont le travail de fourmi provoque l'admiration incrédule. Ces derniers sont en effet souvent des soldats démobilisés avant la fin de leur service militaire pour participer à des chantiers obtenus par des firmes sud-coréennes à l'étranger. On susurre également que, le cas échéant, ces petits hommes râblés et costauds, taillés en lutteurs, sauraient mettre en pratique leur entraînement martial pour défendre les régimes du Golfe : tel serait le contenu des accords passés avec Séoul. Les Saoudiens en sont arrivés à la conclusion que les Coréens, bien qu'ils coûtent deux à trois fois plus cher que les autres Asiatiques, sont plus productifs et font moins d'histoires.

Chaque nationalité semble avoir son domaine d'activité privilégié, ainsi que son statut social. Une vraie pyramide. Les Pakistanais paraissent être affectés en priorité aux travaux de terrassement. Les Indiens ont une situation légèrement meilleure, occupant plutôt des emplois domestiques et de bureau. Mais là encore, il y a ségrégation. Les Indiens du sud sont affectés aux tâches ménagères tandis que ceux de Bombay ou Delhi manient la calculatrice derrière des livres de comptes. Les Sikhs barbus et enturbannés coupent le tissu au mètre dans le souk ou vendent des pièces détachées d'automobiles japonaises.

Dans les grands hôtels, changement de décor. La musique est américaine, mais le sourire et le service sont philippins. A défaut d'avoir une formation hôtelière très poussée, le personnel est peu coûteux.

Viennent enfin les Coréens, dont on a déjà parlé, qui présentent sans discussion possible le meilleur rapport qualité-prix. Parqués dans des camps construits en parpaings, dont

gieuses. Le phénomène est particulièrement sensible chez les immigrés pakistanais et iraniens. Les chiites pakistanais participent en nombre aux cérémonies de l'*Achoura,* le deuil chiite. Devant cela, les Asiatiques non musulmans ne manquent pas d'atouts : ils constituent une main-d'œuvre bon marché et souvent docile (Indiens, Sri-Lankais, Philippins), pour ne pas dire disciplinée lorsqu'il s'agit des Coréens dont le travail de fourmi provoque l'admiration incrédule. Ces derniers sont en effet souvent des soldats démobilisés avant la fin de leur service militaire pour participer à des chantiers obtenus par des firmes sud-coréennes à l'étranger. On susurre également que, le cas échéant, ces petits hommes râblés et costauds, taillés en lutteurs, sauraient mettre en pratique leur entraînement martial pour défendre les régimes du Golfe : tel serait le contenu des accords passés avec Séoul. Les Saoudiens en sont arrivés à la conclusion que les Coréens, bien qu'ils coûtent deux à trois fois plus cher que les autres Asiatiques, sont plus productifs et font moins d'histoires.

Chaque nationalité semble avoir son domaine d'activité privilégié, ainsi que son statut social. Une vraie pyramide. Les Pakistanais paraissent être affectés en priorité aux travaux de terrassement. Les Indiens ont une situation légèrement meilleure, occupant plutôt des emplois domestiques et de bureau. Mais là encore, il y a ségrégation. Les Indiens du sud sont affectés aux tâches ménagères tandis que ceux de Bombay ou Delhi manient la calculatrice derrière des livres de comptes. Les Sikhs barbus et enturbannés coupent le tissu au mètre dans le souk ou vendent des pièces détachées d'automobiles japonaises.

Dans les grands hôtels, changement de décor. La musique est américaine, mais le sourire et le service sont philippins. A défaut d'avoir une formation hôtelière très poussée, le personnel est peu coûteux.

Viennent enfin les Coréens, dont on a déjà parlé, qui présentent sans discussion possible le meilleur rapport qualité-prix. Parqués dans des camps construits en parpaings, dont

le seul luxe semble être l'air conditionné, les ouvriers de la société Hyundai se montrent rarement en ville, et en tout cas jamais seuls. Ils se déplacent en groupe, habillés de l'uniforme de la compagnie.

Les forces de sécurité elles-mêmes n'échappent pas à cette présence étrangère. On retrouve la plupart des nationalités mentionnées, agencées selon la même pyramide. Au sommet, les Britanniques, assistés de Jordaniens et d'Égyptiens. Les troupes chargées du maintien de l'ordre et des basses œuvres sont généralement composées pour l'essentiel de Yéménites, de Baloutches et d'Omanais.

Il n'empêche qu'il importe de limiter la contagion des mœurs que ces immigrés non musulmans véhiculent avec eux. La légèreté de mœurs des Philippins est proverbiale et toute Philippine est considérée comme une prostituée en puissance. Les hindous polythéistes sont adeptes d'une religion que ne reconnaît pas le Coran. La situation est plus complexe vis-à-vis des chrétiens. Il est certain que la piété peut permettre de conserver calme et soumission chez les travailleurs asiatiques, surtout indiens, qui se rendent à la messe. Mais il n'est pas question de cela en Arabie Saoudite, pays du wahhabisme triomphant.

Voici quelques années, les ambassades à Djeddah avaient reçu une note du ministère saoudien des Affaires étrangères. Cette note énumérait pêle-mêle tous les objets dont l'importation était rigoureusement interdite dans le royaume. Entre les alcools et autres documents pornographiques se trouvaient mis à l'index les « objets en forme de croix ». Au sein de la bourgeoisie expatriée de Djeddah ou Ryad, les messes sont célébrées avec la tacite complicité des autorités dans l'appartement d'un diplomate, voire à l'ambassade ; le prêtre a obtenu son visa en indiquant une profession de circonstance. Le père Adriano, un capucin qui dirige l'église du Sacré-Cœur de Bahrein, se rappelle être allé célébrer la messe à Dhahran sous l'identité d'un « ingénieur chargé du tout-à-l'égout ». Ses ouailles, des employés de l'ARAMCO, le consortium pétrolier américano-saoudien, pouvaient

demander en vain aux sentinelles saoudiennes le lieu où se déroulait cette messe. Les gardes refusaient de savoir. En revanche, ces mêmes sentinelles ne faisaient aucune difficulté pour indiquer que la « réunion du dimanche matin » se tenait au fond de la cour, à gauche.

Le Koweït, plus tolérant en d'autres domaines, ne montre pas non plus une compréhension débordante pour la liberté de culte. L'énorme rassemblement d'immigrés indiens, srilankais, philippins et chinois que représente chaque dimanche la messe à Koweït n'a rien pour plaire spécialement aux forces de sécurité. Les islamistes de l'Assemblée nationale embouchent régulièrement les trompettes de la *jihad*. En juillet 1981, Cheikh Abdallah Aqil, directeur des Affaires islamiques et des *awqaf* (biens religieux), dénonce l'activité des missions chrétiennes de Koweït, leur reprochant de dénaturer l'enseignement du Coran lorsqu'elles parlent de l'islam. Non sans fanfaronnade, il souligne qu'à Koweït, aucun musulman n'a répondu à l'appel des missions à embrasser le christianisme, alors que des expatriés s'étaient convertis à l'islam.

Bien différente est l'attitude prévalant aux Émirats arabes unis et à Bahrein. Aux Émirats, Cheikh Chakhbout, alors émir d'Abou Dhabi, a fait construire la première église du pays dans les années 60. Son frère Zayed, qui lui succède en 1966, continue d'adopter cette attitude tolérante. A Bahrein, plusieurs églises, anglicanes, baptistes, catholiques, ont pignon sur rue. Mieux, le terrain sur lequel est bâti l'église du Sacré-Cœur a été offert par l'émir. Juste retour des choses, le père Adriano ne manque jamais de recommander le souverain bahreini dans ses intentions de prières ! Plusieurs ministres envoient leurs enfants à l'école que tiennent les religieuses du Sacré-Cœur et les autorités font régulièrement l'éloge de l'activité de cette institution. Mais, comme le dit le père Adriano : « Nous sommes ici pour assister les expatriés, nous ne nous permettons pas de faire de prosélytisme en direction des Bahreinis. »

Ghettos pour célibataires

Afin de limiter toute contagion, les médecins vous le diront, rien ne vaut la mise en quarantaine. C'est donc ce à quoi s'emploient les autorités du Golfe. En ce domaine, le Koweït et les Émirats ont une avance certaine. Les travailleurs sont dissuadés de venir avec leur famille. En 1980, le Koweït exigeait une attestation d'employeur certifiant que le revenu mensuel était supérieur à 400 dinars[1] pour qu'un expatrié puisse être accompagné de son épouse. La majorité des immigrés étant par conséquent célibataires, il s'ensuit que leur voisinage est néfaste pour les familles et menace la vertu des filles du pays. Des logements réservés aux célibataires ont donc été construits à Koweït, Abou Dhabi et Dubaï, à l'écart des quartiers « familiaux » où résident, pour l'essentiel, les citoyens du cru. Quant aux immigrés qui, jusqu'alors, avaient pu résider impunément dans les quartiers familiaux, la construction de logements qui leur sont destinés ne leur laisse plus d'excuse : ils sont donc priés de déménager dans les plus brefs délais. Au besoin, la police se charge de les en convaincre par des moyens plus fermes. A Bahrein, bien qu'une telle mesure n'ait pas été prise, une évolution similaire se dessine et, bien souvent, les propriétaires refusent de leur propre chef de louer un appartement situé dans une zone « familiale » à un célibataire.

Le Koweït, dont la population autochtone a baissé de 5 % entre 1978 et 1982, passant de 44 % à 39 %, est particulièrement vigilant. Outre les dispositions dont nous venons de parler, les empreintes digitales de tous les immigrants sont prises systématiquement à leur arrivée dans l'émirat. C'est d'ailleurs ainsi que le chauffeur du camion-suicide qui s'est écrasé le 12 décembre 1983 contre l'ambassade des États-Unis a pu être identifié : son pouce était intact. En comparant l'empreinte de celui-ci avec son fichier, la police a pu établir qu'il était un immigrant — légal — de nationa-

1. Environ 8 000 F de l'époque.

lité irakienne, membre de l'organisation chiite *Al Daawa al Islamiya* (l'Appel islamique, mouvement chiite clandestin opposé au président Saddam Hussein). Les détectives ont ainsi pu remonter jusqu'à ses proches.

Quelles que soient les mesures de sécurité prises par les autorités des États pétroliers — sage précaution pour des pays si riches dont les citoyens nantis sont noyés dans la masse des immigrés démunis —, un certain nombre de secousses viennent périodiquement leur rappeler qu'on n'est jamais trop prudent. Des incidents mettant en cause des Indiens se sont produits à Bahrein en 1974 et en Oman en 1978, des Pakistanais ont été impliqués dans des troubles en Arabie Saoudite en 1976 et à Dubaï en 1977. En mars 1977, les Coréens eux-mêmes, que l'on s'était à tort habitué à croire capables de tout supporter, montrent qu'ils sont aussi des êtres humains. Les ouvriers de Hyundai travaillant sur le chantier de Joubaïl, dans le Hasa (province est de l'Arabie), cessent le travail pour protester tout à la fois contre leurs conditions de travail, leurs bas salaires et leurs logements minables. L'affaire est réglée par la direction sans que la police saoudienne ait à intervenir. Mais le gouvernement du royaume, peu désireux de voir cet exemple faire tache d'huile parmi les autres immigrés ou les chiites du Hasa, les réexpédie chez eux en affrétant deux Hercules C-130 de l'aviation saoudienne[1].

« Bahreinisation » des cadres

Ici et là, les autorités locales réaffirment que la présence d'immigrés n'est que temporaire. Bientôt, les grands projets de développement seront achevés ; dans le même temps, les jeunes du pays seront rentrés des universités américaines ou européennes bardés de diplômes, prêts à prendre les choses

1. Holden David et Johns Richard, *La Maison des Saoud*, Ramsay, Paris, 1982.

en main. Dans ce domaine, la palme revient sans conteste à Bahrein, dont le plan de « bahreinisation » de la fonction publique et des entreprises est le plus avancé de la région. Le recensement entrepris en avril 1981 a révélé que si les immigrés ne représentaient qu'un tiers de la population globale, ils constituaient en revanche 73 % de la population active.

Tout comme Bahrein, le Koweït jouit aussi d'une élite de haut niveau. Mais, outre que beaucoup de jeunes rentrent de l'étranger avec en poche un diplôme qui ne leur servira guère dans leur nouvel emploi, le fait de savoir à l'avance qu'un poste de responsabilité les attend, avec salaire confortable à la clé, n'est pas toujours très motivant pour ces étudiants. De plus, la « nationalisation » des cadres du Golfe ne résoud le problème de l'immigration qu'à une extrémité de la pyramide : la couche supérieure des expatriés.

Par tradition, aussi bien les marchands que les bédouins qui forment la population du Golfe considèrent comme dégradantes les tâches manuelles. Certes, il existe une classe ouvrière à Bahrein, au Koweït et même en Arabie Saoudite, dans la province de l'est. Largement composée de chiites, elle est de souche ancienne. Née avant l'explosion des richesses pétrolières, elle a été rejointe par une main-d'œuvre immigrée d'origine asiatique. Pourquoi travailler de ses mains, en effet, lorsque le simple privilège d'être koweïtien, qatari, saoudien ou citoyen des Émirats semble vous avoir prédestiné à être rentier ? Moins riches, les Bahreinis sont plus nombreux à travailler... et à utiliser leurs compétences dans un pays où elles sont mieux rémunérées que dans le leur, en Arabie ou aux Émirats. Mais, rien à faire, lorsqu'on met en œuvre des projets aussi ambitieux que ceux de l'Arabie à Joubaïl ou Yanbou, c'est-à-dire la création *ex nihilo* de deux cités industrielles devant héberger respectivement 370 000 et 150 000 habitants, on n'a guère d'autre choix que de faire appel à quelque 30 000 travailleurs étrangers, quelle que soit la méfiance que l'on puisse concevoir envers tout ce qui vient d'ailleurs.

De ce point de vue, l'année 1982 a marqué un tournant important : pour la première fois, le flux des migrations s'est renversé, et le nombre de ceux qui quittaient le Golfe a dépassé le nombre de ceux qui venaient s'y installer. Mais cette évolution ne doit rien à la planification des autorités locales. Elle ne résulte pas davantage de la mise en place des projets de « nationalisation » des emplois. Plus sobrement, elle est la conséquence logique de la brutale baisse des revenus pétroliers qu'ont enregistrée ces États en 1982, et qui a remis en cause nombre de contrats qui avaient été annoncés. Amorcé en 1982, ce retournement s'est confirmé en 1983 et 1984.

Mais, loin d'être résolu, le problème n'est que différé. Car en l'absence d'argent, si les immigrés sont moins nombreux, les problèmes, eux, sont exacerbés par une « austérité » à laquelle personne ne s'est réellement préparé.

CHAPITRE V

Crise d'identité

« O tempora, o mores ! »

CICÉRON

« Inauguration d'un hôpital psychiatrique de trois cents lits à Koweït » ; « Trois centres de traitement des maladies mentales vont être construits cette année en Arabie Saoudite : cinq cents lits à Taëf, mille lits à Médine et cinq cents à Ryad ». Tels sont les entrefilets qui émaillent depuis plusieurs années les différents journaux du Golfe. Dans le même temps, les psychiatres opérant dans la région lancent un cri d'alarme : « Nous devons former davantage de conseillers psychologues pour assister les jeunes Bahreinies qui tentent de se suicider », soulignait fin 1981 le Dr Mohammed Al Mazarki, de l'hôpital Salmaniya de Bahrein. Rien qu'au mois de septembre de cette année-là, quatorze jeunes femmes, âgées de dix-huit à vingt-cinq ans, avaient tenté de mettre fin à leurs jours. C'est beaucoup pour ce petit émirat de 360 000 habitants.

Ces sociétés traditionnelles ne sont pas armées psychologiquement pour affronter le bond de plusieurs siècles,

accompli en seulement une quinzaine d'années, sur le plan technologique comme sur celui des mœurs. La péninsule arabique est passée en un peu plus d'une décennie du Moyen Age au XXe siècle, flirtant avec le XXIe. Pis encore : dans le Golfe, le Moyen Age côtoie le XXe siècle. En l'absence de tout palier de décompression, rien d'étonnant à ce que des accidents se produisent. Les autorités ne le reconnaissent pas volontiers. C'est en regroupant des entrefilets parus dans la presse que l'on parvient à mesurer l'étendue des dégâts. Écartelée entre la tradition et la vie moderne, c'est toute la société du Golfe qui est devenue schizophrène. Mais la maladie mentale est une maladie honteuse. Les Grecs anciens pensaient que les fous étaient touchés par la grâce divine, et certains d'entre eux étaient même crédités de pouvoirs surnaturels. Malheureusement pour eux, les malades mentaux, dans la civilisation arabe, ne jouissent pas de la même considération. A l'instar des originaux d'Europe, considérés par l'Église à travers les siècles et jusqu'au XIXe comme des possédés du démon, les dérangés mentaux, dans le monde arabe, sont réputés abriter le *Cheitane*, c'est-à-dire le Malin. *Majnoun*, le mot arabe qui veut dire « fou », signifie littéralement « possédé ». Il a donc fallu aux responsables du Golfe franchir un grand pas pour admettre en eux-mêmes qu'il y avait problème, et dédramatiser ce qui n'est en fait qu'une difficulté d'adaptation. Malaise des plus communs, mais qui connaît dans la région une ampleur préoccupante. La nouveauté, c'est que l'on commence à en parler ouvertement, à des fins préventives, en soulignant le rôle de la famille dans l'équilibre mental.

Folle urbanisation de la Péninsule

Si l'on y réfléchit, l'étonnant, c'est qu'on puisse s'en étonner. En dix ans, tout au plus, le boom pétrolier a totalement remodelé le tissu social et urbain du Golfe. La nécessité de fixer la main-d'œuvre étrangère et la politique de

sédentarisation des bédouins ont entraîné une croissance urbaine pas toujours maîtrisée. Dans la plupart des grandes métropoles du monde, il arrive que les habitants, prenant du recul, soupirent en se rappelant leur ville telle qu'elle se présentait une quinzaine d'années auparavant : « Comme mon quartier a changé ! » s'exclament-ils. Dans le Golfe, les citadins pourraient s'abandonner à cette mélancolie chaque année, tant est impressionnante la rapidité avec laquelle le béton gagne du terrain. Plus d'un Européen, de retour d'un voyage d'affaires dans la région, a pu décrire à ses amis ces pâtés de maisons... sans maisons, simplement délimités par quatre tronçons de route. Si notre voyageur revenait quelques mois plus tard, il y a fort à parier qu'il trouverait à leur emplacement des terrains bâtis.

Les pays arabes du Golfe n'ont pas connu le modèle traditionnel de l'exode rural. L'explosion pétrolière a d'emblée métamorphosé de petites cités en mégalopolis. Au taux de croissance en vigueur au début des années 80, la population de Ryad double tous les six ans, celle de Doha, la capitale du Qatar, tous les quatre ans et demi, et celle de la ville de Koweït tous les quatre ans. De 1960 à 1970, la population des villes a progressé au rythme annuel de 7,7 % en Arabie Saoudite jusqu'à 18 % au Koweït, alors que pour l'ensemble du monde le taux de croissance n'est que de 4 % l'an. Bien entendu, cette tendance s'est accentuée après le premier choc pétrolier et l'arrivée massive d'immigrés, attirés par les salaires réputés mirifiques du Golfe. En 1975, les taux d'urbanisation étaient déjà les suivants : 88,6 % au Koweït, 82,2 % au Qatar, 83,9 % aux Émirats arabes unis et 81,1 % à Bahrein[1]. En fait de pays, les émirats sont des États-cités. Avant le pétrole, Dubaï n'était qu'un village de pêcheurs, Koweït une bourgade marchande et Ryad une petite ville présentant l'originalité de n'avoir jamais été

1. Bonnenfant Paul et *al.*, *La Péninsule arabique aujourd'hui*, CNRS, Paris, 1982.

envahie par une puissance coloniale, fût-elle britannique. Ryad compte aujourd'hui 1,8 million d'habitants.

Immeubles vides à Ryad

Tout en menant cette urbanisation forcenée, les autorités du Koweït, d'Abou Dhabi et d'Arabie Saoudite s'efforcent de sédentariser leurs bédouins et de les faire profiter des bienfaits de l'État-providence. Mais combien d'immeubles restent désespérément vides à Ryad ou à Dammam, malgré la gratuité totale des logements. Ceux-ci sont en effet délaissés par les bédouins qui leur préfèrent la liberté sous la tente. A Abou Dhabi ou à Koweït, ceux qui ont malgré tout accepté de se fixer garent leur Mercedes à côté du chameau dont ils ne se sont pas séparés et habitent des villas, plus conformes que les appartements à leur attachement à la terre. Ils s'installent à la périphérie des villes sans se mêler aux citadins de souche. Cette multiplication des villas au détriment des appartements explique la faible densité du tissu urbain et l'étendue démesurée des cités. Ironie de l'histoire : en 1921, une muraille était édifiée autour de Koweït afin de protéger ses habitants contre les attaques des tribus bédouines de l'*Ikhwan*[1].

Mais pourquoi cet acharnement des régimes locaux à sédentariser leurs bédouins ? Aucun régime n'éprouve une affection particulière pour les apatrides. Et les bédouins sont doublement apatrides, comme les « gens du voyage », ces nomades d'Europe. Ils ne connaissent pas les frontières élaborées avec tant de mal par leurs gouvernements respectifs, sous les auspices des Nations unies. Leur loyauté à l'égard de l'État est bien fragile. Certes, tous les bédouins ne sont pas nomades : au début des années 80, autant qu'on puisse le mesurer, les quatre cinquièmes d'entre eux s'étaient fixés. Certaines tribus sont même sédentarisées depuis des siècles,

1. Voir chapitre suivant.

mais la sédentarisation ne leur a pas fait abandonner tous les traits du nomadisme. Les bédouins n'admettent d'autre loi que celle de la tribu. Bien des citoyens d'Arabie Saoudite se définissent avant tout comme des habitants du Nejd ou du Hedjaz. A cela s'ajoute le fait que les bédouins sont rétifs à toute forme de mise en fiche et en adresse, ce qui ne fait décidément pas l'affaire des ministres de l'Intérieur du Golfe, au moment où les menaces — ou supposées telles — les conduisent à renforcer la surveillance policière sur les étrangers comme sur la population autochtone. Les dirigeants espèrent aussi « assimiler » les bédouins et en faire des « travailleurs », à l'égal des citadins, ce qui permettrait de limiter l'afflux d'étrangers. Dernier avantage, mais non le moindre : en fixant leurs nomades, les gouvernements de la région espèrent diluer les antagonismes tribaux freinant le développement qu'ils tentent par ailleurs de mettre en œuvre. Ce faisant, ils prennent en revanche le risque de voir à terme éclater des conflits sociaux de type moderne liés à l'urbanisation, comme en connaissent la plupart des grandes villes dans le monde.

Effacer en quelques années l'ancestral mépris des bédouins pour les sédentaires n'est pas une mince affaire. *A fortiori,* leur demander de se fixer à leur tour : toute une culture est menacée de disparition, ce mode de vie décrit par Wilfred Thesiger qui a partagé leur existence des années durant à travers le Roub al Khali, le terrible « désert des déserts ». Bavards impénitents, leurs histoires ne les empêchent pas d'avoir en permanence tous leurs sens aux aguets, même lorsqu'ils se détendent, car ce sont des chasseurs nés, ayant le faucon pour compagnon. Ils auraient le sentiment d'être mis en cage s'ils devaient travailler à heures fixes dans des bureaux du centre-ville. Le travail ! voilà une valeur bien peu bédouine. Courage et hospitalité sont leurs deux qualités incontestables. Mais les bédouins ne sont pas travailleurs : le travail est le lot des esclaves, des prisonniers ou des étrangers. Il ne s'accommode en aucun cas de la condition d'homme libre que revendique tout bédouin digne

de ce nom. Ceux qui, bravant les préventions, acceptent les servitudes de la vie moderne, travailleront plus volontiers comme chauffeur de taxi ou de poids lourd, cet emploi convenant mieux à leur individualisme et à leur goût pour le mouvement et la liberté.

Ce qui est vrai au niveau de l'individu l'est aussi à l'échelle de la tribu : les principes qui régissent la vie bédouine sont pratiquement incompatibles avec la notion d'État. A travers les siècles, l'islam et les chefs de tribu représentaient respectivement deux attributs essentiels de l'autorité pré-étatique : la loi et l'ordre. La loi (l'islam) est demeurée tandis que les souverains tentaient de substituer le pouvoir de l'État, c'est-à-dire le leur, à celui des chefs de tribu, tout en leur sauvegardant une certaine autonomie. De fait, la conquête de la Péninsule par les wahhabites du Nejd, par sa dimension unificatrice, jetait les bases du futur État saoudien, bien avant que Ibn Saoud ne revendiquât, dans les années 20, une reconnaissance internationale. Les mariages de ce dernier avec des filles des cheikhs de toutes les tribus du royaume ont fait le reste : la famille royale saoudienne n'est plus seulement nejdie, toutes les provinces sont unies par le sang à la maison des Saoud.

L'extension et le développement concentrique autour de ces noyaux que sont les villages anciens ne suffit pas. De véritables villes nouvelles surgissent *ex nihilo* du désert. La première voit le jour à Bahrein, au cœur de l'île. Baptisée Isa Town, du nom de l'émir, elle ouvre ses portes à ses nouveaux habitants en 1968. Une autre est en construction dans le nord-ouest, à l'arrivée du pont-digue reliant l'émirat à l'Arabie Saoudite. Celle-ci s'est lancée à son tour dans la construction de villes nouvelles. L'entreprise est plus tardive qu'à Bahrein, mais à la dimension — colossale — du royaume wahhabite. Deux villes nouvelles, à vocation industrielle, sont édifiées de part et d'autres du pays : Yanbou, sur la mer Rouge, et Joubaïl, sur le Golfe, qui devraient atteindre respectivement 150 000 et 370 000 habitants. Contradiction : pour ériger ces deux agglomérations desti-

nées en priorité aux Saoudiens, les autorités saoudiennes ont dû faire appel à 30 000 travailleurs immigrés.

Les femmes, premières victimes de la crise d'identité

Longtemps recluses et désormais exposées, par le biais de la télévision et des voyages, au mode de vie occidental, les femmes sont plus vulnérables que les hommes aux changements phénoménaux de leur environnement. L'Arabie Saoudite est championne en la matière. Dans le royaume, les femmes — saoudiennes comme étrangères — n'ont pas le droit de conduire ; elles ne peuvent se déplacer dans la rue qu'en compagnie d'un homme de leur famille ou d'un domestique. Si elles s'aventurent à fréquenter quelqu'un d'autre, elles courent le risque d'être dénoncées à la police religieuse, les terribles et zélés *mutawa'in* (volontaires), par un quidam à qui il suffira d'affirmer : « Je connais cette femme, l'homme qui l'accompagne n'est pas de sa famille. » L'adultère, comme le commande le Livre, est passible de lapidation. La ségrégation dans le royaume wahhabite est si poussée qu'il existe des ascenseurs pour hommes et des ascenseurs pour femmes dans les immeubles modernes de Ryad ou Dhahran. Des banques leur sont réservées, banques dont le personnel est entièrement féminin, de l'employée à la direction générale. La loi de 1970 sur le travail stipule que les femmes peuvent exercer une profession, mais que « en aucun cas, femmes et hommes ne peuvent se mélanger sur les lieux de travail ». Près de 200 000 femmes sont employées dans l'administration, comme enseignantes, assistantes sociales ou infirmières. Petite entorse au principe coranique selon lequel la place d'une femme est à la maison, mais les Saoudiennes ont beau être citoyennes de seconde zone, elles n'en sont pas moins très riches, et c'est à elles qu'incombe la gestion du ménage.

L'éducation des femmes est elle-même un cas de conscience type pour *qadi* wahhabite. C'est ce vieux conservateur

de Fayçal lui-même qui a poussé son pays dans la voie de la modernité, bousculant quelque peu les *oulemas* et d'autres membres réactionnaires de la famille royale, en ouvrant, en 1960, la première école pour filles d'Arabie Saoudite. Fayçal calma les appréhensions en plaçant ces écoles sous la responsabilité du Grand Mufti, tandis que des chaperons étaient chargés de protéger la vertu des élèves[1]. Pendant un temps, les jeunes Saoudiennes ont même reçu des bourses pour aller étudier à l'étranger, ce dont elles ne se privaient pas. Sans doute, la vie qu'elles menaient sur les campus américains, ou dans les boîtes de Paris, Londres ou Genève, ne devait guère être conforme à ce qu'on est en droit d'attendre d'une bonne musulmane, car le droit d'étudier à l'étranger leur a été retiré au lendemain de l'affaire de la Grande Mosquée de La Mecque. L'épisode était le révélateur de la résistance d'une fraction de la population devant le « relâchement » des mœurs.

De ce point de vue, Bahrein et Koweït sont largement en avance. La première école pour filles ouvrit à Koweït en 1927 et à Bahrein en 1928, alors que tous deux étaient sous férule britannique. En 1979, c'est même une femme, Badria Al Awadhi, qui a été désignée à la tête de la faculté de droit de l'université de Koweït, poste qu'elle a occupé jusqu'à la fin 1982. En revanche, en janvier 1982, l'Assemblée nationale de l'émirat a refusé par 27 voix contre 7 d'accorder aux femmes le droit de vote. Pourtant, le prince héritier, Cheikh Saad Abdallah, s'était lui-même prononcé en faveur du suffrage féminin et l'on prête à l'émir la même attitude libérale. Il reste aux jeunes koweïtiennes la perspective égalitaire et exaltante de pouvoir accomplir, si elles le désirent, un entraînement militaire dans le cadre des programmes offerts par l'Éducation nationale.

---

1. Holden David et Johns Richard, *La Maison des Saoud,* Ramsay, Paris, 1982.

L'ennui des jeunes

Mais si les filles sont les plus atteintes par le spleen du Golfe, ainsi que l'atteste le nombre des tentatives de suicide, les jeunes gens ne sortent pas indemnes d'une crise d'identité qui affecte la région tout entière. La richesse et la technologie ont coupé ces fils de bédouins de l'héritage de leurs pères, sans leur donner en contrepartie une culture nouvelle. Chaque bédouin possédant sa télévision couleur, les populations du Golfe n'ignorent aucun épisode des séries américaines. *Dallas*, en particulier, a fait un véritable tabac au début des années 80.

Les jeunes Saoudiens ayant, eux, toujours le droit d'étudier à l'étranger, il importe d'éviter qu'ils n'en reviennent avec des idées subversives. C'est pourquoi, le 16 mars 1982, le prince Nayef, ministre de l'Intérieur du royaume, inaugurait à Ryad le premier cours destiné à mettre en garde les étudiants ayant reçu une bourse pour étudier à l'étranger contre les dangers qui les guettent. Un accent tout particulier est mis, dans ce programme, sur les « idéologies destructrices » qui prévalent à l'Ouest. On leur indique les défauts des sociétés occidentales et ce qu'ils doivent s'abstenir de faire ; enfin, comment rester fidèle à la foi islamique dans un environnement perverti[1]. Certains milieux « hostiles à l'islam cherchent à semer le doute dans l'esprit de nos jeunes boursiers, et les renvoient dans notre pays à l'état d'abrutis qui ne sont sûrs de rien », ajoute Nayef. Début 1984, la plus haute autorité religieuse d'Arabie Saoudite, Cheikh Abdelaziz Ibn Baz, déclare que les fréquentes visites des jeunes du pays aux États-Unis et en Europe occidentale sont « une grave menace pour la foi islamique ». Il lance un appel aux parents musulmans, les adjurant de dissuader leurs enfants d'entreprendre ces périlleuses expéditions dans les « pays de l'athéisme et de la duperie ». Le roi Fahd, quelques jours plus tard, entonne le même refrain, en

1. *Arab News*, Djeddah, 18 mars 1982.

recevant les joueurs de l'équipe nationale de football. Le monarque wahhabite rappelle à ces jeunes sportifs qu'en aucun cas ils ne doivent omettre d'accomplir leurs devoirs religieux lorsqu'ils sont en tournée à l'étranger[1].

Mais comment les empêcher de comparer la vie supposée pleine d'excitation de J.R. et de Sue Ellen avec la morne existence qui est la leur et qui se déroule sous la triste règle de l'ennui ? L'ennui, voilà bien un mot qu'ignoraient leurs pères. L'histoire fourmille de ces récits de bédouins qui se racontaient interminablement la même histoire, sans se lasser, pendant des décennies, et qui en riaient comme au premier jour. Le temps qui passe, voilà une notion qui était bien peu arabe. L'heure se mesurait au soleil et ne servait guère qu'à accomplir ses devoirs religieux.

« *Time is money* », leur a appris John Bull apportant ses derricks. C'est vrai, ont confirmé les fils de bédouins éblouis par la vie trépidante qu'ils ont connue à New York. Ces jeunes ne peuvent plus, désormais, rester accroupis « à l'arabe » pendant des heures avec pour seule occupation de détailler le paysage ou le chaland qui passe. Ils veulent faire quelque chose. Mais ils ne savent pas quoi. Et les distractions leur sont chichement comptées. Laissons même de côté l'Arabie où le cinéma, toujours considéré comme une œuvre satanique, n'a pas droit de cité. Fayçal, brusquant une fois de plus ses religieux, a réussi à imposer la télévision en 1969 ; mais généralement, les programmes en honneur dans le Golfe, à l'exception de très bonnes émissions pour les enfants (*Iftah Ya Samsam,* version arabe du célèbre *Sesame Street*), sont d'une rare indigence. Reste la voiture. De préférence, une grosse américaine, bien tape-à-l'œil. Il y a quand même quelque chose de dérisoire à voir de jeunes Bahreinis circuler dans leur Transam — voiture conçue, comme son nom l'indique, pour traverser d'ouest en est le continent américain — et exercer les chevaux-vapeur de leur

1. Kohut John, *Reuter,* 19 avril 1984.

prestigieux véhicule sur le minuscule territoire de Bahrein, émirat de 45 kilomètres sur 25 !

La voiture est le symbole de la puissance et de la richesse de cette jeunesse dorée. On la prend pour un oui ou pour un non, même pour se déplacer de quelques pâtés de maisons. On en descend le moins possible : il est tellement plus agréable de faire causette à travers la vitre baissée, de voiture à voiture. Et tant pis si cela cause des embouteillages dans le souk. Si vous êtes un grand marchand ou un membre d'une famille royale, votre plaque d'immatriculation ne portera que deux ou trois chiffres : elle vous confère le pouvoir, elle montre votre statut. Il vaut mieux, bien sûr, que votre voiture soit propre et neuve. Pour la propreté, un Indien ou un Pakistanais s'en chargera pour une bouchée de pain. Quant à la nouveauté de la voiture, la conception de ces jeunes bourgeois s'apparente beaucoup au principe du Kleenex : on la jette après usage, de préférence dès que le rodage est terminé. Le vendredi, jour du Seigneur en pays musulman, donne généralement lieu à des expéditions dans le désert. On y apporte la tente, le tambourin et le *'oud* (luth arabe), souvent aussi le magnéto-cassette et la télévision, que l'on place sur le capot de la voiture. Les jeunes de Bahrein, moins chanceux en raison de l'exiguïté du territoire de l'émirat, ont pris l'habitude, au fil des années, de se rendre sur la piste de l'ancien aérodrome qu'utilisait la RAF au cours du second conflit mondial. Et là, ils accomplissent tour de piste sur tour de piste, tous les vendredis, dans une procession majestueuse qui rassemble à chaque fois des milliers de véhicules, de toute condition, dont les propriétaires prennent plaisir à tourner en rond pendant des heures à la seule fin de se montrer, de regarder les autres. Et surtout, parce qu'ils s'ennuient prodigieusement et n'ont rien d'autre à faire.

Cet ennui, incroyablement diffus, est gros de tensions sociales à venir, autrement plus dangereuses pour ces fragiles États que bien des mouvements d'opposition plus ou moins clandestins. Instruits par l'exemple iranien, les gou-

vernements sont pleinement conscients des risques liés à un développement trop rapide, mais ne savent comment répondre à ce danger. Y a-t-il seulement une réponse possible ?

Et puis, la stricte séparation des sexes engendre une frustration qui trouve un exutoire dans la consommation de drogue et d'alcool — à Bahrein, depuis 1979, et au Koweït, depuis 1981, les deux émirats les plus libéraux, les hommes n'ont plus le droit de coiffer les femmes. Car le Koweït, et surtout l'Arabie Saoudite et Qatar, ont beau être des pays « secs », l'alcoolisme y fait des ravages. On dit couramment que celui qui a le courage de passer en contrebande un camion de whisky en Arabie reçoit le camion pour prix de son entreprise. En cas de poursuite, ajoute-t-on également, il est avisé de laisser tomber sur la piste quelques barils de scotch, les forces de l'ordre ne manquant jamais de s'arrêter pour saisir, humer, goûter et confisquer le corps du délit. En l'absence de précisions officielles, on doit se fier aux indications qui filtrent ici et là — tel ce symposium organisé sur la prévention de l'alcoolisme en Arabie Saoudite — et à la simple observation. Quant à la drogue, en dépit des très sévères châtiments qui frappent les trafiquants, elle sévit de plus en plus. Il n'est plus exceptionnel de voir, à Bahrein ou à Koweït, un jeune fumer un « joint » dans sa voiture ou chez lui, se cachant à peine. Opium et héroïne commencent aussi à faire des ravages dans la jeunesse.

Au désespoir des traditionalistes, la dissolution des mœurs ne s'arrête pas là. Comme dans toutes les sociétés musulmanes, une certaine homosexualité latente est tolérée chez les garçons jusqu'au mariage, contrepartie admise de la ségrégation entre les sexes. Mais des travestis qui revendiquent leur état, c'était de l'inédit jusqu'à ce jour de 1984 où les journaux koweïtiens signalent l'apparition dans l'émirat d'une communauté *gay*, rassemblant environ 800 jeunes. Leurs parents, de riches Koweïtiens — c'est-à-dire encore plus riches que les autres —, déclarent que c'est au contact

de la vie anglo-saxonne que leurs enfants ont contracté de telles habitudes.

Dans sa majorité, la jeune génération a connu depuis la naissance une existence matérielle facile. La génération au pouvoir n'a pas encore oublié qu'elle venait des sables. Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan, que l'on dépeint parfois comme l'un des hommes les plus riches du monde, a souffert de la faim dans son enfance. S'il le fallait, nombre de ces responsables seraient prêts à réduire leur train de vie et à revenir à une existence plus traditionnelle. Mais les jeunes, pour qui la pauvreté appartient à l'histoire, qui ont goûté à la richesse et à une vie différente à l'étranger, supportent de plus en plus difficilement le carcan des traditions.

La crise va se nicher jusque dans le mariage lui-même. Le monde arabe vit sous le système du douaire. Contrairement à d'autres civilisations, comme en Inde, ce n'est pas la fille, mais le garçon qui doit verser la dot. Or, les filles du Golfe ont des exigences de parvenues. Elles placent la barre très haut, exigeant de leur futur époux des sommes s'élevant jusqu'à 40 000 ou 50 000 F. On a beau être koweïtien ou saoudien, il y a de quoi réfléchir. C'est pourquoi les jeunes gens de la région prennent de plus en plus souvent femme en Égypte, en Inde ou au Pakistan où le cours de l'épouse est meilleur marché. Cet état de fait a pour corollaire que les filles du Golfe trouvent de plus en plus difficilement chaussure à leur pied. On voit des pères écrire dans les journaux qu'ils accepteraient une dot symbolique de un dinar. De tels gestes sont cités en exemple par les autorités qui ne voient jamais d'un bon œil la multiplication des mariages mixtes. Le vieux chef religieux saoudien, Ibn Baz, a lancé un appel aux musulmans pour qu'ils facilitent le mariage de leurs filles en abandonnant leurs exigences financières. Les gouvernements font des dons aux jeunes mariés. Dans les mairies françaises, on offre généralement à cette occasion un présent symbolique, livre ou stylo, à l'issue de la cérémonie. Mais sur les rives du Golfe, ces cadeaux se comptent en millions de dollars, à répartir, bien sûr, entre les prétendants,

selon leur situation financière. C'est dans cet esprit qu'en avril 1981 de doctes exégètes saoudiens du Coran, des *fuqahaa,* ont admis pour la première fois qu'une femme pouvait soulever son voile devant un fiancé potentiel. « Tout homme empêchant sa sœur ou sa fille de rencontrer son fiancé face à face sera considéré comme pécheur », décrète le comité. Le jugement est sans appel, mais il a quand même fallu attendre plus d'un siècle d'austérité wahhabite pour que les chefs religieux fassent ce pas en avant. Jusqu'alors, le fiancé devait compter sur la bonne volonté de ses futurs beaux-parents. C'était la mère du garçon qui entamait la procédure en rendant visite à la famille de la fille. Là, elle lui offrait des noisettes, insistant pour qu'elle les mange devant elle. Ce subterfuge était censé lui permettre de vérifier que la fiancée avait de bonnes dents ! Dans le même ordre d'idées, il lui arrivait de lui tirer les cheveux pour s'assurer qu'il ne s'agissait pas d'une perruque. Enfin, comble de l'astuce, elle pouvait profiter d'un moment d'inattention de la fille pour prendre un instantané de son visage et apporter la photo à son fils. Tout indique que cet *aggiornamento* tardif n'a que peu de rapports avec une exégèse du Coran, mais qu'il doit beaucoup, en revanche, à la crise du mariage à laquelle les docteurs de la foi pensent ainsi remédier.

CHAPITRE VI

Les échos de la révolution islamique

Que de cités ont été indociles
A l'ordre de leur Seigneur et de son prophète !
Nous leur avons fait rendre un compte rigoureux.
Nous les avons punis d'un exécrable châtiment.

Coran, LXV, 8

C'est sans doute dans la communauté chiite que les laissés-pour-compte du boom pétrolier sont les plus nombreux. Islam des pauvres, le chiisme est particulièrement vivace sur la rive du Golfe : en Arabie Saoudite, ils sont près de 300 000 sur environ 9 millions d'habitants. Mais presque tous vivent dans le Hasa, la riche province pétrolière et agricole de la région de Dhahran, celle qu'exploite l'ARAMCO. Car si la province est riche, ses habitants ne le sont guère. Ouvriers du pétrole, pêcheurs ou paysans, ils n'ont recueilli que les miettes du fantastique développement que connaissait entre-temps le royaume. Au Koweït, entre 15 et 30 % de la population indigène est de confession chiite, et près de 60 000 ressortissants iraniens vivent dans l'émirat. A Dubaï, une forte minorité, généralement d'origine iranienne, est également chiite.

Ministres chiites à Bahrein

Vient enfin Bahrein, seule des monarchies arabes à devoir gouverner un pays dont la majorité des habitants est chiite (de l'ordre de 60 %). L'imprécision des statistiques tient à une raison toute simple : la question est proprement explosive. Le sujet tabou par excellence. Lorsqu'un responsable bahreini ne peut faire autrement que d'aborder la question, il consentira à reconnaître du bout des lèvres que sunnites et chiites sont en nombre à peu près égal. Il n'existe aucun problème entre eux, s'empressera-t-il probablement d'ajouter. Voire. Les chiites de Bahrein, dans leur ensemble, supportent difficilement d'être gouvernés par une dynastie sunnite, celle des Al Khalifa, alors qu'ils sont les plus nombreux. Il faut dire que l'émir, fort habilement, a su se rallier une appréciable fraction de l'intelligentsia et de la bourgeoisie chiites, allant jusqu'à prendre en 1975 cinq ministres de confession chiite sur dix-sept dans son gouvernement. Certains des plus riches marchands du pays sont des chiites. On les montre en exemple pour écarter toute idée de ségrégation.

Il n'empêche, ces brillantes réussites, sans être exceptionnelles, ne doivent pas masquer ce qui reste la réalité pour la plupart : le plus souvent, les chiites sont aussi les plus pauvres, vivant dans les villages de la cueillette des dattes, de la pêche. Ils montrent davantage de réticence à envoyer leurs enfants à l'école. On les retrouve aussi en nombre à travailler dans les garages, et surtout dans l'industrie pétrolière ou de l'aluminium, où les ouvriers de la Bapco et ceux d'Alba ont une longue expérience des luttes sociales.

Enfin, le tableau ne serait pas complet si l'on oubliait les chauffeurs de taxi bahreinis, presque tous chiites. Signe distinctif de nombreux chiites, ils portent leur couvre-chef, la *ghetra,* nouée sur la tête, sans être retenue par le double cordon noir, l'*iqal*, qui est de mise dans la bonne société. Ouvertement, ils écoutent les émissions de Radio-Téhéran. « La radio nationale de mon pays ne dit que des

mensonges », confient-ils sans se faire prier au passager inconnu qu'ils transportent ; ils arborent fièrement au bout de l'antenne de leur auto-radio un plumeau ou un chiffon noir, sombre panache de ralliement des chiites qui n'en finissent plus de porter le deuil de Hussein, fils d'Ali, gendre du Prophète.

Un deuil de treize siècles

Le 10 octobre 680, Hussein, le deuxième fils d'Ali, est massacré avec ses partisans à Kerbala (aujourd'hui en Irak) par les soldats du général Ziad, envoyé par le calife Yazid. L'« imposteur », pour les chiites. Car ceux-ci n'ont jamais admis que le gendre du Prophète, Ali, soit dépossédé du califat en 657 au profit du père de Yazid, Moawiya. Les partisans d'Ali[1] refusent l'arbitrage qui l'a dépossédé du trône et engagent le combat contre les troupes de Damas. C'est ainsi que Hussein trouve la mort à Kerbala. Au profane, cette bien ordinaire querelle dynastique peut sembler de l'histoire ancienne. Mais pour les chiites, la commémoration du « martyre » de Hussein est un article de foi et donne lieu, chaque année, à d'impressionnantes manifestations qui ne sont pas sans rappeler les cérémonies pénitentielles de l'Église catholique, aux temps de la Contre-Réforme.

De tous les pays arabes du Golfe, seul Bahrein tolère la célébration de l'*Achoura*[2], le 10 du mois de Moharram dans le calendrier musulman, date anniversaire de la bataille de Kerbala. Partout ailleurs, les démonstrations d'identité chiite sont très sévèrement réprimées, à commencer par l'Arabie Saoudite. C'est d'ailleurs pourquoi les chiites saoudiens sont nombreux, à la veille de l'Achoura, à traverser le

1. Chiite vient de l'arabe *chi'a* : partisan.
2. De *'achara* : dix en arabe.

bras de mer de près de 25 kilomètres qui sépare le royaume wahhabite de Bahrein la tolérante.

A mesure qu'approche l'Achoura, les amis sunnites multiplient les conseils aux étrangers : « Évitez de passer dans les villages chiites, ne restez pas aux abords du souk si ce n'est pas nécessaire... » Des nuits entières, les imams n'en finissent pas de psalmodier de tristes mélopées, entrecoupées de sermons dans lesquels revient sans cesse un mot : *thawrah,* c'est-à-dire révolution. Les fidèles se chauffent, nuit après nuit, jusqu'à être littéralement en transe lorsque point le jour, au matin du 10 de Moharram.

Les chefs de la communauté chiite de Bahrein se sont mis d'accord avec les forces de sécurité. Un périmètre bien délimité a été assigné aux manifestants, qui doivent défiler dans un triangle traversant la partie chiite du souk, et n'en sortant qu'à peine. Quelques étrangers, bravant les recommandations de leurs amis sunnites ou de leur consulat — lors de l'Achoura de 1979, tous les citoyens américains de Bahrein avaient en poche leur billet d'avion pour quitter l'émirat en cas de troubles ! — sont quand même au rendez-vous. Une sage précaution à respecter, cependant, consiste à s'abstenir de prendre des photographies. Pour avoir négligé cet élémentaire conseil de prudence, plusieurs étrangers ont dû faire un détour par l'hôpital. Avant même le début du défilé, donc, les curieux se sont regroupés à l'une des pointes du « triangle », la seule laissée libre par les forces de sécurité omniprésentes. Quelques sunnites sont venus voir, portant sur leur visage la marque de l'incompréhension de ce qui va se passer. Parmi eux, quelques jeunes imbéciles se gaussent ouvertement. Ils sont vite priés de déguerpir.

Enfin, les voilà. De loin, on entend un bruit mat, rythmé, comme une timbale sourde et puissante dont les coups résonnants emplissent l'atmosphère. Puis apparaissent des hommes au torse nu. Ce sont eux qui se frappent en cadence le poitrail déjà rougissant aux cris, tristes, fermes et déterminés de « *Ya Hussein, Ya Ali* » (Ô Hussein, Ô Ali). Derrière eux passent des chevaux, les yeux recouverts d'œil-

lères, lourdement harnachés de vert, couleur de l'islam, et de noir, couleur du deuil. Ils sont là pour rappeler cet épique combat qui opposa deux cavaleries. Arrivent alors d'autres hommes, également précédés d'un bruit rythmé, mais à la tonalité plus métallique : ces hommes, également torse nu, se flagellent le dos avec des chaînes dont l'extrémité est couverte de pointes et de lames, sorte de chat à neuf queues argenté. Leur dos rougi des coups commence à être parcouru de ruisselets de sang. A leur prochain passage, les ruisselets se seront fait ruisseaux. Mais on n'a encore rien vu : voici les sabres. Un murmure parcourt la foule. Au loin, on distingue clairement les reflets des lames, fièrement dressées au-dessus de crânes rasés. Ces hommes sont les plus courageux. Au cours de leurs passages successifs, ponctués par les invocations des noms de Hussein, d'Ali et d'Allah, ils s'entailleront le cuir chevelu. Dès le second tour de piste, ils sont inondés de leur sang. Les calicots qu'ils portent fièrement aussi. Le sang de ceux qui revivent, au cours de cet étonnant chemin de croix musulman, le martyre de Hussein. Par moments, une ambulance franchit les barrages : l'un des processionnaires s'est effondré.

C'est vrai, le cuir chevelu peut saigner abondamment sans qu'il y ait le moindre danger. Le spectacle est très impressionnant, et c'est tout. Pourtant, chaque année, certains d'entre eux trouvent la mort au terme de cette journée, soit qu'ils aient entaillé un vaisseau important, soit que la plaie se soit infectée. C'est alors une grande douleur mêlée d'une joie immense pour la famille du défunt. Mort pendant l'Achoura, alors qu'il témoignait de sa fidélité à l'imam légitime, il est sûr d'aller tout droit au paradis. Dans les jours suivants, au hasard des ruelles du souk, on verra les autres, crâne bandé, travaillant à leur atelier ou sirotant un thé.

Radio-Téhéran et les « pétro-monarchies corrompues »

Pour le régime, l'épreuve est passée. Il faudra certes rester vigilant dans quarante jours, lors de l'*Arba'in* (littéralement : la quarantaine), lorsque, comme le veut la tradition musulmane, et particulièrement chez les chiites, on célèbre une seconde fois le deuil. Toute la matinée, alors que dure le défilé, les hélicoptères de la Sécurité survolent le quartier à haute altitude et à grande vitesse. Avec une relative discrétion, le régime entend ainsi rappeler aux manifestants qu'il est à tout instant prêt à faire face aux débordements.

On voit bien le terrain privilégié dont dispose l'ayatollah Khomeiny à Bahrein, et plus largement sur la rive ouest du Golfe. A longueur d'antenne, Radio-Téhéran déverse des torrents de propagande, appelant les bons musulmans à se révolter et à renverser les « pétro-monarchies corrompues ». Ces émissions en farsi et en arabe sont assez largement écoutées, et pas seulement parmi ceux qui sont d'origine iranienne. L'hodjatoleslam Hadi al Modarasi, un religieux iranien qui avait trouvé refuge à Bahrein trois ans plus tôt, est expulsé par les autorités bahreinies en août 1979 pour ses activités subversives. On reparlera de lui en décembre 1981, lors de la découverte d'une tentative de coup d'État à Bahrein. En juin 1979, un chef religieux iranien, l'ayatollah Sadeq Rouhani, demande publiquement à la population de Bahrein de renverser l'émir, Bahrein faisant selon lui partie intégrante de l'Iran, comme « quatorzième province ». Prudent, le régime de Téhéran fait savoir, par la voix du ministre des Affaires étrangères Ibrahim Yazdi, qu'il ne s'agit que d'une initiative personnelle[1].

1. « L'ayatollah Rouhani ne s'était pas contenté d'appeler le peuple de Bahrein à la révolte. Sinon, j'aurais été d'accord. Mais il voulait que l'on change le régime de Bahrein de l'extérieur, depuis l'Iran. » Entretien des auteurs avec Abolhassan Bani Sadr (à l'époque des déclarations de Rouhani, Bani Sadr était ministre des Finances de Mehdi Bazargan), Auvers-sur-Oise, 17 février 1984.

Sur nombre d'échoppes des souks de Bahrein, on peut voir des macarons autocollants à l'effigie d'un homme à la barbe blanche, enturbanné de noir, visage sévère sur fond de couleur verte, celle de l'islam : Khomeiny. Sur les murs, des slogans pro-iraniens fleurissent en période de tension. Ils ont cependant la vie courte, les agents du *Criminal Investigation Directorate* (CID), la police secrète, se chargeant de les effacer bien vite. Toutefois, ces mouvements de sympathie pro-khomeinistes, assez vivaces en 1979-1980, se sont quelque peu émoussés à partir de 1981, les excès de la révolution islamique aidant. « La révolution islamique a pu être un rêve chez certains », reconnaissait devant nous le ministre bahreini de l'Information, Tariq Al Moayyed, fin 1980. « Mais désormais, c'est plutôt un cauchemar », affirmait-il, non sans optimisme.

Mais si les troubles de Bahrein, se déroulant sur les marches du royaume wahhabite, inquiètent la maison des Saoud, bien plus préoccupante encore est l'agitation qui se développe dans le Hasa dans les jours qui suivent le traumatisme de la prise de la Grande Mosquée de La Mecque, en novembre 1979. Le Hasa, où résident la plupart des chiites du royaume, a été constamment délaissé dans les plans de développement du pays. Le gouverneur, dont la charge, héréditairement, échoit à la famille Djilouwi depuis Ibn Saoud, se préoccupe du bien-être de ses administrés chiites comme de sa première Cadillac. Djilouwi vit dans un palais forteresse et ne se risquerait guère à s'enquérir des vœux de la population, déguisé en marchand, à la façon d'Haroun Al Rachid. Il croit en la répression, rien d'autre, selon lui, ne pouvant résoudre la question chiite. Au point que la ville chiite de Hofouf, chef-lieu traditionnel du Hasa, a perdu ce rôle au profit d'une autre, ville sans âme et artificielle, fille du pétrole : Dammam. Les chiites de la province sont exclus de tout poste de responsabilité.

Les émeutes de Qatif

Depuis toujours, les Djilouwi ont pris soin d'interdire toute célébration de l'Achoura sur leur territoire. Les chiites du Hasa se rendaient donc à Bahrein. Mais ce jeudi 29 novembre 1979, quelque chose de neuf se produit : bravant l'interdiction, les chiites de la ville de Qatif (30 000 habitants) organisent des marches, durement réprimées par la Garde nationale. Bien que le gouvernement ait cherché à réduire le nombre des chiites travaillant pour l'ARAMCO, la crainte d'un sabotage inspiré par l'Iran subsiste. Afin de désamorcer le mécontentement, pour la première fois, Ryad offre une carotte après le bâton. C'est dire combien l'alerte a été chaude. Le prince Ahmed, vice-ministre de l'Intérieur, est dépêché par Nayef, chef de toutes les polices du royaume. Fait exceptionnel, Ahmed reconnaît au cours de sa tournée que les chiites n'ont pas retiré tous les fruits de l'expansion. Dans la foulée, il promet que cela va changer.

Effectivement, comme par enchantement, la manne gouvernementale ne tarde pas à tomber. Dès janvier 1980, un projet d'électrification de la province, d'un coût de 128 millions de dollars, est mis en œuvre. De nouvelles écoles, ainsi qu'un hôpital, sont mis en chantier. Plus tard, le prince Fahd ordonne la libération de la centaine de prisonniers politiques arrêtés lors des émeutes de l'Achoura de 1979. En novembre 1980, le roi Khaled se rend lui-même à Qatif et visite le Hasa pendant dix jours. L'Achoura de 1980 est calme. Celle de l'année précédente avait fait 36 morts[1]. Mais Qatif et sa région restent sous haute surveillance. La force de Khomeiny est qu'il chasse sur le terrain même des responsables arabes du Golfe. La maison des Saoud est gardienne des deux principaux Lieux Saints de l'islam, La Mecque et Médine, et les familles royales environnantes aiment à se prévaloir d'une descendance du Prophète.

---

1. « L'Arabie Saoudite, paradis ou poudrière », Éric Rouleau, *Le Monde*, 3-4 mai 1981.

L'imam de Téhéran va les battre sur le terrain de l'islamisme. De Téhéran, Khomeiny appelle les croyants à faire du 17 août 1979 la Journée de Jérusalem. Tout en arrêtant quelques meneurs, les dirigeants de Bahrein et d'Arabie Saoudite, en particulier, sont obligés de laisser faire. Comment ne pas se joindre au combat sacré pour *Al Qods,* troisième lieu saint des musulmans, cette Jérusalem occupée par l'ennemi sioniste ?

Depuis l'avènement de la République islamique, le pèlerinage annuel de La Mecque donne lieu à des affrontements entre pèlerins iraniens et forces de sécurité saoudiennes. Et il est difficile aux autorités d'Arabie, gardiennes des lieux saints, d'en interdire l'accès à des croyants, quand bien même ces derniers seraient les propagandistes de l'ayatollah de Qom. Celui-ci dénie, de toute façon, au clan des Saoud le droit moral de se prétendre investi de la garde des lieux saints. De leur côté, les partisans de Khomeiny invoquent la tradition musulmane pour refuser de séparer la politique de la religion. D'ailleurs, ils ne se privent pas de dénoncer la dépendance de Ryad à l'égard de Washington et la présence des avions-radars AWACS dans le royaume. Pour les dirigeants iraniens, « aborder les problèmes politiques au cours du pèlerinage est un droit divin imprescriptible ». Les Saoudiens ont cependant strictement interdit toute activité politique pendant le *hajj* (pèlerinage). Mais plus profondément, ces polémiques entre deux théocraties musulmanes, l'iranienne et la saoudienne, traduisent deux conceptions radicalement opposées de l'islam. En Iran, le pouvoir est entre les mains du clergé, de ses 180 000 *oulémas,* officiant dans 80 000 mosquées, détenteurs du pouvoir d'interprétation de la parole divine. Cet islam qui quadrille la vie sociale iranienne s'appuie de plus sur 600 000 *sayyeds* (descendants de la famille du Prophète), 500 000 *miraz* (demi-*sayyeds* par leur mère) ; 60 000 étudiants des écoles coraniques assurent la pérennité de cette mollahrchie. Bien différente est la structure de la société d'Arabie Saoudite, caractérisée par l'alliance étroite de la famille régnante et des descendants

d'un prédicateur musulman du XVIIIe siècle. C'est la version orientale de l'alliance du sabre et du goupillon.

Un Calvin musulman

Pour la famille royale saoudienne, le chiisme est une hérésie. Mais l'islam en vigueur dans le royaume, le wahhabisme, n'est pas non plus l'islam de tout le monde. A la fois réforme et contre-réforme, le wahhabisme est une réaction violente contre le luxe, la vie facile, les plaisirs et les superstitions tels qu'on les connaissait, par exemple, à la cour des Abbassides et dont la lecture des *Mille et une nuits* donne une petite idée.

Vers le milieu du XVIIIe siècle, une secte fait son apparition en Arabie centrale. Elle prône un renouveau musulman fondé sur l'ascétisme ; son fondateur, Mohammed Ibn Abdel Wahhab, est né à Ayina, dans le Nejd, en 1691. Tout comme les protestants en Europe deux siècles plus tôt, il demande le retour aux Écritures. Mais les wahhabites ne se contentent pas d'exiger que soit respecté l'esprit du Coran, ils veulent l'application littérale de ses prescriptions, y compris l'interdiction du port de la soie. Ils vont même plus loin et innovent en interdisant le tabac. Le sectarisme belliciste heurte les habitants du Hedjaz, cette région de l'ouest de la péninsule où se trouvent les deux principales villes saintes de l'islam, La Mecque et Médine. Car les wahhabites montrent davantage de merci envers les juifs et les chrétiens, dont parle le Livre, qu'envers les musulmans qui ne partagent pas leur vision des choses. Le wahhabisme est un islam militant et guerrier, de lutte contre les infidèles. La foi se propage par le sabre, pensent-ils. Aujourd'hui encore, le drapeau saoudien est de couleur verte — celle de l'islam —, et porte le credo musulman : « Il n'y a de divinité que Dieu ; Mohammed est son prophète », souligné par un sabre.

Au seuil du XIXe siècle, l'expansion wahhabite a inscrit à

son tableau de chasse La Mecque, Médine, et pratiquement toute l'Arabie, y compris le Hasa, Bahrein, et une partie d'Oman, mais pas le Yémen où vivent des « hérétiques » zaidites, de confession chiite. L'année 1809 marque leur apogée, mais en 1811 le vice-roi d'Égypte, Mohammed Ali, reconquiert Médine pour le compte du sultan ottoman, puis La Mecque et Djeddah l'année suivante.

Leur aventure serait comparable à celle de bien des sectes si Mohammed Ibn Abdel Wahhab n'avait exercé une profonde influence sur Mohammed Ibn Saoud, l'ancêtre du fondateur de l'Arabie Saoudite. En 1844, une alliance entre le fils du cheikh et une descendante du réformateur religieux scelle une autre alliance, durable, entre les Al Saoud et le wahhabisme. Aujourd'hui encore, les descendants du prédicateur sont très largement apparentés à la maison des Saoud.

Le wahhabisme guide et régente la vie du royaume en ses moindres détails. Le pays n'a d'autre constitution que le Coran et d'autre loi que celle de l'islam, la *chari'a*, comme se plaisait à le souligner feu le roi Fayçal. Les salles de cinéma sont interdites dans le pays, ce qui a pour conséquence un immense trafic de cassettes vidéo. Le roi Fayçal a d'ailleurs eu quelque peine à convaincre les *oulémas* que la télévision n'était pas un instrument diabolique, invention de Satan, du fait qu'elle véhiculait l'image, prohibée par l'islam. Mais il est vrai que son père, Ibn Saoud, avait connu les mêmes problèmes avec l'introduction du téléphone et de la radio. Comme le racontent David Holden et Richard Johns[1], Ibn Saoud dut réunir les docteurs de la foi pour leur montrer que les techniques modernes pouvaient aussi servir à propager les versets du Coran. Comment une œuvre satanique pourrait-elle relayer la parole de Dieu ?

---

1. Holden David et Johns Richard, *La Maison des Saoud,* Ramsay, Paris, 1982.

La croisade des Ikhwan

Il y avait donc plus réactionnaire que la famille royale. A commencer par les *Ikhwan*. Ces bédouins du Nejd, fidèles disciples d'Abdel Wahhab, avaient été bien utiles à Ibn Saoud conquérant pour reprendre le Hedjaz au chérif de La Mecque, Hussein. Mais les excès de ces bédouins fanatiques et intolérants obligea bientôt Ibn Saoud à les retenir. Les Hedjazis n'étaient pas du tout prêts, même vaincus, à faire passer aux oubliettes leur mode de vie, nettement plus ouvert et tolérant que celui des Nejdis. Les Ikhwan, qui ne rêvent que d'en découdre avec les infidèles, et accessoirement d'accumuler le butin dû au vainqueur, selon la loi bédouine du désert, fondée sur la razzia, se lancent bientôt, et à deux reprises, à l'assaut de Koweït. Lors de leur second raid, c'en est trop. Ibn Saoud est lié par le traité d'Ouqayr, signé en 1922 sous l'égide de la Grande-Bretagne. A son tour, il part en guerre en 1927 contre les Ikhwan qui contestent son autorité depuis plusieurs années, le trouvant trop timoré et trop dépendant des Anglais. La campagne dure deux ans. A la fin de 1929, Ibn Saoud soumet leur chef.

Lorsqu'en novembre 1979 un commando s'empare de la Grande Mosquée de La Mecque, leur meneur, Djouhayman, ne se recommande pas de l'ayatollah Khomeiny, mais bien de la tradition des Ikhwan, luttant contre l'invasion de la technologie et de la culture occidentales, le modernisme impie et le stupre, la dépravation, auxquels succombent les membres de la famille royale.

Ce renouveau d'un islamisme rigoriste a conduit les gouvernements à lâcher du lest sur ce qui leur apparaît secondaire — les signes extérieurs de piété — pour sauvegarder ce qui est à leurs yeux l'essentiel : la pérennité de leur pouvoir et la sauvegarde de leurs régimes. C'est ainsi que depuis le 1er mars 1980, à la demande des chefs religieux chiites de Bahrein, les commerçants de l'émirat n'ont plus le droit de vendre de la viande de porc, jusqu'alors en vente libre dans tous les supermarchés. Toutefois, il leur est permis d'écouler

les stocks qui leur resteraient. On l'a compris, cette subtile nuance annule de fait l'interdiction. Quatre ans après la publication du décret, on trouvait toujours de magnifiques tranches de jambon ou du saucisson de Lyon dans les supermarchés du pays. L'interdiction demeure, cependant, et c'est là l'essentiel, car si la situation l'exigeait, le gouvernement pourrait d'un mot la réactiver. Tout en donnant en apparence satisfaction aux islamistes, l'émir est parvenu jusqu'à présent à ne pas s'aliéner les expatriés occidentaux, dont la présence est essentielle à la prospérité de Bahrein. Mais le nombre de telles épées de Damoclès ne cesse d'augmenter.

L'Arabie Saoudite a la réputation — justifiée — d'être un pays au régime sec. Stricte application des préceptes islamiques, pense-t-on généralement. Peut-être. Mais à ses débuts, il faut croire qu'Ibn Saoud était moins religieux qu'on ne le pense généralement. Car ce n'est qu'en septembre 1952, trente ans après la naissance du royaume, qu'il édicte l'interdiction absolue d'importer, de vendre, d'acheter et de consommer de l'alcool. Un an plus tôt, le vice-consul britannique à Djeddah, Cyril Ousman, ami personnel du roi, a été tué par un jeune prince pris de boisson.

En 1983, l'Arabie Saoudite réduit de moitié le nombre des vols Dhahran-Bahrein. Ce vol international, le plus court du monde, relie deux aéroports distants de 30 kilomètres seulement, mais que sépare tout un monde de tolérance. L'alcool est en vente libre à Bahrein, voilà qui fait l'affaire de nombreux Saoudiens frustrés qui viennent passer le week-end à Bahrein où le whisky coule à flot. Las ! ces *whisky tourists* ont désormais beaucoup de mal à s'adonner au vice dans la principauté voisine : les quatre vols quotidiens Dhahran-Bahrein affichent complet des semaines à l'avance, au point que des passagers en correspondance doivent parfois emprunter un boutre, avec leurs valises, pour gagner l'autre aéroport par voie de mer. Pareillement, Dubaï, l'émirat où le Cointreau est le moins cher du monde, a considérablement restreint l'attribution des licences donnant le droit de boire de l'alcool.

Les ambassades transformées en distilleries

Quant au Koweït, il a suivi une rapide évolution depuis l'élection de son parlement en février 1981. Le régime avait fait en sorte que soient éliminés les nationalistes de gauche et les nassériens. Il s'est retrouvé avec un groupe de bédouins qui chaque jour demandent davantage de rigueur morale, au grand dam de l'émir et de son gouvernement. Après avoir refusé en décembre 1981 le droit de vote aux femmes, l'Assemblée nationale s'est distinguée en 1983 en interdisant l'alcool même aux diplomates. Quand on songe qu'un tribunal de Koweït avait décidé en juillet 1981 que distiller de l'alcool pour son usage personnel n'était pas un délit, à condition de ne pas le vendre, on mesure le chemin parcouru en deux ans, et dans quel sens. Le ministre des Affaires étrangères, Cheikh Sabah, a bien tenté de dissuader les bouillants parlementaires de voter un tel texte qui, aurait-il dit, « transformerait les ambassades en distilleries ». En vain. Le gouvernement a dû s'incliner sous la pression, preuve, soit dit en passant, que l'Assemblée koweïtienne n'est pas une simple chambre d'enregistrement. Et de tels exemples pourraient être multipliés à volonté.

Même lorsqu'ils ont des velléités libérales sur le plan des mœurs, comme à Bahrein, Koweït ou certains des émirats de la Fédération, les émirs sont pris entre l'arbre et l'écorce. Car, après avoir résisté pendant des décennies à l'austérité wahhabite du grand voisin saoudien, ils sont aujourd'hui contraints de céder sous la pression venue d'Iran et de prendre des décisions soufflées par Ryad.

CHAPITRE VII

Un syndicat de dynasties

« Nous sommes une part de gâteau très appétissante. Il y a beaucoup de gens qui voudraient en avoir une tranche. »

Mohammed ABDO YAMANI, ministre saoudien de l'Information, *Newsweek*, 6 mars 1978

Ce mardi 26 mai 1981, six hommes se congratulent dans une salle de l'hôtel Intercontinental d'Abou Dhabi, isolé du monde par d'imposantes forces de sécurité. S'ils n'étaient liés, en tant que chefs d'État musulmans, par certaines obligations, nul doute qu'ils sableraient le champagne. A eux seuls, ils représentent plus de la moitié de la production de l'OPEP, et un revenu moyen par habitant qui est le plus élevé du monde. Avec la bénédiction de la Ligue arabe, représentée par son secrétaire général Chadli Klibi, et de l'Organisation de la conférence islamique, personnifiée par Habib Chatty, les souverains d'Arabie Saoudite, de Bahrein, de Qatar, des Émirats arabes unis, du Koweït et du Sultanat d'Oman viennent de créer le Conseil de coopération du Golfe arabe, qui sera plus connu sous l'appellation de Conseil de coopération du Golfe (CCG). Entre ces

hommes, il y a beaucoup de non-dit. Des décennies de luttes d'influence entre cheikhs de tribus voisines et concurrentes, luttant pour l'hégémonie sur une région. Puis, lorsque la manne pétrolière fait son apparition, combattant âprement pour une délimitation des frontières à leur profit. Ce fut le cas de l'oasis de Bouraymi, que se disputèrent Oman, l'Arabie et ce qui devait devenir la Fédération des Émirats arabes unis.

Des meurtres, des alliances, des trahisons ont jalonné ce siècle d'histoire de la Péninsule arabique. Des querelles religieuses sont venues se surajouter aux disputes tribales, les wahhabites cherchant à imposer leur influence sectaire à toute la Péninsule, et se heurtant, en dehors de l'Arabie Saoudite et de Qatar, à la résistance des populations, notamment celle de Koweït, quand ce n'est pas à la franche hostilité de cette secte « hérétique » des kharijites ibadites qui domine Oman.

Ils sont là tous les six. Zayed, le grand bédouin, désormais chef incontesté de la Fédération, qui a fini par triompher de son rival Rachid, le cheikh de Dubaï. Il est l'hôte de ce sommet et se fait appeler « monsieur le président ». Authentique homme du désert, né en 1918, Cheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan a connu la faim dans sa jeunesse. Comme les bédouins avec lesquels il a passé les vingt premières années de sa vie, il parle un arabe qui ferait honte à un citadin éduqué : lors de ses conférences de presse, un assistant répète en arabe classique les paroles exprimées d'une voix sourde avec l'accent bédouin du chef de l'État. Mais Zayed est loin d'être un nomade ignorant. Il veut avoir une vision à long terme de l'avenir de son peuple ; « le pétrole, Allah me l'a donné, Allah peut me le reprendre », répète-t-il souvent, l'air songeur. Mais il ne reste pas assis sur ses caisses d'or comme le faisait, dit-on, son frère Chakhbout, émir avant lui, dont la pingrerie était proverbiale. Cette avarice a été déterminante dans le déclenchement, en 1966, d'une révolution de palais au cours de laquelle la famille l'a forcé à laisser la place à Zayed, le

conciliateur généreux. Zayed paraît à l'aise aussi bien avec la tradition qu'avec le monde moderne. Homme de synthèse, ce chef d'État peut disparaître un mois au Pakistan pour se livrer à la chasse au faucon, le noble sport bédouin par excellence, sans qu'aucun événement, quelle que soit sa nature ou sa gravité, puisse le faire revenir à Abou Dhabi. De même, pour rien au monde Zayed ne manquerait la course de chameaux annuelle de Ryad. Tous ses invités de marque ont du reste droit à passer un après-midi sur un champ de courses pour voir s'affronter les chameaux des différentes écuries, à travers les longues jumelles que leur prête obligeamment Cheikh Zayed. En période de sécheresse, on le voit également diriger des prières pour la pluie, ou danser dans les villages en compagnie de ses sujets. C'est un homme simple. Il n'empêche, l'émir d'Abou Dhabi est tout aussi à l'aise avec les grands de ce monde, c'est un leader de stature internationale, qui émaille ses entretiens diplomatiques, tout comme ses interviews, de paraboles et de proverbes arabes, plus ou moins énigmatiques.

De tradition plus commerçante, l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, est plutôt proche de Zayed. Assez grand, il porte comme à l'accoutumée, à son arrivée à l'aéroport d'Abou Dhabi, de larges lunettes noires. Lui aussi se veut diplomate d'envergure mondiale. A ce sommet, il représente le seul des six pays à entretenir des relations avec le bloc socialiste et, trois mois plus tôt, il vient d'organiser des élections législatives pour réactiver le parlement que son prédécesseur avait dissous en 1976. Jaber n'est pas disposé à se laisser impressionner par la puissance wahhabite. Après tout, c'est du Koweït, où il avait trouvé refuge grâce à la munificence des Al Sabah, que Ibn Saoud a lancé en 1902 l'expédition qui lui a permis de conquérir le Nejd et sa capitale Ryad. Près de deux siècles plus tôt, les Al Sabah avaient offert l'asile à leurs cousins Al Khalifa qui s'apprêtaient à reprendre Bahrein aux Perses. Cela fait deux dynasties qui sont redevables de leur trône aux Al Sabah.

Cheikh Isa bin Salman Al Khalifa, le petit émir de

Bahrein, n'a pas de ces ambitions planétaires, à l'instar de Jaber ou Zayed. Noble parmi les nobles, à la différence d'un Al Thani de Qatar ou d'un Al Nahyan d'Abou Dhabi, il préside depuis 1961 aux destinées du premier État pétrolier du Golfe — historiquement parlant — côté arabe. Mais aujourd'hui, son pétrole est presque entièrement épuisé, et la richesse de son pays provient bien davantage de la générosité de ses voisins qui acceptent de bon cœur que Bahrein soit le lieu où se réalisent de grands projets industriels communs. Entièrement dépendant de l'Arabie Saoudite, très anglophile et résolument pro-américain, Cheikh Isa est aussi le plus libéral de tous sur le plan des mœurs, et son pays, qui doit tant à la présence des étrangers, fait beaucoup pour que le séjour à Bahrein leur soit agréable en leur épargnant les habituelles tracasseries religieuses et parareligieuses qu'impose, pour ne citer qu'elle, l'Arabie Saoudite.

Ni diplomate, ni libéral, l'émir de Qatar, Cheikh Khalifa bin Hamad Al Thani, se contente d'être un riche autocrate, se comportant en chef d'entreprise tâtillon, régentant toutes les affaires du pays, les grandes comme les petites, pour le plus grand profit de la minorité qatarie qui y réside. Né en 1930, Khalifa, à n'en pas douter, est un travailleur infatigable. Contrepartie de cet acharnement au travail : il déteste déléguer son pouvoir de décision. Ce qui explique que pas un instant Khalifa n'ait songé à promulger une constitution, et encore moins à faire élire un parlement, à l'instar de Bahrein ou du Koweït. Son trône, il le doit largement aux Britanniques qui, avant l'indépendance en 1971, imposent à Cheikh Ahmed, alors gouverneur en titre, mais notoirement incapable de diriger un pays, que Khalifa soit nommé Premier ministre et vice-émir. Moins de six mois après, Khalifa profite de ce qu'Ahmed est en voyage en Iran pour le faire déposer par un conseil de famille et prendre sa place.

Bien différent de ces émirs est le sultan Qabous. Petit homme enturbanné, le visage régulier, doux, au teint cuivre qu'ont les Omanais — riches d'une longue histoire de métissage entre Indiens, Arabes et Africains de la Corne —, ce

petit homme aux nerfs d'acier, au collier de barbe poivre et sel, a un port altier. Il se sait isolé. Il a dû faire preuve de fermeté, pour ne pas dire de férocité afin de conserver son trône, menacé par la rébellion du Dhofar. Son voisin, le Sud-Yémen, cherche à le déstabiliser. Sa force de caractère, Qabous en a fait preuve lorsqu'il a évincé son père, le sultan Sa'id bin Taymour, en juillet 1970, par un coup d'État organisé avec l'aide des services secrets britanniques. Dans ce club des puissants du Golfe, il est un peu un membre à part. Seul parmi ses pairs, il s'est fait l'avocat d'une coopération militaire au grand jour avec les États-Unis. Mais Qabous est têtu comme une mule et, sans se soucier des nombreuses critiques, il entretient les meilleurs rapports avec Washington à qui il ouvre toutes grandes ses bases.

Enfin, le vieux roi d'Arabie, Khaled ibn Abdelaziz, l'un des 37 ou 39 fils « légitimes » connus d'Ibn Saoud, qui a succédé à son demi-frère Fayçal après l'assassinat de celui-ci, le 25 mars 1975. Il a le sourire triste et las d'un homme usé, miné par la maladie. Avant même de devenir le roi d'Arabie, Khaled a subi en 1972 et en 1978 une opération à cœur ouvert. En raison de sa mauvaise santé, mais aussi parce que c'est davantage par devoir que par goût qu'il dirige son pays, il délègue les tâches gouvernementales à son demi-frère Fahd, que la presse internationale dépeint invariablement comme « l'homme fort d'Arabie Saoudite ». Homme simple, Khaled n'a pas besoin d'apparat. Par la force des choses, en ce 26 mai 1981 — *26 rajab 1401,* dans le calendrier musulman —, le pays fondé par son père est le parrain naturel de toute alliance régionale et son hégémonie est indiscutable. Mais Khaled est bien placé pour savoir à quel point son royaume est un géant fragile : au mois de novembre 1979, il a échappé de peu à l'assassinat et son trône a vacillé lors de l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque.

La Révolution islamique : une menace commune

Tout cet héritage fait de déchirements, les six têtes couronnées qui viennent de faire alliance ne peuvent l'oublier. Il est constitutif de leur histoire, de la géopolitique de la Péninsule. Mais aujourd'hui, ce qui les réunit est beaucoup plus fort. Six monarchies pétrolières sont menacées de déstabilisation, en raison à la fois des tensions sociales engendrées par un développement trop rapide, et des convoitises attisées par le formidable pactole qui s'est accumulé, avec l'aide d'Allah, dans leurs nations. Un ennemi avoué s'est déclaré : la République islamique de l'ayatollah Rouhollah Khomeiny qui ne cesse de faire dénoncer par ses adjoints la « corruption de ces pétro-monarchies tyranniques ». Avec le Conseil de coopération du Golfe, un syndicat de dynasties est né.

L'idée d'une coopération régionale dans le Golfe a fait son chemin. A l'origine, c'est l'Iran qui en était le promoteur, à l'époque de Chah Reza Pahlavi. En 1975, avec l'aide des forces armées iraniennes, le sultan Qabous peut annoncer que la rébellion du Dhofar est écrasée. L'Iran et Oman signent un accord de coopération militaire le 2 décembre 1975 ; l'accord prévoit entre autres le contrôle de la navigation dans le détroit d'Ormuz. A cette date, l'Iran est plus fort que jamais et se pose en « gendarme » régional. D'où l'idée lancée par le Chah d'un pacte de sécurité collective signé par tous les pays riverains du Golfe. Le sultanat d'Oman reprend cette idée, soufflée par son allié iranien, et invite ces pays à se réunir à Mascate pour y discuter de la défense du détroit d'Ormuz. La réunion se tient en novembre 1976 au niveau des ministres des Affaires étrangères. L'Iran y propose une intégration militaire : une force multilatérale placée sous commandement unique serait chargée d'assurer la sécurité externe et intérieure des États signataires. L'idée heurte les Arabes qui y voient non sans raison une menace hégémonique du vieil ennemi perse. L'Irak, quant à lui, est franchement hostile, craignant que

ce pacte soit une nouvelle mouture du CENTO moribond[1]. L'Arabie Saoudite se tait et le Koweït tente en vain une médiation. Le représentant de Bagdad quitte la conférence avant même qu'elle soit terminée, précipitant son échec.

Peu après, les remous en Iran, puis la chute du *Chahinchah* en janvier 1979 disqualifient l'Iran pour de telles discussions. Si elles doivent reprendre, les Arabes resteront entre eux, d'autant que l'Iran n'est plus un allié potentiel envahissant, comme sous le chah. Depuis le retour de Khomeiny en effet, sa politique prend un tour agressif vis-à-vis des monarchies arabes de l'autre rive du Golfe. L'Irak profite de cet affaiblissement de l'Iran pour se poser en nouveau — et désormais unique — gendarme de la région, au grand déplaisir des régimes arabes conservateurs. Ces derniers n'ont pas oublié que la dernière tentative baasiste de mettre la main sur le Koweït remonte à 1973 seulement. Et la puissance militaire irakienne inquiète, d'autant que Bagdad, sans beaucoup de tact ni de discrétion, ne perd pas une occasion de la mettre en avant, proposant avec insistance aux Émirats arabes unis de les aider à récupérer les trois îles du détroit d'Ormuz (Abou Moussa, la grande et la petite Tomb), occupées par les troupes du chah à la veille de l'indépendance des Émirats.

Mais c'est en l'absence de Saddam Hussein, qui n'a pas été convié, que se réunissent, à l'invitation du roi Khaled, les six chefs d'État du futur Conseil de coopération du Golfe, le 27 juin 1979, à Khamis Mouchayt, dans la province de l'Asir, près de la frontière yéménite. Du reste, Khaled n'a pas invité que des chefs d'État. Le Premier ministre nord-yéménite a été convié en voisin, ainsi que les principaux cheikhs du Golfe. Même ceux qui appartiennent à des familles moins prestigieuses que les Al Khalifa de Bahrein ou les Al Sabah de Koweït ont également été priés de venir assister à des manœuvres militaires organisées par l'armée du royaume, auxquelles prennent part

1. Voir note p. 182.

40 000 membres des tribus de l'Asir et du Qahtan, de même que des chasseurs F-5 de l'aviation du prince Sultan. Les manœuvres de Khamis Mouchayt se déroulent également en l'absence du sultan d'Oman. Ce sommet informel de l'Asir est suivi en octobre d'une réunion des ministres des Affaires étrangères, à Taëf. Cette fois, l'Irak est représenté. Au menu des discussions : la sécurité du détroit d'Ormuz. Malgré l'opposition de Bagdad, le sultanat d'Oman reçoit l'accord tacite de ses voisins pour permettre à l'armée américaine d'utiliser ses bases ; mais une certaine réticence se dessine sur les conséquences d'une telle alliance stratégique. Quoi qu'il en soit, les sujets de conversation ne manquent pas. Durant l'été, pendant le Ramadan — mois politique entre tous —, Bahrein et le Hasa, la province est de l'Arabie Saoudite, ont été la proie d'une vive agitation au sein de la communauté chiite, agitation encouragée par les émissions de Radio-Téhéran. Ce même mois de septembre, un ayatollah iranien a demandé à la population de Bahrein de renverser la dynastie des Al Khalifa.

Peu après, au mois de février 1980, le président irakien Saddam Hussein lance l'idée d'une « Charte nationale arabe » rejetant toute présence militaire étrangère dans la région. C'est une pierre dans le jardin du sultan Qabous. Pour calmer Saddam, et parce que cela n'engage pas à grand-chose, les dirigeants du Golfe, Qabous excepté, se montrent intéressés par le projet et murmurent des commentaires poliment approbateurs, tandis que le lobby irakien se déchaîne dans de nombreux journaux, faisant vibrer la vieille corde, pas encore usée, du nationalisme arabe. Mais au fond d'eux-mêmes, les dirigeants conservateurs du Golfe commencent à être prodigieusement irrités. Ils trouvent que Saddam en fait trop et que son amitié est bien étouffante. Pour l'heure, ils sont pris dans une contradiction. Impossible, sous peine d'émeutes, de se jeter ouvertement dans les bras américains. Par ailleurs, l'armée irakienne est la seule force militaire capable de contenir les ambitions iraniennes, si elles devaient s'exprimer par la force. Huit mois plus

tard, l'aventure guerrière dans laquelle se lancera le chef de l'État irakien contre l'Iran se chargera de résoudre ce dilemme en affaiblissant les deux belligérants, pour la plus grande satisfaction — silencieuse, bien sûr — des monarques de la Péninsule.

Les conditions permettant la constitution d'une alliance régionale sans l'Irak sont créées, grâce au président irakien lui-même. Ce n'est donc pas une coïncidence si la création du CCG a été annoncée à Ryad le 4 février, quatre mois seulement après le déclenchement du conflit. En fin de compte, le CCG a pour marraine la révolution islamique et pour parrain le conflit irako-iranien.

L'Irak tenu à l'écart

Avant d'avoir un corps, le Conseil de coopération du Golfe avait une réalité : les innombrables organismes communs qui rassemblaient les six pays du futur CCG, plus l'Irak. Depuis la réunion des ministres de l'Information du Golfe le 4 janvier 1976 à Abou Dhabi, à laquelle sont représentés Bahrein, les EAU, Qatar, le Koweït, l'Arabie Saoudite, Oman et l'Irak, Bagdad, qui fait son entrée dans le club, est de toutes les réunions. Les projets d'université, de développement médical, de production télévisée, de fabrication de médicaments, la création de l'agence de presse du Golfe (GNA) et bien d'autres réalisations trouvent en l'Irak un partenaire et un associé enthousiaste et actif. La mise en place des institutions spécialisées du CCG, à terme, ne peut qu'avoir pour conséquence la mise à l'écart progressive de l'Irak de ces institutions. Mais engagé dans sa guerre, l'Irak n'a guère le choix : bien à contrecœur, Saddam Hussein doit supporter cet isolement qui lui a, semble-t-il, été signifié au sommet arabe d'Amman, en novembre 1980. Officiellement, et pour rassurer l'Iran, on affirme bien fort que le CCG n'est pas un pacte ni une alliance dirigée contre qui que ce soit. Dans ces conditions, il ne saurait être question d'accepter l'Irak au sein du CCG nouvellement créé :

Téhéran ne manquerait pas d'y voir un *casus belli* ou, tout au moins, d'interpréter cette adhésion comme un geste hostile de la part des pays arabes du Golfe. L'explication ne manque pas de logique et le président irakien fait semblant d'y croire, d'autant qu'au même moment, il a un besoin vital des subsides des États du Golfe pour soutenir son effort de guerre. Mais elle fournit surtout un excellent prétexte pour se retrouver entre soi.

Les « Six » ont tout pour les unir : religion, système politique, économies reposant très largement sur le pétrole, devises liées aux fluctuations du dollar et une forte présence de main-d'œuvre immigrée. Pour la forme, la porte est restée entrouverte. Les Six affirment que rien ne s'oppose, dans l'avenir, à ce que d'autres les rejoignent. Cela à l'intention des deux Yémen et de l'Irak. Le cas de l'Irak a été évoqué plus haut. Quant aux deux Yémen qu'il a bien fallu rassurer — c'est Cheikh Jaber, l'émir du Koweït, qui s'en est chargé en se rendant à Aden et Sanaa —, nul ne peut sérieusement croire que les monarques aient l'intention d'admettre en leur sein le Sud-Yémen marxiste, méfiance dont le bien-fondé apparaît le 28 août 1981, lorsque Aden signe un traité d'amitié avec l'Éthiopie et la Libye, deux autres alliés de Moscou. C'est d'ailleurs en réponse à cette alliance que l'on rappelle à l'intention du Nord-Yémen que la charte du CCG prévoit la possibilité d'un élargissement. Encore une fois, il est peu vraisemblable que les six nantis de la Péninsule aient voulu ouvrir leur club très fermé à ce prolétaire qu'est le Nord-Yémen. Qu'un statut de membre associé ait été envisagé pour Sanaa n'est en revanche pas exclu.

Mais si le regroupement des six pays riches et conservateurs de la Péninsule fait grincer des dents chez leurs voisins, dans le reste du monde arabe, en dépit de la bénédiction rituelle que vient apporter Chadli Klibi au nom de la Ligue Arabe, qui par principe, doit encourager tout ce qui de près ou de loin va dans le sens de l'« union arabe », cette association ne fait pas que des heureux. Chez les pro-

ducteurs d'or noir, on observe, bien entendu, que le comité pétrolier du CCG préparera les réunions de l'OPEP. C'est donc la constitution d'un front conservateur homogène au sein du cartel. Les pays producteurs de pétrole du Golfe, à n'en pas douter, feront bloc derrière Ryad, davantage encore que par le passé. Plus généralement, les pays du Front de la fermeté, qui, à l'époque (1981), sont à peu près les seuls à présenter de façon systématique une position unie, voient ainsi leurs adversaires resserrer les rangs, contrebalançant leur influence.

Sur le plan international, si Washington se réjouit bruyamment — trop, au goût des dirigeants du Golfe — de la constitution du CCG, Moscou voit sans plaisir la formation de ce bloc pro-américain. Le 10 février 1981, l'agence Tass reproduit un article de la *Pravda* soupçonnant le CCG à naître d'être avant tout une alliance militaire, bien plus qu'un organisme de coopération économique, fondant ses reproches sur ce qu'en dit la presse américaine. Lors de sa visite à Moscou, le chef de la diplomatie koweïtienne, Cheikh Sabah, se charge de rassurer Andrei Gromyko, soulignant à cette occasion que son pays juge positifs plusieurs points du plan Brejnev sur la sécurité du Golfe. L'histoire ne dit pas s'il a ôté toute inquiétude de l'esprit des dirigeants soviétiques. Mais, cherchant à rassurer Moscou, le Koweït a sans nul doute inquiété les Omanais.

Koweït contre Oman

Car d'un bout à l'autre de ce sommet d'Abou Dhabi, la constitution du CCG a été marquée par l'opposition très vive entre la position d'Oman et celle du Koweït. Oman, que l'histoire des dix années précédentes ont rendu hypersensible au « danger communiste », ne voit qu'avantages à une alliance ouverte avec Washington, lui offrant si nécessaire les bases militaires demandées. Pour le sultanat, les dangers du moment, surtout depuis que l'imam Khomeiny a

pris en main la destinée de l'Iran, font de la sécurité du Golfe une question prioritaire. Le dernier soldat iranien a évacué le territoire omanais en juillet 1979. Une page d'histoire vient alors de se tourner. Seule réponse possible, selon Mascate, au changement des conditions géopolitiques : la constitution d'une alliance militaire régionale. Comme celle-ci — les Omanais en sont bien conscients — n'aura pas les moyens d'être viable par elle-même, il faut donc qu'elle soit complétée par une alliance claire et solide avec l'Occident, et avant tout avec les États-Unis. Les Koweïtiens voient la chose d'une tout autre façon. Leur politique officielle de non-alignement leur interdit de se ranger sous le parapluie américain. Mais, outre l'effet déplorable qu'elle ferait au sein du mouvement des non-alignés et, plus généralement, dans les pays du tiers monde, une telle alliance serait aux yeux des Koweïtiens un cadeau pour la propagande soviétique. Les « durs » du monde arabe ne manqueraient pas d'exploiter les sentiments nationalistes et anti-américains de leurs sujets. Loin d'être un facteur de stabilité, l'ancrage avoué à l'ouest serait au contraire un risque considérable pour ces fragiles États. De plus, se sentant menacée, l'Union soviétique ne manquerait pas de chercher à accroître son influence dans cette région dont on cherche à l'écarter.

Ce n'est donc pas, comme on l'a écrit par erreur, que le Koweït se désintéresse de la sécurité du Golfe. Pour les Koweïtiens, la coordination des politiques militaires doit apparaître comme une étape logique du développement du CCG et non comme le but premier de sa création. En dépit de la vive opposition d'Oman, qui veut d'emblée jouer cartes sur table, les dirigeants saoudiens font mine de se ranger à l'avis des Koweïtiens. Et dans les couloirs de la conférence, les délégués du Koweït se répandent à profusion, répétant à qui veut les entendre qu'au fond la philosophie du CCG est directement inspirée par leur pays. De fait, le document final rappelle beaucoup le projet initial divulgué par les Koweïtiens. Le CCG sera d'abord et avant tout un marché commun. L'objectif n° 2 sera la constitution

d'une monnaie unique, le « dinar du Golfe ». Enfin, mais cela n'apparaît que comme une incidence, le CCG se préoccupera de la sécurité collective de ses membres. En apparence au moins, Oman s'est incliné. Durant ce sommet, on a beaucoup parlé du « papier omanais », un document secret dont l'existence a d'abord été niée, sur la sécurité du Golfe. Sa discussion a finalement été renvoyée aux sommets ultérieurs.

Les six chefs d'État conviennent de se rencontrer lors d'un sommet annuel dans chacune des capitales à tour de rôle. Leurs ministres des Affaires étrangères se verront tous les six mois, ou davantage si la situation l'exige. Le secrétaire général est un diplomate koweïtien, Abdallah Bicharah, ancien représentant de son pays aux Nations unies, qui s'était rendu célèbre en organisant à son domicile une rencontre entre l'Américain Andrew Young et l'observateur de l'OLP à l'ONU, Terzi. Mais si le poste de secrétaire général, qui peut changer, est attribué en premier à un Koweïtien, il est beaucoup plus significatif que la capitale saoudienne, Ryad, soit choisie pour siège permanent du CCG.

Préoccupations sécuritaires

A observer l'évolution ultérieure du CCG, on a cependant le très net sentiment que ce sont les Omanais qui ont le plus influencé le cours des décisions, si l'on tient compte de la vertueuse indignation qui s'exprimait, lors des premiers pas du CCG, dès qu'il était question d'offrir des bases aux Américains. Son appartenance au CCG n'a pas empêché Oman de participer aux manœuvres *Bright Star II* avec les Américains en décembre 1981. Sur le plan économique, les progrès suivent leur petit bonhomme de chemin, sans qu'il y ait rien de particulier à signaler. De temps à autre, pour la forme, tel ministre des Finances rappelle l'objectif de créer un « dinar du Golfe ». Comme l'urgence d'une telle déci-

sion n'a rien d'évident et que le dollar remplit parfaitement cette fonction, on oublie ce projet jusqu'à la fois suivante. En mars 1983, les citoyens du CCG ont en principe obtenu les mêmes droits que ceux des pays membres où ils se rendraient. Cependant, les correctifs sont nombreux. Par exemple, en théorie, l'idée que tout un chacun puisse acheter du terrain dans un autre pays du CCG sans restriction est séduisante. Mais, comme n'ont pas manqué de le faire remarquer les Bahreinis et les Qataris, à ce régime-là, une poignée de Saoudiens pourraient acheter leur pays en quelques jours. Dans l'ensemble, il est indéniable que l'intégration progresse, sans doute beaucoup plus rapidement qu'au sein de la Communauté européenne.

Pourtant, le caractère anodin de ce marché commun, tant voulu par le Koweït, n'y change rien ; les monarchies du Golfe ne cherchent plus, désormais, à dissimuler leurs préoccupations sécuritaires. Alors que leur premier souci à la fin de la décennie 70 était de convaincre le monde que leur région était un havre de stabilité, au début des années 80, les souverains de la Péninsule entendent faire savoir que la sécurité de leur région les préoccupe et qu'ils la prennent en main. Trois ans après la formation du Conseil de coopération du Golfe, Abdallah Bicharah reconnaissait, lors d'un colloque tenu à Oxford, qu'entre mai et décembre 1981 les dirigeants du Golfe ont relativement peu parlé de la guerre qui faisait rage entre l'Irak et l'Iran depuis septembre 1980. Jusque-là, leur attention était accaparée par le différend entre Oman et le Sud-Yémen que s'efforçaient de résoudre les médiateurs du Koweït et des EAU. L'intégration économique les passionnait davantage que le *kriegspiel* de Bagdad et de Téhéran. C'est la découverte d'une tentative de coup d'État à Bahrein, en décembre 1981, qui a constitué le déclic, le tournant dans les préoccupations. Quelles qu'aient pu être les raisons à l'origine de la création du CCG, Bicharah reconnaît par là même que ce qui hante désormais ses dirigeants, c'est l'obsession de la sécurité.

CHAPITRE VIII

L'obsession de la sécurité

« Vous pénétrerez donc en sécurité
Dans la Mosquée sacrée
— Si Dieu le veut —
La tête rasée et les cheveux coupés
Et vous n'aurez pas peur. »

Coran, XLVIII, 27

Taëf, capitale d'été du royaume wahhabite. Le temps d'une saison, roi, princes, ministres, fonctionnaires et serviteurs délaissent Ryad et sa chaleur poussiéreuse pour venir respirer l'air frais des hauteurs de Taëf, à un peu plus d'une centaine de kilomètres de Djeddah. Du beau monde est rassemblé et des mesures de sécurité s'imposent. Les services spéciaux saoudiens s'en occupent... et tiennent à le faire savoir. A première vue, l'aéroport de Taëf présente l'aspect simple et sympathique d'un aérodrome de province, à l'opposé du luxe criard de ceux de Djeddah, Ryad, Abou Dhabi ou Dubaï. Mais dès qu'on pénètre dans le bâtiment, le passager le moins observateur ne peut manquer de remarquer l'omniprésence de caméras vidéo, fixées sur des supports dont l'orientation est télécommandée. Impossible de

trouver un emplacement d'où l'on puisse échapper, même un court instant, à leur regard indiscret. Mieux : chacune d'elle est surmontée d'un micro directionnel. Pour couronner le tout, au milieu du hall et au-dessus du comptoir d'enregistrement pendent de longs fils électriques aboutissant à des micros qui narguent les voyageurs en se balançant à une cinquantaine de centimètres au-dessus de leur tête. *Big Brother is watching you* et, à l'instar du roman d'Orwell, ne cherche pas à s'en cacher. Bien sûr, on a peine à imaginer des fonctionnaires de police les yeux rivés à leurs multiples écrans, casque sur les oreilles pour discerner les propos séditieux du simple bavardage. Il n'empêche, ce dispositif impressionnant obtient, à n'en pas douter, l'effet dissuasif recherché.

A lui seul, cet aéroport est le symbole de l'obsession de la sécurité qui hante rois et émirs. Caméras vidéo et Kalachnikov sont venus s'ajouter aux cimeterres et aux poignards, et les janissaires d'antan sont désormais épaulés par d'efficaces et modernes services de renseignements.

Ils ont, il faut bien le dire, quelque raison d'être inquiets. Déjà, la chute du chah en février 1979, et avec lui, de la dynastie des Pahlavi, a traumatisé les souverains de la rive arabe du Golfe. Mais plus près d'eux encore, fin 1979, la maison des Saoud a vacillé et le trône de Khaled a bien failli être à son tour emporté par la révolte de musulmans fondamentalistes. Le régime a été pris totalement au dépourvu. Les services secrets saoudiens n'avaient rien vu venir. Autant qu'on puisse reconstituer cette prise de la Grande Mosquée de La Mecque, sur laquelle tous les secrets n'ont pas été levés, l'opération avait été minutieusement préparée.

Le 20 novembre 1979, le monde musulman s'apprête à fêter la nouvelle année du calendrier islamique. Cette fois-ci, cependant, cette fête a quelque chose de plus : l'*Oumma,* la communauté des croyants, entre dans le quinzième siècle de l'Hégire, en ce 1er Moharram 1400. Nulle part plus qu'à La Mecque, ville sainte entre les villes saintes, cette célébration

n'a de poids. Les pèlerins ont afflué comme rarement, atteignant presque les deux millions. Parmi eux, les Iraniens sont venus en nombre, avec dans leurs bagages des brochures et des portraits de l'ayatollah Khomeiny, que la police religieuse saoudienne confisque quand elle le peut. La révolution islamique iranienne est alors au plus fort de son influence parmi la population chiite vivant dans les États arabes du Golfe que Radio-Téhéran appelle régulièrement à se révolter.

Ce n'est pourtant pas de là que vient le danger. A l'aube de ce 20 novembre, l'imam de la Grande Mosquée vient à peine de terminer les prières du matin qu'un coup de feu est tiré par Djouhayman ibn Mohammed Al Oteiba, l'un des deux meneurs des insurgés, tandis que le second, Mohammed ibn Abdallah Al Qahtani, âgé de vingt-sept ans, prend la parole pour déclarer aux pèlerins qui se pressent dans la Grande Mosquée qu'il est le Messie, le *Mahdi* dont parlent les Écritures. La famille d'Al Qahtani, dit-on, serait apparentée à la branche des Qouraichi, au sein de la maison hachémite, et descendrait donc du Prophète. Djouhayman Oteiba et Mohammed Qahtani se réclament d'un wahhabisme plus rigoureux encore que celui que connaît le pays. Les membres de la famille royale, surtout Fahd, sont nommément accusés d'être corrompus et de trahir leur fonction de gardiens des Lieux Saints. L'accusation est grave. Depuis la conquête du Hedjaz par Ibn Saoud en 1924, la maison des Saoud s'est faite le gardien du *Haram Al Charif.* Le drapeau national, de couleur verte, celle de l'islam, porte pour emblème le sabre de la justice et le credo musulman : « Il n'y a de divinité que Dieu et Mahomet est son prophète. » Un credo qui représente un tel symbole pour les musulmans que jamais, quelle qu'en puisse être la raison, le drapeau saoudien n'est mis en berne. On ne met pas en berne la parole de Dieu. Les insurgés remettent donc en cause la légitimité des Saoud en dénonçant pêle-mêle leur fréquentation des infidèles et l'occidentalisation du mode de vie dans le royaume. Le plan quinquennal de développement

n'échappe pas à cette philippique, portant en lui-même la corruption dont souffre le pays. Et Djouhayman demande la disparition de tous les stigmates de cette occidentalisation, y compris la télévision que Fayçal lui-même avait eu tant de mal, en 1969, à faire accepter aux docteurs de la foi, les *oulémas.*

La riposte de Nayef et Sultan

Pour l'heure, terrorisés, les fidèles courent dans tous les sens, tandis que retentit le bruit des armes à feu. Dès qu'il est averti de ce qui se passe, le ministre de l'Intérieur, le prince Nayef, fait couper toutes les lignes de téléphone et de télex reliant le royaume à l'étranger, ajoutant de ce fait à l'inquiétude de la communauté internationale. Les liaisons seront rétablies le lendemain. Au même moment, le prince héritier Fahd se trouve à Tunis, où il représente son frère le roi Khaled à un sommet arabe. Celui-ci se trouve à son palais de Ryad où une bombe explose sans faire de blessés. En l'absence de Fahd qui donne cependant ses instructions depuis Tunis par sa ligne directe, ses deux frères de lait Sultan et Nayef prennent les choses en main. Tous trois, en effet, ont pour mère Hasa bint Ahmed Al Soudairy. Au sein de la famille royale, ils forment un clan étroitement solidaire, celui des Soudairy, qui s'est réparti les postes clés du royaume. Khaled gouvernant par procuration, c'est Fahd, le prince héritier, vice-Premier ministre, qui détient la réalité du pouvoir. Nayef, à l'Intérieur, tient la police, tandis que Sultan préside aux destinées de l'armée à la tête du ministère de la Défense et de l'aviation. Seul, le prince Abdallah, fils d'une autre épouse d'Ibn Saoud, est en mesure de contrebalancer leur influence, commandant la Garde nationale, surnommée l'« armée blanche » car ses soldats, provenant de toutes les tribus bédouines, sont vêtus du *thobe,* la robe blanche des bédouins. La fonction avouée de la Garde nationale est de réprimer toute tentative de rébellion au sein

de l'armée, ce qui, à l'heure du danger, ne favorise pas nécessairement une bonne coordination entre les deux corps. Au moment où éclate l'insurrection, Abdallah est en vacances au Maroc. C'est donc sur Sultan et Nayef que repose la survie du régime.

Pendant que des forces de sécurité sont acheminées dans le sud-ouest du pays à Khamis Mouchayt, et à Tabouk, dans le nord-ouest, le roi obtient des *oulémas,* les plus hautes autorités religieuses du royaume, le droit de réprimer par la force la rébellion à l'intérieur même de la Grande Mosquée. Cette procédure est indispensable, la Grande Mosquée étant le *Haram al Charif,* le Saint des Saints de l'islam où toute violence est interdite. L'autorisation est accordée sans difficulté, les *oulémas* invoquant le verset du Coran : « La sédition est pire que le meurtre. Ne les combattez pas près de la Mosquée Sacrée à moins qu'ils ne vous attaquent en ce lieu même. S'ils vous combattent, tuez-les car tel est le châtiment des incrédules (II, 191). » Le Coran lui-même vient souligner le caractère sacrilège de l'action des insurgés qui osent qualifier la famille royale de « bande de mécréants ». Dès le 21, un communiqué du palais royal qualifie d'« hérétiques » les rebelles qui ont cherché à imposer leur *Mahdi* par la force.

L'émotion est grande dans le monde musulman devant cette entreprise qui choque profondément les croyants. L'inquiétude n'est pas moins vive dans les capitales occidentales, reliées à leurs ambassades à Djeddah par la voie hertzienne. Mais dans un premier temps les diplomates eux-mêmes ne savent guère à quoi s'en tenir. Les rumeurs tiennent lieu d'information. Selon celles-ci, des insurrections ont éclaté simultanément dans plusieurs villes du royaume, notamment à Médine. Pendant ce temps, les forces régulières prennent position autour de la Grande Mosquée, dont l'alimentation en électricité est coupée... et se font tirer comme des lapins par les insurgés de Djouhayman. Les forces de l'ordre se trouvent devant un dilemme : reprendre le contrôle de la Grande Mosquée en évitant, autant que

faire se peut, d'endommager l'édifice sacré, à commencer par la *Kaaba* qui abrite la Pierre Noire. D'autre part, Khaled leur a demandé d'épargner les vies des pèlerins innocents. Cela restreint singulièrement les possibilités de reconquête. L'artillerie est mise en position tandis qu'une opération héliportée est lancée. Mais les soldats qui cherchent à débarquer dans la cour de la Grande Mosquée se font abattre les uns après les autres par les hommes de Djouhayman qui se sont retranchés avec un véritable arsenal composé de fusils d'assaut AK-47 (Kalachnikov), de fusils, de poignards et de munitions. Ils se sont barricadés dans les souterrains de la Grande Mosquée, qui ne comptent pas moins de 270 pièces. Pour faire bonne mesure, ils disposent d'une quantité suffisante de vivres pour tenir le siège. C'est dire à quel point ces *Ikhwan* des temps modernes ont préparé leur équipée. Il semble qu'ils aient bénéficié de complicités dans certaines unités de la Garde nationale. Du reste, Djouhayman est lui-même passé quelque temps par la Garde nationale où il a été nommé caporal avant de quitter l'« armée blanche » du prince Abdallah.

Soixante-trois décapitations

Devant l'échec répété des assauts que livre l'armée, Sultan se résoud à faire appel à l'assistance étrangère. La France est sollicitée, et l'Élysée décide d'envoyer des gendarmes du GIGN (Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale). Ils seront trois, dont le capitaine Paul Barril, qui dirigera sur place toute l'opération. Ce dernier commande pour trois milliards de centimes de matériel, dont un gaz incapacitant, le dichlorobenzol malononitrile. C'est ce gaz qui aura raison des insurgés. Le matériel est embarqué dans la plus grande discrétion à bord de la Caravelle qu'utilisait naguère le général de Gaulle. Pour que tous ces paquets puissent tenir, il a fallu retirer les sièges de l'appareil. Une fois sur place, les Saoudiens avertissent les trois gendarmes : « Ou

bien vous réussissez, ou bien vous ne rentrez pas ! » L'entrée de La Mecque est interdite aux non-musulmans. Qu'à cela ne tienne. Une brève cérémonie de circonstance attestera leur conversion à l'islam. Sous la direction du « super-gendarme » français, les forces de l'ordre, qui comptent de nombreux Jordaniens, inondent les caves de la mosquée, pour débusquer les assiégés.

L'aube n'est pas encore levée lorsque, le lundi 4 décembre, Djouhayman se résoud à sortir des souterrains de la Grande Mosquée et à se rendre, avec les 170 rescapés qui subsistent parmi ses partisans. Deux semaines se sont écoulées depuis que Djouhayman Oteiba et Mohammed Qahtani se sont emparés du micro, à l'heure de la prière. On s'en doute, ce n'est pas un procès conforme aux canons de la Cour internationale de justice de La Haye qui attendait les profanateurs du Saint des Saints musulman. Leur sort était scellé par les Saintes Écritures. A l'époque, d'aucuns affirmaient que les *hadith,* les règles écrites de la tradition islamique, prévoyaient l'écartèlement pour qui se rendrait coupable d'un tel sacrilège. Les autorités saoudiennes se contentent de la décapitation. Les 82 insurgés considérés comme des meneurs sont condamnés à la peine de mort : 63 seront exécutés.

Le 9 janvier 1980, la population des villes de La Mecque, Médine, Ryad, Dammam, Barida, Haël, Abha et Tabouk est invitée à assister à la décollation de Djouhayman et de ses complices. Mohammed bin Abdallah Al Qahtani n'en fait pas partie : il a été tué lors de l'assaut final. Le fait d'avoir fait « éclater » le lieu des exécutions en huit villes éparpillées sur tout le territoire indique assez qu'aux yeux des autorités saoudiennes, ces exécutions avaient moins valeur de châtiment que d'exemple pour toutes les populations et tribus du royaume. L'interrogatoire « intensif », pour reprendre l'euphémisme qui est de règle en ces circonstances, a permis aux dirigeants de Ryad de se rendre compte que, contrairement à leurs craintes, l'insurrection n'était pas télécommandée de l'étranger, ne faisait pas partie d'un com-

plot international. Certes, parmi les 63 suppliciés, on compte 41 Saoudiens, 10 Égyptiens, 6 Yéménites du Sud, 1 Yéménite du Nord, 3 Koweïtiens, 1 Soudanais et 1 Irakien. Mais cela ne suffit pas à établir la réalité d'un complot, tous ces pays connaissant, à des degrés divers, un regain de la vague islamo-rigoriste. Cependant, l'attaque de La Mecque a été suivie de nombreuses expulsions d'immigrés, notamment yéménites, certains des conjurés faisant partie d'une tribu frontalière, à cheval sur l'Arabie Saoudite et le Yémen : le nom même de Qahtani, l'éphémère *Mahdi*, indique assez que sa famille est originaire du Qahtan, la région-frontière.

Par ailleurs, le fait qu'ils aient utilisé des fusils d'assaut Kalachnikov de fabrication soviétique ne prouve en rien une implication de Moscou ou du Sud-Yémen, dans la mesure où cette arme, très populaire chez les bédouins qui ont toujours eu la passion des armes, est en vente libre au marché du samedi qui se tient à Saada, au nord de la République arabe du Yémen, à deux pas de la frontière saoudienne. Quoi qu'il en soit, la prise de la Grande Mosquée, que les services saoudiens n'ont pas su voir venir, illustre cruellement les déficiences des services de renseignement du royaume. Après cet échec, la plupart des responsables des services de sécurité et de l'armée sont démis de leurs fonctions et remplacés par des hommes neufs, une fois passée l'épreuve. Les carences des services saoudiens sont évidentes. Djouhayman et ses idées ne leur étaient pourtant pas étrangers ; il avait précédemment publié à Koweït plusieurs pamphlets dans lesquels sa pensée politico-religieuse était on ne peut plus claire. Dans l'un d'eux, le premier, on pouvait lire : « La famille royale est corrompue. Elle adore l'argent et le dépense en palais, non en mosquées. Si vous acceptez ce qu'ils disent, ils vous enrichiront. Sinon, ils vous persécuteront, et même vous tortureront. » La distribution de ce pamphlet, un an plus tôt, avait d'ailleurs entraîné l'arrestation de Djouhayman et celle d'une centaine de ses

sympathisants[1]. Comment expliquer qu'après ce grave incident les autorités saoudiennes n'aient pas jugé nécessaire de garder un œil sur les activités subversives de ce jeune homme décidément bien remuant, c'est l'un des mystères qui subsistent après l'épilogue officiellement tiré par le prince Nayef, le ministre de l'Intérieur, qui s'est montré bien peu loquace lors de sa conférence de presse censée répondre aux interrogations du monde après la « bataille de La Mecque ».

Un an tout juste après l'événement, les Français voient en revanche leur efficacité et leur discrétion récompensées par la conclusion d'un accord sur la formation de la police et des services de sécurité, dont la signature intervient lors de la visite dans le royaume du ministre français de l'Intérieur Christian Bonnet. Les Saoudiens veulent en effet éviter de dépendre, en ce qui concerne leur sécurité, d'un seul pays occidental, en l'occurrence les États-Unis. D'où le fait qu'ils font appel à d'autres pays, comme la France, jouant ainsi sur plusieurs tableaux. Mais les luttes d'influence entre services étrangers se répercutent sur le fonctionnement des services saoudiens qui, en fin de compte, perdent leur efficacité, plus ou moins paralysés par cette guerre des services.

« Complot » à Bahrein

Le dimanche 13 décembre 1981, la télévision de Bahrein diffuse une curieuse nouvelle qui fait dresser l'oreille à plus d'un téléspectateur : les forces de sécurité bahreinies ont arrêté « un groupe de terroristes comprenant des Bahreinis, des Iraniens et des ressortissants d'autres États du Golfe ». Le communiqué du ministère de l'Intérieur ajoute que ces « saboteurs » ont reçu un « entraînement en Iran pour accomplir des actes de sabotage à Bahrein et pour répandre

1. Plascov Avi, *Modernization, Political Development and Stability, in* Chubin and al. *op. cit.*

la terreur parmi les citoyens de Bahrein ». Les moyens d'information officiels nous apprennent par ailleurs que des émetteurs-récepteurs ont été saisis, et que le chargé d'affaires iranien, Hassan Chouchatri, a été convoqué au ministère des Affaires étrangères pour fournir des explications. Dans le même temps, le gouvernement de Bahrein adresse une note de protestation à Téhéran. Régulièrement, les garde-côtes bahreinis interceptent des boutres en provenance de l'Iran qui, durant la nuit, tentent d'accoster dans le sud de l'île, désertique, avec à leur bord des hommes, des armes et de la littérature politique. Pour un boutre intercepté, combien passent au travers des mailles du filet ? De toute façon, ce sont des choses que l'on sait à Bahrein, mais qui ne se publient pas. C'est alors que retentit à Bahrein l'annonce officielle de la découverte d'un complot.

Survenant le jour même où le général Jaruzelski impose l'état de guerre en Pologne, l'information passe largement inaperçue dans les moyens d'information internationaux. Mais ce qui se passe à Bahrein intrigue ceux qui suivent de près les événements du Golfe et de la Péninsule arabique. Il n'est pas dans l'habitude du gouvernement de Bahrein de donner une telle publicité à ses groupes d'opposition. Et, de 1979 à 1981, les manifestations, parfois violentes, n'ont pas manqué : Ramadan 1979, démonstrations de solidarité avec les chiites irakiens après l'exécution à Bagdad de l'ayatollah Baqr Sadr en avril 1980, sans compter divers soubresauts de moindre ampleur. Mais jusqu'alors l'attitude constante de la presse bahreinie, sous l'étroit contrôle du ministre de l'Information Tariq Al Moayyed — lui-même suivant les instructions du Premier ministre, l'énergique Cheikh Khalifa —, a été d'ignorer ces manifestations. La presse ne soufflait mot de ces événements que tout un chacun connaissait, vu les dimensions plutôt réduites de ce grand village qu'est Bahrein. Pour que le gouvernement ait donné au contraire le maximum de publicité à l'affaire, il fallait sans doute qu'elle fût sérieuse.

Mais publicité n'est pas synonyme d'information. Dans ce

domaine, le ministère de l'Intérieur distille des communiqués sibyllins et parfaitement invérifiables. Au fil des journées, on apprend ainsi que les policiers, grâce aux interrogatoires, ont découvert des caches d'armes : 12 pistolets, 32 grenades et 4 mitraillettes, ainsi que de faux uniformes de policiers. A en croire le ministère de l'Intérieur, les boutons des uniformes porteraient même au verso des inscriptions en farsi, trahissant leur origine iranienne. On apprend de même source qu'une soixantaine de personnes ont été arrêtées, et qu'elles appartiennent au « Front islamique de libération de Bahrein », dont le siège est à Téhéran. La presse publie la photo de l'imam Hadi Al Modarassi, un religieux iranien au regard sombre, expulsé du pays en août 1979, qui aurait entraîné cinq mois durant le commando en Iran et supervisé l'opération. Celle-ci consistait à assassiner l'émir et les principaux responsables du pays, à s'emparer de la radio et de la télévision le 16 décembre, en plein milieu de la fête nationale commémorant le vingtième anniversaire de l'arrivée au trône de l'émir, Cheikh Isa bin Salman Al Khalifa. Le 17 décembre, le chargé d'affaires iranien, ouvertement accusé d'avoir trempé dans le complot, est déclaré *persona non grata,* tandis que l'ambassadeur de Bahrein à Téhéran est rappelé. Toujours selon la version officielle, c'est presque par chance que le pays a échappé à la tentative. Certains conjurés venaient d'Iran via Dubaï, et la vigilance d'un douanier des Émirats lui a permis de remarquer que les tampons qui ornaient leurs passeports n'étaient pas de la taille réglementaire. Il aurait alors pris contact avec ses collègues de Bahrein qui auraient cueilli les hommes à leur arrivée à l'aéroport.

Rafles géantes

Ce que ne dit pas la presse, et que se garde bien de révéler le gouvernement, c'est que des centaines d'arrestations ont lieu. Que des hommes disparaissent pendant des

jours sans que leur famille sache quand elle les reverra. C'est une vieille tactique du ministère bahreini de l'Intérieur, qui a fait ses preuves dans le passé. Les opposants sont un jour emmenés par la police. Ils passent une semaine, six mois, dix ans dans la prison de l'île de Jeddah, au large de Bahrein. Ils reviendront sans doute un jour, mais cette date est laissée à la discrétion des autorités. Ce procédé incite généralement les membres de la famille à bien se tenir politiquement, de crainte que le prisonnier ne moisisse davantage encore en geôle. Lorsque celui-ci est finalement relâché, il a généralement perdu le goût de la politique active. Non content d'opérer des rafles dans les milieux chiites activistes, le *Criminal Investigation Directorate* (CID), c'est-à-dire la police secrète, interpelle aussi les opposants de gauche, soupçonnés de sympathiser avec le Front de libération de Bahrein (FLB) d'inspiration communiste, et plus généralement, les milieux libéraux soupçonnés d'avoir une activité politique illégale depuis la suppression de la constitution en 1975. Dans leur ensemble, ils seront vite relâchés, après interrogatoire. L'un d'eux, cependant, ne reverra pas sa famille : Aqil Taher, haut fonctionnaire au ministère de l'Habitat, a succombé à un interrogatoire un peu trop poussé. Une bavure.

En fin de compte, 73 accusés sont déférés à la Cour suprême de Bahrein, chargée de les juger. Le procès se déroule à Jao, un village de pêcheurs du sud-est de l'île. Pour maintenir la fiction d'une publicité des débats, quelques habitants du village jouent les figurants, tandis qu'un photographe indien — donc, ne comprenant pas l'arabe — immortalise leurs visages pour une photo reproduite le lendemain par la presse de Bahrein. Du reste, hormis quelques villageois sélectionnés par les autorités, nul ne pourra assister à ce procès. Jao a été transformé en camp retranché. Des postes de police en barrent l'accès à tous les non-résidents, et même les journalistes de la presse gouvernementale sont tenus à l'écart. De toute façon, au terme de la première journée, le huis clos est décrété, car la sécurité

de l'État est en jeu. On aurait pu invoquer le jeune âge des accusés car, aux dires des avocats, plusieurs d'entre eux n'ont pas dix-huit ans. C'est fâcheux pour le procureur général Isa Bokhawa qui demande la peine de mort pour tous ; or, le châtiment suprême n'est pas applicable au-dessous de dix-huit ans. La Cour refuse donc de communiquer les passeports des accusés à leurs défenseurs. Au cours de cette procédure, qui connaît des ajournements multiples, pas une fois les accusés ne pourront voir leur défenseur en tête à tête, pas plus que leur famille, du reste : ils sont au secret. C'est pour protester contre ces procédés fort peu conformes au droit — et Bahrein se veut un État de droit — que l'un des défenseurs, Cheikh Isa bin Mohammed Al Khalifa, se désiste après quelques jours. Cheikh Isa est une personnalité respectée à Bahrein. Membre de la famille royale, il a été successivement ministre de la Justice et du Travail. A ce dernier poste, il a tenté de faire admettre par le gouvernement la nécessité de légaliser les syndicats. Le Premier ministre, s'y opposant fermement, pousse Cheikh Isa bin Mohammed vers la porte de sortie en 1981. Ce dernier retrouve alors son cabinet d'avocat. Avec le « procès des 73 », Cheikh Isa est à nouveau en position difficile. Le Premier ministre Cheikh Khalifa ne saurait admettre qu'un membre de la famille défende ceux qui ont voulu jeter à bas la dynastie des Al Khalifa. Par ailleurs, Cheikh Isa comprend vite que les moyens de la défense seront plutôt limités. D'où sa démission du collectif des avocats chargés de ce procès, démission qu'il n'était pas très fier d'annoncer à ses collègues, selon l'un d'eux.

Mais les pressions morales sur la justice ne s'arrêtent pas là. L'émir promulgue un décret sur l'état d'urgence, plusieurs dispositions légales concernant la sécurité de l'État sont changées. Les autorités assurent la presse et les défenseurs que ces modifications n'auront pas d'effet rétroactif, mais l'épée de Damoclès est là. De plus, il est de notoriété publique que les dirigeants bahreinis téléphonent à Ryad plusieurs fois par jour et que les Saoudiens aimeraient bien

voir 73 têtes tranchées, pour l'exemple. L'émir est beaucoup moins emballé à l'idée de faire de nouveaux martyrs. L'histoire du chiisme en regorge déjà et, si la communauté chiite de Bahrein est capable, treize siècles après la mort de Hussein, de célébrer son deuil en criant vengeance, il y a fort peu de chances que la mort toute récente de 73 de ses plus jeunes fils reste sans conséquence. Voilà sans doute la raison du verdict d'apaisement que prononce finalement la Cour suprême de Bahrein le 23 mai 1982 : trois condamnations à la prison à vie, dix condamnations à sept ans de prison (pour les plus jeunes), les autres accusés étant frappés d'une peine de quinze ans.

A l'époque, les observateurs se sont longuement interrogés sur la réalité de ce « complot ». Ce ne sont pas les informations officielles, fragmentaires et parfois franchement peu crédibles — comme l'affirmation que tous les détenus étaient majeurs — qui pouvaient permettre de se faire une idée complète. Mais les informations publiées le 25 janvier 1984 par l'hebdomadaire *Jeune Afrique* sont assez troublantes. Dans une grande enquête réalisée à l'invitation des Iraniens, le journaliste Mohammed Selhami précise que l'« école de la mort » où sont formés les commandos-suicides de l'imam Khomeiny a été fondée en juillet 1979 par l'ayatollah Chirazi. Celui-ci en a perdu la direction en 1981 au profit de Mohammed Taki Al Modarissi, docteur en droit islamique. Dans son mouvement, *Amal Islami,* on trouve des Irakiens, des Iraniens, des Bahreinis, des Afghans, des Maghrébins, des Malgaches, des Nigérians, des Zaïrois, des Sud-Africains... Le journaliste de *Jeune Afrique* a aussi rencontré Hassan Radi, chef du Mouvement islamique de Bahrein, qui lui a déclaré à propos des attentats du Koweït : « Ils ont été organisés au nom de l'islam. » C'est peut-être bien à un complot sérieux que Bahrein a échappé en 1981, même si, à trop vouloir le prouver, le gouvernement bahreini a donné l'impression exactement opposée.

Explosions à Koweït

Organisés au nom de l'islam, selon l'aveu de Hassan Radi, les attentats qui frappent le Koweït le 12 décembre 1983 interviennent à un moment critique. Deux mois plus tôt, le Jihad islamique, mystérieuse organisation clandestine soutien de l'Iran (et sans doute son bras séculier), a frappé en plein cœur du dispositif militaire français et américain de la force multinationale au Liban. A l'aube du 23 octobre 1983, deux camions-suicides détruisent simultanément à Beyrouth le quartier général du 8e bataillon des *marines* américains et le poste de commandement « Drakkar » du premier régiment français. Bilan : 241 morts chez les Américains, 58 chez les Français. Au cours des années précédentes, l'émirat lui-même, sans connaître bien entendu, la même violence que Beyrouth, a déjà été frappé par de tels attentats, cinq bombes ayant fait explosion dans des bâtiments du ministère de la Justice le 25 juin 1981. A la suite de cette première série d'explosions, tous les visas ont été suspendus pour une durée d'un mois.

Après le feu d'artifice de Beyrouth, le Jihad islamique n'a pas fait mystère de vouloir frapper « partout dans le monde » ceux qui soutiennent l'Irak dans son effort de guerre contre l'Iran. Il tient parole ; au matin du 12 décembre 1983, six bombes explosent, faisant, si l'on peut dire, d'une pierre trois coups : les objectifs sont français, américains, et koweïtiens, et les attentats ont été commis au Koweït, dans l'un de ces États pétroliers du Golfe qui financent l'Irak. A part Ryad, on n'aurait pu trouver meilleur lieu pour ces attentats, si l'on se place du point de vue iranien.

En fait, tout indique que les terroristes iraniens ont tenté de s'en prendre aux six chefs d'État du Conseil de coopération du Golfe deux mois plus tôt, lors du sommet de Doha en novembre 1983. En septembre, la police de Qatar a en effet découvert des missiles sol-air à proximité de l'hôtel Sheraton où doit se tenir le sommet. L'enquête révèle que

ces missiles ont été introduits à Qatar dissimulés dans des tubes importés par une compagnie dont le *sponsor* est une grande famille chiite de Qatar d'origine perse. Une trentaine de personnes auraient été arrêtées, parmi lesquelles certains officiers de l'armée qatarie, ainsi qu'un officier de police. Quel est le commanditaire de ce complot ? La fin de non-recevoir opposée à un émissaire libyen par les dirigeants du Golfe (on est alors en plein massacre des Palestiniens retranchés dans la ville de Tripoli au Liban-Nord et d'intenses tractations diplomatiques se déroulent dans les coulisses de la conférence) paraît indiquer que la Libye est jugée pour le moins suspecte dans l'affaire. Une alerte de plus. Qatar fait appel aux gendarmes français du GIGN qui ont montré leur compétence lors du siège de La Mecque. Les hommes du capitaine Barril prennent position autour du Sheraton pendant tout le déroulement du sommet. La « mise au point » du ministre qatari de l'Information, Isa Al Qawari, attribuant le complot à « une initiative de quelques individus », est interprétée pour ce qu'elle est : une volonté de ne pas aggraver les rapports du CCG avec Téhéran, déjà passablement tendus.

Il est 9 h 30 à Koweït, ce lundi 12 décembre 1983, lorsqu'un camion-suicide force la porte de l'ambassade des États-Unis et explose entre l'ambassade et le consulat. Quelques minutes plus tard, une voiture piégée vole en éclats devant l'ambassade de France. Le spectre de Beyrouth ! Presque au même moment, des explosions se produisent en quatre autres endroits : au pied de la tour de contrôle de l'aéroport, devant une résidence américaine dans un quartier périphérique de Koweït, dans une installation pétrolière de la zone de Choueiba, et dans un bâtiment appartenant à la Compagnie de l'eau et de l'électricité. La série d'attentats fait six morts et quatre-vingt-six blessés. Aucun diplomate français ou américain ne figure parmi les victimes. Aussitôt, les autorités imposent une stricte limitation à la délivrance des visas. Dans le même temps, elles interdisent aux Arabes non koweïtiens de quitter le territoire le temps de l'enquête.

Celle-ci va bon train. L'arrestation de suspects, parmi lesquels de nombreux ressortissants chiites irakiens, est suivie d'une vague d'expulsions. Le 11 février s'ouvre le procès à huis clos de 25 inculpés, dont 4 sont en fuite. Des 21 jeunes gens présents dans le box, 13 sont Irakiens, 3 sont Libanais, 3 Koweïtiens et 2 apatrides. Mardi 27 mars, la Cour rend son verdict : 6 condamnations à mort (dont 3 par contumace), 7 réclusions à perpétuité, des peines de prison variables et 5 acquittements. Cinq des condamnés promis à la potence sont des chiites irakiens. Le sixième est un maronite libanais.

Pactes de sécurité

Arabie Saoudite 1979, Bahrein 1981, Qatar et Koweït 1983. Devant la similitude des menaces, les monarchies du Golfe intensifient la coopération policière, et renforcent le dispositif de sécurité. Dès novembre 1980, alors qu'il se trouve à Koweït, le ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef bin Abdelaziz, suggère la signature d'accords bilatéraux de sécurité entre l'Arabie Saoudite d'une part et chacun des États qui devaient quelque mois plus tard former le CCG. A cette date, la proposition ne paraît guère rencontrer l'enthousiasme des partenaires du royaume wahhabite. De ce point de vue, l'annonce de la découverte d'un complot fomenté par l'Iran à Bahrein en décembre 1981 est une aubaine pour Nayef qui ressort de ses tiroirs le projet qui lui est cher. Le temps de le ranger dans son attaché-case, et Nayef saute dans l'avion pour Bahrein : le 19 décembre, moins d'une semaine après la révélation faite par le gouvernement bahreini, le prince Nayef signe un accord de sécurité avec son collègue bahreini, Cheikh Mohammed bin Khalifa. L'accord, selon ce qu'en dit la presse, prévoit l'extradition des criminels entre les deux pays et, plus généralement, institue une coordination dans la lutte contre le crime. Aussitôt après, Nayef s'envole pour Bagdad où il est longuement

reçu le 26 décembre par le président irakien Saddam Hussein. Avec fracas, les deux hommes annoncent le règlement d'un vieux litige frontalier qui remonte au traité de Mohammara signé en... mai 1922. Les discussions duraient depuis six ans ! On mesure mal l'urgence qu'il y avait à réparer cette anomalie. On ne voit pas très bien non plus pourquoi c'est au ministre de l'Intérieur, et non à celui des Affaires étrangères, qu'il revient de modifier un traité international. On comprend mieux cette entorse au protocole quand, accessoirement, on apprend que l'Irak et l'Arabie Saoudite en ont profité pour réaffirmer leur condamnation de l'Iran et quand Nayef déclare que l'Irak ne défend pas seulement son territoire et sa souveraineté, mais assure la défense de la nation arabe tout entière. Bagdad et Ryad sont déjà liés par un accord de sécurité depuis le 9 février 1979, manifestement dirigé contre l'Iran de Khomeiny, lequel vient de retourner dans son pays quelques jours plus tôt. Un traité de sécurité existe donc déjà en décembre 1981, ce qui dispense Nayef de sortir à nouveau son contrat type.

Dans la foulée, Qatar et les Émirats arabes unis signent à leur tour un pacte avec l'Arabie Saoudite le 21 février 1982, et Oman fait de même deux jours plus tard. Reste le Koweït qui, une fois de plus, se singularise. Certes, le 21 décembre 1981, le ministre koweïtien de l'Intérieur, Cheikh Nawaf Al Ahmed Al Sabah, a fait l'éloge du traité saoudo-bahreini et a invité les autres États de la région à suivre l'exemple donné par Bahrein. Mais cet appel du ministre koweïtien reste sans écho dans la politique de l'émirat. Bientôt, les intérêts d'État de Koweït l'emportent sur la bien naturelle solidarité policière dont Nawaf a fait preuve, et il est sans doute prié par les membres de la famille royale de mettre une sourdine à ses ardeurs. Au fil des mois, il est de plus en plus évident que Koweït fait preuve de mauvaise volonté alors que les Saoudiens, eux, se font de plus en plus insistants. Le 12 avril 1982, Nayef lui-même met les pieds dans le plat, faisant état publiquement de divergences avec le Koweït en matière de sécurité.

Lorsque, le 12 décembre 1983, six bombes explosent à Koweït, manifestement à l'instigation de Téhéran, les dirigeants saoudiens croient le fruit mûr et relancent l'offensive de charme sur le mode : « Maintenant, vous voyez bien que vous n'êtes pas à l'abri et qu'il faut cesser de faire bande à part. Nous allons garantir la sécurité de votre pays. » Mais le Koweït reste insensible aux sirènes saoudiennes. Afin de ne pas rebuter Ryad, l'émir, Cheikh Jaber, se lance dans une grande explication axée autour de l'idée qu'il voudrait bien pouvoir signer un tel accord mais que, malheureusement, la constitution de Koweït n'autoriserait pas le droit de suite en territoire koweïtien que suppose, pour l'armée saoudienne, ce genre de pacte. Lors du sommet du CCG réuni à Koweït en novembre 1984, les six chefs d'État se séparent sans avoir signé le traité sur la sécurité. Les Koweïtiens se refusent toujours à accorder le droit d'extradition d'un Koweïtien ou d'un opposant saoudien à Ryad.

La méfiance du Koweït

Mais le juridisme pointilleux de l'émir dissimule mal des causes beaucoup plus profondes à la grande méfiance du Koweït devant la perspective de devoir s'en remettre à Ryad. Avant tout, la famille des Al Sabah est la seule dans le Golfe à avoir un réel sentiment de supériorité sur les Saoudiens. Ce n'est pas parce que la fortune a par la suite favorisé la maison des Saoud que les gouvernants de Ryad doivent oublier que, s'ils dirigent aujourd'hui leur royaume, ils le doivent à la munificence dont fit preuve à la fin du siècle dernier l'émir du Koweït, Cheikh Moubarak, qui offrit l'asile à Ibn Saoud. C'est de Koweït que ce dernier se lança en 1902 à la reconquête du Nejd, qui devait lui servir de point d'appui pour sa lutte contre la dynastie hachémite qu'il finit par expulser du Hedjaz et de sa capitale, La Mecque. Cela n'empêcha pas l'ingrat de laisser ses bédouins fous, les *Ikhwan,* partir deux fois à l'assaut des paisibles

commerçants de Koweït en 1920 et 1927. Seule l'intervention de la puissance tutélaire britannique put stopper à temps l'invasion. Aujourd'hui encore, quelques ruines de la muraille que le Koweït fit ériger autour de la cité en 1920-1921 attestent de ces tentatives. C'est aussi la Grande-Bretagne qui imposa à Ibn Saoud la signature, en décembre 1922, du traité d'Ouqayr par lequel le chef wahhabite reconnut, contre son gré, la délimitation actuelle des frontières de l'émirat. Il est vrai qu'en 1961 la mobilisation de l'armée saoudienne contribua à arrêter l'agression irakienne contre le Koweït, mais il s'agissait tout autant de protéger toutes les monarchies du Golfe contre l'influence malfaisante et déstabilisatrice des baassistes irakiens que de protéger le trône des Al Sabah.

Enfin, la dernière raison n'est pas la moindre : la présence d'une forte colonie palestinienne au Koweït a toujours pesé dans les choix de politique étrangère de l'État, et la signature d'un acte livrant en fait ce pays pieds et poings liés au grand parrain régional provoquerait sans doute des remous internes que l'émir ne se soucie guère de devoir affronter.

Entre-temps, un accord régional a été signé par les pays du Conseil de coopération du Golfe le 7 mars 1982. D'autant que, s'ils divergent sur la forme, tous les États du CCG sont d'accord pour renforcer la coordination de leurs services de sécurité. Ils disposent pour cela du système de surveillance mis en place par les services de renseignements saoudiens en 1981. Ce système, entièrement informatisé, a été commandé au Royaume-Uni en 1975[1]. Vingt-sept bureaux régionaux sont reliés à deux centres situés respectivement à Ryad et Djeddah par des liaisons radio brouillées. Ces bureaux sont situés dans les aéroports, aux postes frontières et dans les villes principales ainsi que dans les centres industriels et pétroliers. Bien que l'on dispose de peu d'indications à ce sujet, il est plus que probable que les chefs

1. *The Middle East,* avril 1981.

d'état-major et les ministres de l'Intérieur du Golfe, au cours de leurs multiples rencontres, ont pris la décision d'interconnecter ce dispositif à des terminaux se trouvant dans chacun des pays membres.

En fait, la coordination des polices du Golfe a commencé à se mettre en place bien avant la formation du CCG. L'initiative en revient à Nayef qui effectue en octobre 1976 une tournée qui le mène à Bahrein, Qatar, Oman et aux Émirats arabes unis. Six mois plus tard, le Koweït se joint au mouvement et, à la fin 1979, l'Arabie Saoudite s'était imposée comme pivot des échanges de renseignements policiers entre les États du Golfe, aidée en cela par le fantastique dispositif informatique dont on vient de parler.

« *Guérilla urbaine* »

Les données à enfourner dans l'ordinateur ne manquent pas : les services de sécurité locaux sont très bien informés. La scène suivante se passe en avril 1980 dans le souk de Manama, la capitale de Bahrein, en plein quartier chiite. Quelques jours plus tôt, l'ayatollah Mohammed Baqr Sadr, fondateur d'un mouvement irakien chiite d'opposition clandestine, *Al Daawa Al Islamiya* (l'Appel islamique) a été pendu à Bagdad par le régime de Saddam Hussein. Le quartier chiite de la capitale bahreinie est complètement bouclé par des policiers casqués, armés de boucliers en plastique et de fusils lance-grenades. A leur côté pendent de longues matraques de bois blanc avec une garde, comme une épée. Brusquement, ils s'excitent. En s'enfonçant un peu dans les rues, on comprend pourquoi : de très jeunes enfants courent dans tous les sens, colportant les nouvelles transmises par leurs mères et sœurs qui pointent le nez à la fenêtre pour guider les hommes qui manifestent par petits groupes. Le téléphone arabe est à l'œuvre, au service d'une mini-guérilla urbaine. Mais face à ce système artisanal, les forces de l'ordre ne sont pas démunies. Dans une rue du souk, une

voiture d'aspect ordinaire passe avec à son bord une famille au grand complet. Un détail retient l'attention, toutefois : l'homme tient un micro à la main. C'est un agent du CID, le redouté *Criminal Investigation Directorate,* la police politique de Bahrein. Peu après, du bout d'une rue, débouchent des policiers casqués. Les voyant, un groupe de jeunes manifestants se cache. L'alerte est passée, les flics n'ont rien vu. C'est alors que l'un des manifestants croit habile de faire mine de jeter une pierre sur les policiers qui lui tournent le dos. L'inconscient ! Du groupe même des manifestants surgit alors un jeune homme qui ceinture son camarade et alerte les forces de sécurité. Le CID est partout. Petits groupes par petits groupes, les prisonniers sont embarqués dans les jeeps de la police. Mais auparavant, ils sont sélectionnés par un homme dont la tête est entièrement dissimulée par sa *ghetra,* ne laissant apparaître que ses yeux. Un indicateur du CID. Il connaît personnellement tous les manifestants. A ses heures, il est peut-être l'un d'eux.

Ainsi fonctionne le CID, bien au point, sous la supervision d'experts anglais. A Bahrein, c'est le général Bell, un Britannique filiforme, raide comme un piquet dans son uniforme bahreini, stick sous le bras, qui a la haute main sur les services secrets. Il est secondé par le colonel Henderson, le colonel Alan Shore, le major Dave Darby, et d'autres mercenaires britanniques. Ce ne sont pas des amateurs. Certains d'entre eux se sont illustrés dans la répression contre les Mau-Mau au Kenya, d'autres ont connu la Rhodésie et le Mozambique de l'âge d'or — l'époque coloniale. Un autre, le capitaine Murphy, avait vingt-trois ans de lutte antiterroriste en Irlande du Nord, avant de se faire expulser de Bahrein parce qu'il ne savait pas tenir sa langue. Bien entendu, ces cadres sont efficacement secondés par des Bahreinis. Le CID est une hydre tentaculaire à laquelle rien n'échappe. Toutes les familles cherchent à faire entrer un de leurs membres dans la police. Cela peut servir. Mais c'est donnant, donnant, et chacun surveille son collègue, son voisin.

Outre l'assistance de mercenaires britanniques, le CID bénéficie de l'expérience de cadres jordaniens dont la réputation en la matière, depuis 1970 et Septembre Noir, n'est plus à faire. Les basses œuvres, comme les « interrogatoires intensifs », sont généralement confiées à des policiers baloutches ou yéménites qui montrent fort peu de sensiblerie devant la tâche à accomplir. Au chapitre des innovations, la palme doit être décernée à Omar Chams, chef de la direction générale du renseignement saoudien[1]. En 1962, Bahrein avait demandé son assistance pour procéder à l'interrogatoire de détenus soupçonnés de sympathies pour le Baas. Il parvint à ses fins en les enfermant dans d'immenses réfrigérateurs jusqu'à ce que leur résistance soit brisée et qu'ils demandent grâce. Comme le soulignent David Holden et Richard Johns, cette méthode ingénieuse permettait de transgresser l'interdit coranique sur les souffrances infligées à autrui, si l'on excepte les punitions explicitement autorisées par la *chari'a.* Nulle part, en effet, le Coran n'interdit d'enfermer son prochain dans un frigo. Voilà la casuistique qui vient au secours du maintien de l'ordre...

Encadré lui aussi par des experts britanniques, l'*Oman Research Department,* l'ORD, fonctionne à peu près sur le même modèle que le CID bahreini. Tout fonctionnaire nommé à un poste relativement important — du niveau d'un sous-directeur, par exemple — est systématiquement interrogé par l'ORD qui est un peu une super DST à l'omanaise. Ce qui intéresse le plus l'ORD, c'est l'activité des sujets de Qabous lorsqu'ils étaient étudiants à l'étranger. La fréquentation régulière d'étrangers sans motif explicite est aussi de nature à éveiller l'intérêt de l'ORD. Des agents de l'ORD ont pour mission de sympathiser avec les diplomates étrangers en poste à Mascate. Contrairement au CID bahreini qui s'occupe aussi des opérations de police courante, l'ORD n'a que des fonctions politiques et de contre-espionnage. Son

1. Holden David et Johns Richard, *La Maison des Saoud,* Ramsay, Paris, 1982.

quartier général se trouve à une vingtaine de kilomètres de la capitale, en bordure de la mer, près de la route qui mène à l'aéroport de Sib. Dans ce centre d'entraînement, les barbouzes omanaises et leurs cadres britanniques ont tout ce qu'il faut pour se distraire et sont donc moins susceptibles de succomber à une tentation toujours possible : tout est disponible à portée de main, alcool, cassettes vidéo introuvables en ville, etc.

Les forces de sécurité d'Arabie Saoudite, près de 6 500 hommes, sont placées sous l'autorité du prince Nayef depuis octobre 1975. Les Forces spéciales constituent un corps d'élite ; les garde-frontières et les garde-côtes accusent cependant un certain retard. Tous ces hommes dépendent donc du ministère de l'Intérieur. Mais en Arabie Saoudite, la sécurité est aussi l'affaire de l'armée et de la Garde nationale. Celle-ci, forte de près de 30 000 bédouins en 1982 (ce chiffre devait passer à 75 000 d'ici 1985), fait la fierté du prince Abdallah qui la commande depuis 1963. Ses hommes sont loyaux entre tous à la famille royale. Certes, quelques-uns de ses membres ont été compromis dans l'occupation de la Grande Mosquée en novembre 1979. Mais il s'agit là de l'exception qui confirme la règle. Vêtus du *thobe* blanc et de la *ghetra* des bédouins, ce qui leur a valu le surnom d'« armée blanche », les hommes de la Garde nationale, recrutés sur des bases tribales, sont équipés d'armes légères. Mais lorsque l'on se penche de plus près sur leur armement, il devient évident que les unités d'Abdallah n'ont pas pour seule mission de faire respecter l'ordre dans le royaume. Holden et Johns rapportent un épisode significatif : en recevant une mission militaire britannique, « Abdallah, commandant de la Garde nationale, s'enquit d'une arme capable de détruire les véhicules blindés, impliquant par là que sa préoccupation essentielle était de protéger le régime saoudien contre l'armée régulière. Une équipe de la British Aircraft Corporation organisa une présentation filmée du missile antichar *Vigilant*. Selon un témoin, les réactions révélèrent une certaine naïveté. Abdallah demanda si les missiles pou-

vaient être lancés à partir de chameaux. "Uniquement si la Garde nationale est prête à sacrifier une bête par missile lancé", lui répondit un homme de la BAC d'un air pincé. "Des chameaux, on en a plein", répliqua Abdallah[1] »

C'est que la famille royale a de bonnes raisons de se méfier de l'armée. L'histoire du Moyen-Orient contemporain est assez riche en coups d'État militaires, et l'Arabie Saoudite elle-même n'a pas été épargnée par les tentatives. En juin 1969, un complot d'envergure est découvert au sein de l'armée saoudienne. D'autre part, les dirigeants de Ryad n'ont pas oublié l'époque de la guerre du Yémen où certains de leurs avions de combat prenaient la mauvaise habitude d'aller se poser au Caire, le pilote ayant choisi de rallier la cause nassérienne. Par mesure de sécurité, des membres de la famille royale sont disséminés parmi les différentes unités de l'armée et y occupent des postes clés.

La sécurité de la famille royale est, quant à elle, l'affaire de la Garde spéciale, composée de 1 200 bédouins triés sur le volet, dont la plupart sont originaires du Nejd, berceau de la maison des Saoud.

---

1. *Ibid.*

CHAPITRE IX

Une poudrière

« Lorsque Dieu te faisait voir en songe
Tes ennemis peu nombreux :
S'il te les avait fait voir en grand nombre,
Vous auriez été découragés ;
Vous auriez discuté de l'affaire.
Mais Dieu vous a préservés.
Il connaît le contenu des cœurs. »

Coran, VIII, 43

Une force d'intervention rapide du Golfe ! L'idée avait d'abord fait sourire lorsque les responsables des États pétroliers de la Péninsule avaient clamé, au moment du sommet de Bahrein en novembre 1982, leur intention de coordonner leur défense sous la direction d'un commandement conjoint. Certes, la Péninsule abrite le plus fantastique arsenal du monde par tête d'habitant, une véritable poudrière, comprenant des armements parfois très sophistiqués, et toujours très coûteux, pour le plus grand bénéfice des marchands de canons américains, français et britanniques. C'est ainsi qu'au début de la décennie 80, selon l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm, l'Arabie Saoudite consacrait annuellement 2 700 dollars par habitant à ses

dépenses militaires, les Émirats arabes unis 1 700, Oman 1 200 et le Koweït 950. Le budget de la défense de ces États, pour l'exercice 1984-1985, représente environ le tiers du budget total. Mais posséder un fusil à lunette de compétition n'entraîne pas *ipso facto* que l'on soit en mesure de décrocher une médaille de tir. De même, la valeur militaire des armées de la région est souvent mise en doute par les experts.

Et voilà pourtant les forces armées d'Arabie Saoudite, de Bahrein, du Koweït, de Qatar, des Émirats arabes unis et du sultanat d'Oman en manœuvre, une semaine durant, au mois d'octobre 1983, sous le commandement du lieutenant-général Khalifa bin Zayed Al Nahyan, vice-commandant en chef de l'armée des Émirats et prince héritier d'Abou Dhabi. Les manœuvres, baptisées du nom de code « Bouclier de la Péninsule », se déroulent dans le désert de Hamra, à près de 300 kilomètres d'Abou Dhabi[1]. Ces manœuvres, que les responsables du Golfe prennent soin de présenter comme une première étape vers l'intégration, font intervenir des unités d'infanterie et l'aviation. Des chars, soutenus par des hélicoptères et des *Mirage*, tentent de reprendre une dune tenue par des « ennemis ». L'année suivante, les manœuvres ont pour terrain d'action la région de Hafr al Batin, dans le nord-est de l'Arabie Saoudite, et rassemblent 10 000 hommes environ. Le sommet de Koweït, en novembre 1984, entérine la création de cette force. Celle-ci, dotée d'un « mandat à durée déterminée », est placée sous commandement unifié, très probablement saoudien, basé à Hafr al Batin. Sa structure est copiée sur celle de la Force de déploiement rapide américaine (FDR) : seul, le commandement est permanent. Pour le reste, certaines unités des armées du Golfe sont affectées à cette force, lorsque la nécessité se présente.

Par leur Force de déploiement rapide autonome, les princes du Golfe entendent évidemment prouver qu'en cas

1. *The Middle East*, novembre 1983.

de danger ils ne feraient pas nécessairement appel aux Américains, dans la mesure où ils seraient eux-mêmes capables de se protéger par un bouclier autonome. A cela, les sceptiques ne manquent pas de répondre que cette force conjointe constituerait une force d'appoint de la Force de déploiement rapide américaine. Outre le manque d'entraînement des soldats de ces États, il existe une bonne raison pour douter de la capacité des six pays du CCG à se défendre seuls, dans l'éventualité où leurs ressources pétrolières seraient menacées : la faiblesse numérique des contingents. En matière stratégique, on ne peut raisonner dans l'abstrait, il faut donc définir un ennemi potentiel. Israël ? Pas un instant les rois et émirs ne croient sérieusement pouvoir triompher militairement de *Tsahal*, l'armée d'Israël. Restent l'Irak et l'Iran qui sont en mesure d'aligner respectivement un et deux millions de combattants aguerris. En face, les monarchies pétrolières ne peuvent présenter que 100 000 à 150 000 hommes de troupe, souvent étrangers (cas des EAU) et mal entraînés. A ces manœuvres d'Hamra, l'Arabie Saoudite, Oman, les Émirats arabes unis et Koweït ont fourni des unités de la taille du bataillon tandis que le Qatar et Bahrein affectaient des contingents plus symboliques, de la taille d'une compagnie.

Une fois n'est pas coutume, la constitution de cette Force conjointe du Golfe a mis d'accord Oman et le Koweït. Pas pour les mêmes raisons, on s'en doute. Oman est satisfait de voir enfin ses partenaires se préoccuper ouvertement des problèmes de défense qu'il avait en vain tenté de faire reconnaître comme une priorité lors du sommet inaugural d'Abou Dhabi, en mai 1981. Le sultan Qabous et son entourage sont bien conscients que cette Force du Golfe, à elle seule, ne peut véritablement protéger les États membres, en cas d'urgence. Mais aux yeux des Omanais, son existence même devrait progressivement faire prendre conscience à leurs collègues de la nécessité absolue d'une alliance militaire avec l'Occident en général, et les États-Unis en particulier. Comme il se doit, la démarche du Koweït est exactement

opposée. Depuis l'origine du CCG, l'émirat s'est battu pour faire admettre que la sécurité du Golfe était l'affaire des États riverains et d'eux seuls ; que tout recours à une puissance étrangère ne pouvait que créer un appel d'air incitant la puissance rivale à se faire à son tour une place au soleil. Pour les Koweïtiens, la création d'une Force conjointe présente le double avantage d'être cohérente avec les principes, maintes fois défendus, du non-alignement et de l'autosuffisance, et de satisfaire le tempérament militariste du sultan Qabous. Aucun doute n'est permis : ce sont les Omanais qui vont constituer le fer de lance de cette Force en voie de constitution, mais le commandement, pour sa part, a toute chance d'être saoudien.

Oman, cogardien du détroit

Des six pays du CCG, seule l'armée omanaise peut en effet valablement prétendre à ce nom. Bahrein, plus modeste avec ses 2 700 hommes, se contente d'ailleurs d'une « Force de défense de Bahrein » qui lui tient lieu d'armée. L'armée qatarie et ses 6 000 hommes n'ont jamais eu l'occasion de faire la preuve de leur valeur militaire. Mais Oman dispose de soldats aguerris qui se sont trempés dans la lutte contre les maquisards dhofaris jusqu'en 1975. Cette armée de terre, qui comprend huit bataillons d'infanterie et deux escadrons blindés de chars britanniques *Chieftain*, se compose de 16 000 hommes ; la marine, de près de 2 300, et l'aviation, de 2 000. Au total, les forces armées comprennent 20 000 hommes environ. Près de 500 officiers britanniques encadrent ces soldats ; certains sont détachés par Londres, d'autres sont des mercenaires sous contrat. Mais surtout, le chef d'état-major général de l'armée omanaise est un Britannique, un homme de terrain, le général Timothy Creasy. Ce poste, Tim Creasy l'a déjà occupé dans le passé de 1972 à 1975, alors que Qabous écrasait la rébellion du Dhofar. Sa fonction a par la suite été « omanisée ». Mais le besoin d'un chef expérimenté se faisant sentir, Qabous le rappelle en

août 1981. Ce n'est pas à un militaire à la retraite en mal d'activité que le sultan fait appel : entre-temps, Sir Timothy a été commandant en chef des opérations en Irlande du Nord, puis chef d'état-major de l'armée de terre britannique. Le général Creasy est remplacé, fin 1984, par un Omanais, le major-général Nassib Ramad Al Hadar. Le corps d'élite de l'armée omanaise, la Force spéciale, qui comprend 2 600 hommes, est quant à elle entraînée par le SAS britannique, qui dans le passé a déjà aidé Qabous, entre autres, à déposer son père et à écraser la guérilla du Dhofar. Chaque année, une compétition amicale oppose parachutistes britanniques et omanais. En août 1981, lors du championnat de Chypre, c'est l'équipe omanaise qui a remporté la plupart des épreuves. C'est dire la qualité de l'entraînement qui est le leur. D'anciens rebelles dhofaris ralliés forment par ailleurs une unité de 3 500 hommes chargée de protéger la région de Salalah.

Cogardien du détroit d'Ormuz, le sultanat est à ce titre une pièce maîtresse sur l'échiquier géopolitique du Golfe et consent des efforts financiers importants pour sa défense, tout en cherchant à y faire participer ses partenaires du CCG. Depuis 1983, face à la péninsule de Ras Mousandam, sur l'île aux Chèvres, un petit détachement de la marine omanaise, de 100 à 200 hommes conduits par un officier britannique, ouvre l'œil vingt-quatre heures sur vingt-quatre[1]. Ras Mousandam est une enclave omanaise en territoire des Émirats arabes unis. Cette enclave, qui commande le détroit d'Ormuz, est séparée du reste du sultanat par une bande de 80 kilomètres de large. Mais le détroit d'Ormuz n'est pas le désert des Tartares, et il ne s'agit pas pour ces factionnaires de surveiller à la longue-vue si un hypothétique ennemi finit par surgir de l'horizon. Leur tâche est beaucoup plus précise et astreignante.

Aidés par un ordinateur Sperry relié à un radar situé sur une petite île déserte, Qoin, plus proche du centre du

1. *Financial Times,* 15 février 1984.

goulet, ces hommes ont pour mission d'identifier tous les navires qui empruntent le chenal, ceux qui entrent dans le Golfe comme ceux qui en sortent. Le radar peut indiquer vitesse et direction du vaisseau, mais non sa nature. C'est à ce stade qu'intervient la marine du sultanat. Quelques vaisseaux de guerre de classe Province et de classe Bravo équipés de canons antiaériens et de missiles *Exocet* sont chargés de demander aux navires passant par le détroit de s'identifier par radio. A tout instant, au moins trois de ces vaisseaux de classe Bravo se trouvent en patrouille dans le détroit. De l'île aux Chèvres, les Omanais et leurs mentors britanniques peuvent surveiller efficacement tous les mouvements de navires dans le port iranien de Bandar Abbas, le port le plus actif de l'Iran depuis le déclenchement du conflit irako-iranien. Le survol régulier d'appareils de reconnaissance iraniens vient à l'occasion rappeler le caractère stratégique qu'a pris ce poste d'observation omanais.

Manœuvres omano-américaines

Les dépenses militaires représentaient, en 1984, 44 % du budget omanais. Le sultan Qabous a réussi l'année précédente à obtenir de ses pairs du CCG une aide financière de 1,8 milliard de dollars pour la modernisation de son armée et de ses installations de défense sur une période de douze ans. Commentaire de Qabous : « Nous sommes toujours heureux quand nos frères consacrent des fonds pour nous aider à moderniser et construire notre défense. Mais après tout, c'est aussi leur défense... » Pareillement, les Américains, à la recherche de points d'appui pour leur Force de déploiement rapide, sont prêts à en payer le prix. Installations aéronavales sur l'île de Massirah, modernisation, extension, et création d'infrastructures militaires à l'aéroport de Sib, près de la capitale Mascate, de Salalah et Thamarit dans le Dhofar, ainsi que dans l'enclave de Ras Mousandam, sur le détroit d'Ormuz, où une piste goudronnée de

2 000 mètres propre à accueillir les *Hercules C-130* de l'aviation omanaise (et accessoirement, de l'*US Air Force*) a été achevée en octobre 1982 à Khasab.

Juin 1980 marque un tournant dans la politique omanaise : le sultanat et les États-Unis se mettent alors d'accord sur un plan d'ensemble faisant d'Oman l'un des relais clés pour les troupes américaines dans la région. En novembre 1981, Oman prend part aux manœuvres *Bright Star II* et, à la fin de 1981, Qais Abdel Monem Zawawi, le ministre des Affaires étrangères (promu depuis vice-Premier ministre) annonce que Washington pourrait bien dépenser jusqu'à 1,5 milliard de dollars pour l'amélioration des infrastructures militaires omanaises au cours des dix années à venir. Ce qui est sûr alors, c'est que les États-Unis se sont engagés à verser 200 millions de dollars de 1981 à 1983.

EAU : une armée d'immigrés

Que les Omanais fassent d'excellents soldats, les Émirats arabes unis sont bien placés pour le savoir : sur les 25 000 hommes de troupe que compte la Fédération, 85 % sont citoyens omanais, et de nombreux autres sont des Baloutches (de nationalité pakistanaise). Certains des meilleurs pilotes de *Mirage* de l'armée des Émirats sont pakistanais. L'encadrement, pour sa part, est largement composé d'expatriés jordaniens. Nombre d'entre eux ont été par la suite naturalisés, y compris le premier chef d'état-major, Awwad Al Khalidi. On trouve de même des officiers pakistanais sous contrat. Des Britanniques aussi, bien entendu... En fait, la plupart des postes « techniques » sont occupés par des étrangers. Pour diversifier ses armements et « récompenser » la France de son soutien à l'Irak dans le conflit irako-iranien, les Émirats arabes unis ont commandé en mai 1983 36 *Mirage 2000*. A l'indépendance, en décembre 1971, une armée fédérale est constituée, mais dans le même temps, Abou Dhabi et Dubaï conservent chacun

leur propre armée. On se retrouve rapidement dans une situation impossible : l'armée d'Abou Dhabi, le plus riche des sept émirats, est six fois plus importante que celle de la Fédération. Ce n'est que cinq années plus tard, en mai 1976, que ces armées parallèles et rivales fusionnent au sein de l'armée fédérale, mettant fin à cette anomalie qui ne facilitait pas la définition d'une politique nationale de défense. En fait cette unification reste assez théorique, Dubaï s'étant offert depuis des avions *Alpha-Jet*.

Service militaire au Koweït

Jamais en retard d'une idée, le Koweït est le premier des États du Golfe à avoir introduit la conscription, « officiellement » entrée en vigueur en 1980. En fait, cela ne signifie pas pour autant que le jeune citoyen soit réellement contraint d'accomplir le parcours du combattant, en donnant dix-huit mois de sa vie à l'État. Le service militaire, à la sauce koweïtienne, consiste pour les étudiants à pratiquer dans le cadre normal de leur scolarité un entraînement plus ou moins intensif sur le campus de l'université de Koweït. Ce qui, la plupart du temps, revient pour eux à parader sous les yeux admiratifs des étudiantes. Ces dernières ont d'ailleurs la faculté, si elles le désirent, de suivre, elles aussi, une formation militaire au cours de leurs études. Quoi qu'il en soit, la véritable raison de l'introduction de la conscription est la volonté du gouvernement d'atténuer le poids relatif, dans ses forces armées, des bédouins chiites d'origine irakienne dont la loyauté, par les temps qui courent, est passablement dévaluée.

Le Koweït, ce petit pays qui voudrait bien pouvoir tout résoudre par la diplomatie originale dont il est très fier, est bien obligé de s'intéresser aux problèmes de défense. Depuis le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran en septembre 1980, ces questions ont en effet pris une acuité toute particulière. A plusieurs reprises, dès les premiers mois de ce

conflit, le territoire de l'émirat a été la cible des bombardiers iraniens, Téhéran cherchant ainsi à dissuader Koweït de poursuivre son assistance à Bagdad. L'aviation iranienne est allée jusqu'à bombarder les installations pétrolières d'Oumm al Aich. Dans le passé, sans le bouclier anglo-saoudien, l'Irak n'aurait fait qu'une bouchée de son petit voisin dont il n'a accepté l'indépendance que du bout des lèvres. Du moins, les Irakiens n'ont-ils jamais formellement renoncé à leurs revendications sur les îles de Warba et de Boubiyan, à l'ouest du Chatt el Arab. La possession de ces deux îles élargirait sensiblement la façade irakienne donnant sur le Golfe. Le président Saddam Hussein, depuis 1980, est allé jusqu'à offrir de louer au Koweït l'île de Boubiyan, pour l'utiliser comme avant-poste dans sa guerre avec l'Iran. Lue avec des yeux koweïtiens, cette offre présente le double inconvénient de désigner l'émirat aux représailles iraniennes et, d'autre part, d'hypothéquer un territoire koweïtien, car une fois la guerre terminée, qui peut dire si l'Irak restituerait l'île ? Non seulement l'émirat décline la proposition, mais, au grand dam de Saddam Hussein qui doit ravaler son humiliation, il montre son désir d'affirmer la souveraineté koweïtienne sur Boubiyan en y installant sans tarder des postes militaires.

Depuis septembre 1980, la menace vient du ciel où se déroulent, dans le voisinage immédiat du Koweït, des duels aériens entre appareils aux couleurs de l'Irak et avions iraniens. La mise au point d'un système de couverture aérienne est donc une priorité pour le ministre de la Défense du Koweït, Cheikh Salem Sabah Al Sabah. Son absence s'est fait cruellement sentir lors du bombardement du complexe pétrolier d'Oumm al Aich. Une question est sur toutes les lèvres : pourquoi le système d'alerte avancé dépêché par les Américains en Arabie Saoudite dès les premières semaines de la guerre Irak-Iran, c'est-à-dire les *AWACS*, n'ont-ils rien détecté ? L'honneur de l'armée américaine et la fiabilité de son matériel sont en jeu. Sans perdre de temps, le secrétaire d'État américain Alexander Haig explique, avec un tact

discutable, que les avions-radars *AWACS* stationnés en Arabie Saoudite ont bien suivi le trajet des bombardiers depuis leur décollage jusqu'au lieu du bombardement. Mais le chef de la diplomatie américaine laisse entendre que, faute d'avoir passé des accords de défense avec les États-Unis, le Koweït n'en a pas été averti. Cette franchise — ou ce cynisme, comme on voudra — n'est que très modérément appréciée par les responsables koweïtiens.

L'armée de l'air koweïtienne, forte de 1 900 hommes, comporte deux escadrons de bombardiers légers *Skyhawk* et 18 *Mirage F-1 C*. Les 10 000 soldats de l'armée de terre disposent de 160 chars britanniques *Chieftain*, fort populaires dans toute la Péninsule. Ils sont organisés en deux brigades blindées et trois bataillons d'infanterie mécanisés. La marine joue avant tout un rôle de garde-côtes. Elle est de dimensions réduites — 500 hommes — mais très bien équipée.

Le Koweït a fait sensation lorsqu'en mars 1977 il est devenu le second pays arabe du Golfe, après l'Irak, à faire l'acquisition d'armements soviétiques. Il s'agit de missiles sol-air *SAM-7*, mais ce sont des instructeurs égyptiens et syriens, et non des Soviétiques, qui ont été chargés par le gouvernement koweïtien de former ses soldats à leur maniement. Koweït avait tiré les enseignements du comportement des conseillers russes en Égypte et gardait sagement ses distances. Depuis, à l'occasion, des officiers koweïtiens vont faire leurs emplettes sur le marché moscovite. L'armée koweïtienne est ainsi équipée de fusées sol-sol *Luna*... Lorsqu'on les interroge à ce sujet, les responsables koweïtiens, qui commencent à être habitués à la question, ont un sourire amusé et répondent invariablement : « En achetant nos armes, nous n'achetons pas l'idéologie. » La situation semble avoir quelque peu changé en juillet 1984 avec la visite à Moscou du ministre koweïtien des Affaires étrangères, Cheikh Sabah Al Ahmed Al Sabah. Lors de son séjour dans la capitale soviétique, le chef de la diplomatie koweïtienne a signé un accord d'armement. Or cet accord

prévoit la venue d'experts soviétiques chargés d'assembler les équipements militaires et d'entraîner le personnel koweïtien.

L'armée saoudienne, puissante et peu sûre

Vient enfin l'armée saoudienne, bienfaitrice des fabricants d'armement du monde entier, dont elle est l'un des plus fidèles clients. C'est pour satisfaire Sultan bin Abdelaziz, ministre de la Défense et de l'Aviation, que les Français ont mis au point une version de leur missile sol-air *Crotale* adaptée aux conditions du désert et rebaptisée pour la circonstance *Shahine* : œil de faucon. Il est vrai que la recherche concernant le *Shahine* avait été largement financée par les fonds saoudiens. Les investissements colossaux du royaume en matériel militaire hautement sophistiqué, la part du produit par habitant qui va au budget militaire ont de quoi laisser rêveur. Une armée moderne, voilà qui est bien, mais pour quoi faire ? Il n'est pas un expert militaire qui pense que, dans l'état actuel des choses, l'armée saoudienne puisse valablement s'opposer aux forces israéliennes, ni même irakiennes ou iraniennes, en dépit des dommages que ces deux dernières armées ont subis depuis septembre 1980. Mais cela ne décourage pas Sultan qui, inlassablement, assemble les pièces de son Meccano, et réussit à faire de l'armée du royaume wahhabite l'une des mieux conseillées et les mieux équipées du monde, à défaut d'être la mieux entraînée.

Cette armée est un outil précieux, mais les princes saoudiens ont soin de ne pas la livrer à elle-même. Le nombre de coups d'État militaires qui se sont produits en d'autres parties du monde arabe les rend prudents. Le passé même de l'armée du royaume ne plaide pas non plus en sa faveur. En juin 1969, les dirigeants de Ryad éventent un complot dans l'armée, qui devait faire du royaume une république, après que le roi Fayçal et le prince Sultan eussent été assassinés. L'armée de l'Air est directement impliquée. Le commandant

de la base aérienne de Dhahran, le lieutenant-colonel Daoud Romahi, est arrêté, de même que le pilote personnel du roi et les attachés militaires en poste à Karachi, Tokyo et Londres. En fait, tous ceux qui sont alors arrêtés ne sont pas nécessairement mouillés dans la conspiration. La preuve en est que, le 6 avril 1975, une partie des officiers arrêtés lors de la rafle de 1969-1971 sont relâchés. Une telle clémence vis-à-vis de coupables n'est pas vraiment dans la tradition saoudienne.

A l'automne 1977, 17 officiers et de nombreux civils sont jugés pour complot contre le régime. Trois officiers de l'aviation le sont par contumace : ils se sont enfuis en Irak avec leur avion.

Instruite par ces expériences, la famille royale fait infiltrer l'armée par les espions de Tourki Al Fayçal, responsable des services secrets. L'armée de l'air, particulièrement compromise dans les tentatives de 1969 et de 1977, compte deux escadrons affectés à des tâches contre-insurrectionnelles, tandis que l'ensemble de l'armée régulière est sous la haute surveillance de la Garde nationale du prince Abdallah, entraînée, elle aussi, à réprimer sans pitié toute rébellion, notamment militaire. Mais parallèlement, le gouvernement a pris conscience qu'il fallait traiter le malaise de l'armée à la racine. D'où les augmentations de salaires, allant de 20 à 120 %, qui ont été octroyées en mars 1977. Le simple soldat a ainsi vu sa solde doublée.

Trois cités militaires

Au cours de la dernière période, Sultan a mis en œuvre une politique de casernement visant à couvrir toutes les zones sensibles du pays. Ce sont de véritables cités militaires qui ont été mises en chantier aux quatre coins du royaume. Fidèle à une stratégie de casernement « hors les murs », le ministre de la Défense a pris soin que ces cités militaires se situent en dehors des agglomérations déjà existantes, afin de

prévenir toute contagion néfaste et de faciliter le contrôle de ses hommes. Ainsi éloignés des palais royaux et autres stations de radio, ces derniers résisteront plus aisément à la tentation que constituent ces cibles de choix pour un éventuel coup d'État militaire.

Une cité militaire pour chaque danger. Celle de Tabouk, au nord-ouest du pays, est censée garder un œil sur Israël et la Jordanie. Celle de Khamis Mouchayt, dans le sud-ouest, est chargée de surveiller les turbulents voisins yéménites, et plus particulièrement d'empêcher l'infiltration des idées subversives exportées par Aden. De 1961 à 1973, l'armée irakienne avait pris la mauvaise habitude de chercher noise au Koweït. Il était urgent de lui faire passer l'envie d'importuner son petit voisin, et de la décourager de chercher à pousser plus loin vers le sud ses incursions. C'est là que réside l'explication des travaux qui ont commencé en 1978 à Hafr al Batin, dans le nord-est, à une quarantaine de kilomètres de la frontière irakienne, pour l'édification de la cité du roi Khaled. Cette ville octogonale doit pouvoir accueillir quelque 70 000 personnes — si les États-Unis ont leur Pentagone, l'Arabie Saoudite, elle, aura son Octogone. Les trois villes garnisons, Tabouk, Khamis Mouchayt et Hafr al Batin, sont construites ou modernisées avec l'assistance technique du génie militaire américain, tout comme la base aérienne de Dhahran.

L'armée est la favorite des faiseurs de budget saoudiens. Les dépenses militaires représentent à peine moins du tiers des dépenses budgétaires totales. A l'échelle du budget saoudien, cela représente une jolie somme. Les États-Unis sont particulièrement bien lotis dans la distribution. L'édification des cités militaires « clé en main » par les Américains se chiffre à 21 milliards de dollars. Les cinq *AWACS* commandés par le royaume représentent une facture de 8,5 milliards de dollars. Ce contrat a d'ailleurs une histoire mouvementée. Peu après le déclenchement de la guerre irako-iranienne, les États-Unis dépêchent aux Saoudiens anxieux quatre *AWACS* chargés de donner l'alerte en cas de

menace contre les champs pétrolifères du royaume. Grâce aux *AWACS*, l'alerte est donnée deux fois plus tôt. Prévenus suffisamment à l'avance, les intercepteurs de la base de Dhahran, sur le Golfe, peuvent intervenir en temps utile contre l'agresseur. En permanence, l'un de ces avions-radars survole la province est, tandis que trois autres se tiennent prêts à prendre l'air, alignés sur l'aéroport commercial de Ryad. Mais ces bijoux de l'espionnage électronique sont entièrement contrôlés par des militaires américains qui ne transmettent que ce qu'ils veulent bien aux Saoudiens. Ces derniers ont donc résolu d'acquérir les leurs. L'opposition du lobby pro-israélien au Congrès compromet la signature du contrat, au grand dam du président Reagan qui s'y était engagé envers le roi Khaled. Finalement, un vote du Sénat lève cet obstacle le 27 octobre 1981. Les premiers *AWACS* aux couleurs saoudiennes devaient être livrés à partir de 1986. D'ici là, Ryad doit se contenter du dispositif actuel. Mais les mailles du filet qui enserre l'espace aérien du royaume sont beaucoup trop larges, comme on a pu le voir au début de 1982, lorsqu'un pilote de *F-15* iranien a pu traverser à grande vitesse l'espace aérien saoudien, avant de se retrouver au-dessus de la base aérienne de Dhahran. Il s'est alors mis à battre des ailes, en signe amical : le pilote iranien s'était échappé de son pays. Il n'en demeure pas moins qu'à cette occasion, comme en d'autres, le système d'alerte aérien avait montré sa perméabilité : en novembre 1981, le jour même où se réunissaient à Ryad les chefs d'État du CCG, la chasse israélienne prenait un malin plaisir à violer l'espace aérien de l'Arabie pour accomplir une promenade de santé aux abords de la base de Tabouk. Après tout, celle-ci n'est qu'à 450 kilomètres de Tel Aviv. Pour l'instant, les nombreux *F-15* que le voyageur peut voir alignés sous leurs abris lorsqu'il atterrit à Dhahran, les *F-16, F-5* et autres *Mirage* n'y changent rien : si Israël est bien l'ennemi, c'est l'ennemi qui détient la maîtrise des airs.

L'armée de l'air est la favorite du prince Sultan, dont le titre exact est « ministre de la Défense *et de l'Aviation* ».

Mais la marine n'est pas oubliée pour autant : virtuellement inexistante à la fin de la décennie 70, il s'agit de la mettre sur pied. La France en sait quelque chose : c'est elle qui s'est engagée en 1980 à fournir à la marine royale plusieurs bâtiments d'un certain tonnage, parmi lesquels 4 frégates de 2 000 tonnes *F-2000*, 2 pétroliers-ravitailleurs, 24 hélicoptères de lutte antisurface, et à former les équipages saoudiens. Détail non dénué d'intérêt : ce contrat, qui a reçu le nom de code de « Sawari », du nom d'une victoire navale remportée il y a huit siècles par les musulmans, représente un montant de quelque 14 milliards de francs.

Mais autant les dirigeants saoudiens tiennent à ce que leur armée ne manque de rien, autant ils sont bien conscients des risques que présente une armée suréquipée : en cas de coup de force militaire, les efforts de la Garde nationale pour enrayer le coup en seront compliqués d'autant. La maison des Saoud ne serait-elle pas en train d'armer ses fossoyeurs ?

Lentement, mais sûrement, l'intégration militaire

En février 1982, le prince héritier et ministre de la Défense de Bahrein, Cheikh Hamad bin Isa Al Khalifa, révèle que les membres du CCG se sont mis d'accord pour coordonner leur défense aérienne. Un mois plus tôt, Sultan avait indiqué que les Six étaient parvenus « à l'unanimité, à des mesures secrètes » pour constituer une défense collective. Mais le ministre saoudien s'était bien gardé de préciser qu'il s'agissait de leur défense aérienne. Au vrai, la nouvelle a peu surpris. Car dans son édition du 1er novembre 1981, le *Washington Post* avait indiqué que la vente des *AWACS* à l'Arabie Saoudite faisait partie d'un vaste plan stratégique visant, selon le document du Pentagone cité par le *Post,* à « développer, avec l'appui des États-Unis, un système régional de défense pour l'ensemble du Golfe »[1]. Le quar-

1. *Le Monde,* 3 novembre 1981.

tier général serait installé à Ryad, avec une « centrale de commande » reliée à un satellite de communication, le tout coûtant dans les cinq milliards de dollars. *AWACS*, centrale de commande, missiles sol-air, intercepteurs *F-15*, seraient ainsi coordonnés. Les informations du quotidien américain, largement inspirées par un document du Pentagone qui avait pour but de convaincre les sénateurs récalcitrants lors du vote sur la livraison des *AWACS*, vont plus loin : ce dispositif, qui devrait être opérationnel à compter de 1990, serait à terme complété — c'est du moins l'intention de Washington — par le stationnement permanent de troupes américaines en Arabie Saoudite et l'intégration de l'Égypte à ce plan régional. L'évolution récente des déclarations de la Maison Blanche laisse penser qu'outre l'Égypte, la Jordanie ferait également partie du paysage. La revue *The Middle East* dans son édition de janvier 1982, apporte quelques précisions aux révélations du *Washington Post* : cette « centrale de commande » aurait reçu le nom de code C 3, et au moins six centres de commandement régionaux, reliés à cette centrale, seraient disséminés sur le territoire saoudien. Chacun de ces centres régionaux, à son tour, serait relié à 17 stations de radars au sol et de radars mobiles. Le système de défense antiaérienne commandé par l'Arabie à la firme française Thomson-CSF (contrat *Al Thaquib*) sera compatible avec C 3. L'ensemble de ce dispositif intégré de défense aérienne du CCG a pris le joli nom de RIAD, cela se prononce comme la capitale de l'Arabie et signifie *Regionally Integrated Air Defense.*

Des armes « made in the Gulf »

Lourdement tributaires des armements américains et de la technologie *made in USA,* les États du Golfe ont entrepris de diversifier leurs approvisionnements en matériel militaire. L'exemple du contrat Sawari (14 milliards de francs pour la marine) montre que la France sait profiter de cette nouvelle

donne, de même que le contrat de 35 milliards de francs signé par Paris et Ryad en avril 1984 pour la fourniture d'armes antiaériennes. Le Royaume-Uni, l'Italie et, même, le Brésil sont des partenaires appréciés, et si seulement le Bundestag voulait bien ne pas céder aux injonctions israéliennes, et autoriser Bonn à livrer ses chars *Léopard* si réputés, l'industrie allemande de l'armement trouverait sur le champ des amateurs. Depuis la création du CCG, ces achats sont coordonnés, de façon à adopter une attitude cohérente. C'est ainsi que, pour l'armée de terre le char français *AMX-30* et ses dérivés auraient été retenus, tandis que pour l'aviation, le chasseur américain *F-SE* de Northrop aurait été choisi comme l'avion constituant la norme des aviations du CCG. Les pays membres prennent soin, toutefois, de conserver pour chaque catégorie d'armement une variété de fournisseurs de façon à conserver leur liberté de choix et à éviter les abus de vendeurs en situation de monopole.

Pourtant, cette situation de dépendance n'est pas satisfaisante pour cet ensemble régional que constitue le CCG et qui aspire à jouer le rôle d'une grande puissance. Dès le début 1982, le ministre saoudien de la Défense et de l'Aviation, le prince Sultan bin Abdelaziz, a évoqué la constitution d'une usine régionale d'armements. L'idée proprement dite n'est pas nouvelle, elle remonte en fait à 1975. A cette date, en effet, l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït et les Émirats arabes unis s'étaient mis d'accord pour constituer une entreprise d'armements qui avait pris le nom euphémique d'Organisation des industries arabes (OIA). L'usine devait être construite en Égypte, avec la bénédiction des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. L'OIA devait ainsi fabriquer sous licence des *Mirage*, des hélicoptères de combat et du matériel électronique, avec l'aide, entre autres, de la firme Thomson. Lorsque Sadate se rend à Jérusalem, le projet bat de l'aile. Avec la signature de Camp David et le boycott décidé par le sommet de Bagdad, il tombe franchement à l'eau. L'industrie d'armement égyp-

tienne essaie malgré tout de se constituer, avec le soutien des Français et des Américains. De leur côté, les quatre pays du Golfe qui ont retiré leurs billes de l'OIA n'ont pas pour autant abandonné le projet de produire leurs propres armes, et envisagent d'installer l'entreprise aux Émirats arabes unis. Mais ce n'est qu'avec la formation du CCG que les choses semblent s'accélérer. Une somme de 1,4 milliard de dollars a été allouée à ce projet, qui pourrait à nouveau associer des pays arabes plus avancés, industriellement, comme l'Égypte, l'Irak et la Jordanie — et peut-être même la Turquie et le Pakistan, qui ne sont pourtant pas des pays arabes[1]. Dans le domaine de l'armement léger, l'Arabie Saoudite est déjà autosuffisante, affirme le prince Sultan[2], son pays fabriquant le fusil G-3 et les munitions correspondantes. Mais dans l'immédiat, pour les armements dont a besoin le CCG pour mettre sur pied sa défense intégrée, il lui faut bien passer par les marchands d'armes américains, français, allemands, italiens ou brésiliens.

1. *The Middle East,* septembre 1984.
2. *Financial Times,* 20 août 1984.

CHAPITRE X

L'ours et le faucon

> *« Le Golfe persique, comme toute autre région du monde, est une sphère d'intérêt vitale pour les États riverains, et non pour les autres. Nul n'a le droit de s'ingérer de l'extérieur dans leurs affaires, de s'attribuer le rôle de protecteur ou de s'autoproclamer "gardien de l'ordre". »*
>
> La *Pravda,* 9 octobre 1980

« La famille royale saoudienne, gardienne des Lieux Saints de l'islam, ne peut accepter que flotte sur son territoire le drapeau communiste d'un régime athée. » Ce serait donc là que réside l'explication de l'absence de relations diplomatiques entre l'Arabie Saoudite et l'Union soviétique. Interprétation séduisante, souvent avancée par les journalistes et les diplomates, mais qui présente l'inconvénient de ne pas cadrer avec l'histoire : en 1927, l'URSS de Joseph Staline était le premier État à ouvrir une légation à Djeddah. Cela se passait sous le règne d'Ibn Saoud lui-même. En cela, d'ailleurs, le maître du Kremlin restait fidèle à la diplomatie tsariste. En mars 1903, Ibn Saoud, alors à Koweït, avait reçu la visite du consul russe de Bouchir. L'indice que

Moscou s'intéressait au jeune conquérant qui venait de prendre Ryad : on ne sait jamais...

Fayçal, qui plus tard, une fois sur le trône, mettra en garde tous ses interlocuteurs contre les méfaits de la conspiration judéo-communiste, est vice-roi du Hedjaz et ministre des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite lorsque, le 29 mai 1932, il arrive à la gare de Moscou aux accents de *l'Internationale* et de musiques arabes. Au cours de son séjour, le futur monarque s'entretient longuement avec Molotov et il est reçu par Staline. On parle même de la signature d'un traité de paix et de l'octroi d'un prêt par l'URSS à l'Arabie Saoudite. En fin de compte, l'affaire ne se fera pas, ce qui n'empêche pas Fayçal, que l'on a promené dans les champs pétrolifères de Bakou, de se déclarer impressionné par les techniques soviétiques d'extraction du pétrole. Le simple fait qu'ait pu être envisagée la signature d'un traité de paix avec Moscou réduit en tout cas à néant la théorie du dialogue impossible pour cause d'athéisme. Les relations seront rompues en 1939 à l'initiative de Moscou, qui ferme son ambassade pour des raisons d'économie. Mais si l'on revient à ce dernier quart du XXe siècle et à l'absence de liens diplomatiques entre Moscou et Ryad, il faut bien y trouver une autre explication : autant que l'on sache, les Bolcheviks du Petit Père des peuples n'étaient pas moins athées que la Russie de Khrouchtchev, Brejnev, Andropov et Tchernenko.

Dans le Golfe, il est un État qui s'est fait une spécialité du dialogue avec les pays de l'Est : le Koweït. Il est bien oublié le temps où Khrouchtchev soutenait les prétentions irakiennes sur l'émirat. Dans son appui à Bagdad, le Kremlin s'était fermement opposé, lors de l'accession du Koweït à l'indépendance, à l'admission aux Nations unies de ce que Moscou, tout comme Bagdad, considérait alors comme une création des Britanniques destinée à renforcer le camp des États réactionnaires du monde arabe. En 1963, cependant, les Soviétiques lèvent leur veto et ouvrent une ambassade à Koweït. Entre-temps, il est vrai, le général Qassem a été renversé. L'irrédentisme irakien trouvait en Qassem un

défenseur acharné. Pour le Koweït, qui est désormais admis au sein de l'ONU, il n'y a qu'avantages à cet échange d'ambassadeurs. Sans rancune apparente, l'émirat passe l'éponge et noue des liens avec Moscou, un peu comme on souscrit une police d'assurances, habile moyen de faire contenir les ambitions irakiennes par son puissant allié et protecteur, l'Union soviétique.

Le Koweït : Finlande du Golfe ou chantre du non-alignement ?

Dans le sillage de l'URSS, la Chine, la Bulgarie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la RDA, la Roumanie et Cuba prennent à leur tour pied au Koweït, sous l'œil réprobateur de ses deux grands voisins qui voient sans plaisir leur microvoisin inviter le communisme à leur porte. Le chah va même un jour jusqu'à désigner l'émirat par l'expression, qui se veut méprisante, de « Finlande du Golfe ». Réputation totalement injustifiée au demeurant. Les autorités koweïtiennes ne manquent pas une occasion de réaffirmer leur ancrage à l'Ouest. Du reste, comment pourrait-il en aller différemment ? La quasi-totalité de l'or noir du pays est exportée en direction des pays occidentaux et du Japon. C'est dans ces pays que sont recyclés les surplus pétroliers de l'émirat : les nombreux investissements, privés et publics, du Koweït ont presque tous pour terre d'élection l'Europe, l'Amérique du Nord et le Japon. Quelle meilleure illustration de la solidarité qui lie, pour le meilleur et pour le pire, l'État pétrolier aux intérêts occidentaux ? Pas un instant l'émir de Koweït n'envisage de modifier l'ordre des choses.

Mais c'est dans l'adversité que l'on fait appel à ses vrais alliés. La brusque aggravation de la situation dans le Golfe en mai 1984, lorsque des pétroliers saoudiens et koweïtiens sont coulés, entraîne un spectaculaire revirement de la diplomatie koweïtienne : le ministre des Affaires étrangères,

Cheikh Sabah, déclare soudain que son pays « ne saurait s'opposer à une intervention militaire dans le Golfe, dans la mesure où il s'agit d'une voie d'eau internationale et non pas koweïtienne, omanaise, ni même arabe ». Le ministre du Pétrole, Ali Khalifa, va plus loin et reproche aux États-Unis « leur attitude de spectateurs » dans le conflit irako-iranien. En deux déclarations, c'en est fait du mythe du Koweït, Finlande du Golfe.

Depuis 1963, le Koweït s'est fait, avec une belle constance, le défenseur de l'idée d'un dialogue entre les pays du bloc socialiste et les États du Golfe. Pour les Koweïtiens, à vouloir à tout prix écarter les Soviétiques de la région, à chercher ostensiblement refuge sous le parapluie américain, on risque de parvenir au résultat inverse de celui recherché : l'accentuation de la « poussée soviétique vers les mers chaudes », en incitant Moscou à chercher des débouchés dans la région, comme en Afghanistan et au Sud-Yémen. En claquant la porte au nez de l'intrus, on risque de voir celui-ci revenir par la fenêtre. Koweït lui offre la chambre d'amis, rien de plus, rien de moins. L'émirat s'est beaucoup dépensé pour faire partager ce point de vue à ses partenaires du Conseil de coopération du Golfe. Malgré les dénégations véhémentes du secrétaire général du CCG, Abdallah Bicharah, lors du sommet fondateur d'Abou Dhabi en mai 1981, il était avéré, peu après, que le Koweït avait inscrit sur l'agenda des discussions la question de l'établissement des relations diplomatiques avec l'Union soviétique. En septembre 1981, l'émir, Cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, entreprend une tournée de douze jours en Europe centrale, qui le conduit notamment dans trois pays socialistes : la Bulgarie, la Roumanie, et la Hongrie. Une première historique : jamais, jusqu'à ce jour, un chef d'État du Golfe ne s'était rendu dans un pays de l'Est. Certes, Cheikh Jaber lui-même, alors qu'il n'était que ministre des Finances, avait fait le voyage de Moscou en 1965. Mais en 1981, c'est en chef d'État que Jaber se déplace. La presse koweïtienne, emphatique, donne un grand retentissement à cette tournée :

« La diversification de nos investissements n'est pas moins importante que celle de nos sources d'armements », écrit alors *Al Qabas*. C'est vrai, le Koweït a des dépôts relativement importants auprès de la Banque nationale de Hongrie. Avec ce dernier pays, les rapports sont particulièrement bons : en mars 1982, lors de la très grave crise de liquidités qu'a connue la Hongrie, les déposants arabes ont massivement retiré leurs avoirs à vue, à la notable exception du Koweït qui a intégralement maintenu ses dépôts à leur niveau antérieur [1]. Voilà pour ce qui est des investissements. Quant aux armements venant du froid dont parlait aussi l'article d'*Al Qabas*, le Koweït n'hésite pas à s'en procurer auprès des Soviétiques. Depuis 1977, l'émirat dispose de missiles sol-air SAM-7 ; il détient également des missiles sol-sol Luna de fabrication soviétique. A son retour d'Europe centrale, Cheikh Jaber appelle publiquement ses collègues du CCG à nouer des relations avec les pays de l'Est. Le leitmotiv du Koweït, jusque-là objet de rumeur, est désormais du domaine public.

Il faut bien dire que le prosélytisme de Cheikh Jaber n'entraîne guère l'adhésion de ses partenaires. En mars 1982, cet incorrigible bavard de Bicharah explique l'existence de telles relations par « l'absence d'initiative des pays socialistes dans les affaires internationales ». Les émirs de Bahrein et de Qatar, qui frissonnent au seul mot de « communisme », ne veulent pas faire entrer le loup dans la bergerie en laissant un ambassadeur « rouge » résider chez eux. Ces deux pays ne délivrent qu'au compte-gouttes des visas aux ressortissants des pays de l'Est, et seulement s'ils ne peuvent faire autrement. De toute façon, avant de prendre la décision d'échanger des ambassadeurs avec Moscou, le feu vert de Ryad serait indispensable, et rien

---

1. Entretiens avec Kalman Mészaros, directeur-gérant de la Banque nationale de Hongrie, Budapest, 21 janvier 1983, et avec Cheikh Salem Al Jaber Al Sabah, responsable des affaires du Golfe au ministère koweïtien des Affaires étrangères, Koweït, 28 novembre 1984.

n'indique que les Saoudiens y soient prêts pour l'instant. La méfiance de Bahrein est telle, que pour être allés étudier à Moscou sans l'accord des autorités, des étudiants bahreinis se sont vu confisquer leur passeport pour plusieurs années à leur retour au pays, tandis que leurs faits et gestes étaient disséqués par le CID, la police secrète. Quel contraste avec le Koweït, dont le gouvernement envoie des boursiers étudier en Union soviétique (il y en avait 21 en 1980) !

Quant à Oman, partisan avoué — et pas du tout honteux — de l'alliance avec Washington, rien ne saurait faire fléchir le sultan Qabous dans son refus de parler aux Russes. Les Soviétiques, il les connaît. Ce sont eux qui arment et entraînent ses turbulents voisins du Sud-Yémen, après avoir encouragé par le verbe et par l'argent les guérilleros du Dhofar. Ils ont même poussé la provocation jusqu'à envoyer des navires de guerre battant le pavillon rouge frappé de la faucille et du marteau relâcher dans le port d'Aden alors même que se tenait le sommet constitutif du CCG. Un avertissement, une menace, une gifle. Non merci, dit Qabous, pas de Soviétiques chez moi.

Après le Koweït, les EAU ?

Avec les Émirats arabes unis, les arguments du Koweït semblent en revanche porter. Abou Dhabi et Dubaï reçoivent à intervalles réguliers des missions commerciales en provenance de Hongrie, de Bulgarie ou de Yougoslavie. Périodiquement, il est question dans la presse des Émirats de l'ouverture prochaine de relations diplomatiques avec tel ou tel pays socialiste. Lorsqu'on l'interroge, le ministre des Affaires étrangères de la Fédération, Rachid Abdallah Al Nuaimi, prend un air évasif et répond avec un grand sourire énigmatique : « Pourquoi pas ? Mais rien ne presse, on verra... »

Les EAU doivent-ils, eux aussi, recevoir l'aval de Ryad ?

Cheikh Zayed, le président de la Fédération, a cependant su faire la preuve de son autonomie — ne parlons pas d'indépendance — vis-à-vis des Saoudiens en recevant fin août 1981 le colonel Kadhafi qui, peu de temps auparavant, avait demandé l'abdication du roi Khaled, rien de moins, après le survol du territoire saoudien par les bombardiers israéliens qui devaient détruire le réacteur nucléaire irakien de Tammouz. Kadhafi, qui vient surtout de signer un traité avec le Sud-Yémen et l'Éthiopie, manifestement dirigé contre les pays conservateurs du Golfe. Mana Sa'id Al Oteiba, le jeune et talentueux ministre du Pétrole des EAU, en plusieurs occasions, n'a pas hésité à prendre le contre-pied de son collègue saoudien Ahmed Zaki Yamani lors des réunions de l'OPEP. Avec le Koweït, les EAU se sont fait un devoir de participer à toutes les missions de conciliation entre les deux Yémen, ainsi qu'entre le Sud-Yémen et Oman. « Pourquoi devrions-nous craindre un pays qui ne nous a pas attaqués avec son aviation et qui ne nous a pas bombardés avec ses canons ? », s'interrogeait le président des EAU, devant Éric Rouleau en mars 1982. « Ce n'est pas l'Union soviétique qui agit ainsi, mais Israël », ajoutait Cheikh Zayed [1]. En août 1981, selon *Associated Press,* un négociateur soviétique de haut niveau s'est rendu à Abou Dhabi afin d'explorer les possibilités d'ouvrir des relations diplomatiques avec la Fédération. Ces négociations n'ont pas abouti. Mais il existe une mission commerciale soviétique dans les Émirats. La Hongrie, la Roumanie et la RDA ont aussi leur attaché commercial à Abou Dhabi et les pays socialistes sont généralement bien représentés lors des foires qui se tiennent aux EAU. Autre indication : la compagnie soviétique Aeroflot inaugure une liaison Moscou-Dubaï en novembre 1983, et Moscou-Charjah en février 1984, et les EAU ont noué des relations diplomatiques avec la Chine à l'automne de la même année.

Et l'Arabie Saoudite, qui n'a plus d'ambassadeur à

1. *Khaleej Times,* Dubaï, 13 mars 1981.

Moscou depuis 1939 ? Tout indique que les dirigeants de Ryad se satisfont pleinement du *statu quo* actuel. Il est bien commode d'avoir une boîte aux lettres, c'est-à-dire le Koweït. Un partage des tâches au sein du CCG, en somme. Mais rien n'empêche non plus les contacts directs, comme l'a révélé le roi Fahd à un journal koweïtien, peu avant le sommet du CCG de novembre 1983 : « L'Arabie Saoudite traite de la situation mondiale avec les superpuissances, l'une d'elle est l'Union soviétique. » L'absence d'ambassade n'empêche pas d'échanger des messages de félicitations lors de leurs fêtes nationales respectives. Dans un discours qu'il avait prononcé le jour de l'an 1982 devant les étudiants de l'université du Pétrole de Dhahran, Fahd, alors prince héritier, avait rendu un hommage appuyé aux pays socialistes : « Nous n'avons pas une attitude hostile envers le bloc de l'Est. Bien au contraire, nous respectons toutes les nations qui respectent l'Arabie Saoudite. Avec ces dernières, nous pouvons avoir une forme d'amitié, même en l'absence de relations diplomatiques [1]. » Cette ouverture en direction du Kremlin peut s'interpréter de deux façons : chez les Saoudiens, le « flirt » avec Moscou est toujours l'expression d'un mécontentement provoqué par la politique de Washington. En l'espèce, Ryad est furieux de la passivité de l'administration Reagan devant l'annexion du Golan par Israël. De plus, après l'échec du premier sommet arabe à Fès, en novembre 1981, le prince Fahd aimerait bien voir Moscou exercer une influence modératrice sur les pays arabes qui lui sont proches et les amener à approuver le plan de paix au Proche-Orient en huit points qui porte son nom. De fait, après une réserve initiale, au fil des mois, Moscou, tout en critiquant le plan Fahd, a été amené à lui trouver des aspects positifs. C'est également parce que Washington refuse, dans un premier temps, de livrer à la Jordanie et à l'Arabie Saoudite des missiles *Stinger* que le prince Bandar bin Sultan, fils du ministre de la Défense et

1. *Khaleej Times,* 2 janvier 1982.

ambassadeur du Royaume à Washington, menace d'acheter des armes à l'Union soviétique et invite à dîner son collègue russe Dobrynine. Et, signe des temps, pour la première fois, en 1983, l'URSS achète du pétrole à l'Arabie Saoudite, tandis que ses importations en provenance d'Iran vont s'amenuisant.

« Guerre sainte » contre Moscou

L'invasion de l'Afghanistan par l'Armée Rouge en décembre 1979 a causé un tort considérable à l'Union soviétique dans la région. Sans cela, les ambassades que le Kremlin cherche inlassablement à ouvrir sur les rives du Golfe seraient peut-être déjà en activité. Une rumeur persistante veut que l'annonce du rétablissement des relations entre Moscou et Ryad ait été sur le point d'avoir lieu, lorsque l'entrée des troupes soviétiques a tout compromis. L'Organisation de la conférence islamique (OCI), dont le siège est à Djeddah, décrète le *jihad,* la guerre sainte, contre les envahisseurs, et apporte son entier appui aux combattants de la foi, les *moudjahidine* afghans. Ryad rompt ses relations avec Kaboul. Difficile, dans ces conditions, de les rétablir avec Moscou. A l'ONU, parmi les 104 pays qui votent contre l'Union soviétique figurent l'Arabie Saoudite, la Jordanie, le Koweït, et même son allié irakien. Le président Saddam Hussein condamne d'ailleurs publiquement l'intervention soviétique en des termes très durs. Et ouvrant le sommet islamique de La Mecque, le 25 janvier 1981, le roi Khaled d'Arabie dénonce violemment « l'invasion militaire soviétique à caractère colonialiste de l'Afghanistan musulman ». En juin 1981, dans un entretien au journal libanais de droite *Bayraq,* le prince Fahd, invité à commenter le plan Brejnev pour la paix au Moyen-Orient, se contente de réitérer l'appel de l'OCI au *jihad* [1].

1. *Arab Times,* Djeddah et Londres, 28 juin 1981.

Il n'avait pas fallu attendre l'entrée de l'armée Rouge à Kaboul pour voir Ryad se préoccuper de contrecarrer les desseins soviétiques au Moyen-Orient. Quelques années auparavant, le roi Fayçal, par l'entremise de son dévoué chef des services secrets Kamal Adham, a patiemment convaincu le président égyptien Sadate qu'il avait tout à gagner à renvoyer les conseillers soviétiques. Ce qu'il fait en juillet 1972, tandis que le même Kamal Adham joue les entremetteurs entre Sadate et Kissinger. Le Kremlin ne s'y trompe pas : c'est bien Ryad qui est derrière l'initiative du Raïs. Deux ans plus tard, lorsque Fahd prend ses fonctions de vice-Premier ministre, il déclare : « Je compte chasser les communistes de Somalie. Ma politique sera d'aider les forces modérées au Sud-Yémen. J'aiderai le Soudan à résister à la subversion communiste [1]. » Là encore, les pétro-dollars font merveille. Si Fahd ne parvient pas à déstabiliser le Sud-Yémen, en revanche, le président somalien Syaad Barré suit les traces de Sadate et expulse les Soviétiques en 1977 ; il est vrai que ces derniers, dans le conflit de l'Ogaden, s'étaient finalement rangés aux côtés de l'Éthiopie. Quant au président soudanais Gaafar Nimeiry, il reçoit une aide massive de l'Arabie, qui exige en contrepartie l'introduction de la *chari'a,* la loi islamique, au Soudan.

La « poussée vers les mers chaudes »

La vraie question, que se posent de concert les dirigeants du Golfe et les stratèges occidentaux est la suivante : l'Union soviétique a-t-elle des visées sur le Golfe ? L'invasion des troupes soviétiques en Afghanistan est-elle une étape, prélude à un mouvement ultérieur planifié par ces joueurs d'échecs que sont les dirigeants soviétiques ? Y a-t-il ou non une stratégie d'encerclement de la Péninsule ara-

1. *New York Times,* 23 décembre 1977.

bique, pour prendre en tenailles les pétro-monarchies conservatrices du Golfe ? Les partisans de cette thèse soulignent que la formation du Conseil de coopération du Golfe a été suivie sans délai par la signature à Aden, le 19 août 1981, d'un traité d'amitié et de coopération entre le Sud-Yémen d'Ali Nasser Mohammed, l'Éthiopie de Mengistu Haile Mariam, et la Libye de Mouammar Kadhafi. Trois pays réputés proches de l'Union soviétique. Certes, le contenu exact du traité d'Aden signé par les trois leaders n'est pas rendu public, mais le président sud-yéménite fait nettement savoir qu'il est dirigé contre les États qui offrent des bases à l'« impérialisme » en Israël, en Égypte, en Somalie et dans l'océan Indien. Les oreilles du sultan Qabous ont dû siffler. Le traité d'Aden déclenche une vague de concertations entre les dirigeants du CCG ; les chefs d'état-major se réunissent à plusieurs reprises, et l'intégration militaire, dada du souverain omanais, en est accélérée d'autant.

Autre argument à l'appui de la thèse d'une « poussée soviétique vers les mers chaudes », les rapports successifs de la CIA, sur les capacités de production pétrolière de l'URSS. En avril 1977, la centrale de renseignements américaine publie sous le titre *International Energy Situation* un rapport appelé à connaître une certaine notoriété [1]. Les auteurs de cette étude y affirment en effet que la production pétrolière de l'Union soviétique va peut-être se stabiliser dès 1978, et en tout cas, sûrement pas au-delà du début de la décennie 80. Avant 1985, l'URSS ne sera sans doute plus en mesure de fournir son pétrole au même niveau que précédemment à ses clients européens, tant de l'ouest que de l'est ; elle devra même probablement en importer pour elle-même. En 1985, les experts de la CIA estiment que les pays socialistes européens (URSS comprise) devraient importer au moins 3,5 millions de barils/jour. Au pire, jusqu'à 4,5 millions de b/j. La CIA persévère dans une analyse

1. Pierre Terzian, in Rashid Khalidi, Camille Mansour, *Palestine and the Gulf*, Institute for Palestine Studies, 1982, Beirut.

publiée deux ans plus tard, en août 1979, *The World Oil Market in the Years Ahead* : « Dans les trois ou quatre ans à venir, les pays du bloc de l'Est ne seront plus exportateurs nets. » Les économistes de la CIA prédisent un palier de production de 1979 et 1980, suivi d'une chute brutale.

Panique chez les stratèges du Pentagone : si les Rouges ne peuvent plus assurer leurs besoins en pétrole, ils vont tenter d'exercer leur hégémonie là où se trouve la plus forte concentration d'or noir connue, à savoir la Péninsule arabique. Quatre mois plus tard, c'est l'entrée des chars russes à Kaboul. L'ennemi se rapproche du poumon de l'Occident. Pourtant, tout le monde ne voit pas la situation avec des lunettes aussi sombres. En mai 1980, une firme suédoise de Malmö, Petrostudies, affirme que les réserves de pétrole soviétiques sont loin d'être épuisées. A quoi la rumeur répond que Petrostudies est liée à Moscou.

L'argument est cependant plus délicat à employer quand le patron de la CIA, lui-même, l'amiral Stanfield Turner, admet à la même époque devant la commission de l'Énergie du Sénat américain que les prévisions antérieures de ses experts péchaient par excès de pessimisme. Enfin, dans le courant de l'été 1981, une autre agence de renseignements américaine, la *Defence Intelligence Agency* (DIA) déclare carrément que l'URSS restera exportatrice nette dans un avenir prévisible. Depuis, belle joueuse, la CIA a fait amende honorable et a reconnu qu'elle s'était trompée dans ses évaluations. A moins que cette « erreur » n'en ait pas été une, et que ce rapport alarmiste n'ait eu d'autre objectif que de forcer la main de l'administration Carter afin de précipiter la création de la Force de déploiement rapide. Le problème soulevé par cette étude ne disparaît pas pour autant, car chacun s'accorde à penser que tôt ou tard, les pays du COMECON affronteront des difficultés dans leur approvisionnement en pétrole. Du moins la question n'est-elle plus d'actualité. Ainsi s'écroule l'un des arguments chocs militant en faveur de l'expansionnisme soviétique en direction du Golfe.

L'URSS avait-elle vraiment besoin d'entrer en Afghanistan pour rapprocher ses avions du Golfe ? Ce serait d'abord faire bon marché des conditions propres à la situation interne de l'Afghanistan. C'est avant tout la perte de confiance du Kremlin envers les dirigeants afghans qui l'a conduit à intervenir directement. On sait désormais que l'intervention soviétique n'a pas été décidée de gaieté de cœur par Leonid Brejnev. En cette occasion, le bureau politique s'est trouvé divisé. L'invasion a selon toute vraisemblance été jugée comme une nécessité devant une situation qui échappait aux dirigeants russes — un peu comme à Prague en 1968. Du reste, Moscou refusa de donner suite aux appels du président afghan Hafizullah Amin à intervenir militairement dès le début de l'année 1979. Le 26 décembre de cette même année, c'est-à-dire au lendemain de l'entrée de l'armée Rouge et à la veille de son assassinat, Amin se déclare ravi de l'« aide fraternelle » des Soviétiques. Incapable de redresser la situation, Amin est liquidé et remplacé par Babrak Karmal.

Plus simplement, il suffit de regarder une carte de la région pour s'apercevoir que si l'aviation soviétique est effectivement plus proche du détroit d'Ormuz à partir de l'Afghanistan — l'armée Rouge prend position dans le sud du pays, à quelque 500 kilomètres du détroit à vol de *Mig* — l'Azerbaïdjan soviétique n'est séparé du nord du Golfe que par un millier de kilomètres. Neuf divisions y sont stationnées en permanence, à la frontière nord de l'Iran, soit 80 000 à 90 000 hommes, tandis que 23 divisions mécanisées (200 000 hommes environ) se trouvent dans le Caucase et le Turkménistan. Cela étant, il est incontestable que la faculté d'utiliser les aéroports afghans de Herat, Shindand et Farah procurerait à l'armée Rouge un sérieux avantage si elle devait intervenir dans le Golfe. La marine soviétique dispose d'une base dans l'île sud-yéménite de Socotra, au large du détroit de Bab el-Mandeb, et de points de relâche ou des facilités à Aden, Port-Louis (île Maurice), Massawa et les îles Dahalak dans la mer Rouge, sans oublier Diego Suarez

(Madagascar). A chacun son Diego ! Diego Garcia pour l'*US Navy,* Diego Suarez pour les forces navales soviétiques. L'île de Massirah pour les Américains, aux Russes celle de Socotra... Arrêtons là le parallèle, car les forces sont faussement symétriques : indiscutablement, par sa proximité, l'URSS est une puissance régionale au Moyen-Orient. Mais les Américains compensent le handicap de l'éloignement par un atout qui leur donne un avantage considérable : l'implantation au cœur même du Golfe, en Arabie, à Bahrein et en Oman.

A la vérité, si Moscou ne se désintéresse pas des États arabes du Golfe — c'est l'évidence — toute sa stratégie est déterminée par une priorité : contrôler ce qui se passe sur son flanc sud, c'est-à-dire l'Iran, avec qui l'URSS possède plus de 2 000 kilomètres de frontière commune. Pour ménager son voisin du sud, l'Union soviétique s'abstient de condamner l'invasion des trois îles du détroit d'Ormuz par les troupes iraniennes en 1971, en dépit des appels de ses alliés arabes. Avant la chute du chah en janvier 1979, l'Iran était le principal partenaire commercial de l'URSS au Moyen-Orient.

Depuis la révolution iranienne, toute la politique soviétique a été subordonnée à un seul impératif : éviter que l'Iran n'adopte une attitude hostile envers Moscou, empêcher que se reforme le CENTO (*Central Treaty Organization,* ex-Pacte de Bagdad), cette alliance pro-occidentale, moribonde lorsque Khomeiny revient à Téhéran. Son acte de décès est prononcé en mars 1979, quand l'Iran dénonce à son tour son appartenance au CENTO, bien des années après que l'autre pilier du pacte, l'Irak, l'eut quittée.

Geidar Aliev, l'homme clé

Depuis toujours, les Soviétiques, et avant eux les tsars, font en sorte que l'Iran ne leur soit pas hostile. C'est l'objet d'un traité conclu en 1921, dont l'article 6 prévoit que, « au

cas où une tierce puissance tenterait de poursuivre une politique d'usurpation par une intervention armée en Perse ou voudrait se servir du territoire persan comme base d'opération militaire contre la Russie [...], celle-ci aurait le droit de faire avancer ses troupes dans l'intérieur du pays pour mener les opérations militaires nécessitées par sa défense ».

En janvier 1980, la république islamique de Khomeiny dénonce unilatéralement ce traité. Moscou avale son humiliation et continue de voir dans la révolution islamique un mouvement anti-impérialiste. L'enjeu est colossal. L'URSS était flanquée au sud de ses frontières de deux alliés fidèles de Washington, la Turquie et l'Iran, et voilà que le chah, qui a tant fait pour les Américains pour qui il représentait une pièce maîtresse sur l'échiquier régional, est déboulonné. Cela vaut bien d'avaler quelques couleuvres. C'est le « conseil » donné par le Kremlin au parti communiste iranien, le *Toudeh*. Un homme, à Moscou, supervise la politique du Toudeh : Geidar Aliev [1]. Cet ancien responsable du KGB pour l'Azerbaïdjan est probablement celui des dirigeants soviétiques qui connaît le mieux la réalité moyen-orientale. Né en 1923 dans une famille chiite, Geidar Aliev ne se fait aucune illusion sur la philosophie de l'Ayatollah. Outre le russe, il parle couramment le farsi, le turc et l'arabe, et sa promotion au rang de vice-Premier ministre de l'URSS en 1983 indique assez clairement l'importance que le Kremlin attribue à cette région du monde. Le mot d'ordre que reçoivent les dirigeants du Toudeh est simple : coller du plus près qu'ils peuvent à la ligne de l'imam Khomeiny. Cette politique entraîne les communistes à dénoncer aux Gardiens de la Révolution les « hypocrites » (les *moudjahidine* du peuple) comme le demande Khomeiny.

Mais ce dernier a parfaitement assimilé la tactique du salami, et en fin de compte, la loyauté des communistes envers la république islamique ne leur est d'aucun secours : les principaux dirigeants du Toudeh, dont le secrétaire

1. *Le Monde*, 11-12 mars 1984.

général Noureddine Kianouri, sont arrêtés en février 1983 et doivent passer des aveux télévisés, dans la plus pure tradition des procès staliniens. Comme naguère en Grèce, en Syrie, en Irak et ailleurs, l'Union soviétique n'a pas levé le petit doigt, n'hésitant pas à sacrifier les communistes locaux à la raison d'État. Et celle-ci tient en une idée-force : tout faire pour éviter que ne s'installe en Iran un pouvoir hostile.

C'est dire si l'éclatement de la guerre irako-iranienne embarrasse les dirigeants soviétiques. Depuis avril 1972, Bagdad et Moscou sont en effet liés par un traité d'amitié et de coopération. Dans les premiers mois de la guerre, il n'y a sans doute pas plus sincères, parmi les appels à un arrêt des combats, que ceux de Moscou. La *Pravda* fait montre en cette occasion d'une objectivité modèle : les communiqués de Téhéran et ceux de Bagdad, parfaitement contradictoires, comme il se doit, sont publiés côte à côte, sans commentaire.

Du reste, la guerre irako-iranienne avait à peine éclaté que, déjà, Moscou faisait savoir publiquement tout l'intérêt porté par l'Union soviétique à cette région. En décembre 1980, Léonid Brejnev, en visite à New Delhi, profite d'un discours devant les parlementaires indiens pour proposer un plan en cinq points garantissant la sécurité du Golfe :

- Renoncer aux « bases » militaires étrangères dans le Golfe et sur les îles environnantes.
- Renoncer au déploiement d'armes nucléaires dans la région.
- Ne pas utiliser la menace ou la force contre les États de la région et ne pas s'ingérer dans leurs affaires intérieures.
- Respecter le non-alignement choisi par les États du Golfe et ne pas les inciter à se regrouper au sein d'une alliance militaire en liaison avec une puissance nucléaire.
- Respecter les droits des États riverains à disposer de leurs ressources naturelles, et ne pas

entraver la libre circulation maritime sur les voies liant ces États au reste du monde. »

Brejnev n'aurait pu mieux choisir le moment et le lieu de son intervention. L'Inde, à cette date, se préoccupe de plus en plus de la militarisation de l'océan Indien ; l'URSS, vient d'envahir l'Afghanistan, et le général Jones, chef d'état-major de l'armée américaine, a récemment entrepris une tournée au Moyen-Orient, qui l'a conduit notamment en Israël, en Égypte, en Arabie et dans le sultanat d'Oman. En juin 1980, Oman et les États-Unis ont conclu un accord donnant à Washington des facilités militaires accrues dans le Sultanat. Sous sa présentation théorique, le discours du numéro 1 soviétique fait mouche à chaque coup : il ne s'agit pas d'hypothèses d'école. Les États-Unis disposent de « facilités », pour ne pas parler de « bases » en Oman, en Arabie Saoudite et à Bahrein ; au plus fort de la révolution islamique iranienne, la *Navy* américaine a dépêché deux porte-avions, équipés de l'arme nucléaire, croiser devant le détroit d'Ormuz ; au moment où Léonid Brejnev prononce son discours, on parle de plus en plus de la constitution d'une alliance régionale des pays du Golfe, sous l'égide de Washington — un mois, plus tard, la création du CCG sera annoncée à Ryad. Les Américains n'ont jamais fait mystère de leurs préparatifs pour s'emparer des puits de pétrole du Golfe en cas de crise aiguë ; enfin, alors que navires de guerre britanniques, américains et français sont comme chez eux dans le Golfe, les vaisseaux de la marine soviétique sont aussitôt examinés sous tous les angles par des vedettes omanaises, survolés par des appareils de reconnaissance américains, et ne s'aventurent pour ainsi dire jamais à l'intérieur du Golfe.

Le retournement chinois

Parmi les États du Golfe, les propositions Brejnev font un fiasco. Seul, le Koweït manifestera un intérêt poli, bien plus tard, lors de la visite à Moscou du ministre koweïtien des Affaires étrangères en avril 1981. De leur côté, les pays occidentaux gardent le silence, peu soucieux de faire une place à l'URSS dans une région dont elle est virtuellement absente. Le secrétaire général du PCUS renouvelle ses propositions peu après, lors du XXVI[e] Congrès du Parti, qui se réunit en février 1981. Au fil des mois, les tendances dénoncées par Brejnev dans son discours s'accentuent : le Conseil de coopération du Golfe se constitue avec la bénédiction américaine, les liens militaires entre les États-Unis et Oman se resserrent, les multiples appels du pied de Moscou à l'établissement de relations diplomatiques avec les monarchies conservatrices de la région restent sans écho.

Est-ce à dire que l'influence soviétique dans cette région soit nulle ? Pas le moins du monde, ne serait-ce que par la possibilité de Moscou de faire pression sur ces États par le soutien apporté aux groupes « subversifs ». Dans les années 70, des mouvements comme le Front de libération de Bahrein, le Front populaire de libération du Golfe arabe occupé (FPLGAO) ont reçu l'appui politique et financier de Moscou. Pour le sultan Qabous, une bonne part de ses ennuis provient de son voisin sud-yéménite, encouragé et soutenu par Moscou. Mais dans les années 1980, ces mouvements ont perdu beaucoup de leur force d'antan, et rien n'indique par ailleurs que le Kremlin encourage la déstabilisation des États du Golfe. La rébellion du Dhofar était d'ailleurs d'inspiration bien plus maoïste que moscovite, et les montagnards dhofaris recevaient armes, argent et pamphlets politiques de Pékin. En 1972-1973, pour cause de *realpolitik*, la Chine interrompt son soutien à la rébellion. A la même époque — juin 1973 —, le ministre chinois des Affaires étrangères, Ji Pengfei, en visite à Téhéran, apporte son soutien à la politique d'armement iranienne, en raison

des menaces « hégémonistes » sur la région. Dans le Golfe comme ailleurs, le principe chinois selon lequel « les amis de Moscou sont mes ennemis » a prévalu. Il n'en faut pas davantage pour que Qabous se réconcilie avec la Chine et ouvre une ambassade à Pékin à la mi-1978. Le sultan, qui rejette avec horreur la suggestion koweïtienne d'établir des relations diplomatiques avec les États communistes, l'a pourtant fait avec la Chine.

Au reste, rien n'indique que Moscou ait un réel intérêt à la déstabilisation de la région. L'enjeu est trop risqué. On sait au Kremlin à quel point les Américains sont chatouilleux sur tout ce qui touche au Golfe arabo-persique. Cette attitude de prudence s'est illustrée lors de la guerre interyéménite qui éclate en février 1979. Le Sud-Yémen est le seul pays arabe dont le régime se réclame du marxisme-léninisme et puisse s'apparenter — avec des nuances importantes — à une démocratie populaire. De plus, les dirigeants d'Aden offrent des facilités militaires importantes à l'Union soviétique. Pourtant, alors que les forces sud-yéménites semblent avoir l'avantage sur l'armée du Nord-Yémen, soutenue par l'Arabie Saoudite, Moscou freine son poulain et l'encourage à répondre à la médiation koweïtienne qui aboutit à une rencontre entre les deux chefs d'État au Koweït en mars, censée être le point de départ de la fusion des deux États frères ennemis. Plus frappant encore : le Nord-Yémen héberge des conseillers militaires soviétiques, côtoyant d'autres conseillers militaires... américains. Ce qui doit faire de ce pays le seul au monde à les avoir simultanément sur son territoire. Or, pendant la guerre fratricide, et alors même que l'appui de Moscou allait officiellement à Aden, les officiers russes vivant à Sanaa vaquaient normalement à leurs tâches d'encadrement de l'armée nord-yéménite, en bons bureaucrates fidèles au contrat passé entre les deux gouvernements. Couronnement du rapprochement entre l'URSS et ce Nord-Yémen réputé modéré et pro-occidental : le 9 octobre 1984, les deux pays signent un traité d'amitié et de coopération pour vingt ans, à l'occasion

de la visite à Moscou du président Ali Abdallah Saleh. Le traité ne comporte apparemment pas de clauses militaires, mais il consacre le regain de prestige dont jouit l'URSS dans le monde arabe. Mais là encore, il s'agit moins d'un succès de la diplomatie moscovite que d'un échec américain : en cette fin 1984, l'ensemble des pays arabes modérés éprouvent à l'égard de la politique américaine au Moyen-Orient — soutien sans réserve à Israël, abandon du Liban, enterrement du « Plan Reagan » — un désenchantement croissant qui s'est aussi traduit par le contrat d'armes soviéto-koweïtien, l'éloge de la politique soviétique par le roi Hussein de Jordanie.

CHAPITRE XI

L'aigle et le faucon

« Une tentative faite par une puissance extérieure pour prendre le contrôle de la région du Golfe persique serait considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis. Elle sera repoussée en utilisant tous les moyens nécessaires, y compris la force militaire. »

Jimmy CARTER, président des États-Unis d'Amérique,
message sur l'état de l'Union,
23 janvier 1980

En ce 23 janvier 1980, le président Carter a pris un ton grave et solennel pour s'adresser, comme le veut la tradition, aux deux chambres du Congrès. Dans une entreprise privée, le président-directeur général s'adresse à ses actionnaires une fois l'an pour leur présenter le bilan de la société ; aux États-Unis, pays de la libre entreprise, le président rend compte chaque année au mois de janvier devant les sénateurs et les représentants réunis pour l'écouter, de la situation de leur pays. Le Jimmy Carter au sourire épanoui et figé de la campagne électorale de 1976 a fait place à un homme vite usé par le pouvoir et le poids de ses responsabilités. Ce qu'il doit annoncer au Congrès n'est pas

réjouissant : au cours de l'année 1979 qui vient de s'écouler, les États-Unis ont subi deux graves revers au Moyen-Orient et en Asie centrale : l'année s'est ouverte en janvier avec la chute du chah, allié indéfectible de Washington dans la région, elle s'achève par l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan le 27 décembre. Entre les deux, pour tout arranger, au Nicaragua, le dictateur pro-américain Anastasio Somoza est chassé du pouvoir en juillet. Dans un accès de sincérité — certains diront de naïveté — Jimmy Carter confiera qu'avec l'invasion de l'Afghanistan par l'armée Rouge, il en a plus appris en un jour sur les dirigeants soviétiques qu'en trois ans d'exercice du pouvoir.

Comme si cela ne suffisait pas, entre-temps, l'ambassade américaine à Téhéran a été investie le 4 novembre par des « étudiants islamiques » bénéficiant manifestement du soutien tacite des religieux au pouvoir. Cinquante-deux diplomates et employés de l'ambassade sont désormais retenus en otages par un État qui viole ouvertement et sans complexes toutes les règles du droit international.

Arc de crise

Devant les représentants et les sénateurs, le chef de l'exécutif américain définit d'une phrase (citée en exergue de ce chapitre) ce que l'on appellera vite la « doctrine Carter ». Enfin, s'exclame-t-on, Carter-le-mou, Carter-le-rêveur, Carter-le-prédicateur, s'est décidé à parler fort, à montrer ses muscles. L'Union soviétique ne peut s'y tromper, c'est bien elle qui est visée par le terme anodin de « puissance extérieure » qui pourrait être tentée de contrôler le Golfe arabo-persique. « Les implications de l'invasion soviétique en Afghanistan pourraient constituer une menace pour la paix mondiale, la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale », ajoute le président dans son discours.

Si l'entrée des troupes russes à Kaboul a été en quelque sorte le catalyseur de la doctrine Carter, celle-ci marque le

triomphe de la ligne du conseiller pour les affaires de sécurité du président, Zbigniew Brzezinski, Américain d'origine polonaise ayant la réputation de bien connaître la politique soviétique, et peu enclin à la faiblesse envers Moscou. Davantage que les secrétaires d'État successifs de Carter, Cyrus Vance et Edmund Muskie, « Zbig » a volontiers tendance à ramener la plupart des problèmes du monde à la tension Est-Ouest. C'est lui qui a forgé en 1978 le concept d'« arc de crise » traversant le monde, un arc passant bien évidemment par le Moyen-Orient et le Golfe. « Un arc de crise s'étire le long du littoral de l'océan Indien, avec des structures sociales et politiques fragiles dans une région essentielle pour nous, et menacée de dislocation. Le chaos politique qui en résulte pourrait bien être comblé par des éléments hostiles à nos idées et favorables à celles de nos adversaires. » Ajoutez à cela que la CIA, en avril 1977 et en août 1979, a publié les deux études déjà citées prévoyant que, sous peu, l'Union soviétique, alors exportatrice de pétrole, deviendrait importatrice nette d'or noir ; il n'en faut pas davantage pour voir dans l'invasion soviétique en Afghanistan la première étape d'un plan visant à s'assurer la mainmise sur ce pétrole qui lui manquera demain.

La doctrine Carter marque un tournant essentiel dans la stratégie américaine. Depuis une dizaine d'années, Washington cherchait au contraire à se désengager des affaires mondiales, à faire assurer la sauvegarde de ses intérêts par une brochette de puissances régionales, investies de la mission d'être, pour les plus faibles, des États-relais, pour les plus forts, des « gendarmes » régionaux. C'était le cas du Japon, du Brésil, de la Grèce ou de l'Iran. Cette politique était connue sous le nom de doctrine Nixon, ou encore doctrine de Guam, du nom de la base du Pacifique où le président américain l'avait énoncée en 1969. La date de ce discours n'est pas indifférente. C'est l'année de l'embourbement de l'Oncle Sam dans les rizières vietnamiennes. Bientôt, on parlera de « vietnamisation » et de retrait américain. Il ne s'agit plus d'endiguer le communisme — le

« *containment* » cher aux frères Dulles et à Eisenhower — mais d'aider ces puissances régionales à le faire. Dans le Golfe, Washington s'est choisi deux piliers pour asseoir sa stratégie : l'Iran et l'Arabie Saoudite. Mais à la vérité, la préférence de Nixon ira vite au chah. D'abord, lorsqu'il rencontre le roi Fayçal en juin 1974, à Washington, puis quelques jours plus tard à Ryad, le courant passe mal entre les deux hommes. De plus, le lobby sioniste, particulièrement actif dans la capitale américaine, fait tout son possible pour freiner la coopération saoudo-américaine. « Après tout, fait-on observer, les Saoudiens sont de bien curieux alliés qui n'ont pas reculé devant une alliance avec les États arabes extrémistes pour décréter un embargo pétrolier contre nous. » Enfin, il ne fait pas de doute que la puissance militaire iranienne est une réalité avec laquelle doivent compter les États de la région, tandis que l'Arabie Saoudite, pour l'heure, est bien en peine d'intervenir hors de son territoire. Le chah se voit donc promu par Washington « gendarme » de la région, au grand déplaisir de ses voisins arabes qui se méfient des prétentions hégémoniques de l'Iran et de son irrédentisme. Sans doute possible, l'aide des États-Unis et le sentiment d'être soutenu par la plus grande puissance du monde contribuent à décupler la mégalomanie de Chah Reza Pahlavi. D'autant que depuis le départ des Britanniques en 1971, il y a une place à prendre. Avec la bénédiction des Américains, le chah s'empresse de combler une partie du vide, et contribue largement à l'écrasement de la rébellion du Dhofar en envoyant des soldats iraniens prêter main-forte au sultan Qabous d'Oman.

La Force de déploiement rapide

Mais en janvier 1979, le chah parti, l'un des piliers-jumeaux de Washington dans la région, le plus solide, s'effondre. L'homme qui confiait à un journaliste : « Si vous n'aviez pas un Iran fort, capable de garantir sa propre

sécurité, d'assurer celle de la région, et, en cas de besoin, celle de l'océan Indien, comment feriez-vous ? Stationneriez-vous un million de soldats américains quelque part dans la région ? Voulez-vous d'autres Viêt-nam ? [1] », cet homme-là s'est enfui, chassé de son pays. L'Iran ne peut plus, ne veut plus tenir les promesses du chah. Que faire ? Il n'est bien entendu pas question de stationner un million — ou même moins — de soldats américains dans le Golfe. En revanche, puisque pour l'heure aucun État, pas même l'Arabie Saoudite qui a déjà fort à faire pour contrer l'influence de la révolution islamique sur son propre territoire, n'est en mesure de prendre le relais de l'Iran, les États-Unis vont mettre sur pied une Force de déploiement rapide (FDR), capable d'intervenir en quelques jours pour assurer la protection des champs pétrolifères et de défendre les régimes conservateurs pro-occidentaux de la région. Les uns après les autres, les « relais » sont en effet tombés. Depuis bien longtemps, le CENTO (*Central Treaty Organization*), l'alliance pro-occidentale, est moribond [2]. D'où le besoin ressenti à Washington de pouvoir faire soi-même sa police dans une région volontiers présentée à l'Ouest comme le « poumon de l'Occident ».

1. *Newsweek,* 24 janvier 1977.
2. Le CENTO était une survivance de la guerre froide. Conçu pour contenir « l'expansionnisme communiste », il s'est avéré d'une totale inefficacité. En 1955, la Grande-Bretagne forme avec l'Irak, le Pakistan, la Turquie et l'Iran le pacte de Bagdad, organisé sur le modèle de l'OTAN. Les États-Unis ne signent pas le pacte en tant que tel, mais y sont associés. Trois ans plus tard, la monarchie hachémite est balayée en Irak. Le CENTO succède au pacte de Bagdad en 1959 et transfère son siège à Ankara. Il s'agit en fait des mêmes pays, l'Irak excepté. A compter du début des années 70, le CENTO tombe en désuétude. Arrivé au pouvoir en Iran, le régime islamique décide de quitter le CENTO le 11 mars 1979. Le lendemain, le Pakistan lui emboîte le pas et trois jours plus tard, la Turquie en fait autant. L'Iran et le Pakistan expriment leur volonté de rejoindre le Mouvement des non-alignés. L'Iran prend ses distances avec l'Occident et le Pakistan donne ainsi un gage à ses nationalistes islamistes. Dès lors, il ne reste plus au CENTO qu'à prononcer sa dissolution, ce qui est fait en septembre 1979. Washington se retrouve sans système de défense en Asie du Sud-Ouest.

A dire vrai, l'idée d'un corps d'intervention directe n'est pas tout à fait nouvelle. Les souverains du Golfe s'en souviennent, la Force de déploiement rapide première mouture était dirigée contre eux. A la suite de la guerre israélo-arabe d'octobre 1973, les pays arabes producteurs de pétrole prennent conscience de leur pouvoir. Le relèvement brutal des prix ainsi que l'embargo sélectif décidé par l'OPAEP inquiètent les Américains. Le 14 janvier 1974, le secrétaire américain à la Défense, James Schlesinger, évoque publiquement lors d'une conférence de presse « la possibilité de conduire des opérations militaires [dans le Golfe] si besoin était ». Schlesinger n'entre pas dans les détails, laissant à chacun le soin d'imaginer les scénarios possibles. Mais à plusieurs reprises des responsables palestiniens ont laissé entendre qu'ils pourraient saboter les puits de pétrole du Golfe. Au milieu des années 70, la première des priorités est donc pour le Pentagone d'être capable de s'emparer des champs pétroliers. Ce n'est que bien plus tard, avec les menaces répétées des responsables iraniens, que les stratèges commenceront à envisager sérieusement l'hypothèse d'un blocage du détroit d'Ormuz, et assigneront entre autres à la FDR la mission de maintenir la liberté de navigation dans le détroit. Ces deux missions sont de nature très différente. S'il est toujours possible de forcer un blocus, il est en revanche singulièrement plus difficile de s'assurer le contrôle d'installations pétrolières qui s'étendent sur un territoire très vaste, et qui, à tout moment, peuvent être détruites par un petit groupe de saboteurs.

Dès 1977, Carter a ordonné la mise en place d'une force pouvant intervenir dans le tiers monde. En avril 1979, le chef d'état-major de l'armée de terre parle d'un corps pouvant compter 100 000 hommes. L'intervention soviétique en Afghanistan n'a fait qu'accélérer le projet et lui donner une dimension supérieure. On parle bientôt d'une FDR pouvant mobiliser 400 000 hommes. La presse souligne que ces combattants, souvent des anciens du Viêt-nam, apprennent à oublier la verdure et la saison des pluies en se familiarisant

avec le climat aride et désertique de la Péninsule arabique quelque part dans le Colorado et le Nevada.

Lorsque Ronald Reagan prend possession du Bureau ovale de la Maison Blanche, le 20 janvier 1981, tout est déjà prêt. Le tournant a été pris sous l'administration Carter. Il lui suffit de réaffirmer son « engagement à maintenir la sécurité et la stabilité dans le Golfe »[1]. Personne ne met en doute la capacité de Reagan à engager des troupes à l'étranger. On dit même que les Iraniens ont consenti à relâcher les otages de l'ambassade au moment même de la passation des pouvoirs entre Carter et Reagan, persuadés qu'ils étaient que le nouveau président n'hésiterait pas, lui, à lancer toutes les forces des États-Unis contre l'Iran pour récupérer les otages et « punir » leurs geôliers. Le président Reagan ajoute que son pays doit être présent directement dans le Golfe « pour que les Soviétiques sachent qu'un mouvement irréfléchi de leur part leur ferait courir le risque d'une confrontation avec les États-Unis ».

S'il était relativement aisé de décider de la création de la FDR, sa mise en place effective rencontre de sérieux obstacles. Premier constat : le Golfe arabo-persique est loin, très loin des États-Unis. A vol d'oiseau, la distance est de 12 000 kilomètres ; par voie de mer, en contournant le cap de Bonne-Espérance, il faut en compter 16 000. Avec de telles distances, il n'est guère aisé d'assurer un pont aérien, et le transport maritime des troupes et du matériel demanderait au bas mot une quinzaine de jours. Voilà qui est difficilement compatible avec les exigences d'une Force de déploiement *rapide* qui doit être, par nature, capable de répondre instantanément à toute menace. Avec de tels délais, il ne resterait plus grand-chose des installations pétrolières ni des régimes que la FDR est censée protéger. C'est pourquoi on commence à parler, fin 1983, d'une Force d'intervention rapide jordanienne d'un rayon d'action de 2 500 kilomètres et forte de 8 000 hommes, capable de jouer les pompiers

1. *Le Figaro-magazine*, 21 février 1981.

volontaires dans le Golfe tandis que la Force de déploiement rapide américaine... se déploierait aussi rapidement que possible. Dans le courant du mois de janvier, l'administration Reagan donne publiquement son appui à ce projet. A Jérusalem, on est furieux. Après tout, la Jordanie est un pays du champ de bataille. Qui peut garantir que cette force, équipée et entraînée par les États-Unis pour intervenir dans les États du Golfe, ne se retournera pas contre Israël ? L'an passé, déjà, le Congrès avait refusé d'accorder 220 millions de dollars pour l'entraînement et l'équipement des brigades anti-insurrectionnelles du roi Hussein. Mais cette fois, le président américain a, semble-t-il, réussi à lever les objections israéliennes et, par conséquent, celles des partisans de l'État hébreu au Congrès. C'est donc apparemment le retour du « consensus stratégique » au Moyen-Orient cher au général Haig. Las ! Le principal intéressé, à savoir le souverain jordanien, se montre plus que réservé devant le projet. Une fois de plus, les responsables américains, soucieux de convaincre leur opinion publique, n'ont pas craint de mettre leurs alliés dans l'embarras. Comment le petit roi de Jordanie pourrait-il en effet laisser les États-Unis présenter ses fiers bédouins comme des supplétifs de l'armée américaine sans mettre en péril son trône et son autorité dans le monde arabe ? « Nous aiderions nos frères du Golfe avec ou sans l'aide des Américains, en raison de notre conviction que nous sommes partie intégrante du monde arabe et que sa stabilité est vitale pour nous », répond sèchement Hussein qui rappelle le rôle joué par son pays en 1961 aux côtés du Koweït et dans les années 70 en Oman contre les rebelles du Dhofar [1].

---

1. *International Herald Tribune,* 30 janvier 1984 ; *Le Monde,* 31 janvier 1984.

Bases et « facilités »

Il faut donc à la FDR, dont le quartier général se trouve à la base aérienne de McDill, en Floride, un appui logistique conséquent. A partir de 1980, tous les efforts des diplomates américains se portent sur la nécessité de trouver des bases, ou du moins des « facilités », à proximité ou dans les États du Golfe eux-mêmes. Parmi ces derniers, seul le sultanat d'Oman semble répondre favorablement aux avances de Washington. En juin 1980, les deux pays signent un accord par lequel le sultanat accepte d'être un point d'appui pour la FDR, au même titre que l'Égypte, la Somalie, ou le Kenya. En échange, les Américains s'engagent à financer la modernisation des équipements militaires omanais, notamment l'île de Massirah et l'aéroport de Sib destinés, le cas échéant, à accueillir les *Hercules C-130* de la FDR. Moyennant quoi ils peuvent se servir des bases de Mascate, Thamarit, Salalah, et de la piste d'atterrissage de Massirah. Cette petite île de l'océan Indien qui abrite une piste naguère utilisée par la RAF britannique, est séparée du détroit d'Ormuz par quelque 700 kilomètres. En avril 1980, les États-Unis se sont déjà servis de Massirah pour faire escale, lors du raid qui devait libérer les otages de Téhéran. Afin d'éviter de heurter ses collègues du Conseil de coopération du Golfe, Qabous a pris soin de préciser qu'Oman n'accordait pas aux Américains des bases, mais seulement des facilités qu'ils ne pouvaient utiliser qu'avec la permission du gouvernement omanais. Cela étant, ces « facilités » prévoient entre autres la possibilité pour l'*US Navy* d'entreposer par avance des armements et du carburant. Le dispositif est soumis au banc d'essai pour la première fois en août 1980 lors des manœuvres *Bright Star* ; 1 800 soldats américains sont à pied d'œuvre sur l'île. En novembre 1981, le sultanat, qui entre-temps est devenu membre fondateur du CCG dont la politique officielle exclut toute base étrangère dans la région, participe aux manœuvres *Bright Star II* qui impliquent aussi l'Égypte et le Soudan. Des *marines* débar-

quent dans le sultanat où ils restent vingt-quatre heures. Le Pentagone envisage de pouvoir procéder au débarquement de 5 000 marines si la FDR devait entrer en action.

La FDR dispose aussi de facilités à Mombasa, au Kenya, et tente d'améliorer la base somalienne de Berbera, abandonnée par les Soviétiques en 1977 lors de leur expulsion par le président Syaad Barré, qui a également offert aux Américains l'usage du port de Mogadiscio. En revanche, bien que la Turquie soit un pays allié, membre de l'OTAN, et relativement proche du Golfe, rien n'indique que ce pays soit considéré par le Pentagone comme un auxiliaire possible de la FDR pour ses opérations dans le Golfe.

Enfin, les installations militaires de la *Royal Air Force* britannique de l'île de Diego Garcia, en plein cœur de l'océan Indien, à 3 500 kilomètres au sud-est du Golfe, ont été louées en 1980 par le Pentagone au Royaume-Uni. Les militaires américains se sont empressés de moderniser et d'agrandir les installations de Diego Garcia, d'où les commandos américains peuvent rayonner sur l'Afrique australe, les îles de l'océan Indien, la péninsule arabique, ou encore le sous-continent indien et, bien entendu, le Golfe. La base de Diego Garcia, où du matériel est prépositionné, dispose d'approvisionnements suffisants pour équiper une division de 11 000 hommes pendant plus d'un mois. Elle présente cependant un point faible de taille : il faut six jours à un navire de guerre pour gagner le Golfe à partir de Diego.

Depuis le 1er janvier 1983, la FDR dispose d'un commandement unique, le *Central Command,* ou encore CENTCOM. Mais la FDR est plus un concept assez souple qu'un véritable corps d'armée. L'organisation permanente est relativement restreinte, certaines unités régulières de l'armée américaine ont seulement été choisies pour rejoindre la FDR en cas de nécessité. Au total, une fois constituée, la FDR doit être en mesure de mobiliser 400 000 hommes.

Cela, c'est le dispositif officiel, avoué, de l'organisation intégrée de la Force de déploiement rapide. Mais en fait, les Américains sont déjà présents militairement dans plusieurs

de ces États. Certes, fidèle à sa politique officielle, l'Arabie Saoudite a poliment rejeté le 8 avril 1980 une demande des États-Unis d'utiliser les facilités militaires saoudiennes, à une époque où Zbigniew Brzezinski se faisait insistant. Il n'en reste pas moins que pour l'opposition de gauche dans le Golfe, Dhahran, sur la côte est du royaume, est bel et bien une base américaine. A la vérité, c'était plus ou moins le cas dans le passé, davantage en tout cas qu'aujourd'hui. En 1957, un accord donne à l'*US Air Force* une situation privilégiée à Dhahran. Bien que le bail américain ne soit pas renouvelé, la guerre du Yémen conduit Ryad, qui a besoin de l'appui occidental, à maintenir le *statu quo*. Surtout, Dhahran est la ville de l'ARAMCO, ce consortium pétrolier saoudo-américain. La présence de nombreux citoyens américains vivant reclus dans leur *compound* gardé par des vigiles, coupés de la population majoritairement chiite de la région, a surtout valeur de symbole. D'où les manifestations anti-américaines qui se sont déroulées à Dhahran lors de la guerre des Six Jours. Cela étant, nul doute qu'un mot suffirait pour que l'aviation américaine retrouve en un clin d'œil toutes ses prérogatives d'antan à Dhahran.

Bahrein, tête de pont des Américains dans le Golfe

La marine américaine dispose, elle, de facilités portuaires à Dubaï, mais surtout à Bahrein, dans la base de Juffair. Là encore, il s'agit d'un legs des Britanniques. Quatre mois seulement après l'indépendance, les dirigeants de Bahrein signent le 23 décembre 1971 un accord octroyant à l'*US Navy* le droit d'utiliser les installations de Juffair, que viennent de quitter les Britanniques. Rien n'est fondamentalement changé : depuis vingt-cinq ans, les Anglais accordaient des facilités portuaires à la *Navy* américaine. A la demande pressante de Bahrein, l'accord est gardé secret, mais le texte en parvient au *New York Times* qui s'empresse de le publier le 6 janvier 1972, pour le plus grand embarras du gouverne-

ment bahreini. Le ministre des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed bin Moubarak, qui a la réputation d'être un fin diplomate, doit faire appel à toutes les ressources de son talent pour convaincre qu'il ne s'agit pas d'une base. Il déclare qu'à tout moment l'émirat « peut mettre fin unilatéralement à cet accord, et quand il le juge nécessaire ». En mars 1972, des manifestations ouvrières se déroulent dans la capitale, Manama. Les manifestants demandent entre autres le départ des Américains. Éclate alors la guerre d'octobre 1973. L'émirat ne peut faire moins qu'annoncer l'abrogation de l'accord. En attendant, les Américains sont toujours là, et rien n'indique qu'ils aient l'intention de plier bagage. Le 6 octobre 1974, l'*International Herald Tribune* révèle que Bahrein est revenu sur sa décision d'annuler les facilités portuaires dont jouissent les États-Unis ; le loyer versé par Washington, apprend-on plus tard, a été multiplié par six. Mais l'opposition à la présence américaine se fait sentir jusque dans les travées de l'Assemblée nationale nouvellement élue. Sa dissolution par l'émir, le 26 août 1975, n'est pas sans rapport avec l'« affaire de Juffair ». Le gouvernement bahreini, cependant, se rend compte qu'une présence militaire étrangère voyante — surtout lorsqu'il s'agit du principal protecteur de l'adversaire sioniste, dénoncé à longueur de colonnes par la presse officielle — est grosse de dangers pour le régime. Sans grande conviction, le ministre des Affaires étrangères annonce que les deux gouvernements ont, d'un commun accord, décidé de mettre fin à ces facilités à compter du 30 juin 1977. Cheikh Mohammed bin Moubarak explique que la présence américaine sur le sol bahreini « incite à d'autres présences ». Cette fois encore, les militaires yankees se font plus discrets... et restent sur place.

Aujourd'hui, à Bahrein, tout le monde vous parlera de la « base américaine », avant de se reprendre, d'un ton amusé : « pardon, je veux dire les "facilités" américaines ». A deux pas du port commercial de Mina Salman, la base de Juffair est en effet bien discrète. Certes, le soir, les bistrots

des alentours sont remplis de jeunes Américains athlétiques en T-shirt, à la nuque rasée. Mais, dans l'ensemble, ils ne se font guère remarquer. Seule, l'entrée proprement dite de Juffair se signale par les *GI's* en faction. Pas de drapeau américain mais, depuis l'attentat au camion piégé qui a détruit l'immeuble des contingents français et américain de la Force multinationale à Beyrouth, en octobre 1983, et les tentatives similaires, deux mois plus tard, contre les ambassades de France et des États-Unis à Koweït, la protection a été renforcée. Des dalles de béton ont été érigées pour bloquer l'accès de l'une des entrées. Cette base qui n'en est pas une existe donc. Elle a même le téléphone. Dans l'annuaire de Bahrein, son numéro est indiqué derrière une raison sociale bien anodine : *Administrative Support Unit.* C'est pourtant bien à Bahrein que relâche le *LaSalle,* navire-amiral des forces navales américaines pour tout le Moyen-Orient (COMIDEASTFOR). Le contre-amiral John Addams, commandant en chef, n'est peut-être pas « basé » en permanence à Bahrein, puisqu'il est à bord de son bateau. Et ce n'est sans doute que pur hasard si sa femme, elle, loue une villa à terre et réside en permanence dans l'émirat. Au total, on estime à près de 300 hommes et officiers le nombre des soldats américains stationnés à Juffair. Autour du *LaSalle,* quatre destroyers assurent la présence militaire américaine dans le Golfe. Deux destroyers sont en effet venus renforcer les trois premiers vaisseaux à la mi-1979, alors que le vent de la révolution islamique atteignait les rives arabes du Golfe.

Apparemment, les « facilités » accordées par le gouvernement bahreini ne sont pas réservées à la marine. Il n'est pas rare, en effet, de voir sur l'aéroport de Bahrein, à Mouharraq, stationné en bout de piste, à l'écart des appareils commerciaux, un transporteur de troupes et de matériel Galaxy de l'US Air Force, lourd et imposant, les ailes tombantes à la façon d'un albatros.

Si les Américains accèdent aux requêtes des pays de la région de maintenir une présence « au-delà de l'horizon »,

qui ne soit pas trop visible, de façon à ne pas fournir de prétexte aux oppositions locales encouragées par les Soviétiques, Washington tient beaucoup à conserver en permanence plusieurs navires de guerre à l'intérieur du Golfe. Car toute tentative de bloquer le détroit serait bien évidemment un *casus belli* pour les États-Unis. Il est maintenant avéré que les Américains ne se sont pas posés à Bahrein lors du raid de sauvetage des otages en avril 1980. En revanche, le *LaSalle* et d'autres navires militaires avaient quitté peu auparavant leur mouillage pour gagner le centre du Golfe, à proximité des eaux iraniennes. Dans la réalisation de ce raid, cette bien modeste *Administrative Support Unit* a joué un rôle essentiel dans la coordination des opérations.

Cette coordination a pourtant été défaillante le 25 avril 1980, lors du raid de Tabas, au cours duquel les commandos américains devaient libérer par la force les otages de leur ambassade à Téhéran. La MIDEASTFOR de Juffair avait été mise en état d'alerte, plusieurs destroyers américains avaient quitté Bahrein pour se rapprocher des eaux iraniennes en cas de besoin. Dans le même temps, les appareils de l'US Air Force avaient refait le plein de carburant à Massirah, en territoire omanais. La FDR répétait, grandeur nature. Ce que les stratèges américains n'avaient pas prévu, c'était la présence sur les routes habituellement désertiques de la région de Tabas d'un autocar de civils iraniens risquant de donner l'alerte. Pire, les communications entre les hélicoptères et leur base arrière furent interrompues. On parlera plus tard d'un brouillage des Soviétiques. L'opération ayant été décidée à Washington sans tenir compte de l'avis d'experts locaux, pour des raisons de sécurité, des vents de sable ont dérouté les pilotes. Pourtant, des spécialistes du cru n'auraient pas manqué de mettre en garde contre ces phénomènes atmosphériques qui n'ont rien d'exceptionnel dans le désert d'Iran. Enfin, la catastrophe : deux hélicoptères entrent en collision. Jimmy Carter annule l'opération. Restent sur le sol huit cadavres de soldats américains que les Iraniens s'empressent de présenter aux photo-

graphes de la presse internationale. Carter, les traits tendus, revendique seul la responsabilité de la tentative et de son échec. Les otages, dans les jours qui suivent, sont disséminés aux quatre coins de l'Iran pour dissuader Washington de rééditer une telle opération. La FDR, en voie de constitution, a montré ses limites et la crédibilité des États-Unis sort encore affaiblie du fiasco de Tabas.

La bataille des AWACS

Communauté d'intérêts ne signifie pas compréhension. Cette nécessaire, incontournable alliance entre les monarchies du Golfe et l'Oncle Sam passe par de nombreux malentendus. En 1962, Fayçal avait peu apprécié que Kennedy, en dépit des mises en garde qu'il venait de lui prodiguer à Washington, reconnût aussitôt le régime républicain au Yémen sur la foi des promesses de ce félon de général Sallal. Plus tard, les prêches du révérend Carter sur les droits de l'homme, avec leurs conséquences sur le destin d'alliés indéfectibles comme le chah et Somoza, ne sont pas pour rassurer les princes du Golfe. Ces derniers ne sont pas loin de croire que les Américains, pour peu qu'ils trouvent des révolutionnaires qui leur promettent d'assurer à l'Occident un flot continu de pétrole, ne lèveront pas le petit doigt pour défendre leurs trônes. L'irrésolution de Jimmy Carter les irrite profondément. « Si j'étais à la place de Carter, j'attaquerais l'Iran », confie abruptement l'émir de Bahrein à un étranger venu profiter de la plage royale, accessible à tous les expatriés occidentaux. On est alors au plus fort de la crise des otages.

Avec l'arrivée à la Maison Blanche de Reagan, les monarques de la Péninsule respirent. Ses premiers discours réaffirment la solidarité de Washington aux côtés des régimes du Golfe. C'est à son administration qu'il échoit désormais de poursuivre les négociations, entamées sous Carter, sur un gigantesque contrat d'armement. Se sentant menacés par

l'aviation iranienne, les Saoudiens veulent commander cinq avions-radars AWACS, du type de ceux qui ont été dépêchés à titre gracieux par Carter dans les premières semaines de la guerre irako-iranienne. Mais alors que ces derniers sont sous contrôle exclusif des Américains, qui distillent au compte-gouttes l'information recueillie à l'armée saoudienne, les dirigeants de Ryad veulent disposer de leurs propres AWACS, avec des équipages saoudiens ou, du moins, sous contrôle saoudien, dans un premier temps. Il faut dire que ces AWACS *(Airborne Warning and Control System),* dont chacun vaut 1,2 milliard de francs, sont de véritables petites merveilles. L'appareil est la version militaire du Boeing 707. A son bord, c'est rien moins qu'une centrale d'espionnage électronique qui est embarquée. Le grand disque noir et blanc qui surmonte l'avion, rappelant un champignon, abrite un radar hautement sophistiqué. Les ingénieurs qui opèrent à bord peuvent déceler sur leurs écrans de contrôle un avion décollant de sa base à quelque 300 kilomètres de là, enregistrer sa vitesse et noter le type de l'appareil. Seule la Grande-Bretagne a réussi à construire un tel système d'alerte aérienne, le Nimrod, moins cher mais aussi moins perfectionné.

Les Saoudiens veulent ces AWACS. Rapidement, ils convainquent plusieurs membres importants de l'administration Reagan, dont le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, de la justesse de leur demande. A l'origine, ce sont d'ailleurs les Américains eux-mêmes qui avaient envisagé de vendre aux Saoudiens deux AWACS que l'Iran avait commandés à l'époque du chah. L'idée était du général Jones et soutenue par Brzezinski. Mais en 1981, si Weinberger est gagné à la thèse des Saoudiens, le secrétaire d'État Alexander Haig, proche des Israéliens, est beaucoup plus réservé. Le lobby juif se dépense beaucoup pour convaincre représentants et sénateurs que la livraison d'armements aussi sophistiqués représenterait une grave menace pour l'existence d'Israël. Haig essaie de concilier tout le monde avec sa notion de « consensus stratégique » dirigé contre l'Union

soviétique. Pour une fois d'accord, mais bien entendu pour des raisons diamétralement opposées, Israéliens et Saoudiens observent qu'en aucun cas la menace soviétique n'est pour eux plus importante que les dangers propres à la région elle-même : les voisins arabes pour Israël, et l'Iran pour l'Arabie Saoudite. Le consensus stratégique cher à Alexander Haig a vécu.

Mais dans le même temps, les dirigeants de Ryad sont ulcérés de voir que les Américains reviennent sur leur parole. Le gouvernement de Washington et le président Reagan se sont finalement engagés le 21 avril 1981 à livrer les AWACS demandés, ainsi que d'autres armements. Aux yeux des Saoudiens, les atermoiements du Congrès, qui traîne les pieds pour ratifier cet accord, ne peut s'expliquer autrement que par la mauvaise foi des dirigeants américains. D'un ton très sec, le prince Sultan, ministre de l'Aviation et de la Défense du royaume, explique en juin 1981 qu'il peut faire ses courses ailleurs. Pour compliquer les choses, « Al » Haig destitue au même moment l'ambassadeur américain à Ryad, Neuman, jugé trop favorable au point de vue saoudien. Tout comme Kissinger, quelques années plus tôt, avait démis de ses fonctions l'ambassadeur Akins, lui aussi pour cause de trop bonnes relations avec ses interlocuteurs saoudiens. Le rappel de Neuman est considéré par la cour de Ryad comme un mauvais présage. La discussion du contrat par le Congrès est une première fois repoussée au mois de juillet, puis au mois d'août. Le 24 août, le gouvernement américain notifie officiellement au Congrès son intention de vendre au royaume wahhabite des armements pour un montant total de 8,5 milliards de dollars, dont les fameux AWACS.

Pour apaiser les nombreux partisans d'Israël que comptent les deux chambres du Congrès, Haig souligne que des conditions draconiennes sont attachées à l'utilisation de ces avions-espions ultrasophistiqués : une présence américaine serait maintenue à bord des avions ; les informations recueillies par les AWACS seraient partagées avec les États-

Unis, et avec eux seuls. Un document du Pentagone précise : « La nature des AWACS est si complexe qu'il faudra du personnel américain sous contrat pour assurer la maintenance des éléments clés du système durant toute leur vie. Il est donc extrêmement improbable qu'une utilisation illicite des AWACS passe inaperçue [1]. » Sans rassurer l'État hébreu pour autant, les dirigeants américains ne réussissent qu'à provoquer l'ire de Ryad. Non que les responsables saoudiens soient obtus et fermés à tout accommodement. Mais comment se laisser humilier de la sorte sans réagir ?

Le 2 octobre, Saoud Al Fayçal, le jeune ministre des Affaires étrangères du royaume, de passage à New York où il rencontre Alexander Haig, déclare que son pays désire surmonter les obstacles qui s'opposent à la vente des AWACS. Il n'est pas besoin d'être expert ès diplomatie pour comprendre que Ryad accepte les conditions qu'entend lui imposer Washington. Mais il est hors de question de perdre la face et Saoud Al Fayçal ajoute que si l'Arabie Saoudite s'engage à n'utiliser les AWACS qu'à l'intérieur de ses frontières, il n'est en revanche pas question que la mise en service de ces appareils soit assurée conjointement avec des Américains.

Le 14 octobre, cependant, la Chambre des représentants rejette le projet. Le prestige et la crédibilité de Ronald Reagan sont en jeu, il en est parfaitement conscient. Comment faire confiance aux États-Unis si les promesses ne se concrétisent pas ? Les nombreux alliés que Washington compte dans le monde ne se soucient guère, en règle générale, des procédures constitutionnelles, et peu leur importe de savoir que le Sénat ou la Chambre des représentants peuvent défaire ce que le président a échafaudé. Ils risquent de n'y voir qu'un signe de duplicité. Reagan qui, lors de la campagne électorale, déclarait à un magazine allemand que le seul véritable allié des États-Unis au Moyen-Orient était

1. *The Middle East,* septembre 1984.

Israël, jette tout son poids dans la bataille pour défendre le contrat saoudien. Deux semaines plus tard, le 28 octobre, le Sénat approuve par 52 voix contre 48 la vente à l'Arabie Saoudite des cinq AWACS, ainsi que de huit avions de ravitaillement en vol KC-707, 1 177 missiles air-air Sidewinder, et 202 réservoirs de carburant supplémentaire permettant d'élargir sensiblement le rayon d'action des F-15 dont dispose déjà le royaume. Ce dernier point inquiète tout particulièrement Israël. « Dieu soit loué ! La cause de la paix est à nouveau en marche », soupire Ronald Reagan. Que s'est-il donc passé pour en arriver à ce retournement de situation ?

L'assassinat d'Anouar El Sadate le 6 octobre a pu précipiter les choses. Bien malgré lui, en se faisant assassiner, le *Raïs* a rendu un dernier service à l'administration Reagan. « La mort de Sadate démontre que les États-Unis ne peuvent pas se permettre de dépendre, dans cette région du monde, de l'amitié d'un pays unique. Washington doit étendre ses alliances au cercle le plus large possible », soutient Edwin Meese, le plus proche conseiller du président. Reagan lui-même a personnellement téléphoné à plusieurs des parlementaires récalcitrants, en a reçu certains, et a fait parvenir une lettre confidentielle à Howard Baker, chef du groupe républicain au Sénat. Dans cette lettre, — aussitôt rendue publique — le chef de l'État affirme que les Saoudiens ont accepté de se soumettre à un contrôle par le personnel américain pendant la période d'utilisation des AWACS. Les appareils serviront bien en deçà des frontières, de façon à ne pas courir le risque qu'ils tombent entre des mains ennemies. Reagan réaffirme à nouveau sa solidarité avec Israël. En fin de compte, rien que l'on ne sache déjà peu ou prou. Le voile est levé par un article retentissant que publie le *Washington Post* le 1er novembre 1981. Le quotidien révèle que ce qui a emporté la conviction des hésitants, c'est l'assurance donnée par Reagan que ce contrat faisait partie d'un vaste plan stratégique. La défense aérienne saoudienne et des émirats de la région serait complètement intégrée par la liaison entre une centrale de com-

mande basée à Ryad, un satellite de télécommunications, les missiles sol-air et les intercepteurs F-15 de l'aviation royale. Le tout étant évidemment coordonné avec les forces militaires US dans la région. Les pièces du puzzle s'emboîtent, la Force de déploiement rapide américaine, à la lumière de ces révélations, bénéficie ainsi d'un appui considérable, tant dans la collecte de renseignements que dans la défense aérienne de son théâtre d'opérations potentiel. Les dirigeants américains caressent, à terme, l'espoir d'amener l'Égypte à se joindre à cette défense intégrée, et à obtenir de l'Arabie Saoudite l'autorisation de stationner des troupes américaines en permanence sur son territoire.

Plan Fahd, plan Reagan

A Ryad, on se refuse dans un premier temps à faire le moindre commentaire sur ces informations, manifestement puisées à très bonne source, auprès des services de renseignements américains. Puis, début janvier, le prince Fahd, s'adressant aux cadets et officiers de l'Institut des études technologiques de Dhahran, dément mollement qu'il existe le moindre engagement secret avec quelque puissance étrangère que ce soit [1]. Et le prince de la couronne d'ajouter : « Même si les États-Unis avaient refusé de nous vendre les AWACS, nous ne serions pas devenus anti-américains pour autant ». A dire vrai, on s'en doutait un peu, malgré les rodomontades de son frère Sultan, de bonne guerre durant la phase des négociations. Depuis l'automne 1981 et le vote du Congrès, c'est à nouveau la saison des amours entre Washington et Ryad. Le contrat d'armement était à peine ratifié par le Sénat que le président Reagan se mettait soudainement à faire l'éloge du plan Fahd. L'administration américaine avait quand même mis trois mois à en découvrir des aspects positifs : c'est le 7 août 1981 que le prince Fahd

1. *Arab News,* Djeddah, 9 janvier 1982.

avait rendu public le plan de paix en huit points qui portait son nom. A l'époque, le département d'État n'y avait vu que « la réaffirmation des positions saoudiennes ». Entre ces deux dates, il est vrai, Sadate a été assassiné par des fondamentalistes musulmans. Le leader arabe le plus proche de Washington ayant ainsi disparu, les Américains sont tentés de donner plus de poids à l'Arabie Saoudite dans leur stratégie régionale. Simultanément, le président Reagan élabore son propre plan de paix pour le Moyen-Orient. Le plan Reagan est rendu public le 1er septembre 1982. Les bonnes manières de Washington envers le prince Fahd n'ont pas été inutiles. Dans l'ensemble, le plan Reagan, bien que nettement en retrait sur celui de Ryad en ce qui concerne les Palestiniens, reçoit plutôt un bon accueil parmi les États arabes du Golfe. Au sommet n° 2 de Fès, en septembre 1982, l'Arabie Saoudite prend la défense du plan Reagan et milite pour une fusion des plans Fahd et Reagan au sein de ce qui doit devenir le plan de Fès. Arafat lui-même, dans le sillage des Saoudiens, voit dans le plan Reagan des aspects positifs.

Le gel des avoirs iraniens

Quelques jours avant sa mort, Sadate dépêche à Washington son vice-président, Hosni Moubarak, pour avertir le président américain que les États-Unis porteraient atteinte à leur crédibilité dans la région s'ils ne fournissaient pas aux Saoudiens les avions-radars demandés. Mais Sadate emploie aussi un argument de poids : il rappelle que « Ryad a des milliards entreposés dans les banques américaines, et que leur retrait porterait un coup sérieux à la plus forte économie du monde [1]. » On peut discuter le fait de savoir si les Saoudiens seraient prêts à utiliser cette arme contre les États-Unis. Il est permis d'en douter, à moins de circons-

1. Déclarations du 30 septembre 1981, *Le Monde,* 2 octobre 1981.

tances exceptionnelles. Mais ce qui est certain, c'est que l'interpénétration des capitaux saoudiens et de l'économie américaine atteint des proportions colossales qui en font le sujet tabou par excellence, tant à Ryad qu'à Washington. Que dirait en effet l'opinion publique américaine si elle apprenait que telle grande entreprise appartient en fait à quelque prince d'Arabie, que telle grande banque ayant pignon sur rue pourrait du jour au lendemain être acculée à la faillite sur simple décision de quelques gros déposants saoudiens, dont l'imprévisible SAMA, la Saudi Arabian Monetary Agency, la Banque centrale du royaume. D'autant que la SAMA, à la différence des investisseurs koweïtiens, n'est guère intéressée à détenir des portefeuilles d'actions : sa préférence va aux dépôts à vue et à court terme. Même si la Banque centrale y perd en raison de l'inflation, les financiers du royaume se sentent plus libres ainsi. De même, quel scandale à Ryad si le peuple savait à quel point tout ce que dit l'opposition sur les liens entre l'Arabie et l'Amérique est vrai — et tellement en deçà de la vérité !

Depuis le gel des avoirs iraniens aux États-Unis, cette tendance s'est cependant sérieusement ralentie. La décision du gouvernement américain a fait réfléchir les déposants arabes. « Aujourd'hui, ce sont les Iraniens qui sont visés ; rien ne s'oppose à ce que demain, si la conjoncture politique s'y prête, nous soyons à notre tour victimes de ce procédé », se disent-ils. D'où la chute sensible des dépôts de l'OPEP aux États-Unis dans le courant de l'année 1981 : au cours des dix premiers mois, les dépôts de l'OPEP baissent de 2,9 milliards de dollars, tandis que simultanément, ces mêmes pays déposent 49,9 milliards de dollars dans des banques hors du territoire américain. Ce sont donc les dirigeants américains eux-mêmes qui, sans le vouloir, ont provoqué cette fuite des capitaux et incité leurs partenaires à diversifier leurs dépôts. La Suisse, la Grande-Bretagne sont bien entendu les premiers bénéficiaires de cette nouvelle donne. Mais c'est surtout le Japon qui en a profité. Près de 3,5 milliards de pétro-dollars en provenance du Golfe se

sont ainsi placés dans l'Empire du Soleil levant en 1980, l'année qui a suivi le gel des avoirs iraniens aux États-Unis. Ce ballon d'oxygène a dans un premier temps rendu un service appréciable à l'économie nippone. A cette époque, 90 % des importations de pétrole proviennent du Golfe ; ce recyclage des capitaux pétroliers est le bienvenu. Mais l'afflux de devises prend rapidement une telle ampleur que les autorités monétaires japonaises sont obligées, pour calmer le jeu, de freiner ces investissements saoudiens, koweïtiens ou qataris. Les Japonais ne veulent pas d'une internationalisation du yen qui menacerait leur compétitivité sur les marchés étrangers. Les capitaux arabes reprennent donc lentement le chemin de l'Amérique, un temps boudée.

La dépendance à l'égard du gouvernement américain n'est pas le seul motif de mécontentement, de la part des déposants arabes du Golfe. Ceux-ci trouvent que les lois américaines protègent bien mal le secret des transactions. Moins bien, en tout cas, que les banques suisses. Mais, qui plus est, les banques américaines ne savent pas protéger leurs clients des fuites inopportunes. C'est en représailles contre de telles fuites que le Koweït a retiré, en juillet 1981, plus de 5 milliards de dollars de son portefeuille d'investissements géré par la Citibank. Celle-ci n'avait pas su empêcher la publication de documents confidentiels concernant les investissements koweïtiens aux États-Unis. La lecture de la presse enseignait ainsi que l'hôtel Hilton d'Atlanta était possédé en totalité par le Koweït. L'émirat allait-il punir l'ensemble du système américain ? Que non ! Cet argent, retiré d'une banque américaine, était aussitôt replacé dans d'autres banques, elles aussi américaines. Le dollar ne tremblait pas, les Arabes du Golfe montraient leur colère sans pour autant mettre en péril l'économie américaine et, partant, la leur.

Percée diplomatique de la France

Comment marquer son ancrage à l'ouest sans s'en remettre exclusivement aux États-Unis ? En s'adressant aux pays membres de la CEE, susurrent ces derniers aux oreilles des dirigeants « modérés » du tiers monde. On a vu à quel point les Britanniques étaient encore présents dans le Golfe, malgré le retrait de 1971. Les normes britanniques s'imposent souvent dans le domaine de l'électricité, du bâtiment ou de la téléphonie. Les coutumes alimentaires elles-mêmes dans les restaurants « internationaux » doivent beaucoup à la cuisine anglaise. Le mode de vie des expatriés et des Arabes « occidentalisés » est donc un puissant soutien au commerce extérieur britannique. Trop, sans doute. Exportateurs et diplomates britanniques, habitués à la facilité, ont relâché leur vigilance, faisant ainsi le lit de la concurrence.

La France, la première, s'est engouffrée dans la brèche. Politiquement, elle représentait la seule alternative occidentale aux États-Unis. La Grande-Bretagne, qui dispose du meilleur service diplomatique qui soit au monde, est complètement alignée sur Washington. Cette tendance, déjà vraie sous les travaillistes et le gouvernement conservateur d'Edward Heath, s'est notablement accentuée depuis l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. Depuis l'embargo décrété en 1967 à l'encontre d'Israël par le général de Gaulle lors de la guerre des Six Jours, la cote de la France dans le monde arabe est très bonne. Sous Georges Pompidou, la politique des grands contrats poursuivie par Jacques Chirac, l'appui apporté par Michel Jobert, alors ministre des Affaires étrangères, aux pays arabes lors du conflit israélo-arabe d'octobre 1973 sont venus confirmer et sceller cette amitié franco-arabe. Sentant que la France avait une carte à jouer, le président Giscard d'Estaing entame une grande tournée des pays du Golfe, au mois de mars 1980. Dépitée du succès diplomatique de ce voyage, la presse d'expression anglo-saxonne accuse Giscard de se comporter

en voyageur de commerce pour le compte des industries françaises d'armement.

Le dépit est compréhensible : la part du Royaume-Uni dans le commerce extérieur des pays du Golfe a entamé un déclin. Au reste, l'accusation n'est pas dénuée de fondement : deux mois plus tard, le ministre de la Défense Yvon Bourges refait le même périple, accompagné de responsables de la délégation à l'armement. Mais c'était compter sans la pusillanimité des exportateurs français dont beaucoup envoyèrent des représentants ne parlant ni l'arabe, ni l'anglais, qui arrivaient dans le Golfe pendant les fêtes religieuses. La percée politique ne s'accompagna pas d'une percée commerciale. Néanmoins, Mme Thatcher, qui a senti la menace, accomplit à son tour une tournée du Golfe en avril et en septembre 1981. Il s'agit de la première visite du chef de gouvernement de Sa Majesté depuis 1971. Ce sont donc de véritables retrouvailles entre les émirats et leur ancien tuteur. Mais c'est surtout avec l'Arabie Saoudite qu'intervient une réconciliation : un an plus tôt, il s'en est fallu de peu que les relations diplomatiques soient rompues à l'initiative de la famille royale saoudienne, irritée par la diffusion du film *Mort d'une princesse* sur une chaîne privée de télévision britannique. Le film retraçait l'exécution en 1977 d'une princesse appartenant à la maison des Saoud et de son amant au moment où ils s'apprêtaient à quitter le royaume. L'ambassadeur de Grande-Bretagne avait été déclaré *persona non grata* tandis que Londres, humiliée, exprimait ses excuses.

L'arrivée au pouvoir de François Mitterrand en mai 1981 prend tous les dirigeants du Golfe au dépourvu. Le nouveau chef d'État présente deux vices rédhibitoires pour les monarques de la Péninsule : il proclame depuis toujours son amitié pour Israël, et il est socialiste. Pis : deux mois après son élection, il prend sans nécessité quatre ministres communistes dans son gouvernement. Un émir comme Cheikh Khalifa du Qatar, réputé le plus francophile des souverains du Golfe, en est ulcéré, de même que le très anticommuniste

sultan Qabous. Les dirigeants du Koweït, de Bahrein, des Émirats et d'Arabie Saoudite, plus discrets, n'en pensent pas moins. A divers titres, tous ont des intérêts financiers en France. Leurs biens seront-ils nationalisés ? Sur le plan diplomatique, le nouveau pouvoir multiplie les maladresses. François Mitterrand, qui, en tant que candidat, avait reproché à Valéry Giscard d'Estaing son ostracisme à l'encontre d'Israël, fait connaître son intention d'être le premier président de la République à se rendre en visite officielle dans l'État hébreu. Le malheur veut que cette annonce intervienne au moment même où les six monarques du CCG sont réunis à leur sommet fondateur d'Abou Dhabi. Dans la foulée, le gouvernement français indique son intention de faire appliquer la circulaire anti-boycott prise par Raymond Barre, mais en fait jamais entrée en vigueur. Il faut savoir en effet que tous les pays membres de la Ligue arabe imposent aux exportateurs étrangers un certificat attestant que le produit proposé n'est pas d'origine israélienne, n'a pas transité par Israël et n'a pas été transporté par un chargeur israélien. Paris fait valoir que les Américains interdisent avec succès à leurs sociétés de délivrer de tels certificats. Mais la France n'a pas la puissance des États-Unis, et si les Arabes peuvent difficilement se passer des Américains, les Français ne leur sont pas indispensables.

Pendant plusieurs mois, la diplomatie française est placée sous haute surveillance. Les moindres gestes sont disséqués, analysés, soupçonnés *a priori* de complaisance pro-israélienne. Mitterrand envoie deux émissaires à quelques semaines d'intervalle rassurer les dirigeants de la région. L'ambassadeur Andreani est chargé de les convaincre que la politique de Paris au Moyen-Orient reste équilibrée, tandis que Claude de Kémoularia, un dirigeant de la banque Paribas, a pour mission de les persuader de l'innocuité de la politique économique socialiste. Devant le scepticisme inébranlable des rois et émirs, François Mitterrand décide de frapper un grand coup : il réserve à l'Arabie Saoudite son premier voyage d'État, en septembre 1981. Le geste est

apprécié. Les explications sont « franches », selon le terme en vigueur dans les chancelleries pour exprimer un désaccord complet, mais les Saoudiens sont rassurés. Dans la salle du palais des hôtes de Taëf, où il tient une conférence de presse avec le prince héritier, Mitterrand réaffirme le droit à l'existence d'Israël tandis que Fahd, à ses côtés, ne bronche pas : le président français reconnaît que les dirigeants saoudiens lui ont fait prendre conscience de l'ampleur du problème palestinien et qu'il en ferait part à ses interlocuteurs à Jérusalem. Cependant, ce n'est que l'appui apporté par les Français au sauvetage des Palestiniens après le siège de Beyrouth par les Israéliens (été 1982) qui met véritablement un terme au purgatoire subi par la France.

L'Italie et la RFA constituent d'autres interlocuteurs possibles pour les Arabes du Golfe. Mais l'Italie n'a guère de poids sur la scène internationale et l'Allemagne fédérale refuse d'en user. « Quand cesserez-vous donc d'être un nain politique ? » se sont exclamés avec humeur les dirigeants saoudiens lorsque, en 1981, leurs interlocuteurs allemands ont dû renoncer, devant les pressions israéliennes, à leur livrer les chars Léopard tant convoités. Car si Israël ne peut pas grand-chose contre les livraisons d'armes américaines ou françaises aux pays du Golfe, les dirigeants israéliens ne manquent pas une occasion de rappeler qu'il y a une différence de nature lorsqu'il s'agit de l'Allemagne : il n'est pas question pour eux de permettre au pays où le nazisme a vu le jour d'armer les ennemis des juifs au Moyen-Orient. Le poids de l'histoire et le sentiment de culpabilité des Allemands d'aujourd'hui vis-à-vis de leur histoire récente fait le reste. Il n'empêche que la RFA fait un peu figure de nouvelle venue au Moyen-Orient, longtemps le champ clos des rivalités franco-britanniques. La visite effectuée en Iran par le chef de la diplomatie ouest-allemande Hans Dietrich Genscher en juillet 1984 a posé Bonn en médiateur possible entre Téhéran et les pays occidentaux.

Reste le Japon, traditionnellement discret sur le plan diplomatique. La diplomatie de Tokyo fait un peu penser

aux pancartes que l'on peut lire chez les commerçants, proclamant que « le client a toujours raison ». L'exercice demande du doigté lorsque deux des principaux clients sont en guerre et accusent toute nation faisant du commerce avec l'ennemi d'être également ennemie. Les industriels nippons n'en ont pas moins réussi à demeurer présents en Irak comme en Iran, parfois au péril de la vie des ouvriers coréens travaillant sur les chantiers menacés, comme ceux du port frontalier iranien de Bandar Khomeiny. En sous-main, cependant, les diplomates japonais ont apporté leur soutien actif à toutes les tentatives de médiation. Mais en dépit de leur omniprésence, les Japonais ne sont pas en mesure d'influencer significativement la politique dans la région du Golfe arabo-persique.

CHAPITRE XII

La guerre irako-iranienne : le danger se rapproche

« La sécurité de l'Europe n'est qu'un vain mot sans la stabilité et la sécurité dans le Golfe persique. »

Mohammed REZA PAHLAVI, chah d'Iran,
Newsweek, 21 mai 1973

« Nous souhaitons le démembrement et même la destruction de l'Iran, ennemi de la nation arabe. » Nous sommes au début du mois de novembre 1980, le numéro 1 de Bagdad, Saddam Hussein, ne mâche pas ses mots. Cela fait déjà huit semaines que ses troupes ont envahi l'Iran, sans pour autant aboutir à un résultat spectaculaire.

Le 22 septembre 1980, l'aviation irakienne bombarde plusieurs aéroports et bases militaires en Iran. Elle s'attaque aussi à la raffinerie de pétrole d'Abadan. Celle-là même où, deux ans plus tôt, le 13 octobre 1978, les ouvriers iraniens du pétrole se sont mis en grève, déclenchant le processus qui devait conduire la révolution iranienne à la victoire. En peu de jours, les troupes irakiennes sont aux portes d'Abadan, qu'elles se mettent en devoir de pilonner systématiquement. La raffinerie d'Abadan, la première du monde par la taille, est le poumon de l'Iran.

Le 17 septembre 1980, Saddam Hussein a unilatéralement dénoncé les accords d'Alger, conclus le 6 mars 1975 avec le chah pour régler le litige frontalier. C'est Saddam Hussein lui-même qui conduit la délégation de son pays dans la capitale algérienne. Il n'est alors officiellement que le numéro 2 du régime baassiste, après le général Bakr. Cette rencontre d'Alger, qui se déroule en marge d'un sommet de l'OPEP, est le couronnement de la médiation algérienne. Pour prix de leur entente retrouvée autour d'une frontière reconnue de part et d'autre, Bagdad et Téhéran renoncent à soutenir les Kurdes qui combattent le régime de l'autre. Le peuple kurde est divisé comme des parts de gâteau entre quatre pays du Moyen-Orient : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. On peut y ajouter une petite communauté vivant en Union soviétique. Les Kurdes, dont l'identité nationale est bafouée, niée, écrasée impitoyablement par chacun de ces quatre États sur son propre territoire, deviennent en revanche d'utiles moyens de pression sur le voisin. En vertu de ce principe, Téhéran soutenait la rébellion kurde en Irak, tandis que Bagdad agissait exactement de même avec les maquisards kurdes d'Iran. En signant les accords d'Alger, Saddam Hussein et le chah d'Iran sacrifient leurs alliés kurdes respectifs sur l'autel de la réconciliation. Quant à l'objet du litige frontalier, une solution médiane est trouvée, à la façon d'un jugement de Salomon. L'Irak voulait conserver pour lui seul le Chatt el-Arab, cet estuaire donnant sur le Golfe au confluent du Tigre et de l'Euphrate. Bagdad y tient beaucoup : c'est son seul débouché maritime, le pays n'ayant pas d'autre façade sur le Golfe. En fin de compte, sur les conseils modérateurs des Algériens, l'Irak consent à ce que la ligne de partage suive la ligne du talweg. En 1975, l'Iran et son empereur paraissent au faîte de leur puissance. Ce jour-là, le numéro 2 irakien doit s'incliner et garder pour lui ses restrictions mentales au moment d'apposer la signature qui engage son pays.

Saddam Hussein tient sa revanche

A l'automne 1980, Saddam Hussein a fait son chemin. Depuis longtemps déjà, la presse internationale le qualifiait d'homme fort du régime lorsque, le 16 juillet 1979, il remplace à la tête de l'État le vieux président Bakr, démissionnaire « pour raisons de santé ». La nouvelle ne surprend guère. Sans en avoir le titre, il est déjà le maître incontesté du pays. Le chah, en revanche, a été détrôné et s'est exilé, balayé par la révolution islamique. Le président irakien voit l'Iran livré au chaos, à l'anarchie, et l'armée iranienne, soupçonnée de loyalisme monarchiste, faire l'objet d'une épuration impitoyable. Saddam se frotte les mains : il tient sa revanche. Mieux : l'adversaire a commis une faute qui va lui être fatale. Depuis novembre 1979, cinquante-deux otages sont retenus dans l'ambassade des États-Unis à Téhéran. A mesure que passent les mois et que la complicité du régime s'affirme aux côtés des « étudiants islamiques », l'Iran se trouve de plus en plus isolé sur la scène diplomatique. La République islamique ne peut guère compter que sur le Sud-Yémen, la Syrie et la Libye, trois pays proches de l'Union soviétique. Encore celle-ci a-t-elle officiellement condamné la prise d'otages de diplomates comme une action contraire au droit international.

Tout au long de l'année 1980, les dirigeants de Bagdad lancent une offensive de charme en direction des régimes arabes conservateurs de la région. Le 8 février 1980, le président Saddam Hussein propose sa « Charte nationale arabe », destinée à apporter une réponse aux problèmes régionaux. Les pays arabes, et en premier lieu ceux du Golfe, sont appelés à enrichir le texte initial qui se prononce contre toute présence militaire étrangère dans la région — c'est Oman qui est visé —, la mise sur pied d'une force interarabe qui assurerait aux États membres de la Ligue un appui militaire en cas d'agression ou d'une menace pour leur sécurité. Ce n'est pas dit dans le texte, mais l'Irak voit

fort bien son armée constituer le fer de lance de cette force interarabe.

A partir de cette date, l'Irak multiplie les offres de service aux pays du Golfe. Tout en dénonçant régulièrement la diplomatie omanaise, fondée sur l'alliance avec Washington, les responsables irakiens ne manquent pas une occasion de revenir à la charge avec leur charte nationale arabe. A cet effet, ils se déplacent aussi souvent qu'il est possible. Dans les six mois qui ont précédé la guerre, il ne devait plus rester beaucoup de ministres irakiens à Bagdad car on les voit partout, inaugurant cliniques ou écoles financées par Bagdad, ou des expositions culturelles : ils sont un jour à Amman, le lendemain à Doha et Bahrein, ou simultanément à Ryad, Abou Dhabi et Koweït. Les *missi dominici* du chef de l'État irakien semblent doués d'ubiquité. Saddam a déclenché une offensive de charme envers les roitelets du Golfe qui se méfient de cet apparatchik musclé, à la tête du parti Baas dont l'idéologie est fondée sur la laïcité — ce qui sonne comme « athéisme » à leurs oreilles —, dont l'économie se veut socialiste et qui est, depuis avril 1972, lié par un traité d'amitié à l'Union soviétique.

Ils n'oublient pas, surtout, que dans les années 1972-1973, les cellules baassistes téléguidées de Bagdad étaient particulièrement actives à Koweït, Bahrein, Dubaï. Des officiers saoudiens de la base de Dhahran sont soupçonnés d'être baassistes. L'Irak, dans les conférences de l'OPEP de cette époque, figure parmi les « durs ». Après Camp David, il est l'une des figures de proue du Front de la fermeté, avec la Syrie et la Libye. En somme, rien qui inspire particulièrement confiance à des monarques théocratiques comme ceux de la Péninsule. La révolution iranienne modifie les données du jeu. Pour les souverains du Golfe comme pour le maître de Bagdad, l'ennemi commun, c'est la subversion encouragée par le « vieillard fou de Qom », ainsi que le qualifie aimablement Saddam. Entre les deux hommes, le contentieux personnel est lourd. L'Irak a offert l'asile politique à Khomeiny quatorze ans durant à Nadjaf, l'une des villes

saintes du chiisme. Expulsé en 1978 par l'Irak qui s'est réconcilié avec l'Iran, le vieux chef religieux manifeste une ingratitude souveraine en appelant régulièrement les chiites irakiens, qui forment 60 % de la population, à se révolter contre ce « régime athée ». Le 1er avril 1980, le vice-Premier ministre irakien Tarek Aziz échappe de justesse à un attentat organisé par *Al Daawa Al Islamiya* (l'Appel islamique), un mouvement chiite clandestin lié à Khomeiny. Le régime baassiste riposte aussitôt : le 8 avril, le chef de *Al Daawa,* l'ayatollah Mohammed Baqr Sadr, est pendu dans la capitale irakienne, initiative qui provoque des remous parmi les chiites du Golfe tout entier.

Dès le lendemain du retour à Téhéran de Khomeiny, en février 1979, l'Irak et l'Arabie Saoudite signent un pacte de sécurité mutuelle. La réconciliation est scellée au cours de l'été 1980 par la visite que rend Saddam au roi Khaled. Lui a-t-il fait part de son projet d'attaquer l'Iran ? A-t-il interprété abusivement comme un feu vert les récriminations du vieux roi contre l'adversaire persan, un peu comme Mussolini, en 1935, s'était cru autorisé à attaquer l'Éthiopie parce que Laval lui avait laissé « les mains libres » ? Toujours est-il qu'en déclenchant son attaque, le 22 septembre 1980, l'homme qui préside aux destinées de l'Irak place le monde devant le fait accompli.

L'ancien président iranien Abolhassan Bani Sadr affirme avoir eu connaissance d'un projet d'invasion qui aurait dû se produire au printemps. « A la fin du mois d'avril, nous avons appris l'existence d'un projet irakien pour renverser notre régime. Des contre-révolutionnaires fidèles à Bakhtiar devaient constituer le paravent de ce plan. En apparence, l'attaque venait d'exilés iraniens, mais le gros des troupes seraient irakiennes. Pour préparer le terrain, il fallait neutraliser l'armée iranienne de l'intérieur. Au bout d'une semaine, la moitié ouest de l'Iran devait tomber entre les mains des Irakiens et des contre-révolutionnaires. Un nouveau régime serait proclamé par Bakhtiar. Nous avons en effet découvert huit complots dans l'armée, dans les quatre

divisions qui se trouvaient dans l'ouest du pays. Les comploteurs devaient se mettre à la disposition des attaquants, ou du moins neutraliser la division dans laquelle ils servaient. »

Par quel moyen ce document est-il tombé entre les mains des dirigeants iraniens ? Bani Sadr affirme que son ministre des Affaires étrangères, Sadegh Ghotbsadeh, lui a assuré l'avoir acheté à une « personnalité latino-américaine ».

« — On dit que c'est le KGB qui vous l'a fait parvenir, indirectement...

— Peut-être... Une personnalité latino-américaine, cela n'avait pas de sens. J'ai demandé à l'ambassadeur russe si cela venait d'eux. Il m'a fait un grand sourire sans me répondre. Je lui ai alors dit : "Si c'était vous, pourquoi nous avez-vous fait payer ?" » [1]

Une « guerre-éclair » de longue durée

Réelle ou non, cette tentative de coup de force n'a pas lieu. Des arrestations sont opérées à l'époque au sein de l'armée et l'Iran dénonce le « complot ». Le régime est alors aux abois, traqué de toute part : c'est au cours de ce mois d'avril que les États-Unis ont lancé leur raid pour délivrer les otages. L'expédition échoue à Tabas, mais les dirigeants de Téhéran ont tous leurs sens en alerte.

Les observateurs les plus qualifiés se sont parfois laissé prendre au dépourvu. Ainsi, cet ambassadeur occidental qui, quelques semaines avant l'offensive irakienne, démentait dans une dépêche à son gouvernement les rumeurs concernant l'imminence d'un conflit. « Le président Saddam Hussein vient tout juste de mettre au point d'ambitieux projets de développement qui nécessitent la présence de compagnies et de capitaux étrangers, il ne prendrait pas le risque de les

1. Entretien des auteurs avec Abolhassan Bani Sadr, Auvers-sur-Oise, 17 février 1984.

remettre en cause pour se lancer dans l'incertitude d'une aventure guerrière », affirmait en substance cette Excellence. En lançant son attaque, Saddam Hussein est convaincu d'entreprendre une action de police de courte durée. Il n'aurait pas jeté ses forces dans la bataille sans être assuré d'une victoire rapide. L'offensive irakienne a reçu pour nom de code *Qaddissyah,* du nom de la victoire remportée en 633 par les musulmans sur l'empire perse des Sassanides. Sa stratégie est fondée sur le *blitzkrieg.* Toutes les informations dont il dispose font état d'une désorganisation complète de l'armée iranienne, décimée par les nouveaux maîtres de Téhéran. Le chef de l'État irakien, qui aime tant l'histoire, a dû se rappeler que Staline avait désorganisé l'armée Rouge en la privant de chefs militaires de valeur comme le général Toukhatchevski. Mais Hitler, qui disposait de renseignements analogues en lançant le 22 juin 1941 l'opération *Barbarossa,* n'a pas évité Stalingrad.

Pour Saddam Hussein, Stalingrad aura nom Abadan et Khorramchahr. Les deux villes sont assiégées, partiellement envahies, jamais conquises. En déclenchant sa guerre, le président irakien avait énoncé plusieurs buts de guerre, parmi lesquels l'« Arabistan », connu des Iraniens sous le nom de Khouzistan. Cette région, qui borde le Golfe, côté iranien, dans sa partie nord, est peuplée majoritairement d'Iraniens arabophones dont les familles ont traversé le golfe à partir de la péninsule arabique pour s'y établir quelques siècles plus tôt. Champion de la cause arabe, celui que la presse de Bagdad qualifie de Saladin des temps modernes [1] est persuadé d'être accueilli en libérateur par les populations locales. Il découvre avec surprise que tel n'est pas le cas et que le sentiment national iranien l'emporte sur l'appartenance à la communauté arabe. Les habitants de Khorramchahr ne sont pas les derniers à prendre le fusil pour

1. Saladin *(Salah Ed-Dine),* s'est fait le champion de la guerre sainte et s'est emparé de Jérusalem en 1187 en triomphant des Croisés.

repousser l'envahisseur, et ne constituent pas la cinquième colonne sur laquelle il avait imprudemment compté.

Des volontaires jordaniens sur le front irakien

Le président irakien entonne alors l'air de la solidarité arabe, appelant à la rescousse l'antagonisme millénaire entre Perses et Arabes. Pour compromettre les États du Golfe, il envoie des appareils militaires, aux réservoirs pratiquement vides, se poser sur les aéroports de Koweït, Bahrein, Qatar, et des EAU. Depuis le début de la guerre, l'Iran fronce le sourcil, menaçant de s'en prendre aux émirats qui aideraient directement Bagdad. Les pays concernés font le plein des avions en maugréant, soulignant que c'est la première fois et la dernière fois, et qu'il n'est pas question que l'Irak confonde le soutien politique qu'ils lui accordent avec un éventuel soutien logistique ou militaire.

Dans la foulée, l'Irak a inscrit au catalogue de ses buts de guerre la restitution des trois îlots du détroit d'Ormuz, annexés à la veille de l'indépendance des Émirats arabes unis, en 1971, par les troupes du chah. A l'aube du 30 novembre de cette année-là, les soldats du chah débarquent sur la petite et la grande Tomb et sur Abou Moussa. Ces îles stratégiques se trouvent au cœur du détroit d'Ormuz. Les deux Tomb appartiennent à l'émirat de Ras Al Khaymah et l'île d'Abou Moussa à celui de Charjah. Quelques jours plus tard, le 2 décembre, ces deux émirats seront fédérés au sein de l'État des Émirats arabes unis. Reza Pahlavi prend tout le monde de vitesse et devance l'indépendance. Abou Moussa présente en outre l'avantage d'avoir du pétrole. Sachant qu'il n'est pas de force à résister, l'émir de Charjah, le 29 novembre, se fait le complice de l'invasion iranienne moyennant une aide minimale annuelle de 1,5 million de livres sterling. Il paye cette traîtrise de sa vie : il est poignardé quelque temps plus tard. Arrivés au pouvoir, les mollahs rapatrient les soldats que le chah avait

envoyés en Oman combattre les Dhofaris. Mais ils continuent, à l'instar du régime impérial, de considérer que les trois îles du détroit relèvent de la souveraineté iranienne au moment où Saddam Hussein s'offre à les reconquérir pour le compte des Émirats. Poliment, le ministre des Affaires étrangères des EAU, Rachid Abdallah, répond qu'il est très touché par cette sollicitude mais qu'à son avis il vaut mieux que le problème se règle dans l'immeuble des Nations unies, à New York.

Cependant, l'Irak reçoit l'appui moral et politique de la majeure partie des pays arabes, à l'exception de la Libye et de la Syrie, qui se rangent du côté iranien, et de l'Algérie, qui adopte une attitude de neutralité et entreprend à nouveau une mission de bons offices entre les deux puissances ennemies. En revanche, début 1982, le roi Hussein de Jordanie dépêche mille volontaires sur le front, le Yémen du Nord envoie un contingent — de volontaires également — combattre aux côtés des Irakiens, tout comme l'Égypte (qui fait ainsi sa rentrée sur la scène arabe), ce que font aussi, mais de façon plus symbolique, le Maroc, la Tunisie et le Soudan. Ces combattants volontaires ne manquent pas de courage, car les Iraniens ont clairement fait savoir que, s'ils tombaient entre leurs mains, ils seraient traités en mercenaires. La Jordanie met le port d'Aqaba à la disposition de l'Irak pour l'écoulement de ses importations et exportations : depuis les premiers jours du conflit, l'Irak est privé de débouché maritime en raison du blocus iranien, et le port de Bassorah est réduit à l'inactivité.

Isolé diplomatiquement et militairement, l'Iran reçoit un secours inattendu d'Israël qui, d'abord discrètement puis quasiment ouvertement, s'évertue à fournir des pièces de rechange pour les armements américains de l'Iran. Officiellement, l'État hébreu a toujours sa place dans la hiérarchie des petits, grands et moyens Satans édictée par les mollahs iraniens. Mais pour vaincre le « bourreau de Bagdad », Khomeiny est prêt à faire alliance avec le Diable. Depuis, le général Ariel Sharon, qui était alors ministre de la Défense

d'Israël, ne s'est pas gêné pour confirmer ce qui était un secret de polichinelle, à savoir l'aide d'Israël à la République islamique. Le 7 juin 1981, le réacteur nucléaire de Tammouz, Osirak, est bombardé et détruit par des avions non identifiés. Le coup est trop brillamment réussi pour qu'on ne lorgne pas aussitôt en direction d'Israël. Les responsables israéliens ne démentent ni ne confirment l'information. Mais ils soulignent que, pour eux, l'Irak est toujours leur ennemi le plus acharné au sein du monde arabe et que tout ce qui peut l'affaiblir les comble de joie. L'aviation israélienne avait déjà procédé à une répétition générale. Le 30 septembre 1980, alors que vient tout juste d'éclater le conflit, le centre de recherches nucléaires de Tammouz, qui se trouve à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bagdad, est bombardé par des avions ennemis. Déjà l'on pense à Israël.

Printemps 1982 : retournement au profit de l'Iran

Saddam Hussein avait projeté une guerre éclair, et voilà son armée enlisée dans une interminable guerre de positions. Le temps travaille contre l'Irak. Bagdad pouvait dicter sa paix au terme d'une victoire obtenue en quelques semaines, à la faveur du désordre iranien. Mais en aucun cas l'Irak ne peut gagner une guerre totale contre l'Iran, dont la population est deux fois et demie supérieure à la sienne — 13 millions d'Irakiens face à 44 millions d'Iraniens — et dont le territoire est si étendu qu'il offre des zones de repli toujours possibles aux dirigeants iraniens, aux abords des frontières afghane et pakistanaise. Mais surtout, après avoir piétiné aux portes de Khorramchahr et d'Abadan, sans pouvoir forcer la décision, les Irakiens sont repoussés en mai 1982 par les Iraniens qui ont repris confiance. Dès les premiers jours du conflit, le président iranien Bani Sadr s'est rendu lui-même sur le front, il a fait libérer des officiers de l'armée impériale pour les envoyer sur le champ de bataille où, semble-t-il, ils mettent de l'ardeur à défendre le terri-

toire national. Au printemps 1982, l'Iran lance sa première attaque d'envergure. Les Irakiens sont boutés hors d'Iran, tandis que les troupes iraniennes mettent le pied en Irak. L'été 1982 voit le début des attaques « Aurore », dont aucune n'est décisive, mais qui toutes se soldent par un avantage donné à l'Iran, à l'issue d'une bataille effroyablement meurtrière. Fin 1983, on citait communément le nombre de 300 000 morts, au terme de trois ans de conflit, les deux tiers de ces morts étant iraniens.

L'armée régulière iranienne, peu engagée dans le conflit, est épaulée par des bataillons de *pasdaran,* les Gardiens de la Révolution, et surtout de jeunes, très jeunes miliciens qui ont reçu une formation accélérée avant d'être envoyés au front servir de chair à canon. Les soldats irakiens sont terrorisés par ces fanatiques qui se jettent sur leur mitraille, dans les champs de mines, au simple cri de *Allah Akbar* (Dieu est le plus grand). Beaucoup sont tués dans ces offensives. Mais l'Iran gagne à chaque fois du terrain. L'imagination ne manque pas aux partisans de Khomeiny. Un beau matin, les soldats irakiens, qui occupent le Khouzistan, entendent une immense clameur surgir des lignes ennemies. *Allah Akbar,* hurlent d'innombrables poitrines, prélude à un assaut imparable. Effrayées, les troupes de Bagdad reculent. En réalité, les Iraniens avaient profité de l'obscurité pour constituer une ceinture de haut-parleurs qui avaient amplifié les cris de quelques centaines de pasdaran. Lorsque les troupes israéliennes envahissent le Liban, en juin 1982, Saddam Hussein croit tenir l'occasion. « Faisons la paix contre l'agression sioniste », propose-t-il alors. « D'accord », répond Téhéran du tac au tac, « à condition que vous nous laissiez un couloir sur votre territoire pour que nos combattants puissent se rendre au Liban ! ».

Aussitôt qu'il voit que la partie ne peut plus être gagnée, Saddam Hussein multiplie ses appels à la négociation. Les Iraniens, qui mènent désormais le jeu, placent très haut la barre : leurs exigences incluent notamment des dommages de guerre considérables et la chute de Saddam Hussein. Celui-ci

ne peut évidemment accepter. De recul en recul, il renouvelle ses offres de paix. Les exigences de l'adversaire varient, mais elles comprennent toujours une constante : il leur faut la tête de Saddam Hussein. Les dirigeants iraniens laissent entendre qu'une paix serait acceptable avec les généraux irakiens qui renverseraient le « boucher de Bagdad ». Les purges qui ont eu lieu à la tête de l'armée irakienne donnent à penser que certains officiers ont pu être tentés, ou du moins que Saddam Hussein les croyait prêts à succomber aux sirènes de Téhéran. Il ne leur en a pas laissé le loisir, prenant des mesures préventives énergiques. Le président irakien n'a pas lésiné sur les dépenses pour s'assurer le soutien de la population. Étrange compensation, les familles des victimes tombées au front reçoivent l'équivalent de 10 000 dollars en espèces, sous forme d'un terrain ou d'une voiture. Les enfants, frères et sœurs des morts reçoivent des points supplémentaires pour entrer à l'Université. Les officiers tués sont promus à titre posthume, ce qui augmente substantiellement la pension versée à leur veuve. Les Irakiens vivant à l'étranger peuvent être exemptés du service à condition qu'ils versent 25 000 dollars au gouvernement irakien [1]. Outre cette générosité et le charisme personnel de Saddam Hussein, qui prend souvent des bains de foule en tenue de combat, son maintien au pouvoir est largement dû à l'efficacité de ses services de sécurité. Les contacts d'Irakiens avec des étrangers sont systématiquement découragés par l'omniprésence de la police secrète qui hante littéralement les hôtels et les points de rencontre de la capitale. En 1982, le président n'a pas hésité à faire exécuter un ami personnel, Ryad Ibrahim Hussein, ministre de la Santé. Ce dernier était accusé de trafic de médicaments frelatés qui auraient provoqué la mort de soldats au front. On a aussi dit que l'exécution du ministre était le gage exigé par l'armée pour prix de son loyalisme.

1. Roger Matthews, *Financial Times*, 9 décembre 1983.

Les chiites irakiens restent loyaux

La majorité chiite qui peuple l'Irak, en revanche, ne lui a pas donné trop de souci. Malgré les appels incessants de la radio iranienne, les chiites irakiens se sont avérés des patriotes tout aussi loyaux envers l'Irak que les Arabes iraniens du Khouzistan l'étaient envers l'Iran. Dès le début de la guerre, Saddam a pris soin de les mettre de son côté. Lui, le chef du parti Baas dont la philosophie est fondée sur la laïcité de l'État, se met à fréquenter les mosquées, se rend à Nadjaf et Kerbala, les deux cités saintes du chiisme en Irak, il fait rénover les lieux du culte et entretenir la tombe d'Ali, l'imam révéré des chiites, assassiné en 661 à Koufa.

L'Iran a remporté un indéniable succès psychologique avec l'annulation du sommet du Mouvement des non-alignés, qui devait se tenir en 1983 dans la capitale irakienne. L'insécurité entretenue par les bombardiers iraniens a conduit le mouvement à opter pour New Delhi comme solution de remplacement. Bagdad, ancienne capitale rayonnante de la dynastie abbasside, aujourd'hui morne alignement de blocs de béton, gigantesque chantier inachevé, s'était tout entière préparée à l'événement. L'Irak avait investi des fortunes en locaux, en salles de conférence et en hôtels... en pure perte. Les dirigeants du tiers monde ne tenaient pas à perdre la vie dans une attaque iranienne pour les beaux yeux de Saddam. De plus, la tenue de ce sommet dans la capitale de l'Irak en guerre aurait pu apparaître comme un soutien à l'Irak, ce que bien des non-alignés ne pouvaient admettre.

Les grandes puissances ne sont pas moins embarrassées. Moscou, dans les premiers jours du conflit, proclame sa neutralité. L'Union soviétique étant liée avec l'Irak par un traité d'amitié depuis avril 1972, c'est plutôt une bonne manière que le Kremlin fait à Téhéran. Le secrétaire d'État américain, Edmund Muskie, parle de son côté d'« invasion » irakienne et, dès le 25 septembre, les deux superpuissances, lors d'une rencontre, se mettent d'accord pour conserver toutes deux une attitude de neutralité. Les

États-Unis n'ont pas encore rétabli leurs relations diplomatiques avec l'Irak — ce qui sera fait en novembre 1984 —, et ses diplomates à Téhéran sont présentement tenus en otages par la République islamique. Les autres puissances sont fort embarrassées, à commencer par la France, très engagée dans de nombreux contrats avec l'Irak. Le renversement de situation au profit de l'Iran et l'escalade de la fin 1983, qui mettent la survie du régime irakien en danger, modifient l'équilibre. Le 26 novembre 1982, en visite au Caire, le président français François Mitterrand déclare : « Nous ne souhaitons pas que l'Irak soit vaincu. » Un an plus tard, entourés de mystère, cinq chasseurs-bombardiers Super-Étendard capables de tirer des missiles air-surface Exocet dont la réputation n'est plus à faire depuis la guerre des Malouines, sont livrés à l'Irak.

Les deux Super-Grands penchent vers l'Irak

L'Union soviétique, quant à elle, reprend ses livraisons d'armements à l'Irak, alors que l'état-major et les militants du parti communiste iranien *Toudeh* sont à leur tour pourchassés et exécutés à partir de janvier 1983. Le 19 et le 20 décembre 1983, Donald Rumsfeld, émissaire du président Reagan au Moyen-Orient, rencontre à Bagdad Saddam Hussein. C'est le plus haut fonctionnaire américain à s'être rendu en Irak depuis six ans. Dans les jours qui suivent, les États-Unis font savoir aux États du Golfe qu'ils soutiennent désormais l'Irak, tout en condamnant l'emploi d'armes chimiques par ce dernier. Depuis que le sort paraît favoriser l'Iran, le lobby irakien se déploie en Europe et aux États-Unis sur le thème suivant : l'Irak est le dernier rempart de la civilisation occidentale pour endiguer la vague islamiste qui ne manquerait pas de submerger le Moyen-Orient si le régime de Bagdad s'effondrait. C'est un argument que reprend volontiers, par exemple, le ministre français des Relations extérieures Claude Cheysson. C'est aussi ce que

font valoir aux Occidentaux les monarchies du Golfe, de plus en plus inquiètes.

Profil bas pour les monarchies du Golfe

Car — on s'en doute —, premières visées par un tel débordement, elles suivent avec une anxiété croissante l'évolution de cet interminable conflit. On a dit plus haut avec quelle insistance l'Irak a offert son bras armé à la cause des Arabes du Golfe. Avec une belle constance, qui irrita tout particulièrement le sultanat d'Oman, l'Irak répétait : « Le Golfe doit compter sur ses propres forces pour se défendre. Nous n'avons pas besoin de bases américaines ni de Force de déploiement rapide US : l'armée irakienne est là pour défendre le Golfe arabe. » Lorsqu'en septembre 1980 le discours belliciste se traduit en actes, les dirigeants du Golfe ne peuvent faire autrement que de soutenir en paroles Saddam Hussein, tout en conservant un profil bas. Car il n'est pas besoin d'être expert en géopolitique pour deviner que Téhéran ne laisserait pas impunément les principautés qui leur font face soutenir ouvertement l'agresseur irakien. En auraient-elles douté que les émissions de Radio-Téhéran en arabe et en farsi se chargent aussitôt de mettre les points sur les *i*.

Dès l'ouverture du conflit, les toits des hôtels de Koweït se couvrent de mitrailleuses antiaériennes. La piste de l'aéroport intérieur de Bahrein est bordée de sept petits canons antiaériens. Dérisoire défense qui ne peut qu'illustrer tout à la fois le sentiment d'impuissance des émirats et leur réelle anxiété. Les États-Unis dépêchent dès le mois d'octobre quatre AWACS en Arabie Saoudite. Ces avions-radars, dont deux sont toujours en l'air à un moment donné, surveillent le quart nord-est du royaume, couvrant les champs pétrolifères qui ne sont guère éloignés de la zone des combats aériens. L'information, recueillie par un équipage américain, est communiquée — filtrée — aux autorités saoudiennes.

Une censure draconienne est imposée à la presse du Golfe, quoique certains journaux des Émirats arabes unis aient laissé percer des tendances pro-iraniennes dès les premiers jours de la guerre. La ligne officielle est pro-irakienne. Les télévisions nationales diffusent quotidiennement des documentaires en provenance de Bagdad. Pour ne pas l'avoir compris, en dépit des directives parfaitement explicites du ministre bahreini de l'Information Tariq Al Moayyed, le *Gulf Daily News,* quotidien de langue anglaise de Bahrein, est suspendu pour une semaine. Il avait publié en première page une photographie représentant des prisonniers de guerre irakiens, capturés par les pasdaran. Atteinte au moral de la population.

Pourtant, dès les premiers revers qu'essuient les troupes irakiennes, les dirigeants du Golfe poussent intérieurement un grand soupir de soulagement. Ils n'ont pas apprécié que le président irakien ait tenté de les entraîner malgré eux dans la guerre. Pour tout dire, un Irak vainqueur serait vite devenu insupportable et dangereux. Ses déclarations arrogantes d'avant-septembre 1980 sur le rôle de son armée inquiétaient. De fait, les deux seules armées de la région à compter pour de bon étaient celles des deux belligérants d'aujourd'hui. L'adversaire iranien et l'encombrant allié irakien sont en train de s'affaiblir mutuellement pour la plus grande satisfaction — silencieuse, cela va de soi — des autres pays de la région. Lors d'un dîner en ville, à l'automne 1980, un ministre bahreini va jusqu'à s'exclamer, à titre personnel : « N'oublions pas que dans l'affaire, l'agresseur, c'est l'Irak ! »

L'aide financière à Bagdad

L'effort de guerre coûte une fortune à l'Irak. Ses exportations de pétrole par le Golfe sont interrompues depuis le début en raison du blocus imposé par la marine iranienne. La Syrie, par solidarité avec l'Iran, a fermé les vannes de

l'oléoduc permettant aux exportations de pétrole de l'Irak de traverser son territoire. Le seul débouché qui lui reste est l'oléoduc qui passe par la Turquie, dont le débit n'est alors que de 700 000 barils/jour. Certes, des camions-citernes remplis d'hydrocarbures se rendent à Koweït et dans le port jordanien d'Aqaba, mais cela ne fait pas une très grande différence. Selon une bonne source, au mois de février 1981, quatre mois après le déclenchement des hostilités, les caves de la Banque centrale d'Irak sont concrètement vides : il ne reste plus un lingot. En septembre 1980, ses réserves de change atteignaient 30 milliards de dollars ! Le gouvernement irakien fait appel à la population. Un peu à l'image de la collecte de bronze en Europe, pendant la guerre de 1914-1918, pour fondre les canons de la victoire, l'État irakien demande à sa population de faire don de son or et de ses bijoux pour financer l'effort de guerre. Cela ne suffit pas.

C'est le Koweït qui, le premier, vend la mèche, le 2 novembre 1981 en faisant savoir qu'il va accorder un *second* prêt à l'Irak, d'un montant de 7 milliards de dollars. Le premier, qui date du mois d'avril, se montait à 2 milliards. Bagdad est très irrité de la publicité donnée à cette aide. Koweït, de son côté, n'est pas mécontent de faire savoir au monde que l'Irak, qui jadis voulait ne faire qu'une bouchée de son petit voisin, est désormais son obligé. C'est aussi un signal destiné à faire comprendre à Saddam Hussein que les pays du Golfe ne sont pas des vaches à lait que l'on peut traire à volonté. Très vite, on apprend que les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ont également avancé de l'argent à l'Irak. L'Arabie commercialise son propre pétrole auprès de l'Occident pour le compte de l'Irak, qui réglera ses dettes à la fin de la guerre. Pour l'heure, on parle encore de prêts. Mais il s'avère assez rapidement que l'Irak ne pourra pas rembourser ces avances, et qu'il s'agit en fait de véritables dons. Fin 1982, on avance — mais comment le vérifier ? — le chiffre de 30 milliards de dollars versés par ces trois pays à l'Irak depuis le début du conflit. La machine est rodée. Ils donnent à l'Irak 6,5 milliards de dol-

lars par semestre, dont la provenance se répartit ainsi : Arabie Saoudite, 3 ; Koweït, 2 ; Émirats arabes unis, 1 ; Qatar, 0,5. Mais à part Ryad qui, à mesure que le temps passe, s'engage de plus en plus ouvertement aux côtés de Bagdad, les autres traînent les pieds.

Bombardements au Koweït, marasme à Dubaï

Ils ont quelque raison de se montrer discrets dans leur soutien à Bagdad. Le 12 et le 16 novembre 1980, sur l'ordre personnel du président Bani Sadr [1], l'aviation iranienne bombarde un poste frontière entre le Koweït et l'Irak. L'objectif a été choisi avec soin pour que le raid ait valeur d'avertissement. Le poste frontière de Safwan, sur la route reliant Koweït à Bassorah, voit passer armements et marchandises à destination de l'Irak, et en sens inverse, les exportations irakiennes. Les ports koweïtiens de Chouweikh et de Choueïba sont ouverts aux cargos se rendant en principe en Irak. Cette aide logistique est fort peu appréciée à Téhéran. Le 13 juin 1981, l'aviation iranienne récidive, et le 1er octobre, elle frappe plus fort : ce sont les installations pétrolières d'Oumm Al Aich, au nord de l'émirat, qui sont touchées et prennent feu.

Les Émirats arabes unis, bien que moins exposés que le Koweït aux feux croisés des deux armées, souffrent économiquement du prolongement de la guerre. C'est surtout Dubaï, émirat à la production pétrolière condamnée à brève échéance, qui est atteint. Dubaï, dont le commerce avec l'Iran est traditionnellement très actif, n'avait guère souffert de la révolution islamique. Bien au contraire, l'affaire des otages lui a assuré de nouveaux débouchés. Frappé d'embargo par les Occidentaux, le pays de l'imam Khomeiny venait s'approvisionner auprès des intermédiaires de Dubaï, eux-mêmes pour la plupart de souche iranienne. La libération des otages ayant progressivement entraîné une

1. Entretien des auteurs avec le président Bani Sadr.

levée de cet embargo, un premier coup a été porté à ce commerce lucratif. Mais l'éclatement du conflit du Golfe a frappé de plein fouet l'économie de la cité marchande. Les surprimes d'assurance pour risques de guerre imposées par les Lloyd's n'y sont pour rien. Du reste, les boutres qui font la navette entre Dubaï et le port iranien de Bandar Abbas qui lui fait face à quelque 250 kilomètres de là ne sont guère concernés par ces mesures. En revanche, l'effort de guerre a tari les réserves de devises et l'Iran n'achète plus. Comme les réserves de pétrole de l'émirat seront, selon toute probabilité, épuisées au cours des années 90, sa seule richesse durable est le commerce, principalement avec l'Iran. L'inquiétude est telle que le secrétaire iranien aux Affaires étrangères s'est rendu en mars 1982 à Dubaï pour « étudier la possibilité d'accroître les échanges ».

L'attitude à adopter dans le conflit semble avoir divisé jusqu'à la famille royale saoudienne. Deux langages sont tenus en public. Le prince Sultan, ministre de la Défense, tout en laissant deviner son inclination pour la cause irakienne, souhaite que cette guerre se termine sans vainqueur ni vaincu. Bien différente est la rhétorique du ministre de l'Intérieur, son frère Nayef. La découverte d'un complot à Bahrein en décembre 1981 l'entraîne dans de longues philippiques sur la lutte contre les Perses, l'ennemi héréditaire.

Menace sur le détroit d'Ormuz

Trois ans durant, les monarchies du Golfe ont compté les coups que s'échangeaient l'Iran et l'Irak en spectateurs inquiets, mais non directement concernés, si l'on excepte les bombardements dont le Koweït a été victime. Tout change vers la fin 1983, quand les responsables iraniens se mettent à parler d'une possible fermeture du détroit d'Ormuz. « Nous bloquerons le détroit si nos centres vitaux et nos installations économiques dans le Golfe, notamment les secteurs liés à nos exportations pétrolières, sont touchés de telle manière que nous ne puissions plus exporter notre pétrole. » Cet

avertissement est signé Ali Akbar Velayati, le ministre iranien des Affaires étrangères. Il est parfaitement représentatif des menaces proférées sur tous les tons par tout ce que la République islamique compte de têtes dirigeantes. Rafsanjani, le président du Parlement, et Khamenei, le président de la République, y sont allés de leur couplet. C'est la réponse iranienne à l'escalade décrétée à Bagdad : acculé, l'Irak a joué l'internationalisation du conflit. Il s'est mis à attaquer des cargos grecs, turcs, panaméens ou libériens qui se rendaient vers le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. L'Irak l'a déclaré dès le mois d'août 1982 zone d'exclusion maritime. Les navires qui braveraient l'interdiction sont avertis que c'est à leurs risques et périls. Ayant échoué, dans les débuts de la guerre, à détruire les centres pétroliers de l'Iran, il reste à l'Irak la volonté — et la capacité militaire — de l'asphyxier en bloquant ses importations. L'Iran menace, il détient encore sa carte maîtresse, préservée en cas de coup dur : la fermeture du détroit. « Si nous sommes privés d'exportations de pétrole, le Golfe entier le sera », disent les Iraniens. « Ormuz pour tous, ou pour personne ! » Il s'agirait certes d'un suicide collectif qui pénaliserait gravement l'Iran. Mais comment douter qu'un pays qui envoie des commandos suicides exploser contre les ambassades de France et des États-Unis à Beyrouth soit capable de mettre sa menace à exécution ? Quand bien même les probabilités seraient faibles, bien fou serait le responsable qui les balaierait d'un revers de main. Voilà donc que le blocage du détroit d'Ormuz, cas d'école enseigné dans toutes les académies militaires de la planète, cesse d'être une hypothèse purement théorique pour devenir une menace bien réelle. Koweït demande en mars 1984 à la communauté internationale de garantir la liberté de navigation dans le détroit.

On a beaucoup glosé sur la possibilité pratique de bloquer le détroit. Celui-ci, large de 21 milles marins (environ 39 kilomètres) dans sa partie la plus étroite, n'est profond que d'une centaine de mètres. C'est par lui que doivent

passer, sans échappatoire possible, tous les navires, à commencer par les pétroliers qui se rendent dans le Golfe ou en sortent. En 1973, lors de la guerre du Kippour, ce détroit stratégique voyait passer 60 % du pétrole du monde non communiste. En 1984, la part est tombée à quelque 20 %. Est-il possible de bloquer le détroit ? C'est l'évidence, en déposant des mines sous-marines, tout comme les Américains avaient miné le port d'Haïphong lors de la guerre du Viêt-nam. Mais s'il se risquait à le faire, l'Iran s'exposerait à des représailles immédiates. Sans entrer dans les détails, les responsables américains ont clairement donné le sentiment qu'il s'agirait pour eux d'un *casus belli.* « Les États-Unis ne permettront jamais un blocus du détroit d'Ormuz, qui restera ouvert à la navigation », déclare Ronald Reagan en février 1984. Car miner un détroit n'est pas tout : il faut ensuite empêcher son déminage. Or, les flottes américaine et française patrouillent à proximité du détroit. Depuis 1979, un porte-avions nucléaire américain — au moins — surveille la navigation dans le détroit, entouré d'une escadre. Basés à Djibouti, les marins français de la flotte de l'océan Indien constituent la seconde flotte militaire occidentale de la région, presque à parité avec la marine russe. Dans le partage des tâches entre Français et Américains, il est entendu que c'est aux Français qu'incomberait le déminage du détroit. La seconde manche serait perdue par l'Iran. Dans ce domaine, les dragueurs de mines français, américains et britanniques ont eu l'occasion de procéder à un exercice grandeur nature dans la mer Rouge pendant l'été 1984 : plusieurs navires avaient été endommagés par des mines dans le golfe de Suez. En dépit de recherches intensives menées par les trois marines plusieurs semaines durant, les opérations de déminage sont restées vaines. L'Égypte mettait en cause la Libye.

Toute cette agitation de la marine américaine dans l'océan Indien n'est pas du goût des Soviétiques. Dans un communiqué très sec, l'agence Tass accuse le 7 avril 1984 les États-Unis « de faire peser une grave menace sur la paix et la

sécurité internationale ». Tass ajoute : « L'Union soviétique ne reconnaît pas les restrictions américaines à la liberté de navigation en haute mer et dans l'espace aérien. » Nulle part, dans cette dépêche, l'agence soviétique ne mentionne la guerre irako-iranienne.

Des primes d'assurance dissuasives

Mais il est d'autres moyens que le minage de mettre un terme à la navigation : par la dissuasion. C'est là qu'interviennent les Lloyd's, les assureurs londoniens. Les Lloyd's ne forment pas une compagnie, géant de l'assurance, comme on le croit parfois. Il s'agit d'une nébuleuse d'assureurs privés qui s'échangent leurs contrats, un peu à la manière d'une Bourse des valeurs. Aucune compagnie d'assurance ne peut, à elle seule, couvrir le risque que représente un pétrolier ou un avion. En cas de sinistre, son capital n'y résisterait pas. L'assureur du navire répartit donc ses risques en replaçant une partie du contrat à ses confrères et concurrents, ne conservant par exemple que 2 % des primes. Mais en cas de dommage, il ne devra débourser que 2 % des indemnités. C'est ce qu'on appelle la réassurance, dont le marché dominant est celui des Lloyd's, à Londres, qui couvre 40 % des flottes du monde.

Par nécessité, les assureurs maritimes surveillent d'aussi près qu'ils le peuvent les risques politiques. Avant même l'éclatement du conflit entre l'Irak et l'Iran, ils ont relevé leurs primes pour les navires se rendant dans le Golfe arabo-persique, les frappant d'une surprime pour risques de guerre. A l'époque, la décision indigne les habitants de la région qui la trouvent injuste. Dans les premières semaines du conflit, ces surprimes sont relevées de 300 %. Lorsqu'il s'avère que le conflit est bien délimité régionalement, elles redescendent. Mais en novembre 1983, pour la première fois, un Exocet irakien détruit un cargo grec, l'*Antigoni*, qui sort du port de Bouchir. A partir de mars 1984, l'Irak

se lance dans la chasse au pétrolier et au cargo, et les navires qui s'approchent de trop près du terminal de Kharg sont coulés. Le tournant intervient lorsque, le 27 avril, un missile irakien touche un pétrolier géant saoudien, le *Safina Al Arab.* Dans les jours qui suivent, d'autres pétroliers saoudiens et koweïtiens sont touchés. L'Irak n'est plus seul, l'Iran s'est joint à la partie de chasse. Le mardi 5 juin, l'aviation saoudienne abat deux Phantom iraniens qui avaient pénétré son espace aérien. La coordination est parfaite. Dès que les AWACS ont repéré les intrus, les F-15 saoudiens prennent l'air, ravitaillés en vol par des avions-citernes américains. Deux missiles air-air suffisent à abattre les deux avions iraniens, au-dessus des eaux territoriales du royaume. Ce 5 juin marque un tournant dans la guerre : pour la première fois, un pays du CCG est directement impliqué dans les combats.

Les Lloyd's, qui jusque-là étaient restées plutôt sereines, estiment qu'avec ce dérapage dangereux le bouchon est poussé trop loin. Les surprimes augmentent considérablement. Cheikh Yamani, le ministre saoudien du Pétrole, s'interroge à haute voix fin mai : le véritable danger de blocage ne viendrait-il pas des Lloyd's ? A force d'augmenter les primes, les assureurs ne risquent-ils pas de dissuader les armateurs d'affréter leurs navires pour le Golfe ? En Grande-Bretagne, en Norvège et au Japon, les syndicats de marins demandent à ne plus être envoyés dans le Golfe arabo-persique tant que subsiste le danger ; les salaires des marins qui se rendent dans la région sont relevés substantiellement.

Des oléoducs pour court-circuiter Ormuz

Pourtant, le marché pétrolier réagit avec une surprenante sérénité à ces péripéties guerrières. Le Golfe n'est plus la veine jugulaire de l'Occident, comme c'était le cas lors du premier choc pétrolier, en 1973-1974. Les pays européens et

les Américains ont diversifié leurs approvisionnements, ont engagé d'impressionnants programmes de construction de centrales nucléaires (c'est notamment le cas de la France). Les pays du Golfe eux-mêmes ont pris leurs précautions. L'Arabie Saoudite a inauguré en 1981 le Transsaoudien, un oléoduc d'une capacité de 1, 85 million de barils/jour qui achemine le pétrole extrait dans la province est jusqu'au port de Yanbou, sur la mer Rouge, à 1 200 kilomètres des champs du Golfe. Sentant venir le danger, les dirigeants de Ryad ont d'autre part constitué des stocks flottants, dès novembre 1983, en expédiant aux quatre coins du monde — et en tout cas très loin d'Ormuz — des pétroliers géants totalisant plus de 50 millions de barils de brut.

Le Japon — deuxième importateur mondial de pétrole — et les pays asiatiques du tiers monde ne sont pas moins concernés que l'Occident par les événements du Golfe, bien au contraire. Tout comme les pays de l'Ouest, ils ont tenté de réduire leur dépendance à l'égard du brut du Golfe, au profit de l'Indonésie. Mais au début de l'année 1984, l'or noir du Golfe représentait encore 70 % des approvisionnements nippons. Le Japon est sans doute le pays qui a poussé le plus loin l'exercice difficile consistant à rester neutre dans cette guerre. Le chef de la diplomatie japonaise s'est rendu tour à tour à Téhéran et Bagdad au cours d'un même périple. Les intérêts de l'industrie japonaise sont énormes, tant en Iran qu'en Irak, sans oublier tous les États de la Péninsule. En juillet 1983, Tokyo et Téhéran ont signé un accord à long terme pour la fourniture de pétrole, ce qui n'empêche pas les Japonais de continuer à faire fonctionner des chantiers en Irak.

Au mois de Ramadan 1983, les ministres des Affaires étrangères du Koweït et des Émirats, Cheikh Sabah et Rachid Abdallah, se sont rendus à Téhéran pour offrir leurs bons offices. Ils étaient revenus plein d'espoir de la capitale iranienne. Le printemps 1984 a, temporairement du moins, sonné le glas de leurs espérances. Lors du sommet de Koweït en novembre 1984, la presse du Golfe annonçait une

nouvelle initiative de paix du CCG. A l'issue de leurs travaux, les dirigeants du Conseil de coopération se sont plus modestement contentés de lancer un appel à la communauté internationale, à l'ONU et à l'Organisation de la conférence islamique pour qu'elles poursuivent leurs efforts de médiation. C'était reconnaître de la façon la plus claire les limites de leur influence sur le cours des événements.

CHAPITRE XIII

L'Arabie Saoudite, parrain régional

« Vous laissera-t-on toujours
Jouir en sécurité de ce que vous possédez ici :
Des jardins, des sources
Des cultures, des palmiers élancés. »

Coran, XXVI, 146-148

En ce début 1985, des centaines de travailleurs philippins, sous la conduite d'ingénieurs hollandais, mettent la dernière main au pont-digue qui doit relier l'île de Bahrein à l'Arabie Saoudite. L'ouvrage, d'une longueur de 25 kilomètres, a coûté près d'un milliard de dollars, entièrement à la charge de l'Arabie Saoudite. Émirat quasiment sans pétrole, Bahrein aurait été bien en peine d'avancer ne serait-ce que la moitié d'une telle somme. De plus, les Bahreinis, pour tout dire, n'étaient guère demandeurs.

Cela fait bien une trentaine d'années que l'on parlait de ce projet. La révolution islamique d'Iran a tout précipité. Bahrein, dont la population est en majorité chiite, a été revendiquée par le chah jusqu'en 1970, un an avant que le Royaume-Uni n'accorde son indépendance à l'émirat. Jusqu'à cette date, le *majlis* (parlement) iranien gardait

même deux sièges inoccupés, attribués à Bahrein, la « quatorzième province ». Arrivés au pouvoir, les nouveaux dirigeants de Téhéran ont aussitôt entrepris de convier la population bahreinie à « se débarrasser de la dictature des Al Khalifa », la famille régnante de confession sunnite. C'en était trop pour le pouvoir saoudien, qui voulut concrétiser le plus tôt possible l'appartenance de Bahrein au monde arabe. Sans perdre de temps, les projets qui sommeillaient furent relancés et, en 1978, au moment où grondait déjà la révolution islamique, les appels d'offres furent publiés. En juillet 1981, la firme néerlandaise Ballast Nedam signe le contrat avec le ministre bahreini de l'Industrie Youssef Chiraoui et son collègue saoudien des Finances — c'est lui qui paye — Mohammed Aba Al Khail.

Personne à Bahrein ne se fait d'illusions sur les motifs réels de l'entreprise. « Il n'est un secret pour personne que cette réalisation obéit à des considérations essentiellement stratégiques et politiques », confie Jamil Wafa, homme d'affaires bahreini d'origine palestinienne qui est aussi l'homme lige du Premier ministre. Il s'empresse d'ajouter : « Mais ce n'est pas une raison pour noircir le tableau. Le pont va profiter à l'économie de Bahrein. » Selon le discours officiel, les quelques inconvénients politiques et sociaux qui risqueraient de surgir lors de l'ouverture du pont à la circulation doivent être plus que compensés par la baisse du coût des importations, désormais accessibles par voie routière. Voire ! Car le port de Bahrein n'est plus le plus moderne de la région. Naguère, les marchandises étaient déchargées à Bahrein et réexpédiées par boutres en divers points de la côte est de l'Arabie. Mais aujourd'hui, les ports saoudiens de Dammam et Joubaïl, qui font pratiquement face à Bahrein, sont à même d'accueillir directement les navires marchands. Et il y a de solides raisons de croire que l'inauguration du pont-digue va se traduire avant tout par un renversement des flux, les biens déchargés à Dammam étant acheminés vers Bahrein par voie routière. De même, les marchands du souk, qui pratiquent la plupart

du temps des prix de monopole, devront apprendre à leurs dépens les règles de la concurrence, sous peine de perdre une partie de leur clientèle : les prix en vigueur sur la côte saoudienne sont bien plus bas. A l'optimisme des premiers jours a d'ailleurs succédé une certaine inquiétude dans la communauté marchande, qui s'était habituée à parler du « pont » au futur. C'est avec un étonnement non dissimulé que les grands marchands de l'île ont assisté aux progrès quotidiens de l'ouvrage, qu'ils ont vu les entrepreneurs néerlandais tenir les délais. Déjà, ils se préparent à de déchirantes révisions en matière de prix, sous peine d'être laminés, balayés par la concurrence saoudienne.

Cordon ombilical

Mais cette menace économique n'est en fin de compte que secondaire. La vraie question, celle qui est présente dans tous les esprits, est la suivante : que va-t-il advenir de la relative liberté de mœurs, unique dans le Golfe, dont jouissait jusqu'alors l'émirat, une fois celui-ci relié par son cordon ombilical à l'austère royaume wahhabite ? Ce Monte-Carlo, ce Hong Kong de la région — toutes proportions gardées ! — où les habitants des pays voisins venaient passer leur fièvre du jeudi soir dans les boîtes de nuit, le verre de whisky à la main. Où les femmes, étrangères et bahreinies, avaient un droit légal à prendre le volant, au contraire de Qatar et surtout de l'Arabie. Où les Bahreinis pouvaient, sans complexe et sans se cacher, trouver à déjeuner dans un hôtel international en plein mois de Ramadan. Comment lutter contre la marée des voitures saoudiennes conduites indépendamment de tout code de la route alors que ce petit pays est déjà aux prises avec des problèmes d'encombrement inextricables ?

Certains affirment qu'on a tort de redouter pour Bahrein une perte de son identité à terme, et reprennent la comparaison avec Hong Kong, dont la Chine s'est engagée à res-

pecter l'originalité après son retour dans le giron de la mère patrie en 1997 : « Le rôle de Bahrein est trop important pour l'Arabie Saoudite en tant que centre bancaire et terre d'accueil pour expatriés occidentaux, dont les Saoudiens entendent limiter le nombre chez eux. Ils ne voudront pas prendre le risque de remettre en cause ce statut par une "saoudisation" de l'île. » Les mesures prises à Ryad début 1984 pour limiter l'action des banques *off shore* de Bahrein sur le marché saoudien viennent tempérer ce bel optimisme. La place bancaire de Bahrein ne survit que grâce au bon vouloir de la SAMA, la Banque centrale d'Arabie, c'est là le message véhiculé par ces mesures.

Une répartition des tâches alors ? Lors de la signature du contrat, en 1981, le ministre saoudien des Finances, Cheikh Aba Al Khail, n'a pas écarté la possibilité d'un travail frontalier. Des expatriés pourraient travailler à Dhahran, sur la côte est de l'Arabie, munis d'un laissez-passer, tout en regagnant le soir à Bahrein maison et famille. Quelle que soit l'évolution, une constante demeure : l'emprise de l'Arabie Saoudite sur Bahrein va aller croissant et si un espace de liberté est préservé à Bahrein, c'est parce que Ryad y trouvera son compte.

Dissolution des Assemblées de Bahrein et Koweït

Les Saoudiens s'inquiétaient de voir une Assemblée nationale démocratiquement élue contester la politique d'une monarchie aux marches de leur empire : l'émir de Bahrein dissout son Parlement en 1975. Pourtant, à l'indépendance, sous la houlette des conseillers britanniques, la famille royale de Bahrein s'était dirigée vers un régime de monarchie constitutionnelle, sur le modèle du système en vigueur à Koweït depuis 1962. Dans son premier discours de chef d'un État indépendant, Cheikh Isa bin Salman Al Khalifa évoque le besoin d'une constitution pour l'émirat.

Depuis le 16 décembre 1961, Bahrein a pour émir un

homme débonnaire qui a succédé à son père, l'autoritaire Salman. Isa est un souverain relativement populaire parmi ses sujets. On vient le voir tous les mardis à son *majlis* pour y déposer des suppliques, demander un arbitrage. Le souverain tient conseil en son palais, tous ses sujets peuvent y avoir accès. Mais si Cheikh Isa n'est pas sans rappeler le bon calife Haroun El Poussah de Goscinny et Tabary, la réalité du pouvoir est détenue par son frère Khalifa, qui fait quant à lui irrésistiblement penser au grand vizir Iznogoud. L'émir règne, son frère gouverne.

Le 1er décembre 1972, 27 000 électeurs mâles s'étaient choisi une Constituante. Elle se composait de 42 membres, dont 22 élus, 8 nommés par l'émir et 12 ministres. L'article premier de la loi fondamentale rédigée par les constituants stipulait que « le système de gouvernement de Bahrein est démocratique et le peuple est la source de l'autorité ». Sur cette lancée, le 7 décembre 1973, 29 000 électeurs choisissent leurs députés dans un scrutin à candidatures multiples. Mais une fois élus, les députés ont l'ambition de remplir leur mandat et ne se résignent pas à faire de l'Assemblée nationale une simple chambre d'enregistrement. Parmi eux, les nationalistes arabes de gauche se montrent très actifs. Aujourd'hui encore, on peut voir certains artisans du souk travailler dans leur échoppe sous le portrait de Nasser. A l'époque, le nassérisme, le nationalisme arabe, représentait un véritable courant politique. En particulier, ces députés critiquent l'attribution de facilités à la flotte américaine dans le port de Juffair. En mai 1975, le gouvernement, qui supporte de plus en plus mal ces critiques, reproche à l'opposition de faire obstruction au vote des lois et accuse les « communistes » de l'Assemblée nationale de saboter l'expérience démocratique. De leur côté, les députés accusent le gouvernement, et surtout le Premier ministre, de ne pas vouloir la poursuite de celle-ci. Le gouvernement dépose un texte sur la sécurité publique. L'opposition dénonce aussitôt la volonté gouvernementale de restreindre la liberté d'expression. Les ministres boycottent les séances de l'Assemblée.

Cheikh Khalifa remet la démission de son cabinet. L'émir lui demande de former un nouveau gouvernement et, le 26 août 1975, Cheikh Isa dissout le Parlement. Constitutionnellement, un article prévoit que de nouvelles élections devraient intervenir dans les deux mois, mais il suspend l'application de cet article.

Depuis 1975, l'émir continue de légiférer par décret « dans le cadre constitutionnel », mais sans parlement. Il ne fait pas de doute que les pressions du gouvernement de Ryad, de Fahd en particulier, ont joué un rôle capital dans la dissolution prononcée par l'émir. Le roi Khaled a par la suite démenti toute implication de son pays dans les événements survenus à Bahrein au cours de l'été 1975. Mais ce démenti est aussitôt suivi d'une aide de 350 millions de dollars à Bahrein [1]. Pour services rendus ?

Le poids des pressions saoudiennes a sans doute été moins déterminant au Koweït où l'émir, Cheikh Sabah Al Salem Al Sabah, décide à son tour de mettre un terme à la vie parlementaire le 29 août 1976. En visite à Koweït au mois de mars, le roi Khaled a exprimé sa préoccupation devant la liberté, excessive à ses yeux, de la presse et du Parlement. Les premières élections au Koweït s'étaient déroulées en février 1963. La dissolution décrétée par Sabah le comble d'aise. Le Koweït connaît alors sa crise politique la plus grave depuis l'indépendance. La constitution, qui date de 1962, est suspendue. Deux journaux, connus pour leurs sympathies à l'égard de la cause palestinienne, se voient privés du droit de paraître. L'émir, dans un discours, accuse l'Assemblée nationale « d'œuvrer à la subversion » et l'opposition de confondre liberté et anarchie. L'opposition parlementaire, au cours des débats, a vivement critiqué la politique pétrolière du Koweït et réclamé des positions plus « dures » en ce qui concerne les prix du brut et le contrôle des compagnies étrangères. Mais surtout, en cet été 1976, la guerre civile fait rage au Liban, et les dirigeants koweïtiens

1. Dépêche AFP du 22 mars 1976.

voient avec une anxiété croissante les Palestiniens du Liban constituer un État dans l'État. Ils redoutent pour leur pays une semblable dérive. Les services de sécurité observent avec méfiance les liens qui se créent entre certains milieux de l'opposition, intellectuels koweïtiens, et les Palestiniens politisés résidant au Koweït. L'émir veut à tout prix éviter une crise à la libanaise chez lui. Cependant, dans le même temps, il promet le retour à la vie parlementaire dès que les conditions le permettront. Cheikh Ṣabah meurt fin 1977. Il appartiendra à Jaber Al Ahmed Al Sabah, qui lui succède sur le trône le 31 décembre, de tenir la parole donnée. En août 1980, Jaber annonce la tenue d'élections avant février 1981. Celles-ci ont lieu le 24 février. L'opposition nationaliste d'Ahmed Khatib est battue à plate couture et n'obtient aucun siège. Le gouvernement jubile. A tort. Il apprendra vite à compter avec un nouveau type d'opposition, faite de bédouins religieux et conservateurs qui ne manquent aucune occasion de harceler le pouvoir.

Le Conseil fédéral des EAU : démocratie à la bédouine

Rien au Qatar qui ressemble de près ou de loin à un parlement. Le « statut provisoire », inspiré par les Britanniques en avril 1970, prévoyait bien un système électoral. Mais pour l'émir, Cheikh Khalifa bin Hamad Al Thani, Bahrein a essuyé les plâtres et la leçon est suffisante pour que soit épargné à Qatar ce fléau. A la place, il met en place un Conseil consultatif. Comme son nom l'indique, il ne fait qu'émettre des avis que Cheikh Khalifa est libre de ne pas suivre. C'est d'ailleurs lui qui en nomme les membres. En Oman, le sultan Qabous a, lui aussi, mis en place en 1982 un conseil consultatif qui fonctionne de plus en plus comme un parlement embryonnaire. Le Conseil soumet des textes au sultan qui les signe, ou les lui renvoie pour examen approfondi. Dès la mi-1978, se sentant suffisamment fort, le

chef de l'État avait institué un corps consultatif tribal dans le Dhofar. Mais Qabous demeure un monarque absolu.

Aux Émirats arabes unis, où nulle élection n'a jamais eu lieu, c'est la démocratie bédouine qui a épousé les formes du parlementarisme à l'occidentale. Le Conseil national fédéral de 40 membres [1] nommés par les sept émirs de la Fédération contrôle l'activité du gouvernement fédéral. Bien sûr, celui-ci n'est pas responsable devant le Conseil national fédéral. En 1979, le Conseil soumet aux sept émirs une pétition proposant une réforme des institutions pour atténuer les rivalités entre les différents émirats de la Fédération. Car le problème numéro un pour la stabilité des EAU ne provient pas de la subversion de mouvements clandestins comme à Bahrein ou au Koweït : c'est la rivalité ancestrale entre Abou Dhabi et Dubaï. La grave maladie de Cheikh Rachid, émir de Dubaï depuis 1981, a assuré à Zayed d'Abou Dhabi une suprématie désormais incontestée. Le nouveau Conseil fédéral, nommé en 1981, est composé de membres plus dociles. Il est peu probable que de nouvelles pétitions voient le jour. Au sein même des familles régnantes, pourtant, on compte désormais des partisans d'un Conseil national fédéral élu démocratiquement.

Le Conseil consultatif d'Arabie Saoudite : un serpent de mer

Reste l'Arabie Saoudite, dont le prince Talal bin Abdelaziz, l'« émir rouge », voulait faire une monarchie constitutionnelle au début des années 60. « Notre constitution, c'est le Coran », répondait Fayçal. Sa politique est celle de la famille royale. Le nom même du pays en apporte la preuve éclatante. L'Arabie Saoudite est le seul pays au monde à porter le nom de famille de ses dirigeants, qui conçoivent à

1. Abou Dhabi : 8 ; Dubaï : 8 ; Charjah : 6 ; Ras Al Khaymah : 6 ; Foujeirah : 4 ; Ajman : 4 ; Oumm Al Qaiwain : 4.

son égard de véritables sentiments de propriétaire. Ce qui est bon pour eux est bon pour le pays. Il est vrai que, contrairement aux Écritures du christianisme, le Coran et les *hadith* interprétés littéralement forment l'ossature d'un régime politique, légal et social. Prolongeant la pensée de Fayçal, le prince Abdallah l'a dit en toute clarté : « L'Arabie Saoudite a une constitution inspirée par Dieu et non rédigée par l'homme [...]. Toutes les lois et tous les règlements sont inspirés par le Coran et l'Arabie Saoudite est fière d'avoir une telle constitution [1]. » Le Livre, justement, recommande au prince de demander l'avis des croyants sur les questions essentielles : « Consulte-les sur toute chose ; mais lorsque tu as pris une décision, place ta confiance en Dieu » (III, 159). Rien, en revanche, n'indique que cette consultation doive prendre une forme institutionnelle. Le code de l'honneur bédouin fait obligation au prince de répondre à l'interpellation du premier citoyen venu lui demander justice. C'est ce que font Isa à Bahrein, Zayed à Abou Dhabi. Ibn Saoud, Fayçal, Khaled tenaient également *majlis,* et Abdallah n'est jamais aussi à l'aise que lorsqu'il partage la vie de ses bédouins. Fahd, beaucoup moins. Intérieurement, l'actuel roi d'Arabie estime que ces audiences sont une perte de temps alors que tant de tâches le réclament ailleurs.

Pourtant, le 6 novembre 1962, Fayçal, alors prince de la couronne et chef du gouvernement, annonce l'élaboration d'une charte organique et la réforme du Conseil consultatif. Celui-ci, le *majlis al choura,* a été institué en 1926 par Ibn Saoud. C'est une concession du conquérant aux Hedjazis vaincus dont il reconnaît, par ce geste, qu'ils sont plus évolués politiquement que ses propres partisans originaires du Nejd. C'est le début d'une longue saga, celle du Conseil consultatif qui, de crise en crise, réapparaît et disparaît à la manière d'un serpent de mer. Avec les premiers troubles

1. Cité par Abbas Kelidar, « The Problems of Succession in Saudi Arabia », *Asian Affairs,* vol. 65, n° 1 (février 1978), p. 29.

dans les champs pétroliers, au cours des années 50, le régime laisse entendre que le *majlis al choura* va évoluer dans le sens d'un parlement. Les troubles passent, la promesse est oubliée. Lorsque Fayçal la ressort en 1962, il vient de triompher des « princes libres » conduits par Talal. Il leur donne un gage : la réforme du *majlis al choura.* Cette fois encore, la promesse s'évanouit avec le temps. Après l'assassinat de Fayçal en 1975, Fahd reparle de l'institution d'un véritable Conseil consultatif. Rien ne vient, la crise est passée. En novembre 1979, le régime est ébranlé par la prise de la Grande Mosquée de La Mecque et par les émeutes chiites dans la région de Qatif et de Hofouf. A nouveau, en janvier 1980, Fahd promet — à l'intention des chiites du Hasa — la création dans les deux mois de ce Conseil consultatif renouvelé. Sans être élu (il ne faut pas rêver) ce conseil comprendrait une centaine de membres nommés. Les deux mois passent et rien ne vient. A ce jour, et malgré une brève réapparition lors d'interviews données par Fahd en mars 1982, le projet est toujours dans les limbes. L'orage de cette fin 1979 est passé, jusqu'au suivant. Il sera toujours temps, alors, de promettre à nouveau de revivifier le *majlis al choura,* passablement délaissé depuis sa création par Ibn Saoud... à moins que cette fois-ci il ne soit trop tard. Car les richesses du pétrole ont donné naissance à une bourgeoisie saoudienne avide de se libérer quelque peu du carcan dans lequel la maintient la famille royale.

Tensions entre les familles régnantes et leurs bourgeoisies nationales

Contrairement aux fondamentalistes religieux, la bourgeoisie du royaume, dans son ensemble, est ouverte aux valeurs occidentales. Ces hommes d'affaires et commerçants estiment que le système du *majlis,* qui oblige les membres les plus importants de la famille royale à ouvrir ses portes au moins une fois par semaine aux pétitionnaires de tout

poil, n'est plus adapté à la société moderne. Surtout, à leurs yeux, ce système présente l'inconvénient de minimiser leur poids dans la société, dans la mesure où il permet un contact direct entre le bédouin de base et le prince-ministre et court-circuite la bourgeoisie, désireuse d'exercer maintenant une influence politique en rapport avec son rôle économique.

Cette classe moyenne qui a proliféré au même rythme que les pétro-dollars ne se reconnaît plus entièrement dans ces institutions archaïques. Un peu partout, dans le Golfe, cette nouvelle classe se heurte aux intérêts des familles régnantes. En Arabie Saoudite, on en a eu l'illustration avec le renvoi de Ghazi Al Gosaibi, le ministre de la Santé, au mois d'avril 1984. Al Gosaibi venait de publier dans le journal *Al Jazira* un poème d'une cinquantaine de vers évoquant la corruption et le despotisme régnant à la Cour des Dames au Xᵉ siècle à Alep ! Une allusion transparente aux commissions et pots-de-vin, sport national du royaume pratiqué sur une large échelle par les membres les plus éminents de la famille royale, à commencer par Sultan, le ministre de la Défense dont la fortune grandit avec chaque commande d'armements. C'est donc la publication de ce poème qui est à l'origine de son limogeage. Fahd s'est séparé à regret, semble-t-il, de son ministre, mais il a dû s'y résoudre par loyauté envers la famille. Al Gosaibi, l'un des 14 roturiers à faire partie du gouvernement, avec Yamani et quelques autres, était sans conteste l'un des ministres les plus efficaces. Quelques mois auparavant, il avait été rétrogradé au portefeuille de la Santé, après avoir occupé celui de l'Industrie depuis 1975. Sans se tromper, on peut dire que Ghazi Al Gosaibi est le père de l'industrialisation du royaume. Au moment de son limogeage, il est très populaire parmi la bourgeoisie saoudienne. Le *Financial Times* n'hésite pas à parler alors de la crise politique la plus grave qu'ait connue l'Arabie Saoudite depuis l'occupation de la Grande Mosquée. A une moindre échelle, les problèmes se posent en termes similaires ailleurs dans le Golfe. C'est ainsi qu'au cours de l'année

1982, les grandes familles marchandes de Bahrein ont fait des représentations auprès de l'émir pour se plaindre de la rapacité du Premier ministre, Cheikh Khalifa, qui abuse de son pouvoir pour s'attribuer les contrats les plus rémunérateurs.

Les familles royales elles-mêmes ne sont pas exemptes de tensions. N'ayant pas réussi à préserver l'Égypte de Sadate du boycott, Fahd est allé bouder trois mois dans sa propriété de Marbella en Espagne en 1979. A Bahrein, les désaccords entre Khalifa, le Premier ministre, et son neveu Hamad, prince héritier, conduisent Khalifa à disparaître à Londres pendant plus d'un mois en 1981.

La revanche de Ryad sur l'ancienne puissance coloniale

Pourtant, en faisant le bilan, les princes de Ryad peuvent être satisfaits. Leur pays est désormais courtisé par les grands. Sa puissance est attestée par le poids de l'Arabie Saoudite au conseil d'administration du Fonds monétaire international. Lorsque, pendant la guerre du Liban de l'été 1982, les forces israéliennes qui assiègent Beyrouth coupent la distribution d'eau dans le secteur ouest, un simple coup de fil de Fahd à Reagan suffit à rétablir celle-ci. Ryad peut se permettre de « récompenser » la France de son attitude de soutien aux Palestiniens assiégés en lui consentant un crédit *stand-by* de quatre milliards de francs. Les dirigeants saoudiens peuvent parler d'égal à égal avec n'importe quel leader de la planète. A coups de millions de dollars, ils modèlent la politique du continent africain, convertissant à l'islam nombre de chefs d'État qui sont passés à la caisse, appuyant le régime moribond du président soudanais Gaafar Nimeiry en échange de l'introduction de la *chari'a* au Soudan, soutenant financièrement la Somalie dans sa lutte contre l'Éthiopie, après l'avoir aidée à se détacher de son alliance avec Moscou, finançant plus ou moins discrètement l'Égypte au moment même où celle-ci est mise au

ban du monde arabe pour avoir signé les accords de Camp David. Ce qui devrait faire réfléchir l'Arabie Saoudite, colosse aux pieds d'argile, sur la solidité de son influence, c'est qu' un petit pays comme la Syrie ne disposant pas, elle, d'une réserve inépuisable de pétro-dollars pour appuyer sa politique, a défié avec succès la puissance de l'Oncle Sam, obligeant le pays du Cèdre à abroger son accord avec Israël signé à la demande expresse des États-Unis.

Mais c'est chez eux, dans la région du Golfe, que le succès des princes de Ryad est le plus net. L'Irak et l'Iran étant hors jeu pour cause de conflit, aucune puissance régionale ne peut véritablement rivaliser avec le royaume wahhabite dont l'hégémonie va croissant. La formation du Conseil de coopération du Golfe est sa victoire. En théorie — mais en théorie seulement — les six partenaires du CCG ont les mêmes droits et devoirs. En pratique, le plus gros financier de l'alliance régionale est l'Arabie qui estime en contrepartie avoir des prérogatives. Seuls, Oman et le Koweït, aux deux extrémités, géographiques comme politiques du CCG, ont manifesté une indépendance toute relative. Mais au fil des mois, l'emprise de Ryad sur ses satellites s'étend, le CCG montre une homogénéité croissante et sa politique ressemble à s'y méprendre à celle de l'Arabie Saoudite.

C'est contre son gré que l'Arabie Saoudite avait dû reconnaître le régime républicain de Sanaa, au Nord-Yémen. L'expérience lui apprit rapidement à s'accommoder de ce régime modéré et en fin de compte très dépendant de Ryad. Le président Ibrahim Hamdi, à la tête du Nord-Yémen depuis 1974, fut assassiné le 11 octobre 1977, selon toute vraisemblance, sur l'instigation de Ryad, pour avoir montré des velléités d'indépendance, notamment par l'achat d'armes soviétiques et en entamant des conversations avec Aden afin de normaliser les relations entre les deux Yémen. Actuellement, l'Arabie Saoudite soutient financièrement les cheikhs des tribus du nord, dont le contrôle échappe largement au gouvernement de Sanaa. Qui plus est, au début de la décennie 80, le budget de l'État était financé pour moitié

environ par le grand voisin. A l'occasion, ce dernier fait comprendre que son aide mérite contrepartie. Les Saoudiens ont suspendu plusieurs mois durant leurs paiements, en 1981, pour manifester leur mécontentement : le président Ali Abdallah Saleh s'était rendu à Moscou et à Aden sans leur aval ; pis encore : il avait fait arrêter l'un de ses anciens ministres, Abdallah Al Asnaj, connu pour être l'homme des Saoudiens. Le président nord-yéménite a pu mesurer le prix de l'autonomie.

En 1971, Fayçal avait dû accepter de voir les émirs du Golfe, qu'il considérait comme ses vassaux, accéder au titre de chefs d'État, à son égal. La Grande-Bretagne le voulait ainsi, alors que, du point de vue saoudien, toutes ces principautés étaient autant de joyaux destinés à parer tôt ou tard la couronne saoudienne. Avec la création d'un Conseil de coopération du Golfe, contrôlé par Ryad, les dirigeants saoudiens ont, dix ans après, pris leur revanche sur l'ancienne puissance coloniale. A la *Pax Britannica* est en train de succéder une *Pax Saudia* sur la Péninsule arabique et ses pétro-monarchies. Mais pour combien de temps ?

BIBLIOGRAPHIE

Al Baharna Hussain, *The Arabian Gulf States, their Legal and Political Status and their International Problems,* Librairie du Liban, Beyrouth, 1975.

Al Sabah Salem Al Jabir, *Les Émirats du Golfe,* Fayard, Paris, 1980.

Berreby Jean-Jacques, *Le Golfe persique,* Payot, Paris, 1959.

Bonnenfant Paul et *al., La Péninsule arabique aujourd'hui,* 2 tomes, Éditions du CNRS, Paris, 1982.

Chelhod Joseph et *al., L'Arabie du Sud, histoire et civilisation,* 3 tomes, Maisonneuve et Larose, Paris, 1984.

Chubin Shahram, Litwak Robert, Plascov Avi, *Security in the Gulf,* The International Institute for Strategic Studies, Adelphi Library 7, Gower, Aldershot, 1982.

Cordesman Anthony, *The Gulf and the Search for Strategic Stability,* Westview Press, Boulder (Colorado), 1984.

Dardaud Gabriel, Lacouture Jean et Simonne, *Les Émirats mirages,* Seuil, Paris, 1975.

Delcorde Raoul, *La Sécurité et la Stratégie dans le Golfe arabo-persique,* Le Sycomore, Paris, 1983.

Freedman Robert O., *Soviet Policy toward the Middle East since 1970,* Praeger, New York, 1982.

Ghaouti Souad, *Les Émirats arabes unis, vers une nouvelle expérience fédérative,* L'Harmattan, Paris, 1984.

Graz Liesl, *Les Omanis, nouveaux gardiens du Golfe,* Albin Michel, Paris, 1981.

Halliday Fred, *L'URSS et le Monde arabe,* Le Sycomore, Paris, 1982.

Holden David et Johns Richard, *La Maison des Saoud,* Ramsay, Paris, 1982.

Heard-Bey Frauke, *From Trucial States to United Arab Emirates,* Longman, Londres et New York, 1982.

Khouja M.W. et Sadler P.G., *The Economy of Kuwait, Development and Role in International Finance,* The McMillan Press Ltd, Londres, 1979.

Kodmani Bassma et *al., Quelle sécurité pour le Golfe ?,* IFRI, Paris, 1984.

Nakhleh Émile, *The Persian Gulf and American Policy,* Praeger, New York, 1982.

Rumaihi M.G., *Bahrain, Social and Political Changes since the First World War,* Thèse polygraphiée, 1976.

Terzian Pierre, *L'Étonnante Histoire de l'OPEP,* Éditions Jeune Afrique, Paris, 1983.

Thesiger Wilfred, *Le Désert des déserts,* Plon, Paris, 1978.

Tripp Charles et *al., Regional Security in the Middle East,* The International Institute for Strategic Studies, Adelphi Library 8, Gower, Aldershot, 1984.

Tur Jean-Jacques, *Les Émirats du Golfe arabe,* Que Sais-je ?, P.U.F., Paris, 1976.

GLOSSAIRE

Achoura : cérémonie de deuil chiite commémorant l'assassinat de Hussein, fils du calife Ali.

Arba'in : seconde célébration du deuil, quarante jours après la première.

Awqaf (pluriel de *waqf*) : biens religieux.

Chari'a : loi islamique.

Cheitane : le Diable.

Fuqahaa : théologiens musulmans.

Ghetra : pièce de tissu servant de coiffure, appelée *keffieh* en d'autres parties du monde arabe.

Hadith : traditions écrites de l'islam, droit coutumier musulman.

Hajj : pèlerinage à La Mecque, l'une des cinq obligations de l'islam.

Haram al Charif : Saint des Saints, nom donné à la Grande Mosquée de La Mecque.

Imam : prêtre musulman. Celui qui conduit la prière. Guide religieux.

Jihad : guerre sainte.

Khalij : golfe.

Mahdi : messie.

Majlis : parlement iranien.

Majlis (ou *diwan*) : audience accordée par le prince ou le souverain à son peuple.

Majlis al choura : conseil consultatif.

Majnoun : fou, possédé.

'oud : luth arabe.

Ouléma : docteur de la foi musulmane.

Oumma : communauté des croyants musulmans.

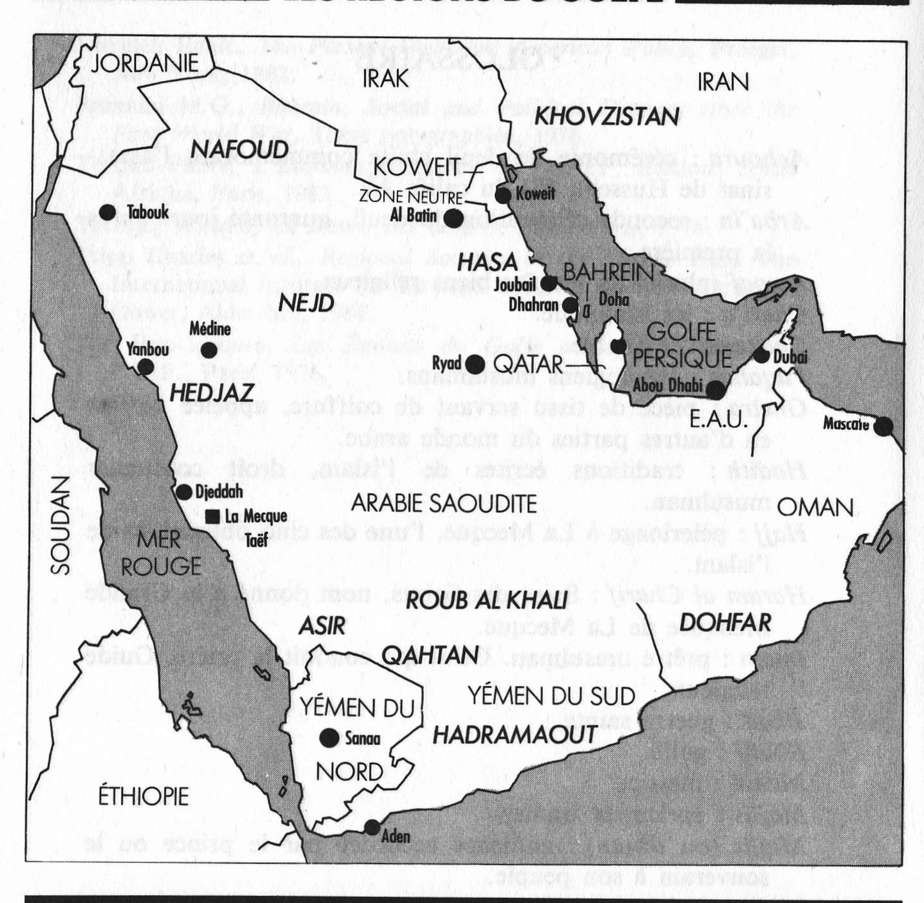
Qadi : magistrat, dans le droit coranique.

Thawrah : révolution.

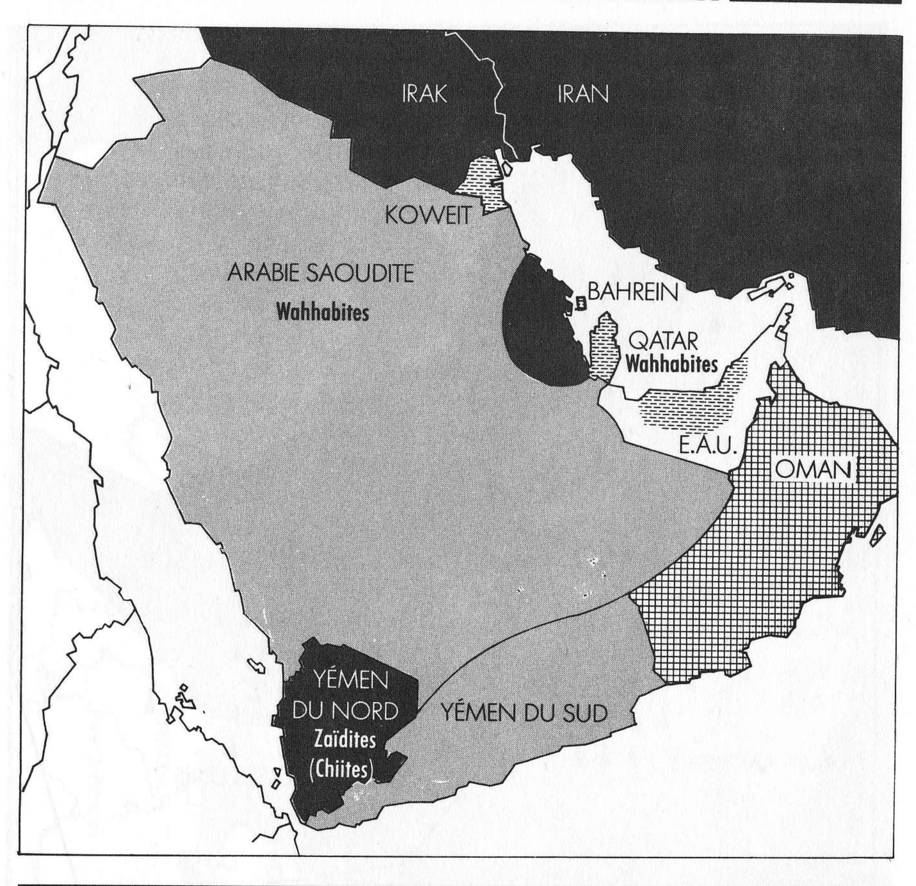
Thobe (ou *disdacha*) : longue robe des Arabes du Golfe. Équivalent de la djellabah nord-africaine.

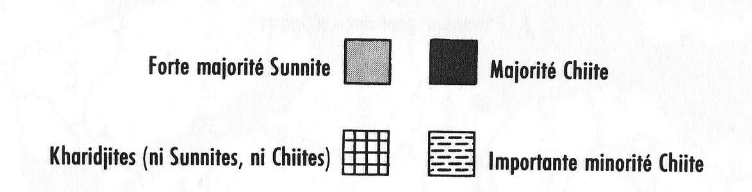
Zakat : impôt musulman.

LES RÉGIONS DU GOLFE

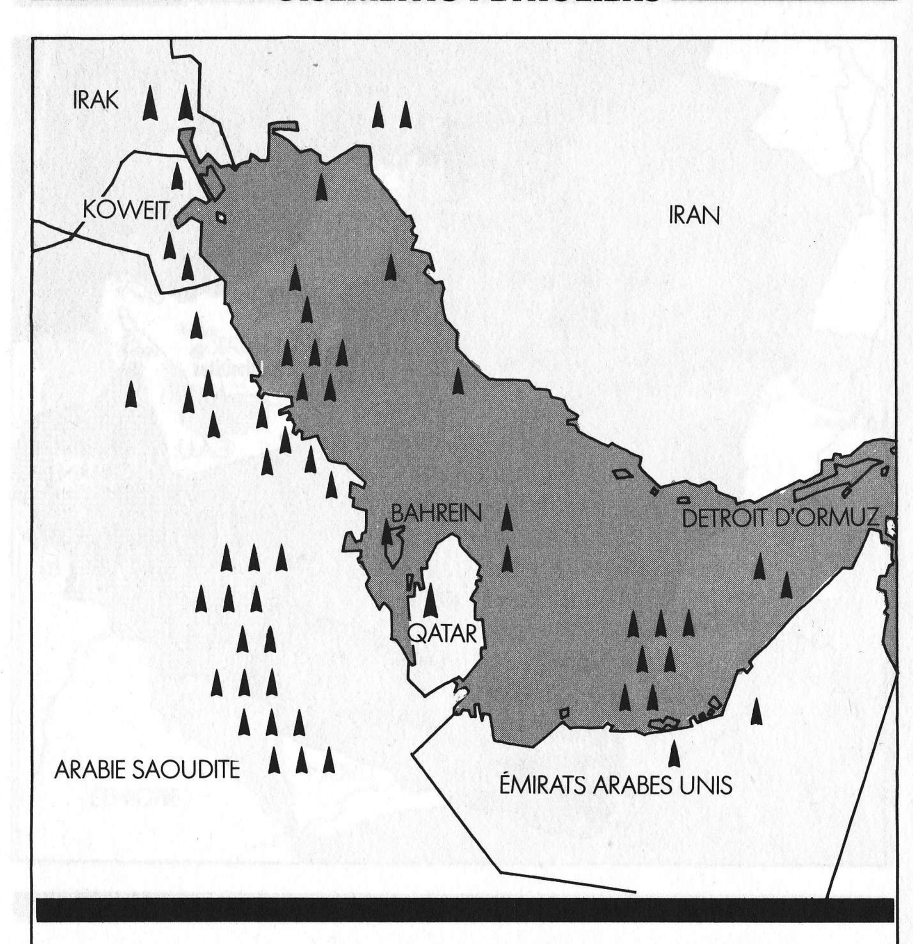


L'ÉQUILIBRE INTER-MUSULMAN



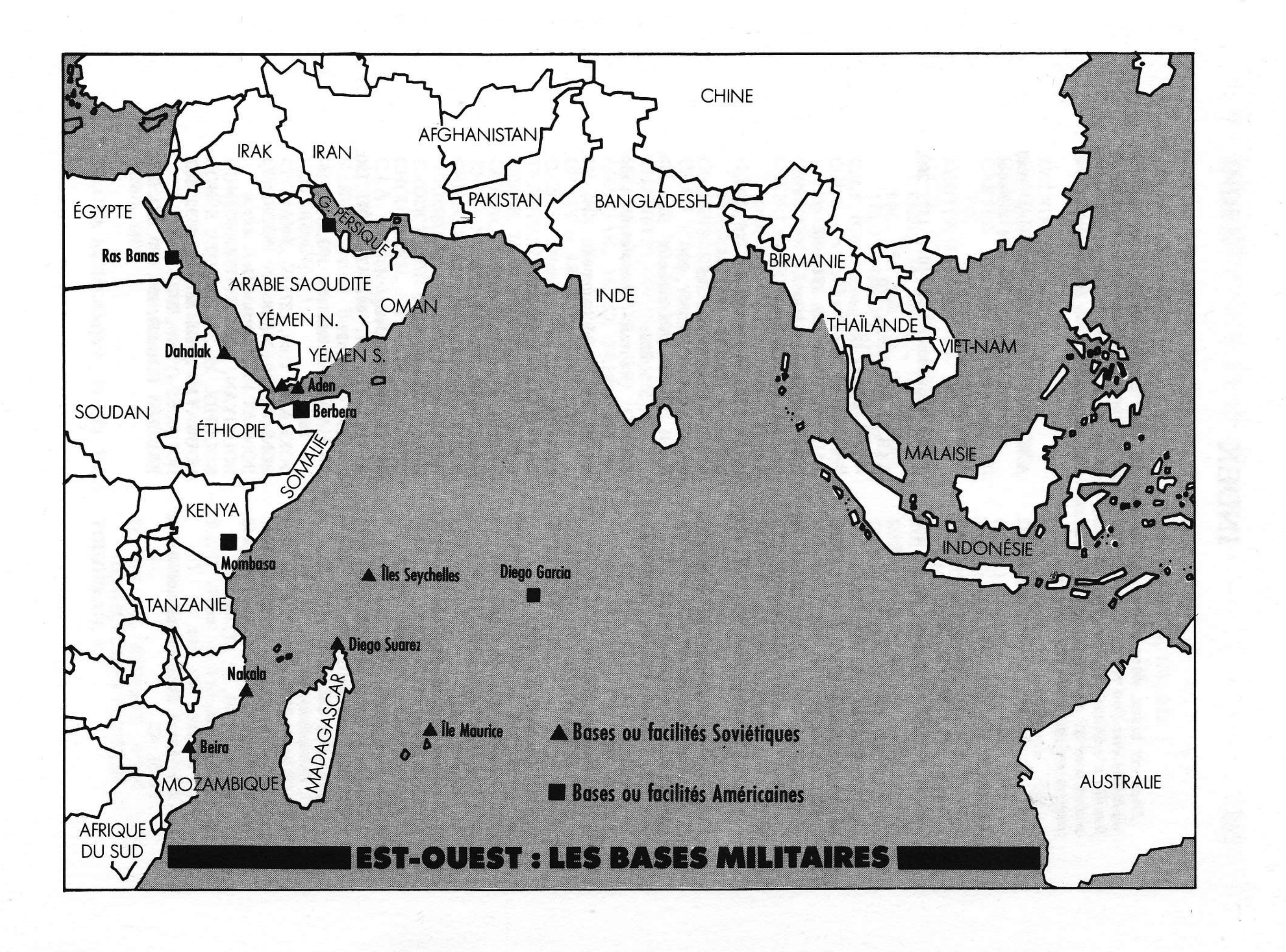


GISEMENTS PÉTROLIERS



Principaux gisements pétroliers

0 150 300
kilomètres


CHINE
AFGHANISTAN
IRAK
IRAN
ÉGYPTE
PAKISTAN
BANGLADESH
G. PERSIQUE
Ras Banas
BIRMANIE
ARABIE SAOUDITE
INDE
OMAN
YÉMEN N.
THAÏLANDE
VIET-NAM
Dahalak
YÉMEN S.
Aden
Berbera
SOUDAN
ÉTHIOPIE
SOMALIE
MALAISIE
KENYA
INDONÉSIE
Mombasa
Îles Seychelles
Diego Garcia
TANZANIE
Diego Suarez
Nakala
MADAGASCAR
Île Maurice
Bases ou facilités Soviétiques
Beira
MOZAMBIQUE
Bases ou facilités Américaines
AUSTRALIE
AFRIQUE DU SUD
EST-OUEST : LES BASES MILITAIRES

INDEX

Dans cet index, nous avons respecté pour les noms propres arabes la présentation habituelle que l'on retrouve, par exemple, dans les annuaires du téléphone. Le nom de famille n'existant pas, en règle générale, dans les pays arabes, la plupart des noms arabes sont ici répertoriés par prénom, suivi du patronyme. Dans le cas contraire, le prénom est mis entre parenthèses.

ABA AL KHAIL (Mohammed), 232, 234.
ABADAN, 206, 212, 215.
ABDALLAH bin Abdelaziz, 14, 118-sqq., 138, 139, 151, 239.
ABDEL LATIF Al Hamad, 38, 39, 40.
ABHA, 121.
ABOU IYAD, 62.
ABOU MOUSSA, 24, 107, 213.
ADDAMS (John), 190.
ADEN (Traité d'), 110, 168.
A.D.F.A.E.D. (Abu Dhabi Fund for Arab Economic Development), 35.
ADRIANO (Père), 67, 68.
AFGHANISTAN, 9, 161, 166, 167, 170, 174, 179.
AHMED (vice-ministre de l'Intérieur d'Arabie Saoudite), 94.
AHMED (émir du Qatar), 104.
A.I.O.C. (Anglo-Iranian Oil Company), 29.
AJMAN, 22.
AKINS (James), 194.
ALAWI (Youssef), 52.
ALBA, 88.
ALGER (Accords d'), 207.
ALGÉRIE, 214.
ALI Abdallah Saleh, 177, 244.
ALI (Calife), 89-sqq., 218.
ALI Khalifa, 161.
ALI Nasser Mohammed, 168.
ALIEV (Geidar), 171, 172.
AMMAN (Sommet d'), 109.
AMIN (Hafizullah), 170.
ANDREANI (Jacques), 203.
ANDROPOV (Youri), 159.
AQABA, 214, 222.
AQIL (Abdallah), 68.
ARABISTAN, 212.
ARAFAT (Yasser), 11, 61, 62, 64, 198.
ARAMCO (Arabian American Oil Company), 29, 49, 67, 87, 94, 188.
ASIR, 107, 108.
ASNAJ (Ibrahim Al), 244.
A.S.R.Y. (Arab Shipbuilding and Repair Yard), 42.
A.W.A.C.S. (Airborne Warning And Control System), 95, 148, 152-sqq., 228.
AZERBAÏDJAN, 170, 172.

BAAS (Baasisme), 24, 107, 137, 209, 218.
BAB EL-MANDEB, 170.
BADR (iman), 18.
BADRIA Al Awadhi, 80.
BAGDAD (Pacte de), 171, 182.
BAKER (Havard), 196.
BAKHTIAR (Chahpour), 210.
BAKOU, 159.
BAKR (Ahmed Hassan El), 207, 208.
BANDAR ABBAS, 145, 224.
BANDAR bin Sultan, 165.
BANDAR KHOMEINY, 205.
BANI SADR (Abolhassan), 92, 210, 211, 215, 223.
BAPCO (Bahrain Petroleum Company), 88.
BAQR SADR (Mohammed), 124, 135, 210.
BARIDA, 121.
BARRE (Raymond), 203.
BARRÉ Syaad, 167, 187.
BARRIL (Paul), 120, 130.
BASSORAH, 19, 214, 223.
BATIN (Hafr Al), 141, 152.
BEDOS (Guy), 34.
BELL (Général), 136.
BERBERA, 187.
BERREBY (Jean-Jacques), 48.
BEYROUTH, 41, 64, 129, 130, 190, 204, 225, 242.
BICHARAH (Abdallah), 113, 114, 161, 162.
BOKHAWA (Isa), 127.
BOMBAY, 19, 20, 58.
BONNET (Christian), 123.
BOUBIYAN, 148.
BOUCHIR, 19, 20, 158, 227.
BOURAYMI (Oasis de), 28, 48-50, 102.
BOURGES (Yvon), 202.
BREJNEV (Leonid), 159, 170, 174, 175.

BREJNEV (Plan), 111, 166, 173, 174.
BRESIL, 156, 180.
BRIGHT STAR, 113, 146, 186.
BRZEZINSKI (Zbigniew), 9, 180, 188, 193.
BULGARIE, 160, 161, 163.

CALVIN, 96.
CAMP DAVID, 12, 64, 156, 209, 243.
CARDENAS, 29.
CARTER (Jimmy), 9, 178-sqq., 191, 192.
CARTER (Doctrine), 179, 180.
C.C.G. (Conseil de Coopération du Golfe), 14, 101-sqq., 129-sqq., 142-sqq., 153, 154, 156, 157, 161-sqq., 174, 175, 186, 203, 228, 230, 243, 244.
C.d.F. (Charbonnage de France), 42.
C.E.E. (Communauté Economique Européenne), 42, 114.
CENTCOM (Central Command), 187.
C.E.N.T.O. (Central Treaty Organization), 107, 171, 182.
C.F.P. (Compagnie Française des Pétroles), 42.
CHAKHBOUT, 30, 47, 68, 102.
CHAH d'Iran, 21, 29, 106, 107, 116, 181, 192, 193, 207, 208, 213.
CHAMBERLAIN (Joseph), 20.
CHAMS (Omar), 137.
CHARJAH, 18, 22, 24, 31, 33, 164, 213.
CHATT el ARAB, 148, 207.
CHATTY (Habib), 101.
CHEYSSON (Claude), 219.
CHINE, 24, 51, 160, 164, 175, 176.
CHIRAC (Jacques), 201.
CHIRAOUI (Youssef), 42, 232.
CHIRAZI (Ayatollah), 128.
CHOUEIBA, 130, 223.
CHOUCHATRI (Hassan), 124.
CHOUWEIKH, 223.
C.I.A. (Central Intelligence Agency), 29, 168, 169, 180.
C.I.D. (Criminal Investigation Directorate), 93, 126, 136, 137, 162.
CISJORDANIE, 11.
CITIBANK, 200.
COMECON (Council for Mutual Economic Assistance), 169.
COMIDEASTFOR, 190.
CORÉE DU SUD, 66.
CÔTE DES PIRATES, CÔTE DE LA TRÊVE, 20, 48, 49.
CREASY (Sir Timothy), 143, 144.
CUBA, 160.

DAAWA AL ISLAMIYA, 70, 135, 210.
DAHALAK, 170.
DAMMAM, 93, 121, 232.
DARBY (Dave), 136.
DHAHRAN, 33, 79, 87, 99, 151-sqq., 153, 165, 188, 197, 209.
DHOFAR, 24, 50-sqq., 105, 106, 143-sqq., 163, 175, 181, 185, 214, 238.
D.I.A. (Defence Intelligence Agency), 169.
DIEGO GARCIA, 171, 187.
DIEGO SUAREZ, 170, 171.
DJEDDAH, 67, 97, 99, 115, 119, 134, 158, 166.
DJIBOUTI, 44, 226.
DJILOUWI, 93, 94.
DJOUHAYMAN Al Oteiba, 98, 117-sqq.
DOBRYNINE (Anatoly), 166.
DULLES (John Foster et Allan), 181.

EDEN (Anthony), 49.
ÉGYPTE, 12, 19, 32, 48, 49, 64, 67, 85, 139, 149, 155-sqq., 168, 174, 186, 197, 226, 242.
EISENHOWER (Dwight), 181.
ÉTATS-UNIS, 9, 12, 13, 18, 26, 27, 32, 36, 41, 48, 51, 63, 69, 82, 90, 95, 105, 111, 112, 123, 142, 145, 146, 149, 154, 155, 157, 160, 163, 165, 166, 171, 172, 174, 175, 178-sqq., 203, 211, 219, 220, 225, 226.
ÉTHIOPIE, 110, 164, 167, 168, 242.
EUPHRATE, 207.

FAHD bin Abdelaziz, 14, 81, 94, 105, 117, 118, 165-sqq., 197, 198, 204, 236, 239, 240, 241.
FARAH, 170.
FATAH, 11, 62, 64.
FAYÇAL bin Abdelaziz, 18, 19, 30, 80, 82, 97, 105, 118, 150, 159, 167, 181, 192, 238, 239, 240, 244.
FÈS (Sommet arabe de), 198.
F.D.R. (Force de déploiement rapide) 13, 141, 142, 145, 181-sqq., 191, 197.
F.I.L.B. (Front islamique de libération de Bahrein), 125.
F.L.B. (Front de libération de Bahrein), 126, 175.
F.L.D. (Front de libération du Dhofar), 51.
FONDS DE RÉSERVE GÉNÉRALE, 35.
FONDS DE RÉSERVE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES, 35.
FOUJEIRAH, 22.

F.P.L.G.A.O. (Front Populaire de libération du Golfe Arabe Occupé), 51, 175.
F.P.L.P (Front Populaire de Libération de la Palestine) 63.
FRANCE, 49, 50, 64, 120, 122, 123, 146, 150, 154-sqq., 174, 190, 201, 202, 203, 219, 225, 226, 229, 242.
FRONT DE LA FERMETÉ, 111, 209.

GARDE NATIONALE, 118, 138, 139, 151, 154.
GAULLE (Charles de), 120, 201.
GENSCHER (Hans Dietrich), 204.
GHALIB, 49.
GHOTBSADEH (Sadep), 211.
G.I.G.N. (Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale), 120, 130.
GISCARD D'ESTAING (Valéry), 201, 203.
G.N.A. (Gulf News Agency), 109.
GOLAN : 165.
GOSAIBI (Ghazi Al), 241.
GRANDE-BRETAGNE, 17-sqq., 28-sqq., 48-50, 56, 61, 98, 134, 143-sqq., 146, 156, 159, 174, 188, 193, 199, 201, 202, 228, 231, 244.
GROMYKO (Andrei), 111.
GUAM (Doctrine de), 180.
GULF AIR, 56, 64.

HABACHE (Georges), 63.
HADAR (Nassib Ramad Al), 144.
HAIG (Alexander) 12, 148, 185, 193, 194, 195.
HAMAD bin Isa Al Khalifa, 14, 154, 242.
HAMDI (Ibrahim), 243.
HAMRA, 141, 142.
HAROUN Al Rachid, 93.
HAROUN El Poussah, 235.
HASA, 70, 87, 94, 97, 108, 240.
HEATH (Edward), 22, 201.
HEDJAZ, 77, 96, 98, 117, 133, 159, 239.
HENDERSON, 136.
HERAT, 170.
HOFOUF, 93, 240.
HOLDEN (David), 97, 137, 138.
HONGRIE, 160-sqq.
HUSSEIN (Chérif de La Mecque), 98.
HUSSEIN de Jordanie, 177, 185, 214.
HUSSEIN (martyre de) 89-sqq., 128.

IBN BAZ (Abdelaziz), 81, 85.
IBN SAOUD, 78, 93, 97, 98, 99, 103, 105, 117, 118, 133, 134, 158, 239, 240.
IBN SAOUD (Mohammed), 97.
IKHWAN, 76, 98, 120, 133.
ILE AUX CHÈVRES, 144.
ILE MAURICE, 170.
INDE, 18-sqq., 48, 85, 174.
I.P.C. (Iraq Petroleum Company), 29, 49.
ISA bin Mohammed Al Khalifa, 127.
ISA bin Salman Al Khalifa, 14, 42, 103, 104, 125, 234, 235, 236, 239.
ISA TOWN, 78.
ISRAËL, 12-sqq., 26, 44, 60, 62, 64, 142, 150-sqq., 164, 165, 168, 174, 177, 185, 194, 195, 196, 201, 202, 203, 204, 214, 215, 243.
ITALIE, 156, 157, 204.
IZNOGOUD, 235.

JABER Al Ahmed Al Sabah, 15, 34, 40, 103, 104, 110, 133, 161, 162, 237.
JAMIL Wafa, 232.
JAO, 126.
JAPON, 27, 36, 41, 42, 151, 160, 180, 199, 200, 204, 205, 228, 229.
JARUZELSKI (Général), 124.
JASSIM Al Moutawa, 39.
JEDDAH (Ile de), 126.
JÉRUSALEM, 12, 95, 156, 185.
JI PENGFEI, 175.
JOBERT (Michel), 201.
JOHNS (Richard), 97, 137, 138.
JONES (Général), 174, 193.
JORDANIE 21, 32, 51, 64, 67, 121, 137, 146, 152, 155, 157, 165, 166, 177, 184, 185, 214.
JOUBAIL, 70, 71, 78, 232.
JUFFAIR, 188, 189, 190, 235.

KADDOUMI (Farouk), 62.
KADHAFI (Mouammar), 164, 168.
KAMAL Adham, 167.
KARMAL (Babrak), 170.
KEMOULARIA (Claude de), 203.
KENNEDY (John), 192.
KENYA, 136, 186, 187.
KERALA, 57.
KERBALA, 89, 218.
K.F.A.E.D. (Kuwait Fund for Arab Economic Development), 35.
K.F.T.C.I.C. (Kuwait Foreign Trading, Contracting and Investment Corporation), 36.
KHALED bin Abdelaziz (roi d'Arabie), 94, 105, 107, 116, 118, 120, 152, 153, 164, 166, 210, 236, 239.
KHALED El Hassan, 62.
KHALIDI (Awwad Al), 146.

KHALIFA bin Hamad Al Thani, 15, 104, 202, 237.
KHALIFA bin Salman Al Khalifa, 14, 124, 235, 236, 242.
KHALIFA bin Zayed Al Nahyan, 34, 141.
KHALIFA (Al), 88, 103, 104, 107, 108, 127, 232.
KHALIL Al Wazir, 62.
KHAMENEI (Ali), 225.
KHAMIS MOUCHAYT, 107, 108, 119, 152.
KHARG (île de), 225.
KHASAB, 146.
KHATIB (Ahmed), 237.
KHOMEINY (Rouhollah), 9, 92-sqq., 106-sqq., 111, 117, 128, 171, 172, 209, 210, 214, 223.
KHORRAMCHAHR, 212, 215.
KHOUZISTAN, 212, 218.
KHROUCHTCHEV (Nikita), 159.
KIANOURI (Noureddine), 173.
K.I.C. (Kuwait Investment Corporation), 36.
K.I.I.C. (Kuwait International Investment Corporation), 36.
KISSINGER Henry, 167, 194.
KLIBI (Chadli), 101, 110.
KOUFA, 218.

LALONDE (Marc), 44.
LA MECQUE, 13, 55, 80, 93-sqq., 98, 105, 116-sqq., 130, 133, 139, 166, 240.
LA SALLE, 190, 191.
LAWRENCE (T.E.), 21.
LIBAN, 11, 12, 61-sqq., 129, 130, 177, 216, 236, 237, 242, 243.
LIBYE, 65, 110, 130, 168, 208, 209, 214, 226.
LIGUE ARABE, 101, 110, 203, 208.
LLOYD'S, 227, 228.

MADAGASCAR, 171.
MAROC, 65, 119, 214.
MASJID-I-SOULEIMAN, 27.
MASSAWA, 170.
MASSIRAH, 145, 171, 186, 191.
MAZARKI Mohammed Al, 73.
McDILL, 186.
MÉDINE, 94, 96, 97, 119, 121.
MEESE Edwin, 196.
MENGISTU Haile Mariam, 168.
MIDEASTFOR, 191.
MINA SALMAN, 189.
MITTERRAND (François), 202, 203, 204, 219.
MOAWIYA, 89.
MOAYYED (Tariq Al), 93, 124, 221.
MODARASSI (Hadi Al), 92, 125, 174.
MODARISSI (Mohammed Taki Al), 128, 179.
MOGADISCIO, 187.
MOHAMMARA (Traité de), 132.
MOHAMMED Ali (vice-roi d'Égypte), 97.
MOHAMMED bin Khalifa Al Khalifa, 131.
MOHAMMED bin Moubarak Al Khalifa, 189.
MOLOTOV (Viatcheslav), 159.
MOMBASA, 187.
MOORE (Alan), 41.
MOSSADEGH, 29.
MOUBARAK (Cheikh), 133.
MOUBARAK (Hosni), 198.
MOUHARRAQ, 190.
MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS, 218.
MURPHY (Capitaine), 136.
MUSKIE (Edmund), 180, 218.

NABHAN (Wafa), 60.
N.A.D.I.A. (New Abu Dhabi International Airport), 33.
NADJAF, 209, 218.
NAHYAN Al, 104.
NASSER (Gamal Abdel), 18, 19, 48, 49, 139, 235.
NAWWAF Al Ahmed Al Sabah, 132.
NAYEF bin Abdelaziz, 14, 81, 94, 118, 123, 131, 132, 135, 138, 224.
NEJD, 77, 78, 96, 98, 103, 133, 139, 239.
NEUMAN, 194.
NEW DELHI, 173, 218.
NICARAGUA, 179.
NIMEIRY (Gaafar), 167, 242.
NIXON (Richard), 180, 181.

O.C.D.E. (Organisation pour la Coopération, le Développement et la Coopération Économiques), 35.
O.C.I. (Organisation de la Conférence Islamique), 101, 166, 230.
O.I.A. (Organisation pour l'Industrie Arabe), 156, 157.
O.I.T. (Organisation Internationale du Travail), 59, 65.
O.L.P. (Organisation de Libération de la Palestine), 60, 61, 62, 113.
O.N.U. (Organisation des Nations unies), 21, 26, 49, 59, 113, 159, 160, 166, 214, 230.
O.P.A.E.P. (Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole), 42, 183.

O.P.E.P. (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), 26, 29, 45, 101, 111, 199, 207, 209.
O.R.D. (Oman Research Department), 137.
ORMUZ, 24, 106-sqq., 144, 145, 170, 171, 174, 183, 186, 213, 224-sqq., 229.
OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), 187.
OTEIBA (Mana Sa'id Al), 164.
OUQAYR (Traité d'), 98, 134.
OUMM AL AICH, 148, 223.
OUMM AL QAIWAIN, 22.
OUSMAN (Cyril), 99.

PAHLAVI, 21, 106, 116, 181, 213.
PAKISTAN, 85, 103, 146, 157, 182.
PÉTROMIN (Compagnie nationale du pétrole et des ressources minières), 29.
PETROSTUDIES, 169.
PHILBY (Harry Saint John), 21.
POLOGNE, 124.
POMPIDOU (Georges), 201.
PORT-LOUIS, 170.
PRAVDA, 111, 173.

QABOUS bin Sa'id, 15, 24, 47-sqq., 104-sqq., 137, 142-sqq., 163, 168, 175, 181, 186, 203, 237, 238.
QAHTAN, 107, 122.
QAHTANI (Mohammed), 117-sqq.
QASSEM, 29, 159.
QATIF, 94, 240.
QAWARI (Isa Al), 130.
QAWASSIM, 19.
QOIN, 144.
QOURAICHI, 117.

RACHID Abdallah Al Nuaimi, 163, 214, 229.
RACHID bin Sa'id Al Maktoum, 15, 23, 102, 238.
RADI (Hassan), 128, 129.
RAFSANJANI (Hachemi), 225.
RAMA, 57-sqq.
RAS AL KHAYMAH, 19, 22, 24, 34, 213.
RAS MOUSANDAM, 144, 145.
R.D.A. (République Démocratique Allemande), 160, 164.
REAGAN Ronald, 153, 177, 184, 192, 194-sqq., 226, 242.
R.F.A. (République Fédérale d'Allemagne), 36, 156, 204.
R.I.A.D. (Regionally Integrated Air Defence), 155.
ROMAHI (Daoud), 151.
ROUB'AL KHALI, 48, 77.
ROUHANI (Sadeq), 92.
ROULEAU (Éric), 164.
ROUMANIE, 160, 161, 164.
RUMSFELD (Donald), 219.
RYAD Ibrahim Hussein, 217.

SAAD Abdallah Al Sabah, 15, 38, 80.
SAADA, 122.
SABAH (Al), 60, 103, 107, 133, 134.
SABAH Al Ahmed Al Sabah, 15, 100, 111, 149, 161, 175, 229.
SABAH Al Salem Al Sabah, 236, 237.
SADATE (Anouar El), 156, 167, 196, 198, 242.
SADDAM Hussein, 70, 107-sqq., 132, 135, 148, 166, 206-sqq.
SAFWAN, 223.
SA'ID bin Taymour, 30, 47-sqq., 105.
SALADIN, 212.
SALAH Khalaf, 62.
SALALAH, 50, 144, 145, 186.
SALEM Sabah Al Sabah, 148.
SALLAL (Abdallah) 18, 192.
SALMANIYA, 73.
SAMA (Saudi Arabian Monetary Agency) 41, 199, 234.
SANTA FE, 36.
SAOUD bin Abdelaziz, 30, 48.
SAOUD (Al, Maison des) 11, 12, 93, 94, 97, 116, 139, 154, 202.
SAOUD Al Fayçal, 195.
S.A.S. (Special Air Service), 49, 51, 144.
SCHLESINGER (James), 183.
SELHAMI (Mohammed), 128.
SEPTEMBRE NOIR, 63, 137.
SHARON (Ariel), 214.
SHINDAND, 170.
SHORE (Alan), 136.
SHULTZ (George), 12.
SIB, 138, 145, 186.
SINGAPOUR, 41.
SOCOTRA, 170.
SOMOZA (Anastasio), 179, 192.
SOMALIE, 167, 168, 186.
SOUDAIRY (Hasa bint Ahmed Al), 118.
SOUDAN, 167, 186, 214, 242.
SOUK AL MANAKH, 37-sqq.
STALINE (Joseph), 158, 159.
SUEZ, 17, 18, 22, 49, 226.
SUISSE, 199.
SULTAN bin Abdelaziz, 14, 108, 118-sqq., 150-sqq., 194, 197, 224, 241.
SYRIE, 64, 65, 173, 207, 208, 209, 214, 221, 243.

TABAS, 191, 192, 211.
TABOUK, 119, 121, 152, 153.
TAËF, 73, 108, 115, 204.
TAHER (Aqil), 126.
TALAL bin Abdelaziz, 238.
TALIB, 49.
TAMMOUZ, 44, 164, 215.
TAREK Aziz, 210.
TCHERNENKO (Constantin), 159.
TERZI, 113.
THAMARIT, 145, 186.
THANI (Al), 104.
THATCHER (Margaret), 201, 202.
THESIGER (Wilfred), 48, 77.
TIGRE, 207.
TOMB, 24, 107, 213.
TOURKI Al Fayçal, 28, 151.
TRIPOLI (Liban), 64, 130.
TUNISIE, 65, 118, 214.
TURQUIE, 157, 172, 182, 187, 207, 222.
TURNER (Stanfield), 169.

UNWRA, 62.
U.R.S.S., UNION SOVIÉTIQUE : 9, 12, 20, 24, 51, 110-sqq., 122, 149, 150, 158-sqq., 179, 180, 184, 187, 191, 193, 194, 208, 209, 218, 219, 226, 227, 242-sqq.

VANCE (Cyrus), 180.
VELAYATI (Ali Akbar), 225.
VENEZUELA, 29.
VIÊT-NAM, 180, 182, 183, 226.

WAHHAB (Mohammed Ibn Abdel), 96-sqq.
WARBA, 148.
WEINBERGER (Caspar), 193.
WILLOUGHBY (John), 22.
WILSON Harold, 17-sqq.

YAMANI (Ahmed Zaki), 14, 164, 228, 241.
YANBOU, 71, 78, 229.
YAZDI (Ibrahim), 92.
YAZIB (Calife), 89.
YÉMEN-NORD, 13, 18, 19, 50, 61, 64, 65, 67, 97, 107, 108, 110, 122, 139, 176, 188, 214, 243.
YÉMEN-SUD, 13, 18, 19, 50, 61, 64, 67, 105, 108, 110, 114, 122, 139, 161, 163, 164, 167, 168, 176, 208, 243.
YOUGOSLAVIE, 160, 163.
YOUNG (Andrew), 113.

ZAWAWI (Qais Monem), 146.
ZAYED bin Sultan Al Nahyan, 15, 22, 23, 30-sqq., 68, 85, 102-sqq., 164, 238, 239.
ZIAD (général), 89.

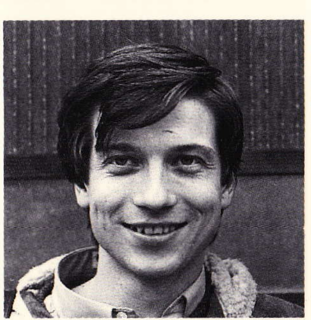
TABLE

Introduction 9
I. A l'est de Suez, du nouveau 17
II. « Dieu nous a donné le pétrole... » 25
III. Oman : le Moyen Age en 1970 47
IV. « Sponsors » et immigrés 54
V. Crise d'identité 73
VI. Les échos de la révolution islamique 87
VII. Un syndicat de dynasties 101
VIII. L'obsession de la sécurité 115
IX. Une poudrière 140
X. L'ours et le faucon 158
XI. L'aigle et le faucon 178
XII. La guerre irako-iranienne : le danger se rapproche 206
XIII. L'Arabie Saoudite, parrain régional 231
Bibliographie 245
Glossaire 247
Index 248

Achevé d'imprimer en février 1985
par Corlet, Imprimeur, S.A., 14110 Condé-sur-Noireau
pour le compte des Éditions Autrement
N° d'édition : 110 - N° d'impression : 5067 - Dépôt légal : mars 1985
Imprimé en France

■ Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweit, Oman et Qatar.
■ Les six États qui forment, avec les deux Yémen, la Péninsule Arabique, ont chacun une personnalité qui les oppose autant qu'elle les unit. D'un côté, l'Arabie Saoudite, puissante, austère, qui s'affirme chaque jour davantage comme parrain dans la région ; de l'autre, Bahreïn, libérale, presque permissive, poumon culturel du Golfe.
■ La réalité est infiniment complexe, faite de réseaux familiaux, d'alliances, de trahisons. Cependant les points communs l'emportent : poids croissant des immigrés asiatiques, recherche d'une économie de l'après-pétrole, montée très progressive de bourgeoisies modernes en opposition potentielle avec le conservatisme ambiant, ascension peu résistible d'un intégrisme musulman de plus en plus exigeant. Mais surtout la conscience d'être entré dans la zone des tempêtes, des conflits régionaux et planétaires.
■ Olivier Da Lage et Gérard Grzybek démêlent patiemment l'écheveau, analysant l'imbrication vertigineuse de la tradition, de la modernité et du bras de fer Est/Ouest. Au-delà des idées convenues, ils font un véritable récit géo-stratégique, entre Clausewitz et les Mille et Une Nuits.

Olivier Da Lage, 27 ans, ancien correspondant dans le Golfe. Gérard Grzybek, 33 ans. Tous deux sont journalistes à Radio France Internationale.



© C. RAUSCH

autrement
CIEL OUVERT

69 F

PHOTO MARC RIBOUD